

REVUE HISTORIQUE

82^e ANNÉE — TOME CCXIX — 1958

F

2739-20

2-1

2

REVUE HISTORIQUE

3.143-25

2-1

2

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

CICÉRON, *de Orat.*, II, 15.

82^e ANNÉE — TOME CCXIX

1958



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

—
1958

D
I
.R6
t. 217-218
1958

H
~~873282~~
V. 219-220

TOUS DROITS RÉSERVÉS

April 21, 1959
B.P

LA

DERNIÈRE ASSEMBLÉE DU CLERGÉ DE FRANCE

(5 MAI-5 AOÛT 1788)

On sait que les Assemblées du Clergé dit « de France » réunissaient, au couvent des Grands-Augustins, à Paris, les députés des seuls diocèses qui appartenaient déjà au royaume au *xvi^e* siècle, lors de l'établissement régulier des décimes payées au roi par l'Ordre ecclésiastique¹. Ces députés renouvelaient, tous les dix ans, le contrat fait à Poissy, en 1561, pour les « décimes anciennes et ordinaires », relatives au service des rentes sur l'Hôtel-de-Ville. Dans cette *Assemblée du contrat* et dans la *petite Assemblée*², qui se tenait cinq ans après, ils accordaient encore au souverain des subventions supplémentaires (don gratuit), ils réglaient toutes les affaires temporelles de l'Ordre, sans s'interdire de porter attention aux affaires spirituelles et de décider, à l'occasion, des questions de doctrine et de morale. Telles étaient, tous les cinq ans, les *Assemblées ordinaires*; en cas de nécessité, le roi convoquait entre temps une *Assemblée extraordinaire*³.

La dernière Assemblée du Clergé de France, qui se tint du 5 mai au 5 août 1788, fut une Assemblée extraordinaire. Malgré la thèse latine que lui a consacrée P. Mautouchet⁴, les origines, les délibérations et

1. Au *xvi^e* siècle, le royaume comprenait 14 provinces ecclésiastiques. L'érection en archevêché de l'évêché de Paris (1623), puis celle de l'évêché d'Albi (1678), porta ce nombre à 16. Le domaine du Clergé de France, à la fin du *xviii^e* siècle, comprenait 116 diocèses répartis entre les 16 provinces ecclésiastiques : Aix, Albi, Arles, Auch, Bordeaux, Bourges, Embrun, Lyon, Narbonne, Paris, Reims, Rouen, Sens, Toulouse, Tours, Vienne.

2. Elle comptait deux fois moins de députés que l'*Assemblée du Contrat* : 32 au lieu de 64 : soit 1 député du premier Ordre et 1 député du second Ordre de chaque province ecclésiastique. L'*Assemblée du Contrat* comptait 2 députés de chaque Ordre pour chaque province.

3. Sur les Assemblées du Clergé au *xviii^e* siècle : G. LEPOINTE, *L'organisation et la politique financière du Clergé de France, sous le règne de Louis XV*. Paris, 1924, in-8°.

4. *De ultimo generali conventu cleri gallicani anno MDCCLXXXVIII habito*. Le Mans, 1900, in-8°, 110 p. Du même auteur : Les questions politiques à l'Assemblée du Clergé de 1788, dans *La Révolution française*, janvier-juillet 1902, t. XLII, p. 5-44. Le procès-verbal de la dernière Assemblée du Clergé de France n'a pas été publié. Il est conservé aux Archives nationales, G^o 706, 842 p. + 16 p. non numérotées contenant la table des matières et 26 lettres autographes, à la fin du registre. Ce procès-verbal constituera la source principale de notre étude.

les résultats de cette Assemblée restent généralement ignorés¹, comme est méconnue la gravité du dialogue qui s'engagea, à cette occasion, entre les chefs de l'Église de France et celui qui, pendant longtemps, avait inspiré leurs résolutions et qui, devenu ministre principal, usait ses dernières forces dans une tentative désespérée pour sauver le régime.

Une Assemblée extraordinaire du Clergé avait déjà été prévue par le contrôleur général Calonne, qui l'avait annoncée aux Notables, réunis en février 1787 pour écouter l'exposé de son plan général de réformes. Cette Assemblée devait pourvoir, par des mesures qui lui étaient impérieusement suggérées — la mise en vente des rentes foncières et des droits honorifiques dépendant des bénéfices —, à l'extinction rapide de l'énorme dette de l'Ordre². Ainsi libéré, le Clergé pourrait supporter une part équitable des contributions publiques, désormais levées sur tous sans exception. Les prélats, qui représentaient le Clergé dans les sept bureaux des Notables — tout en admettant le principe de l'égalité devant l'impôt — repoussèrent les mesures autoritaires proposées par Calonne pour la liquidation de la dette et l'ensemble des Notables les suivit³.

Cependant, le plus redoutable adversaire du ministre, l'archevêque de Toulouse Loménie de Brienne, devenu son successeur avec le titre de chef du Conseil royal des Finances (1^{er} mai 1787), retint l'idée d'une Assemblée du Clergé qui affirmerait, tout au moins, la volonté du premier Ordre de l'État d'« abjurer toute distinction lorsqu'il serait question de contribuer aux charges publiques⁴ ». En conséquence, le 31 mai, le roi convoquait une petite Assemblée du Clergé pour le 27 août 1787. Les trente-deux membres en étaient tous élus et se disposaient à se rendre à Paris, lorsque Brienne décida de renvoyer la réu-

1. H. CARRÉ, dans l'*Histoire de France* de LAVISSE, 1910 (t. IX, I, p. 350), accepte toujours le récit erroné des *Mémoires* dits de WEBER, 1822 (I, chap. 2), reproduit successivement, avant lui, par Joseph DROZ, *Histoire du règne de Louis XVI*, édition de 1860 (II, p. 57-60), et par Aimé CHÉREST, *La chute de l'Ancien Régime*, 1884 (II, p. 42).

2. *Procès-verbal de l'Assemblée de Notables tenue à Versailles en l'année 1787*. Paris, 1788, in-4°, 326 p., p. 123.

3. *Procès-verbal et observations présentées au roi par les bureaux de l'Assemblée de Notables, sur les mémoires remis à l'Assemblée ouverte par le roi à Versailles, le 23 février 1787*, 1^{re} partie. Versailles, 1787, in-8°, p. 67-74.

4. Expressions de Loménie de Brienne dans son discours devant les Notables, le 25 mai 1787 (*Procès-verbal* cité, p. 298). Dans la lettre adressée par le roi, le 31 mai, aux agents généraux du Clergé de France, il est déclaré : « L'intérêt de l'État exige que les vœux qui ont été formés dans l'Assemblée mémorable que nous venons de tenir reçoivent une sanction commune et générale » (G^o 706, p. 3-4).

nion au mois de mai de l'année suivante¹. L'ajournement eut vraisemblablement pour cause la crise parlementaire, qui requérait alors toute l'attention du gouvernement². Au surplus, l'importance des questions que le Clergé aurait à examiner paraissant au ministre justifier une Assemblée plus nombreuse, le délai serait utilisé à procéder à de nouvelles élections, qui feraient de cette Assemblée extraordinaire une réunion équivalente aux grandes Assemblées décennales, dites Assemblées du contrat.

L'Assemblée du Clergé de 1788 est donc sortie de deux séries d'opérations électorales, qui se prolongèrent pendant un an³. Deux fois, les Assemblées diocésaines envoyèrent, selon l'usage, au chef-lieu de l'archevêché dont elles dépendaient, l'évêque ou son représentant et un bénéficiaire du second Ordre. Deux fois, les Assemblées provinciales ainsi formées désignèrent un député de chaque Ordre à l'Assemblée générale. Le résultat de ces élections soigneusement dirigées ne comportait pas de surprise : dans les Assemblées provinciales, la prépondérance des prélats était absolue⁴. Les soixante-quatre membres de l'Assemblée générale comprirent, pour le premier Ordre, sept archevêques et vingt-cinq évêques ; pour le second, trente et un grands vicaires et un curé⁵. Les grands vicaires étaient nommés par les évêques et « la place de grand vicaire (était) la clef de l'Épiscopat⁶ ». Ce sont les volontés du seul haut Clergé séculier français que l'Assemblée de 1788 exprimera.

Le malheur des temps fit que cette Assemblée se réunit le 5 mai, dans des circonstances plus critiques encore que celles qui l'avaient fait différer l'année précédente : la semaine même où, poussé à bout par la

1. Lettre du 22 août 1787 aux agents généraux du Clergé (Ibid.).

2. Le Parlement de Paris, qui s'opposait opiniâtement aux impôts du timbre et de la subvention territoriale, venait d'être transféré à Troyes (15 août).

3. Des renseignements précis sur ces Assemblées provinciales nous sont fournis par les procès-verbaux d'un certain nombre d'entre elles et, à défaut des procès-verbaux, par les procurations des députés qu'elles ont élus (Arch. nat., G⁹ 94).

4. Les Assemblées des 16 provinces ecclésiastiques, qui se réunirent du 8 juillet au 20 août 1787, groupèrent au total 218 ecclésiastiques, qui comprenaient : 11 archevêques, 38 évêques, 112 vicaires généraux, 40 chanoines, 15 curés, 2 bénéficiaires non autrement désignés. Les Assemblées qui se réunirent du 20 novembre 1787 au 22 avril 1788, pour élire de nouveaux députés, groupèrent 217 ecclésiastiques, qui comprenaient : 12 archevêques, 50 évêques, 103 vicaires généraux, 36 chanoines, 4 archiprêtres, 11 curés, 1 bénéficiaire.

5. La liste des 64 membres de l'Assemblée du Clergé a été publiée par P. MAUTOUCHET, *De ultimo generali*, op. cit., p. 86-92.

6. Expression d'un publiciste de 1789, auteur d'un *Tableau moral du Clergé de France* cité par A. SICARD, *L'ancien Clergé de France. Les évêques avant la Révolution*. Paris, 1912, in-8°, p. 317.

résistance parlementaire, le gouvernement mettait en vacances les Parlements de France, après leur avoir imposé une nouvelle organisation judiciaire, qui leur portait un préjudice irréparable, et une réforme politique, qui transférait à une Cour plénière, unique pour tout le royaume, le droit d'enregistrement et de remontrances.

La conjoncture donnait à la réunion du couvent des Grands-Augustins une importance singulière. L'archevêque de Toulouse — devenu, le 30 janvier 1788, archevêque de Sens — pouvait raisonnablement escompter le dévouement d'une Assemblée de prélats dont le premier président, Arthur Richard de Dillon, archevêque de Narbonne, était son ami et qui comptait, parmi ses membres les plus actifs, plusieurs de ceux que Brienne lui-même avait naguère choisis pour composer la représentation du Clergé dans cette Assemblée de Notables de l'année précédente, qu'ils avaient véritablement dirigée d'un commun accord¹.

A ce moment décisif de son ministère, Loménie de Brienne attendait du Clergé, avec une adhésion résolue au principe de l'égalité des contributions publiques, un don gratuit extraordinaire, fixé de telle façon qu'il porterait la charge de l'Ordre au montant qu'elle devait équitablement atteindre, d'après les calculs de l'Administration². Ainsi serait satisfaite une réclamation unanime de l'opinion publique et puissamment soutenu le crédit défaillant du ministre principal.

Les résultats ne répondirent pas à l'attente de l'archevêque de Sens. Le dialogue qui s'engagea entre l'Assemblée et le gouvernement fut pénible et décevant. Avant d'en marquer les conséquences, il convient d'analyser les manifestations et les causes de l'attitude négative du premier Ordre de l'État.

I

Le projet de Calonne d'assujettir le Clergé à la subvention territo-

1. L'Assemblée des Notables comptait 14 membres du Clergé. 7 d'entre eux figurèrent dans l'Assemblée du Clergé de 1788 : 4 archevêques : Dillon (Narbonne), Boissgelin (Aix), Dulau (Arlès), Talleyrand-Périgord (Reims), et 3 évêques : La Luzerne (Langres), Lauzières-Thémines (Blois), Seignelay-Colbert (Rodez). Sur le rôle de Brienne dans le choix des Notables du Clergé : *Mémoires secrets*, 15 janvier 1787, XXXIV, p. 37-38. Sur l'influence que la coterie des prélats exerça dans l'Assemblée des Notables, *Lettres de l'abbé Morellet à Lord Shelburne*, 22 mai 1787, p. 238-239. Paris, 1898.

2. C'est ce qu'a fort bien vu l'abbé Bourlier, vicaire général de Reims, dans le rapport qu'il fit devant l'Assemblée sur la vérification des biens ecclésiastiques. *Imprimé*, 78 p. in-8°, p. 64 : « L'administration vous a demandé, dès vos premières séances, un Don gratuit de 8 millions, payables par égales portions, en deux années ; l'administration a pensé que vous pourriez ajouter à vos impositions une imposition annuelle de 4 millions ; c'est à peu près la somme énoncée dans les instructions pour la fixation de vos Vingtièmes éventuels : telle est l'opinion que l'Administration s'est formée sur vos facultés... »

riale, selon la loi commune, avait provoqué, chez les Notables, membres de l'Ordre, qui pressentaient dans cette mesure « le renversement prochain de ses formes et la ruine de son Administration¹ », une surprise indignée. Le Clergé tenait à une autonomie financière qui le soustrayait « à toute discussion d'intérêt temporel » avec les peuples et qui justifiait ces Assemblées périodiques si utiles « aux grands intérêts de la religion, des mœurs et de la police ecclésiastique² ». Il invoquait encore, pour défendre son Administration particulière, la justice beaucoup plus attentive et nuancée que celle d'une administration fiscale ordinaire, qui présidait, depuis 1766, à la répartition des décimes entre les bénéfices, classés « non seulement selon leur produit plus ou moins grand, mais encore selon la nature, l'espèce, les fonctions, les devoirs de chaque bénéfice³ ». Administration « toute paternelle et bienfaisante » — avait déclaré Loménie de Brienne lui-même devant les Notables du deuxième Bureau — puisqu'elle réduisait « la charge des pauvres curés jusqu'à un seizième de leur revenu » et élevait « celle des gros bénéficiaires jusqu'à un quart⁴ ».

Necker, dans son célèbre traité sur l'*Administration des Finances de la France*, avait naguère rendu hommage aux « principes d'équité » qui inspiraient le département des impositions ecclésiastiques, à la fin du XVIII^e siècle, mais il avait posé nettement aussi la question capitale et délicate du rapport de ces impositions avec celles qui étaient payées par les autres catégories de contribuables. « Il n'est ni dans l'esprit ni dans l'intérêt du Clergé du royaume — déclarait-il — de chercher à payer un peu moins que sa part naturelle aux charges publiques, et je doute que l'Administration des Finances ne trouvât beaucoup d'avantages à traiter avec ce Corps respectable, d'une manière franche et découverte ; comme le Clergé gagnerait aussi dans l'opinion si l'on était généralement persuadé qu'il concourt aux besoins de l'État selon l'exacte proportion de sa fortune⁵. »

Loménie de Brienne et les prélats qui représentaient le Clergé à l'Assemblée des Notables partageaient l'opinion de Necker et acceptaient volontiers que les biens du Clergé fussent *vérifiés*, comme les

1. Discours de l'archevêque Jérôme-Marie Champion de Cicé (membre du septième bureau dans l'Assemblée des Notables) devant l'Assemblée de la Province ecclésiastique de Bordeaux, le 9 août 1787, publié par MAUTOUCHET, *De ultimo generali*, op. cit., p. 95.

2. *Ibid.*, p. 104.

3. Rapport de l'abbé Grumet, vicaire général de Toulouse, devant l'Assemblée du Clergé, le 2 août 1788. G^o 706, p. 655.

4. 27 février 1787, ms. Arsenal 3978, p. 310.

5. *Administration des Finances de la France*. 1784, 3 vol., II, p. 247.

autres, par les trois Ordres de chaque province, que leur valeur exacte fût officiellement connue et la charge globale qu'ils devaient supporter équitablement estimée, pourvu que la répartition entre les bénéficiaires fût faite par l'Administration ecclésiastique, suivant les principes qui lui étaient propres¹. Jérôme-Marie Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux, et Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims — deux Notables — décidèrent les provinces ecclésiastiques qu'ils dirigeaient à proposer elles-mêmes de telles vérifications².

Le contrôleur général Lambert pouvait donc penser ne point méconnaître les dispositions de l'Église de France lorsqu'il décidait, en novembre 1787, que les Assemblées provinciales récemment créées procéderaient à l'estimation des biens ecclésiastiques comme à celle des autres biens, « afin que, quoique énoncés pour mémoire seulement, on puisse cependant connaître la juste proportion de ce que ces biens devraient payer à raison de leurs revenus, par comparaison avec les autres propriétés foncières du royaume³ ».

Mais cette instruction ministérielle fut accueillie par la noblesse et le tiers état des Assemblées provinciales avec un empressement et des commentaires qui mettaient vraiment en cause l'autonomie financière du premier Ordre, et elle provoqua une réaction de défense de celui-ci. Cette réaction fut manifeste dès le début de l'Assemblée du Clergé. Le frère du libéral archevêque de Bordeaux, l'évêque d'Auxerre, Jean-Marie Champion de Cicé — « esprit court et dur — d'après l'abbé de Pradt — plus rompu aux pratiques du Palais que propre aux affaires d'État⁴ » — fut l'inspirateur et le rédacteur des Remontrances que l'Assemblée arrêta le 7 juin et présenta le 15, pour réclamer « la conservation de ses immunités, droits et franchises, la liberté de ses dons, la stabilité de son Administration ». Elle demandait, en outre, le renouvellement des garanties formelles que les deux précédents souverains lui avaient données, à cet égard, en 1711 et en 1726⁵.

La réponse rassurante préparée pour le roi par Loménie de Brienne — et qu'il fallut confirmer ensuite par un arrêt du Conseil⁶ — expri-

1. Sur ce point : le témoignage d'un des familiers de l'archevêque de Toulouse, l'abbé Morellet, *Lettres de l'abbé Morellet à Lord Shelburne*, 5 avril 1787, p. 228.

2. La délibération de Bordeaux est du 9 août 1787, celle de Reims du 1^{er} avril 1788. G⁸ 94.

3. Instructions du Conseil aux Assemblées provinciales sur l'application de l'Édit de septembre 1787 (novembre 1787). Ces instructions ont été publiées dans le *Journal pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle*, t. IV, p. 117-123.

4. Abbé de PRADT, *Les quatre Concordats*. Paris, 1818, 3 vol. in-8°, I, p. 443.

5. G⁸ 706, p. 111-143. Ces remontrances ont été imprimées, in-8°, 32 p.

6. Arrêt du Conseil du 5 juillet 1788, maintenant le Clergé et les hôpitaux dans leurs

maît quelque lassitude devant ces maladroites minuties trahissant d'injurieux soupçons. « On a voulu dans les instructions adressées aux Assemblées provinciales — déclarait-il — ôter aux contribuables tout prétexte de jalousie sur les biens ecclésiastiques. L'intention de ces instructions est donc favorable au Clergé ; elles énoncent expressément la gratuité de ses dons¹... »

La majorité, cependant, hésitait maintenant à livrer le secret des biens ecclésiastiques aux vérifications des Assemblées provinciales, malgré le rapport éloquent de l'abbé Bourlier, vicaire général de Reims, concluant à la nécessité de ces vérifications communes, pour apaiser une opinion soupçonneuse devant le mystère trop jalousement gardé des revenus du Clergé². L'Assemblée se contenta de transmettre, pour examen, le rapport de l'abbé Bourlier à tous les diocèses de France³.

Absorbée dans la défense vétilleuse d'intérêts matériels évidemment menacés, cette Assemblée craintive répudiait tout geste généreux lorsqu'il pouvait créer un redoutable précédent. Le 5 août, Mgr de Boisgelin, archevêque d'Aix, demandait que le Clergé de France sanctionnât l'offre volontaire que le Clergé de Provence, entre autres, avait faite de participer désormais, comme la noblesse, aux dépenses des travaux publics⁴. Mais l'Assemblée — sans approuver ni blâmer ces initiatives — s'éleva « contre toute induction contraire aux privilèges du Clergé de France et tendant à faire ériger en obligations des offres et des dons qui, par leur nature et par leur forme, sont essentiellement libres et volontaires⁵ ».

droits, franchises et immunités, publié notamment dans *Journal pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle*, t. IV, p. 382-385.

1. La réponse du roi est du 20 juin. *Ibid.*, t. IV, p. 379-381.

2. Le rapport de l'abbé Bourlier a été lu devant l'Assemblée générale, le 15 juillet (G^o 706, p. 343). Il n'a pas été transcrit dans le procès-verbal. Il a été imprimé sous le titre : *Rapport du Bureau des moyens sur la vérification des biens ecclésiastiques*, in-8^o, 78 p.

3. G^o 706, p. 736-737.

4. G^o 706, p. 737-751. Ce rapport a été cité par l'abbé LAVAQUERY, *Le cardinal de Boisgelin (1732-1804)*. Paris, 1921, 2 vol. in-8^o, I, p. 337-339, d'après une brochure imprimée publiée par les soins de l'archevêque l'année suivante et qui contient des phrases ne figurant pas dans le procès-verbal manuscrit, notamment celle-ci : « Il est d'un grand intérêt pour le Clergé de prévenir ou de suivre les progrès de l'opinion publique et de favoriser les changements utiles dans l'ordre de l'administration. » Aux États de Provence, présidés par Mgr de Boisgelin, les députés ecclésiastiques avaient, sous réserve de l'approbation de la prochaine Assemblée du Clergé, offert de participer — comme la noblesse — à la dépense des chemins. *Procès-verbal de l'Assemblée de Nosseigneurs des États généraux du pays et comté de Provence (décembre 1787-février 1788)*. Aix, 1788, in-4^o, 378 p., p. 246.

5. G^o 706, p. 751.



Ces dons, dont il se complaisait à souligner le caractère bénévole, le Clergé avait dû les multiplier au cours du XVIII^e siècle, suivant un rythme qui s'était accéléré, avec la crise financière chronique dont souffrait l'État¹. Depuis 1734, les *Dons gratuits* n'étaient plus faits par voie d'imposition, mais par le moyen d'emprunts², que le crédit du Clergé lui permettait d'émettre facilement et qui alourdissaient sans cesse une dette pouvant être évaluée, au temps de l'Assemblée des Notables, à 140 millions de livres³. Les *décimes* levées, chaque année, sur les bénéficiaires, et qui s'élevaient en 1780 à 7.368.975 livres⁴, étaient exclusivement employées au paiement des arrérages de cette dette et à l'amortissement du capital auquel le gouvernement contribuait, de son côté, par un secours annuel⁵. 64 millions de dons gratuits accordés au roi, de 1780 à 1785, par les trois dernières Assemblées du Clergé, avaient augmenté la masse des décimes de plus d'un dixième, les portant à 8.500.000 livres⁶.

La liquidation rapide d'une dette, contractée au service de l'État, mais qui, absorbant toutes les recettes du Clergé, ne lui permettait pas de participer aux impôts communs annuels, avait été un des articles du plan de régénération financière présenté par Calonne à l'Assemblée des Notables. Les moyens radicaux qu'il avait proposés et qui consistaient — nous l'avons vu — dans l'aliénation d'une partie des propriétés ecclésiastiques n'avaient pas été goûtés par les membres de l'Ordre. Mais personne ne contestait plus la nécessité de renoncer aux facilités redoutables auxquelles s'étaient abandonné si longtemps, d'un commun accord, les ministres des Finances et le Clergé : tout nouvel emprunt devait être désormais proscrit.

1. Le tableau des dons gratuits accordés par le Clergé, sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI, a été dressé par P. MAUTOUCHET en appendice à sa thèse latine, *op. cit.*, p. 83-85.

2. Sur ce point, des indications très précises furent données par les prélats du quatrième bureau de l'Assemblée des Notables (Dulau et Lauzières-Thémines) le 6 mars 1787. Arch. nat., C³ 9, 1^{er} cahier, p. 56-57.

3. D'après Necker, « les capitaux dus au commencement de 1784 se montaient à environ 134 millions dont 42 à peu près sont au denier 20 et 92 au denier 25 » (*Administration des Finances*, *op. cit.*, II, p. 229). L'archevêque de Narbonne, le 15 mai 1787, devant le premier bureau des Notables, fixera les dettes du Clergé à 140 millions (Notes du Prêtreur royal de Strasbourg, Gérard, membre du premier bureau, Aff. étr. France, 1402).

4. *Journal de l'abbé de Véri*. Édition Jehan DE WITTE, 5 août 1780, II, p. 338.

5. Ce secours était de 2.500.000 livres par an depuis 1782 (P. MAUTOUCHET, *op. cit.*, p. 85).

6. Discours de l'archevêque de Toulouse devant le deuxième bureau des Notables, 27 février 1787 (Arsenal, ms. 3978).

Ce ne fut donc pas un don gratuit du type devenu habituel depuis une cinquantaine d'années, mais une véritable imposition supplémentaire de 8 millions de livres, payable en deux ans par tous les bénéficiaires, que le contrôleur général Lambert, au nom du gouvernement, demanda le 19 mai à l'Assemblée du Clergé. Elle aurait augmenté de près d'un tiers les décimes, pendant la durée de sa levée. Lambert justifia ce sacrifice en invoquant la confiance que le Clergé devait avoir « dans l'administration sage et éclairée, dans la supériorité de vues, dans l'exacte et invariable austérité de principes d'un prélat, principal ministre, que les grands intérêts de l'État, dont il prépare le bonheur, ne rendent jamais distrait sur ceux du Corps auguste auquel il a rendu tant de services distingués ¹... ».

Après mûre réflexion, l'Assemblée estima que cette augmentation massive et soudaine des décimes ne pouvait être supportée par les bénéficiaires et les arguments sérieux ne lui manquèrent pas.

Il était bien vrai qu'en ces dernières années de l'Ancien Régime certains contribuables de l'Ordre du Clergé connaissaient des temps difficiles. La déclaration du 2 septembre 1786 portant la portion congrue des curés à 700 livres et celle des vicaires à 350 livres — augmentation nécessaire, que le Clergé lui-même avait demandée et dont il réclamait l'application dans les provinces où elle n'était pas encore en vigueur ² — avait, notamment en Provence, rendu pénible la situation de quelques gros décimateurs ³. En outre, on constatait, dans toute la France, un refus généralisé du paiement des dîmes. « Il n'est point de diocèse — déclarait le 10 juillet Mgr de Boisgelin — à peine y a-t-il une paroisse dont les habitants ne disputent à leurs pasteurs une partie de la subsistance qu'il tient de la loi. Les procès-verbaux des provinces ecclésiastiques sont remplis de leurs plaintes et de leurs réclamations sur les difficultés de la perception des dîmes et jamais cette portion la plus ancienne, la plus universelle et la plus respectée du patrimoine de l'Église n'éprouva autant d'entraves, de variations et d'incertitudes ⁴... ».

1. Discours du contrôleur général Lambert (G^o 706, p. 75).

2. « La loi fut donnée conformément aux désirs de l'Assemblée de 1786, mais son exécution n'a pas été générale. Les Parlements de Bretagne, de Guyenne et de Navarre ne l'ont point enregistrée » (Rapport de l'archevêque d'Aix pour la Commission du temporel, 28 juillet 1788, G^o 706, p. 455).

3. Rapport du Bureau des moyens du 2 juillet (Ibid., p. 257). Procès-verbal de l'Assemblée provinciale du Clergé de la province d'Aix, du 31 juillet 1787 (G^o 94).

4. Rapport de l'archevêque d'Aix pour la Commission du temporel, 10 juillet 1788 (G^o 706, p. 284).

D'autre part, l'augmentation de charges demandée par le gouvernement aurait souligné, jusqu'à les rendre intolérables, les défauts que présentait, en 1788, le département des impositions ecclésiastiques. Ce département, fondé sur le *Pouillé*, établi de 1755 à 1765, avait été vicié, dès l'origine, par la fausseté notoire de beaucoup de déclarations, et ces défauts s'étaient naturellement accentués par « l'inégalité de l'accroissement survenu dans le produit des bénéfices¹ ». La prochaine Assemblée du Clergé devrait prescrire un nouveau département². En attendant, aucune augmentation importante d'imposition sur des bénéfices, aussi inégalement chargés, ne pouvait être ordonnée sans injustice.

La valeur de ces arguments n'était pas contestable. Mais les circonstances auraient justifié, sans doute, des sacrifices inconsidérés. Brienne, qui les espérait, fut accablé : le Clergé ne lui accorda que 1.800.000 livres payables en deux ans, au lieu des 8 millions demandés. Le désespoir du ministre, qui s'échappa, dit-on, dans le privé, en paroles violentes, se traduisit seulement, dans la réponse royale, par un avertissement discret : « Je compte que le Clergé prendra... toutes les mesures possibles pour la confection d'un nouveau département. Il est de sa gloire et de son intérêt que ses sacrifices soient évidemment aussi étendus que ses facultés peuvent le permettre³. »

II

Dans le discours qu'en sa qualité de président il adressa au roi, lors de la clôture officielle de l'Assemblée du Clergé, le 27 juillet 1788, Mgr de Dillon, archevêque de Narbonne, déclarait : « Des évêques assemblés devaient s'occuper principalement de leurs intérêts les plus chers, des intérêts de la religion⁴. » Le procès-verbal témoigne des longues délibérations auxquelles donna lieu — du 25 juin au 25 juillet — l'examen du rapport de Mgr Dulau, archevêque d'Arles, sur l'Édit

1. Rapport de l'abbé Grumet, vicaire général de Toulouse, sur les moyens de parvenir à un nouveau département exact des impositions ecclésiastiques, 2 août 1788 (G^o 706, p. 254).

2. Décision du 5 août 1788 (Ibid., p. 736-737).

3. Réponse du roi à la délibération sur le don gratuit, 20 juin 1788 (Ibid., p. 232). La cour, raconte l'abbé de Pradt, « fut très sensible... à la mesquinerie du Don qui ne se rapportait pas plus à la dignité du Roi qu'à l'opulence du Clergé de France. Aussi, lorsque M. l'abbé de Montesquiou, agent du Clergé, vint en faire part à M. de Brienne, ce prélat parut ressentir vivement ce délaissement et dit : Puisque la Noblesse et le Clergé abandonnent le Roi, qui est leur protecteur naturel, il faut qu'il se rejette dans les bras des Communes, pour les écraser tous les deux par elles ». *Les quatre Concordats*, op. cit., I, p. 449-450.

4. G^o 706, p. 472.

de novembre 1787 concernant l'état civil des non-catholiques. Elles aboutirent à la rédaction de Remontrances imprimées et envoyées, par les soins de l'Assemblée, à tous les diocèses de France¹.

Le Clergé avait accueilli, avec inquiétude, l'Édit enregistré, après un long examen, le 29 janvier 1788, par le Parlement de Paris et qui n'était, en somme, « qu'un simple règlement sur la manière de constater les naissances, les décès et les mariages de tous ceux qui, ne professant pas la religion de l'Église, ne pouvaient participer aux sacrements et aux cérémonies religieuses consacrées à ces actes de l'état civil²... ».

Le Clergé ne proteste pas contre le principe d'une loi qui assure l'état des familles non catholiques, en éloignant des autels, selon l'expression de l'archevêque de Narbonne, « la profanation et le parjure³ ». Il demande cependant que l'obligation du baptême continue à être imposée aux protestants, puisque, « réduite à ses formes essentielles, elle n'est point en opposition avec leur croyance » et qu'on ne s'en tienne pas — au moins pour eux — à une simple déclaration faite devant le juge⁴. En revanche, les remontrances s'élèvent contre la disposition de l'Édit qui confie aux curés des paroisses ou aux juges des lieux — au choix des contractants — la publication des bans et la déclaration du mariage des non-catholiques. Le Clergé rappelle au souverain « qu'il n'est donné à aucune puissance sur la terre d'obliger les pasteurs des âmes à déclarer que des hérétiques qui se marient sans aucun rit religieux, en vertu de la seule dispense de l'autorité séculière, contractent une alliance légitime ». Et il demande que « les curés, vicaires et autres ecclésiastiques ne paraissent ni activement ni passivement dans ces sortes d'actes⁵ ».

Assurer un état civil aux non-catholiques, c'était reconnaître officiellement qu'il en existait en France. Dans l'article 1^{er} de l'Édit, le roi avait rappelé que la religion catholique conservait l'exercice exclusif du culte public. Tout en acceptant la liberté de conscience et en improuvant les voies de rigueur utilisées naguère contre les assemblées du désert, le Clergé réclame une affirmation plus énergique du monopole de l'Église. « Que V. M. annonce, par une Ordonnance solennelle, la

1. Ibid., p. 557-601. Imprimé. Paris, 1788, in-8°, 47 p.

2. SALLIER, *Annales françaises depuis le commencement du règne de Louis XVI jusqu'aux États généraux*. Paris, 1813, in-8°, p. 136.

3. Discours du 27 juillet (G^o 706, p. 475).

4. Remontrances (G^o 706, p. 571-572).

5. Ibid., p. 574-576.

volonté ferme et irrévocable de ne jamais souffrir, dans ses États, l'exercice public d'une autre religion que la religion catholique, qu'elle interdise toutes les assemblées politiques ou religieuses des non-catholiques, déclarant leurs ministres et pasteurs incapables de faire, en cette qualité, aucunes fonctions publiques ou particulières¹... »

A la demande du Parlement de Paris², le roi avait exclu les non-catholiques, dont l'existence était désormais reconnue, de « toutes les charges de judicature », des « municipalités érigées en titre d'office et ayant fonctions de judicature... » et de « toutes les places qui donnent le droit d'enseignement public³ ». Le Clergé ne se déclare pas satisfait de ces exclusions : « Il ne sera donc plus nécessaire de professer la religion catholique ni même le christianisme pour siéger à la tête de l'administration de plusieurs villes considérables, dans les bureaux des collèges, dans les États généraux et provinciaux, ni même pour présider les Assemblées les plus importantes⁴... » Cette intransigeance surprendra moins que les expressions employées, par les rédacteurs des remontrances, pour en justifier la rigueur : « Loin de nous la pensée d'affliger ou d'humilier les non catholiques : toujours nous aimerons leurs personnes, nous honorerons leurs talents et nous défendrons leurs propriétés. Si nous demandons, avec tant d'instance, qu'ils ne soient point appelés aux charges, emplois et fonctions qui donnent de l'influence sur les affaires générales, sur le régime municipal, l'éducation de la jeunesse, la police des fêtes et sur l'opinion publique, c'est que la foi du royaume serait en péril⁵... »

Il n'est pas douteux qu'à l'égard des non-catholiques un esprit nouveau anime l'Assemblée du Clergé de France. Le roi marqua qu'il était touché par l'effort de modération qu'exprimaient ces remontrances, dont les inquiétudes profondes répondaient aux siennes : « C'est en me parlant de la Religion que le Clergé peut particulièrement être assuré d'exciter mon intérêt et ma bienveillance. Tout ce qui la regarde est le premier de ses devoirs et le mien est de la protéger⁶. »

1. Ibid., p. 566-567.

2. Remontrances du 20 janvier 1788, dans FLAMMERMONT, *Remontrances du Parlement de Paris*, III, p. 697.

3. Art. I de l'Édit de novembre 1787.

4. Remontrances (G^o 706, p. 587). Dans le rapport lu par Mgr Dulau, le 25 juin, au nom de la Commission pour la religion et la juridiction, on lit ce membre de phrase, qui met visiblement en cause Necker et qui a disparu dans les Remontrances : « Rien désormais ne les empêchera... d'entrer même en qualité de ministres dans le Conseil du Prince et d'influer ainsi puissamment sur la chose publique » (G^o 706, p. 237).

5. Ibid., p. 589.

6. Réponse du roi, 27 juillet 1788 (Ibid., p. 477).

* * *

Les réserves formulées par l'Assemblée du Clergé sur l'Édit accordant un état civil aux non-catholiques étaient naturelles ; les remontrances que cette Assemblée présenta au sujet des mesures de rigueur que venait de prendre le gouvernement, en mai 1788, pour briser l'opposition parlementaire, parurent justement insolites¹.

Le roi mettait les Parlements en vacances et instaurait, pour enregistrer les lois, une *Cour plénière*, formée de membres choisis dans les premiers Ordres de l'État — dont deux archevêques et deux évêques — et de magistrats — dont les membres de la Grand'Chambre du Parlement de Paris et un représentant de chaque Parlement provincial. Par ailleurs, il confirmait son intention de convoquer les États-Généraux avant 1792².

La majorité de l'Assemblée du Clergé adopta les remontrances qu'avait préparées Mgr de Lauzières-Thémines, évêque de Blois³, et qui furent présentées au roi, le 15 juin⁴. Elles condamnent catégoriquement la Cour plénière. A les entendre, ce « tribunal, concentré dans la Capitale ou à la suite de la Cour et plus près de toutes les séductions », ne peut remplacer, comme dépôt des lois, les Parlements, garants traditionnels des privilèges provinciaux. Pour l'acceptation des impôts, elle est incapable, à la différence des Parlements, qui ont la confiance de la nation, de suppléer les États-Généraux. Ceux-ci doivent être convoqués le plus tôt possible et devenir périodiques.

Cette intrusion de l'Assemblée du Clergé dans un débat politique, où les intérêts de la religion n'étaient pas en cause, ne fut pas approuvée par tous les ecclésiastiques. Un des prélats les plus respectés, Mgr Le Franc de Pompignan, archevêque de Vienne, n'hésita pas à braver la révolution dauphinoise, dans une lettre pastorale prêchant l'obéissance au gouvernement⁵. A l'Assemblée du Clergé même, ce ne fut pas sans peine que les évêques de Bretagne et l'évêque de Blois surmontèrent la résistance opiniâtre de Mgr de Dillon et imposèrent les remontrances⁶.

1. Ce caractère insolite a été souligné par l'abbé de Véri, qui admire d'ailleurs les Remontrances. Journal cité par l'abbé LAVAQUERY, *Le cardinal de Boisgelin*, op. cit., I, p. 336-337.

2. *Édit du roi portant rétablissement de la Cour plénière*, in-4°, 12 p.

3. Le rôle de l'évêque de Blois est précisé dans le procès-verbal (G³ 706, p. 144 et p. 147).

4. Remontrances relatives aux Édits enregistrés dans la séance du lit de justice du 8 mai (G³ 706, p. 158-185. *Imprimé*, in-8°, 28 p.).

5. *Lettre pastorale de Mgr l'archevêque de Vienne aux curés de son diocèse*, 15 juillet 1788, in-8°, 8 p.

6. L'intervention de l'évêque de Léon et celle de l'évêque de Saint-Malo, membres de l'As-

L'angoisse que le haut Clergé éprouvait devant les entreprises visant son autonomie et ses biens, que Loménie de Brienne ne décourageait pas, au gré de l'Ordre, avec une suffisante énergie, explique, sans doute, cette manifestation singulière. Les remontrances contre la Cour plénière s'éclaircissent quand on les rapproche de celles qui furent remises, le même jour, sur les droits, franchises et immunités du Clergé. « Cette immunité des biens consacrés à Dieu — y lit-on — cette liberté de nos dons et de notre administration sont entièrement conformes à l'ancien droit des Francs dans lequel le Clergé s'est toujours maintenu ¹. » Une telle tradition dictait au Clergé sa conduite, en face du despotisme niveleur, dont les adversaires de Brienne dénonçaient l'avènement dans les Édits de mai : « Notre silence serait un de ces crimes dont la nation et la postérité ne voudraient jamais nous absoudre ². » La manœuvre a été définie, plus tard, avec une ironie attristée, par l'abbé de Pradt, qui était, avant la Révolution, grand vicaire de l'archevêque de Rouen : « On voulait aller de la réclamation des intérêts généraux à la consolidation des intérêts privés ³. »

Les États-Généraux que demande le Clergé sont, en effet, ceux dont l'abbé Desprez de Roche, vicaire général de Nevers, exposait, devant l'Assemblée, le 5 août, les rassurantes traditions : « Les trois Ordres ne délibèrent pas en commun et... deux d'entre eux se réuniraient inutilement contre le troisième, qui n'est jamais lié par leur décision ⁴. » Ainsi seront sauvegardées les « maximes du royaume », qui ne permettent pas qu'on substitue « la confusion, le désordre d'une fausse égalité, aux distinctions, aux prérogatives établies dans l'État et qui en forment les ressorts ⁵ ».

* * *

Les résultats de l'Assemblée du Clergé de 1788 consacraient l'échec de la politique inaugurée par Loménie de Brienne, au lendemain de la réunion des Notables. A la brutalité des propositions de Calonne, il avait substitué des solutions de compromis, respectueuses des formes

semblée du Clergé, auprès de leurs confrères est signalée dans le procès-verbal (G⁸ 706, p. 83-84). La résistance et les manœuvres de Mgr de Dillon sont relatées dans un imprimé contemporain : *Précis de ce qui s'est passé à l'Assemblée du Clergé le 7 juin jusqu'au 13 du dit mois 1788*, in-8°, 2 p.

1. G⁸ 706, p. 114.

2. Remontrances contre la Cour plénière (G⁸ 706, p. 159).

3. *Les quatre Concordats*. Paris, 1818, 3 vol. in-8°, I, p. 448.

4. G⁸ 706, p. 830.

5. Remontrances sur les immunités (G⁸ 706, p. 118).

traditionnelles, qui faciliteraient — il l'espérait — les sacrifices nécessaires. Contrairement à son attente, le Clergé se retranchait derrière ses immunités, accordait péniblement un don gratuit mesquin et prenait la tête de la révolte nobiliaire. La défaite de Brienne était celle des prélats politiques¹. Dillon, Boisgelin avaient vainement essayé de diriger, selon les intentions du ministre, une Assemblée dont les menaces d'une opinion hostile durcissaient la résistance et dont Jean-Marie Champion de Cicé et Lauzières-Thémines — prélats de grande vertu, mais d'une hauteur intransigeante — inspiraient les démarches².

L'attitude négative du Clergé consterna Brienne et fut assurément une des causes déterminantes de sa chute. Mais, lorsque la perte de tout crédit l'obligea à quitter le pouvoir, le 25 août, il avait déjà orienté la politique royale dans une voie nouvelle et déjoué les espérances de ceux qui comptaient sur les États-Généraux — maintenant inévitables et prochains — pour consolider les situations acquises. Par l'arrêt du Conseil du 5 juillet, il avait appelé tous les Français à donner leur avis sur les moyens de faire de ces États « une Assemblée vraiment nationale par sa composition comme par ses effets³ ». Mesure très grave, dont Barère, dans ses *Mémoires*, a souligné le caractère révolutionnaire⁴ et qui semblait consacrer l'alliance — désirée maintenant par Brienne — de la royauté et du tiers état.

Jean ÉGRET,

Professeur à la Faculté des lettres de Poitiers.

1. Ils étaient appelés encore prélats administrateurs. SOULAVIE, *Mémoires historiques et politiques du règne de Louis XVI*, 1801, 6 vol. in-8°, III, p. 4-7; abbé DE PRADT, *Les quatre Concordats*, op. cit., I, p. 446-450.

2. Sur le caractère de J.-M. Champion de Cicé : CHARLES PORÉE, *Cahiers des curés et des communautés ecclésiastiques du bailliage d'Auxerre pour les États-Généraux de 1789*, Auxerre, 1927, p. LXI-LXIII. Sur celui de Lauzières-Thémines : *Mémoires sur les règnes de Louis XV et de Louis XVI et sur la Révolution*, par J.-N. DUFORT, comte DE CHEVERNY. Paris, Édit. Crèvecœur, 1886, 2 vol. in-8°, I, p. 429, et II, p. 73-74.

3. Arrêt du Conseil du 5 juillet 1788, dans BRETTE, *Recueil de documents relatifs à la convocation des États-Généraux de 1789*, I. Paris, 1894, p. 19-22.

4. *Mémoires* de B. BARÈRE, par H. CARNOT et DAVID D'ANGERS. Paris, 1842-1844, 4 vol. in-8°, I, p. 234. La nouvelle politique du ministre est également reconnue par plusieurs contemporains : SALLIER, *Annales françaises*, op. cit., p. 187-188; M^{me} DE STAËL, *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*. Édit. Charpentier, 1843, p. 67-68.

MÉLANGES

RÉFLEXIONS SUR L'HISTOIRE DE LA XII^e DYNASTIE

La XII^e Dynastie égyptienne¹ a duré un peu plus de deux cents ans², et se place, approximativement, entre 2000 et 1785. Elle succédait, indirectement, à une longue période de troubles, au cours de laquelle le pays avait connu le morcellement du pouvoir, l'invasion des Bédouins, la famine et la guerre civile. Cette période, connue sous le nom de Première Période Intermédiaire, avait pris fin, grâce à l'énergie d'un prince thébain, Mentouhotep I/III, qui, vers 2050, avait réussi à unifier de nouveau l'Égypte et à lui rendre une certaine prospérité. L'équilibre, cependant, était encore instable et, à la fin du règne, très court, du successeur de Mentouhotep I/III (Séankhkarré Mentouhotep), on assiste à de nouveaux troubles, dont la durée n'excéda pas cinq ans³. Le retour au calme est dû à l'action personnelle d'un homme énergique qui, après avoir, très probablement, exercé les fonctions de vizir sous le règne du dernier Mentouhotep (Nehtaouiré), usurpa la royauté, mettant fin à une situation dangereuse qu'il avait peut-être contribué à créer. Le nouveau souverain s'appela Amenemhat (Amon est en avant) et conserva ce nom que devaient porter trois de ses successeurs. Le fondateur de la XII^e Dynastie était originaire, sinon de Thèbes, du moins d'un des nomes du Sud, peut-être du premier nome de Haute-Égypte⁴, et avait pour dieu éponyme Amon, dont le culte, à Thèbes, est attesté dès la Première Période Intermédiaire⁵. Les autres rois de la XII^e Dynastie ont porté le nom de Sésostris (Zenousert), c'est-à-dire « l'homme

1. Parmi les plus récentes études sur cette période, citons : AYMARD et AUBOYER, *L'Orient et la Grèce antique*, dans *Histoire générale des civilisations*, publiée sous la direction de Maurice Crouzet. Paris, 1951 ; DRIGTON-VANDIER, *L'Égypte*, dans la collection « Cléo ». Paris (3^e édition), 1952 ; E. OTTO, *Ägypten. Der Weg des Pharaonenreiches*. Stuttgart, 1953 ; YVOYOTTE, *L'Égypte ancienne*, dans l'*Histoire universelle* (Encyclopédie de la Pléiade). Paris, 1956. A ces ouvrages généraux qui ne sont que partiellement consacrés à la XII^e Dynastie, il convient d'ajouter : CLÈRE, *Histoire des XI^e et XII^e Dynasties égyptiennes*, dans les *Cahiers d'histoire mondiale*. Paris, 1954, et POSENER, *Littérature et Politique dans l'Égypte de la XII^e Dynastie* (fasc. 307 de la Bibliothèque de l'École des Hautes-Études). Paris, 1956. Cette dernière étude est à l'origine de notre article.

2. Cf., dans DRIGTON-VANDIER, *L'Égypte*³, p. 629, les différentes dates proposées.

3. POSENER, *Littérature et Politique*, p. 24, n. 3.

4. *Ibid.*, p. 47-48.

5. PÉTRIE, *Qurneh*, pl. X ; CLÈRE-VANDIER, *Bibliotheca aegyptiaca*, X, p. 5, § 7.

de la déesse Ousert », Ousert étant une divinité, probablement thébaine¹, dont la popularité ne fut jamais très grande. L'ordre de succession de ces rois est bien connu : Amenemhat I² (1991-1962³), Sésostri I (1971-1928), Amenemhat II (1929-1895), Sésostri II (1897-1879), Sésostri III (1878-1843), Amenemhat III (1842-1797), Amenemhat IV (1798-1790) et Sébeknéfrou⁴ (1789-1786). D'après ces dates, on voit que la plupart de ces rois, avant leur mort, ont associé au trône le successeur qu'ils s'étaient choisi⁴. Sans doute estimaient-ils, par cette mesure, affermir une Dynastie dont les origines n'étaient pas absolument pures.

Lorsque Amenemhat I monta sur le trône, la situation du pays, sans être tragique, n'était certainement pas satisfaisante. Il fallait, avant tout, achever l'œuvre entreprise, cinquante ans plus tôt, par Mentouhotep I/III, c'est-à-dire rétablir, à l'intérieur, l'ordre et la prospérité. Le grand mérite du roi fut de comprendre que cette tâche ne pouvait pas être menée à bien en maintenant le gouvernement dans une capitale excentrique comme Thèbes. Officiellement, la Dynastie ne semble pas avoir renié son origine thébaine, et on a plusieurs témoignages de la déférence de ses représentants à l'égard de leurs prédécesseurs de la XI^e Dynastie. En fait, ils se détachèrent assez rapidement de la Haute-Égypte, peut-être parce que les anciens rois avaient conservé trop de partisans dans cette région. Les seuls souverains qui aient laissé de nombreuses preuves de leur activité en Thébaïde sont Sésostri I, Sésostri III et Amenemhat III. Ce n'est probablement pas l'effet d'un pur hasard, nous le montrerons plus bas⁵, si ces rois ont fait bénéficier de leurs faveurs la partie méridionale du pays.

Quittant Thèbes, Amenemhat I s'installa à Ittaouy, près du Fayoum, à la limite du delta et de la vallée du Nil, région qui était, géographiquement, désignée pour être le siège du gouvernement. Le grand souci d'Amenemhat I fut de réorganiser l'administration ; autant qu'on peut dire, il s'appuya sur les grandes familles féodales dont l'influence, sauf dans le seizième nome de Haute-Égypte (Béni Hasan), avait cessé de se faire sentir après la victoire de Mentouhotep I/III sur le Nord. Le roi s'occupa, en personne⁶, de délimiter les frontières des nomes et de fixer définitivement la ligne de partage des eaux, afin d'éviter, à l'avenir, toute cause de contestation entre les princes. Les nomarques exerçaient des pouvoirs étendus, à la fois religieux, militaires et administratifs. Dans l'ensemble, ils s'acquit-

1. BONNET, *Reallexikon*, p. 872. En fait, cette déesse est une des moins bien connues du panthéon égyptien.

2. Qu'on appelle aussi Ammenémès. C'est le nom qu'a adopté POSENER, dans *Littérature et Politique*.

3. Ces dates sont celles qu'a proposées PARKER, *The calendars of Ancient Egypt*, p. 69.

4. Il convient, sur ce point, de corriger notre texte, dans DRIOTON-VANDIER, *L'Égypte*², p. 251.

5. Cf. *infra*, p. 29.

6. Cf. DRIOTON-VANDIER, *L'Égypte*², p. 252-253, d'après NEWBERRY, *Béni Hasan*, I, pl. XXV.

tèrent, au moins au début de la Dynastie, consciencieusement de leurs charges. Il n'est pas impossible, cependant, qu'ils aient cherché, plus tard, à se rendre de plus en plus indépendants de la couronne. Cette hypothèse est fondée sur la disparition à peu près complète des nomarques, à partir du règne de Sésostris III¹; on ne peut citer, en effet, qu'une seule exception, celle de Ouahka II, à Gaou el-Kébir, dans le dixième nome de Haute-Égypte², cette exception pouvant s'expliquer par l'arbitraire d'un souverain qui pouvait, à la fois, édicter une règle et soustraire quelques privilèges à cette règle³. Nous avons des indices d'une évolution très nette de la politique intérieure sous le règne de Sésostris III⁴, et il semble bien que cette politique ait été conditionnée par l'abandon d'un appui féodal, devenu trop lourd et indésirable.

L'administration centrale dépendait toujours du roi, qui exerçait son pouvoir par l'intermédiaire d'un vizir. Celui-ci contrôlait un certain nombre de ministères, ou « maisons », qui comprenaient, chacun, une armée de fonctionnaires, c'est-à-dire de scribes, dont l'importance ne fait que croître⁵. Le pays, bien administré, s'enrichit rapidement, et la classe moyenne, en particulier, se développa beaucoup. Cette évolution jouera un grand rôle dans la seconde moitié de la Dynastie⁶. On doit noter également, à l'actif des rois de la XII^e Dynastie, l'exploitation méthodique du Fayoum, vaste oasis qui se trouve au Sud-Ouest de la ville actuelle du Caire. Lorsque Amenemhat I établit sa capitale à proximité du Fayoum, il n'avait peut-être pas encore entrevu les possibilités qu'offrait cette région. Quoi qu'il en soit, la situation de la nouvelle capitale n'a probablement pas été sans influencer sur la décision que prirent ses successeurs de développer, par un admirable système d'irrigation, la richesse d'un territoire qui allait devenir un des plus riches de l'Égypte. Si le nom d'Amenemhat III, constructeur du fameux « Labyrinthe », est particulièrement attaché au Fayoum, il ne convient pas de diminuer l'œuvre qu'avaient accomplie ses prédécesseurs, notamment Sésostris II, dans cette région.

La politique extérieure de la XII^e Dynastie fut, au début, défensive vers l'Est, c'est-à-dire vers l'Asie, et agressive vers le Sud, c'est-à-dire vers la

1. MEYER, *Geschichte des Altertums*, I, 2, § 285.

2. STECKEWEH, *Fürstengräber von Qâw*, p. 7-8. STEINDORFF, à qui est dû ce chapitre, cite, sans donner de références, parmi les titres du prince, celui de « grand chef du nome ». On sait, d'autre part (MOGENSEN, *Salles égyptiennes du Musée National de Stockholm*, p. 6-8), que Ouahka II vivait encore sous le règne d'Amenemhat III.

3. Lorsque Mentouhotep I/III eut unifié l'Égypte, les grandes familles féodales disparurent, sans doute parce que le roi avait supprimé la charge de nomarque. Il fit, cependant, une exception en faveur des princes du XVI^e nome de Haute-Égypte. Cf. DRIOTON-VANDIER, *L'Égypte*³, p. 241.

4. Cf. *infra*, p. 27.

5. Une des œuvres littéraires de la XII^e Dynastie, *La satire des métiers* (cf. *infra*, p. 28), est consacrée à l'éloge de la fonction de scribe.

6. Cf. *infra*, p. 27.

Nubie et le Soudan. Si on excepte la campagne de l'an 24 d'Amenemhat I, mentionnée par la stèle de Nisoumontou¹, on ne peut citer qu'une intervention militaire en Asie, à la XII^e Dynastie. Elle fut dirigée, à l'époque de Sésostri III, contre la ville de Sichem, en Palestine. D'une manière générale, nous y reviendrons, les rapports entre l'Égypte et les principautés d'Asie ont été excellents, et la construction, par Amenemhat I, d'une fortification connue sous le nom de « Mur du Prince », dans le Ouadi Toumilat, était beaucoup plus un contrôle militaire qu'une protection efficace contre un danger imminent. Les Asiatiques n'envahissaient l'Égypte que lorsque l'Égypte était faible, et ce ne fut pas le cas à la XII^e Dynastie. La meilleure preuve de ces bons rapports est donnée par les expéditions, non plus dangereuses et guerrières comme elles l'étaient à l'Ancien Empire, mais pacifiques et sans dangers, que les rois de la XII^e Dynastie envoyèrent, avec une fréquence jusqu'alors jamais égalée, à la presque île du Sinaï, pour en rapporter la turquoise.

En Nubie, la politique des rois de la XII^e Dynastie fut, avant tout, colonisatrice. Cette politique avait été ébauchée par Mentouhotep I/III, mais ses successeurs eurent l'énergie de pousser jusqu'à ses dernières conséquences une entreprise qui allait s'avérer particulièrement heureuse pour l'Égypte. Dès le règne d'Amenemhat I, les armées égyptiennes remontèrent jusqu'à Korosko et Sésostri I atteignit la troisième cataracte. Amenemhat II et Sésostri II, tout en maintenant leur présence, ne cherchèrent pas à étendre leurs avantages, et les textes historiques, pour ces deux règnes, ne mentionnent qu'une seule campagne, commandée par Amenemhat II. En revanche, Sésostri III eut une politique nubienne très active et conduisit, au moins, quatre campagnes vers le Sud. Son attitude, d'ailleurs, est plutôt celle d'un organisateur que celle d'un conquérant. Il fit construire plusieurs nouvelles forteresses, et défendit sévèrement aux Soudanais l'accès de la Nubie, au Nord de la deuxième cataracte. Les résultats furent si remarquables qu'Amenemhat III, autant qu'on puisse dire, n'eut pas à intervenir militairement dans les provinces nouvellement colonisées. Une des raisons de la conquête organisée de la Nubie était de faciliter l'accès aux mines d'or et d'améthyste et de rapporter en Égypte toute sorte de produits exotiques qui devaient plaire par leur nouveauté².

Dans le domaine des arts, la XII^e Dynastie est une des époques les plus brillantes de l'histoire d'Égypte. S'il est difficile de juger de son architecture³, les monuments n'ayant qu'exceptionnellement résisté aux destructions des hommes et aux ravages des siècles, on peut admirer sans réserve la maîtrise de ses peintres, de ses sculpteurs et de ses orfèvres. Les peintures

1. Bibliographie dans DRIOTON-VANDIER, *L'Égypte*², p. 272.

2. Bibliographie, *ibid.*, p. 272-273. Sur la Nubie, cf. surtout SÄVE-SÖDERBERGH, *Ägypten und Nubien*, p. 63-116.

3. Cf. notre *Manuel d'archéologie égyptienne*, t. II, p. 169 et sq. (tombes royales), 331 et sq. (tombes civiles), 595 et sq. (temples), 980 et sq. (architecture civile).

des tombes, les sculptures de ces mêmes tombes¹ et des temples² sont, à la fois, d'une grande simplicité et d'une véritable grandeur. La statuaire, surtout la statuaire royale³, dégage, par sa réalité, son réalisme douloureux ou son idéalisme délicat, une émotion d'une rare qualité. Enfin, les fouilles des pyramides royales ont permis de mettre au jour une remarquable collection de bijoux, pectoraux en façade de palais, colliers et bracelets égayés par la diversité des pierres de couleurs différentes, anneaux d'or, scarabées, amulettes, etc. Jamais, les Égyptiens n'ont montré à ce point qu'ils avaient le sens du goût, de la mesure et de la légèreté⁴.

La haute civilisation de la XII^e Dynastie s'est également manifestée dans le domaine littéraire. Les œuvres appartiennent à des genres différents qui avaient, pour la plupart, été créés avant le Moyen Empire : l'enseignement, la prophétie, le conte et le roman⁵. Les enseignements sont des recueils de préceptes politiques et moraux, qui sont mis dans la bouche d'un roi ou d'un grand personnage et qui sont généralement adressés au fils du moraliste. La prophétie n'est appelée de ce nom que par convention ; en effet, les événements annoncés sont déjà passés, et l'auteur n'a recours à cet artifice que pour présenter, sous un jour favorable, des événements importants, généralement récents, et pour leur donner l'appui d'une sorte de prédestination, contre laquelle les hommes ne peuvent que se montrer impuissants. Les contes sont de simples récits fictifs, faits pour amuser, alors que les romans ont un caractère de réalité très net et qu'ils peuvent être, on le verra, inspirés par des préoccupations politiques.

Nous donnerons, d'abord, une brève analyse des principales œuvres connues de la XII^e Dynastie. Dans l'Enseignement que l'on prête à Amenemhat I, le vieux roi invite son fils à suivre ses conseils pour que son règne soit heureux. Évoquant sa propre vie, il se lamente sur l'ingratitude des hommes en général, et, en particulier, sur celle des hommes de son entourage qui n'avaient pas hésité à ourdir, contre lui, un noir complot, alors qu'ils auraient dû lui témoigner leur reconnaissance, à la fois pour son œuvre politique et pour ses bienfaits personnels. Ce complot s'est manifesté par un attentat dont le roi a été la victime, en l'absence de son fils et héritier,

1. Cf. la note précédente et DRIOTON-VANDIER, *L'Égypte*³, p. 271.

2. Deux sanctuaires, à peu près intacts, ont subsisté, l'un, mis au jour dans le Fayoum, l'autre, reconstruit par Chevrier à Karnak. Mais de nombreux fragments architecturaux ont été trouvés sur d'autres sites (cf. p. 19, n. 3, et DRIOTON-VANDIER, *L'Égypte*³, p. 274).

3. Sur la statuaire royale et civile, cf. EVERS, *Staat aus dem Stein*, et notre *Manuel d'archéologie égyptienne*, t. III.

4. Cf. MORGAN, *Fouilles à Dahchour*, 2 vol. ; BRUNTON, *Lahun I. The treasure* ; VERNIER, *La bijouterie et la joaillerie égyptiennes et Bijoux et Orfèvrerie* (Catalogue général du Musée du Caire).

5. On peut ajouter un dernier genre, celui que les Allemands (cf. HERMANN, *Die äg. Königsnovelle*) ont appelé *Königsnovelle*, sorte de morceau d'éloquence consacré au panégyrique royal (cf. POSENER, *Littérature et Politique*, p. 136 et sq.). Les contes et les romans égyptiens ont été, en dernier lieu, traduits et commentés par G. LEFEBVRE, *Romans et contes égyptiens de l'époque pharaonique*. Paris, 1949.

Sésostris. Le vieux roi s'accuse de n'avoir pas prévu une telle trahison, et le récit s'achève par une nouvelle série de conseils, dont la signification, dans l'état actuel de nos sources, est assez obscure.

L'Enseignement de Khéty, fils de Douaouf, plus connu sous le nom de satire des métiers, ne présente aucune arrière-pensée politique. L'auteur, en nous présentant un éloge de la fonction de scribe, fait un tableau extrêmement vivant de tous les autres métiers qui, d'après lui, n'offrent à ceux qui les exercent que des désagréments.

La prophétie de Néferty se divise en trois parties. La première, sorte d'introduction, fournit le prétexte du récit. L'action se passe à la cour de Snéfrou, fondateur de la IV^e Dynastie. Le souverain fait venir le sage Néferty et lui demande de lui révéler l'avenir. Néferty décrit, d'abord, les troubles dont l'Égypte doit être la victime (deuxième partie), et annonce la venue d'un sauveur, en la personne d'un roi, qu'il appelle Amény et qui viendra du Sud (troisième partie); il annonce également que ce souverain, pour protéger l'Égypte contre les incursions des Asiatiques, construira le « Mur du Prince », fortification dont nous aurons l'occasion de reparler.

Le conte du Naufragé est une aimable fiction qui nous décrit les mésaventures d'un marin égyptien, victime d'un naufrage. L'homme, seul survivant, est jeté sur une île habitée par un serpent fantastique et bienveillant. L'histoire se termine bien : le naufragé est recueilli par un bateau égyptien de passage et revient dans son pays, chargé de toute sorte de produits précieux que lui avait donnés le serpent. On a là un tableau vivant de la vie des marins et de la navigation en mer Rouge, au Moyen Empire; ce conte, en outre, peut être considéré comme la première version de Sindbad le Marin¹.

Avec le roman de Sinouhé, nous retrouvons des intentions politiques. Sinouhé, alors qu'il se trouvait à l'armée en Libye, dans la suite du prince héritier, Sésostris, surprend un secret d'État, en rapport avec la mort d'Amenemhat I, et, pris de peur, s'enfuit en Syrie; après avoir traversé l'Égypte, d'Ouest en Est, il passe, sans être vu, à proximité du Mur du Prince, et arrive en territoire étranger, où il est recueilli par un prince du pays, qui l'adopte comme gendre. Sinouhé devient chef de tribu, et sa réputation grandit rapidement dans toute la région. Des Égyptiens de passage viennent voir Sinouhé et, de retour dans leur pays, font l'éloge de l'exilé volontaire à Sésostris I. Le roi écrit personnellement à Sinouhé pour le prier de revenir dans sa patrie d'origine. On devine que Sinouhé se hâte d'obéir; il est reçu par son souverain, suivant les règles d'un cérémonial compliqué. Comblé de biens par le roi, il coule des jours heureux jusqu'à ce que la mort l'appelle. Son vœu le plus cher, être enterré dans la terre d'Égypte, s'est réalisé.

Ces écrits littéraires sont connus depuis longtemps et on avait remarqué que certains d'entre eux, l'Enseignement d'Amenemhat, la prophétie de

1. Cf. LEFEBVRE, *op. cit.*, p. 31.

Néferty et le roman de Sinouhé, présentaient, à l'intérieur d'un cadre fictif, certains événements historiques. Personne, cependant, n'avait exploité cette veine. Le premier, De Buck, montra l'importance que ces textes pouvaient avoir pour l'histoire, et, tout récemment, Posener¹ a exposé, avec une remarquable acuité, le contenu historique de ces trois récits. L'ouvrage est présenté d'une manière agréable et vivante, et l'auteur a su, tout en satisfaisant, par la sûreté de sa documentation, les spécialistes les plus difficiles, rester toujours accessible à la curiosité des érudits qui n'ont pas eu la possibilité d'approfondir l'histoire de l'ancienne Égypte. C'est un tour de force devant lequel il convient de s'incliner.

D'après Posener, la prophétie de Néferty date du début du règne d'Amenemhat I. Nous ne connaissons pas son auteur, et c'est, probablement, pour masquer leur ignorance que les savants du Nouvel Empire² ont considéré Néferty, qui n'est qu'un figurant, comme l'auteur du récit. Si la première partie du texte³ est purement fictive, les deux autres se rattachent manifestement à des événements historiques réels. On a vu que Néferty a annoncé au roi Snéfrou une période de troubles graves que devait traverser l'Égypte. Les historiens ne sont pas d'accord sur la date de ces troubles, les uns y voyant un tableau de la révolution sociale qui éclata, en Égypte, après la fin de la VI^e Dynastie, les autres, un récit des cinq années d'anarchie qui précédèrent immédiatement l'avènement d'Amenemhat I. Posener (p. 42-47) expose objectivement les raisons sur lesquelles sont fondées ces deux hypothèses et conclut que le choix est pratiquement impossible, la responsabilité en incombant à l'auteur du livre, qui ne cherche pas à faire de l'histoire, mais qui « puise, dans ses souvenirs personnels et dans la littérature, les éléments d'un sombre tableau dont il a besoin pour faire ressortir l'image du sauveur ». Il étudie, ensuite, la personnalité de ce sauveur, Amény, telle qu'elle apparaît dans notre texte : c'est un homme du Sud, qui n'est certainement pas d'origine royale, et le rédacteur insiste beaucoup sur la simplicité de ce sauveur, allant jusqu'à l'appeler, non pas de son vrai nom, Amenemhat, mais d'un diminutif, Amény, bien connu lorsqu'il s'agit de particuliers, mais rarement utilisé pour les souverains : « La royauté que l'écrivain présente, aussi bien dans le passé que dans l'avenir, est étrangère à la légitimité héréditaire et au droit divin. Elle repose sur les qualités humaines de l'élu, sur ses œuvres bienfaisantes. Cette conception du pouvoir souverain correspond... aux idées qui se sont formées au cours de la Première Période Intermédiaire. Le sauveur apparaît aussi sous un jour qui convient aux tendances de son époque et qui a des chances de séduire les masses (p. 52). » Le rédacteur admet donc, les événements étaient trop récents pour qu'il pût agir autrement, que le sauveur est un

1. *Littérature et Politique* (cf. p. 16, n. 1).

2. Pap. Beatty IV, verso, 3, l. 6 = pl. 19. Cf. GARDINER, *Hier. Pap. in the Brit. Mus.*, 3d series.

3. Cf. *supra*, p. 21.

usurpateur, mais il ajoute aussitôt que cet usurpateur a été régulièrement intronisé. Ces précisions sont suffisamment claires pour permettre d'identifier, avec certitude, l'Amén de la prophétie à l'Amenemhat I de l'histoire¹. Le texte ajoute, d'ailleurs, que le nouveau roi construira, contre les Bédonkous, le Mur du Prince, cette fortification près de laquelle passe Sinouhé lorsqu'il s'enfuit en Syrie, à la mort d'Amenemhat I (p. 55-57). Posner, dans l'analyse du texte et dans sa conclusion, montre que la prophétie est une œuvre de propagande, composée par un écrivain habile, originaire du nome Hélio-polite, dont l'objectif était de présenter aux Égyptiens du Nord et de l'Est, sous un jour extrêmement favorable, un fondateur de Dynastie qui avait, contre lui, d'être un usurpateur et d'être originaire du Sud du pays.

Lorsqu'il s'agit de l'Enseignement d'Amenemhat I, la première question qui se pose au commentateur est celle de la date du récit. Aucun texte égyptien ne parle du complot dont fut victime le vieux roi. L'attentat a certainement eu lieu vers la fin du règne, soit en l'an 20, c'est-à-dire juste avant l'association au trône, en qualité de régent, du prince héritier Sésostri, soit en l'an 30, c'est-à-dire juste avant l'avènement personnel de Sésostri I (p. 65-75). Au Nouvel Empire, la deuxième hypothèse prévalait, si on en croit le papyrus Beatty IV², qui, parlant de Khéty, l'auteur de l'Enseignement, dit : « C'est lui qui a rédigé le livre qui est l'Enseignement du roi de Haute [et de Basse-Égypte], [Sé]hétép[ibré] (Amenemhat I), vie, santé force ! quand ce dernier eut reposé en paix, ayant rejoint le ciel et pénétré parmi les maîtres de la nécropole. » La première hypothèse, en revanche, est solidement fondée sur un passage de l'Enseignement lui-même³ : « L'attentat (?) a eu lieu... avant que les courtisans n'eussent appris que j'allais te donner la succession (p. 86). » Il est donc délicat de choisir entre les deux possibilités. La tendance générale, aujourd'hui, est d'admettre que l'attentat a eu lieu en la dernière année d'Amenemhat I, et qu'il a été suivi de la mort du roi. C'est De Buck⁴ qui, le premier, a proposé cette explication, dont on peut voir une confirmation dans le début du roman de Sinouhé. Ce texte nous apprend, en effet, que Sésostri guerroyait en Libye quand lui parvint la nouvelle de la mort de son père. Aussitôt après, il quitte l'armée en secret et se hâte de gagner la cour. D'autre part, la fuite de Sinouhé, qui a appris un secret d'État, et sa conviction qu'une guerre civile allait éclater en Égypte indiquent clairement que la mort du vieux roi est entourée d'un certain mystère et s'expliquent aisément si on admet que l'attentat contre Amenemhat I a réussi. Si telle est la vérité, l'identité des instigateurs du complot prend une grande importance. Pour

1. Cf. *supra*, p. 16.

2. GARDINER, *op. cit.*, I, p. 43-44 ; II, pl. 20 et 20 a. (IV, verso, 6, l. 13-4).

3. Pap. Millingen, 2, 5-6.

4. *Mélanges Maspero*, I, p. 847-852 ; *Muséon*, 59, p. 183-200 ; *Symbolae van Osen*, p. 12-25.

les uns, Sésostris I est à l'origine du complot, pour d'autres, c'est la reine Néfrou, femme du prince héritier et corégent, pour d'autres, enfin, et il semble bien que la véritable solution doive être cherchée dans cette direction, ce serait un des frères du prince héritier, ou, plutôt, ses partisans, femmes du harem et fonctionnaires divers, qui auraient profité de l'absence de l'héritier légitime pour essayer de détourner, à leur bénéfice, une succession que le grand âge du roi rendait toute proche. Le bénéficiaire du complot se trouvait aux armées, en Libye : un des conspirateurs avait gagné le territoire des opérations pour mettre le prince au courant, et ce serait cet entretien qui aurait été surpris par Sinouhé (p. 83-85). Posener se demande si ce jeune prince, dont nous ignorons le nom, ne se rattachait pas, par ses femmes, à l'ancienne famille royale de la XI^e Dynastie. Amennoutat I^{er} ayant pu épouser une descendante de ses prédécesseurs. L'hypothèse n'est pas invraisemblable ; l'usurpation, en effet, avait tout intérêt à s'allier, par mariage, à la famille thébaine qui avait, certainement, gardé, au moins dans le Sud, un grand nombre de partisans (p. 85). Quoi qu'il en soit, on devine, dans cette œuvre, une intention de propagande, dont le bénéficiaire est, manifestement, Sésostris I. Il est donc probable que le nouveau roi est à l'origine de l'Enseignement : sans doute voulait-il justifier, d'une part, ses droits à la couronne, encore contestés par suite de l'usurpation de son père, et, d'autre part, la nouvelle politique que les circonstances l'obligeaient à entreprendre (p. 85-86).

L'intérêt historique du roman de Sinouhé est tout différent. Si on excepte les premières lignes, dont il a déjà été question à propos du texte précédent, aucun événement strictement historique n'est rapporté dans ce long récit passionnant. Et, cependant, le texte aborde plusieurs questions importantes pour l'histoire. C'est ce que Posener a très bien su montrer. Le roman, d'abord, donne deux images du roi (p. 94-98), celle du souverain tout puissant, doué des qualités d'esprit les plus rares et d'une science stratégique devant laquelle tout le monde doit s'incliner, celle enfin d'un être humain et amical, qui sait se montrer bienveillant et se mettre à la portée de ses sujets. La première image est officielle, et il ne faut pas oublier que ce portrait, dans le roman, est destiné à un étranger, au prince asiatique qui accueille Sinouhé en Syrie, et qu'il convenait, dans ces conditions, de souligner la puissance et les qualités militaires du souverain. Le second portrait est celui qui nous intéresse le plus. Il se rattache à une vieille tradition qui remonte, sinon à l'époque, du moins à la personne du roi Snéfrou¹, mais qui nous est moins familière, parce que la plupart des textes et des représentations qui sont parvenus jusqu'à nous ont un caractère officiel. Les sujets du roi (p. 98-100), si on s'en tient à notre source, ont une admiration sans bornes pour leur souverain, leurs sentiments s'exprimant, toutefois, avec une exagération qui sent un peu la convention. Il

1. Cf. *supra*, p. 21.

est vrai qu'il s'agit, dans ces cas, de réactions collectives. L'attitude est toute différente quand le texte parle de l'affection de Sinouhé pour le roi ; on trouve, alors, des accents touchants de piété personnelle et de reconnaissance qui nous changent des éloges officiels.

Le roman de Sinouhé présente, pour nous, un autre intérêt : il nous fait connaître les rapports qui existaient, à la XII^e Dynastie, entre l'Égypte et les principautés asiatiques (p. 104-108). La thèse traditionnelle est bien connue : le roi d'Égypte domine tous les peuples étrangers, et on le représente, volontiers, tenant, par les cheveux, des prisonniers agencouillés et brandissant une arme dont il s'apprête à les frapper. Cette thèse simpliste, qui n'admet aucune nuance, se retrouve, çà et là, dans le récit de Sinouhé, mais elle est corrigée par de nombreux détails qui nous montrent, sous un tout autre jour, les relations de l'Égypte avec ses voisins de l'Est. On a souvent dit que l'auteur du roman ignorait tout des choses d'Asie, et cette opinion est fondée sur l'absence d'exotisme que l'on remarque dans le texte. L'objection serait juste si le récit avait été rédigé au Nouvel Empire, c'est-à-dire à une époque où régnait, sans conteste, une grande curiosité pour les usages des pays étrangers. Tel n'était pas le cas au Moyen Empire, et Posener, un de nos meilleurs spécialistes de la question des rapports entre l'Égypte et l'Asie, n'a pas de peine à prouver qu'on ne peut relever, dans le roman de Sinouhé, aucune erreur ; qu'il s'agisse des noms propres, des noms de lieux, de la situation politique ou des coutumes, l'auteur nous donne des détails, peu nombreux, il est vrai, mais exacts sur la vie des Asiatiques. D'une manière générale, on peut affirmer qu'il n'y avait, à cette époque, aucune inimitié entre les deux voisins. Sinouhé est accueilli avec bienveillance par le *cheikh* asiatique ; celui-ci se montre curieux des événements qui se sont passés récemment en Égypte, et paraît bien informé de ceux qui les avaient précédés. Pendant le long séjour que fait Sinouhé au pays de Réténou, plusieurs émissaires égyptiens parcourent le pays, en toute sécurité ; ils viennent voir Sinouhé et admirent l'œuvre qu'il a accomplie. De retour dans leur pays, ils font certainement un rapport favorable au roi sur les succès de leur compatriote, et c'est probablement à cause de ces éloges unanimes que Sésostris I, à la fin, rappelle Sinouhé en Égypte. Grâce à ce roman, on devine que l'activité diplomatique entre l'Égypte et ses voisins était intense, et qu'elle ne s'appliquait pas seulement, comme on aurait pu le croire en se fondant sur les seules sources officielles, aux régions côtières comme Byblos, mais aussi aux principautés de l'intérieur. Le trésor de Tôd¹, qui fut offert à Montou sous le règne d'Amenemhat II, et qui a été mis au jour par F. Bisson de la Roque en 1936, peut être considéré comme une confirmation du tableau que nous donne le roman de Sinouhé. Il n'est pas certain que le texte, qui nous montre Sésostris I sous un aspect

1. F. BISSON DE LA ROQUE, *Tôd*; BISSON DE LA ROQUE, CONTENEAU et CHAPOUTHIER, *Le trésor de Tôd*.

particulièrement favorable, ait été inspiré par la cour. On peut être assuré, en revanche, qu'il bénéficia, une fois qu'il fut écrit, de toutes les faveurs des pouvoirs publics.

Dans son dernier chapitre (p. 117-144), Posener réunit tous les textes égyptiens qui, littéraires ou non, touchent, de près ou de loin, à l'éloge de la personne royale. Le premier de ces textes est une œuvre littéraire que nous connaissons par des papyrus, par des ostraca et par une inscription de Séhétépibré, un contemporain d'Amenemhat III, qui en avait fait graver un important passage sur sa stèle funéraire¹. La version originale comprenait deux parties distinctes l'une consacrée au roi, l'autre, au peuple. L'auteur qui, sur le plan social, occupe une place au-dessus de tout entre le roi et le peuple, cherche à prouver à ses fils qu'ils dépendent étroitement du roi, mais qu'ils ne peuvent pas non plus se passer du peuple, ce qui leur dicte, tout naturellement, les devoirs qu'ils ont à l'égard de l'un et de l'autre. L'auteur insiste sur la nécessité de rendre un culte au roi, culte que justifient le pouvoir et les qualités personnelles du souverain. La portée juridique et politique d'un tel texte est évidente.

Une deuxième œuvre littéraire, « l'Enseignement d'un homme à son fils² », incomplète et encore mal connue, illustre le thème de l'élévation des petits, déjà traité magistralement par l'auteur des *Admonitions*³. La situation, cependant, est différente, car, dans les *Admonitions*, qui décrivent les événements qui ont troublé la Première Période Intermédiaire, il s'agissait d'une véritable révolution, les pauvres s'enrichissant aux dépens des riches. Le nouveau texte, au contraire, traite d'une élévation du niveau de vie moyen des Égyptiens, et n'évoque, en aucune manière, le dépouillement des riches. Destiné à un auditoire assez vaste, il tend, semble-t-il, à gagner le peuple à la royauté. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point.

Les autres textes réunis par Posener, sans être aussi importants, ont tous pour objet d'exalter la personne du roi. Ce souci a été grand, à la XII^e Dynastie, et on le comprend aisément, le fondateur de la Dynastie étant un usurpateur. La prophétie de Néferty et l'Enseignement d'Amenemhat I illustrent les difficultés que cet usurpateur avait rencontrées à cause de son origine roturière. Le premier récit place l'éloge du roi dans la bouche d'un sage qui vivait à la cour de Snéfrou, sept siècles, environ, avant le commencement de la XII^e Dynastie. Par là, on espérait persuader les Égyptiens qu'un roi, ainsi soutenu par les meilleurs esprits prophétiques de l'Ancien Empire, ne pouvait être effectivement qu'un sauveur. On n'imagine guère une telle prophétie en faveur d'un héritier légitime. Ce texte, nécessaire, fut, cependant, insuffisant, puisque le roi, en dépit de ses bienfaits, eut à faire face à un complot, et qu'il mourut, très probable-

1. KUENTZ, *Studies presented to F. LL. Griffith*, p. 97-110.

2. KUENTZ, *C. R. A. I. B. L.*, 1931, p. 321-328.

3. GARDINER, *The Admonitions of an Egyptian Sage from a hier. pap. in Leiden*; SPIEGEL, *Soziale und weltanschauliche Reformbewegungen im alten Ägypten*.

ment, assassiné. L'Enseignement d'Amenemhat, qui nous a fait connaître cet attentat, a été rédigé par un scribe, Khéty, qui agissait certainement, on l'a vu plus haut, sur l'ordre du roi Sésostris I. L'héritier de l'usurpateur, trente ans après l'usurpation, avait encore besoin d'être soutenu par la propagande. Le roman de Sinouhé répond déjà à un autre objectif. Rédigé probablement à la fin du règne de Sésostris I ou au début de celui d'Amenemhat II, il n'avait plus à répondre à l'opposition des anciens partisans de la XI^e Dynastie. Le règne glorieux de Sésostris I avait dû désarmer les derniers récalcitrants, mais l'usage de proclamer son loyalisme envers le souverain régnant n'avait pas disparu pour autant. Posener a montré que de telles compositions littéraires n'existent qu'au Moyen Empire : c'est un bien qui lui est propre, et il est assez peu probable qu'il se soit agi d'une génération spontanée. Posener, avec raison, a tendance à y voir une création royale. Cette idée, qu'il développe avec beaucoup de talent et qu'il fonde sur de solides arguments, n'est pas un des éléments les moins importants de son étude, si riche en aperçus nouveaux et divers. Pour notre part, nous sommes tout disposé à faire nôtre sa conclusion (p. 140) : « Il est difficile d'invoquer le hasard des trouvailles et de parler de coïncidence à propos de cette concentration de faits nouveaux sous la XII^e Dynastie et notamment sous le règne de Sésostris I. Au profit d'une seule et même idée, on exploite, on développe, on modifie, on imagine des genres et des formes littéraires. L'effort paraît systématique et, sans mettre nécessairement en cause la sincérité des auteurs qui participent à l'élan loyaliste, il est permis de penser qu'il y a, dans ce concert à la gloire du roi, une certaine orchestration. »

On a vu, plus haut¹, qu'un certain changement dans la politique intérieure de l'Égypte s'est manifesté vers le milieu de la XII^e Dynastie. C'est par quelques considérations sur cette évolution que va s'achever cet article. Le premier argument en faveur de cette hypothèse a déjà été exposé : il s'agit de la disparition, à peu près complète, de la charge de nomarque sous le règne de Sésostris III. Cette attitude du roi à l'égard des grandes familles féodales peut avoir eu deux causes, d'abord une tentative des nomarques à se montrer de plus en plus indépendants de la couronne, comme l'avaient fait leurs prédécesseurs de la VI^e Dynastie, ensuite, l'enrichissement des classes moyennes. Si la première raison proposée doit rester, dans l'état actuel de nos connaissances, une simple hypothèse, d'ailleurs vraisemblable, la seconde est fondée sur des arguments beaucoup plus sérieux, ceux-ci étant, à la fois, d'ordre archéologique et littéraire.

Cette évolution, en effet, est, sinon prouvée, du moins postulée par les résultats auxquels on aboutit en étudiant les stèles et les statues privées de cette époque. La question des stèles a été exposée par Pflüger². L'auteur,

1. Cf. *supra*, p. 18.

2. *Journal of the American Oriental Society*, 67, 2 (1947), p. 127-135.

avec la collaboration de J. Bennett, a cherché à réunir toutes les stèles privées, datées d'un des règnes de la XII^e Dynastie. La plupart d'entre elles sont datées des règnes de Sésostri I, d'Amenemhat II et d'Amenemhat III ; d'autres, moins nombreuses, appartiennent au règne de Sésostri III, et quelques-unes, seulement, aux règnes de Sésostri II et d'Amenemhat IV, c'est-à-dire aux deux règnes les plus courts de la XII^e Dynastie. Enfin, dans la documentation de Pflüger, aucune stèle n'est datée du règne d'Amenemhat I. L'auteur étudie, ensuite, l'évolution, facile à suivre lorsqu'on a une série soigneusement datée, de la forme des stèles, du contenu des textes, de la qualité des personnages nommés, de l'occurrence de tel ou tel détail archéologique et arrive à cette conclusion que les modifications les plus importantes se sont produites sous le règne d'Amenemhat II. Ce serait, d'après Pflüger, sous ce règne qu'aurait commencé l'évolution sociale qui devait aboutir, à l'époque de Sésostri III, à un changement complet de politique. Cette étude est, sans aucun doute, intéressante, mais elle laisse de côté, volontairement, un nombre considérable de documents, plusieurs centaines de stèles non datées pour les quatre-vingts stèles datées, étudiées par l'auteur. En partant de ces dernières, il doit être possible de dater les premières d'une manière, au moins, approximative et, autant que nous avons pu voir nous-même, sans avoir poussé le travail d'une manière systématique, car nous croyons savoir que Pflüger a l'intention de compléter son étude, on peut considérer comme solidement établi que la plupart de ces stèles, nous pensons, en particulier, aux innombrables ex-voto d'Abydos, sont contemporaines de la deuxième moitié de la Dynastie. Or, si on prend la peine de lire les textes, on s'aperçoit que ces stèles ont été, en grande partie, dédiées par des personnages appartenant aux classes moyennes. Les métiers qu'ils exerçaient existaient auparavant, mais ce ne fut qu'à partir du milieu de la XII^e Dynastie que les représentants de ces fonctions relativement modestes eurent la possibilité matérielle de faire graver une stèle et de la déposer en ex-voto dans le célèbre sanctuaire d'Osiris.

On arrive à peu près à la même conclusion lorsqu'on étudie la statuaire privée. Le travail a été amorcé par Evers¹, qui, partant des œuvres datées, a établi un certain nombre de règles qui permettent d'attribuer à tel ou tel règne telle ou telle statue non datée. Dans une publication récente, consacrée à la statuaire², nous avons cherché, en nous aidant des principes mis en relief par Evers, et en les complétant parfois, à répartir chronologiquement les statues privées du Moyen Empire. Qu'il nous soit permis de donner, ici, un résumé des résultats auxquels nous sommes parvenu. Les statues ont été datées, soit par les règles dont il a été question plus haut, soit par comparaison avec les statues royales, dont on possède, le

1. *Staat aus dem Stein*, II.

2. *Manuel d'archéologie égyptienne*, t. III.

règne d'Amenemhat II faisant seule exception¹, une série continue. Un tel procédé est justifié, car, au Moyen Empire, on remarque entre la statuaire royale et la statuaire privée un parallélisme manifeste, qui s'accroît, d'ailleurs, à partir du règne de Sésostri III. Il y a évidemment dans la répartition des œuvres conçue de cette manière, une part d'incertitude ; il ne semble pas, cependant, que les erreurs soient ni très nombreuses ni très graves et, dans l'ensemble, on peut, le plus souvent, sans crainte de se tromper, répartir les statues en trois groupes principaux qu'on peut attribuer respectivement au début (Amenemhat I et Sésostri I), au milieu (Amenemhat II et Sésostri II) et à la fin (Sésostri III, Amenemhat III et Amenemhat IV) de la Dynastie. La répartition topographique est, au moins, aussi importante que la répartition chronologique. Les règles suivantes peuvent être tenues pour très vraisemblables :

1^o Les statues trouvées dans le Nord de la vallée du Nil et dans la région memphite² datent surtout des premiers règnes de la Dynastie.

2^o Les statues trouvées dans le Sud sont, dans leur majorité, contemporaines des règnes de Sésostri III et d'Amenemhat III ; quelques-unes, cependant, appartiennent au règne de Sésostri I.

3^o Les statues votives d'Abydos se multiplient à partir du milieu de la Dynastie ; elles sont, généralement, de petites dimensions, détail qu'on ne relève qu'exceptionnellement auparavant³.

De ces constatations, on peut déduire, sur le plan historique, les conclusions suivantes. Les quatre premiers rois de la XII^e Dynastie, à l'exception de Sésostri I, se sont désintéressés de la Haute-Égypte, dont ils étaient pourtant originaires⁴. L'exception peut s'expliquer par des raisons de politique extérieure. On sait, en effet, que Sésostri I a été un des grands colonisateurs de la Nubie. Il n'est pas impossible que Thèbes ait servi d'étape à l'armée et que cette situation privilégiée lui ait valu, temporairement, les faveurs du souverain. Amenemhat II⁵ et Sésostri II n'eurent guère à intervenir en Nubie. La situation était, sans doute, calme, au moins

1. On ne possède qu'un seul portrait de ce roi (Louvre A. 23), qui a été identifié par Evers.

2. Les statues trouvées dans le Delta sont trop rares pour qu'on puisse en faire état ici.

3. On trouvera les références dans notre *Manuel d'archéologie égyptienne*, t. III. Nous n'avons pas tenu compte, ici, des exceptions.

4. On ne veut pas dire, par là, qu'aucun monument trouvé en Haute-Égypte ne porte le nom d'un de ces rois. Nous avons parlé plus haut (p. 25) du trésor de Tôd, daté du règne d'Amenemhat II, et de Tôd, également, vient une architrave au nom d'Amenemhat I ; enfin, des fragments de statues ont été mis au jour dans certains temples (cf. notre *Manuel d'archéologie égyptienne*, t. III). Il n'en reste pas moins vrai qu'Amenemhat I, Amenemhat II et Sésostri II n'ont laissé, en Haute-Égypte, aucune œuvre importante. L'architrave d'Amenemhat I est, probablement le seul vestige architectural qu'on puisse citer. Il ne semble pas qu'on puisse attribuer au seul hasard des fouilles cette absence à peu près complète de monuments.

5. Cf. *supra*, p. 19.

en apparence¹, et les deux rois sont à peu près inconnus en Haute-Égypte. En revanche, c'est à cette époque que se multiplient, dans la ville sainte d'Osiris, les stèles et les statues votives. Il semble donc que la classe moyenne, même si son élévation sociale a commencé plus tôt, n'ait pris conscience de sa force et de ses possibilités que vers le milieu de la Dynastie. Y a-t-il eu, à cette époque, conflit entre ces nouveaux privilégiés et les anciennes familles féodales, dont on a supposé qu'elles étaient devenues avides d'indépendance? On ne saurait l'affirmer, mais tout se passe comme si le roi s'était trouvé dans l'obligation de choisir entre les nobles et les représentants des classes moyennes. Dès le règne de Sésostri III, le choix est fait, et, sans qu'on puisse expliquer en détail l'évolution, on ne peut pas nier qu'un grand changement s'est produit. Le roi, sans négliger ses frontières de l'Est, comme le prouve la campagne de Siche², s'occupe activement de la Haute-Égypte et de la Nubie, et, sous son règne, la richesse des classes moyennes ne fait que croître. La situation ne paraît pas s'être modifiée beaucoup sous le règne d'Amenemhat III. Peut-être s'est-il produit, à la longue, une sorte de déséquilibre qui pourrait être à l'origine de la brusque décadence qui marque la fin de la XII^e Dynastie, mais, sur ce point, qui doit rester une simple hypothèse, dans l'état actuel de nos connaissances, il n'est pas possible de se montrer plus affirmatif.

Le tableau que nous venons d'esquisser est confirmé par deux œuvres littéraires dont il a été question plus haut³. Ces écrits, tout en appartenant à la série des œuvres loyalistes du Moyen Empire, apportent aux sujets que ce genre littéraire traite habituellement un élément nouveau. L'inconnu dont le texte a été partiellement utilisé par Séhétepihré, sur sa stèle funéraire, conseille à ses fils, non pas seulement de rendre un culte au roi, mais aussi de se montrer équitable à l'égard du peuple, parce que les hommes de leur classe ont besoin de lui. L'autre texte, l'Enseignement d'un homme à son fils, est encore plus net, puisqu'il traite, surtout, de l'élévation des petits et qu'il est, manifestement, dicté par une aspiration légitime à une justice sociale meilleure⁴. La date de ces textes n'est malheureusement pas connue avec précision. Séhétepihré, qui utilisa le premier de ces écrits, est mort sous le règne d'Amenemhat III; rien ne nous permet d'affirmer que le modèle a été rédigé peu de temps auparavant, mais on peut supposer, cependant, que Séhétepihré avait puisé, ou fait puiser, dans un des plus récents succès littéraires. Pour notre part, nous croyons que le texte original doit remonter au règne de Sésostri III et qu'il doit être à peu près contem-

1. Sésostri III conduisit quatre campagnes en Nubie. Il n'est pas certain, cependant, que le pays ait été gravement troublé, Sésostri III ayant agi, autant qu'on puisse dire (cf. *supra*, p. 19), plus en organisateur qu'en conquérant.

2. Cf. *supra*, p. 19. La campagne de Siche est mentionnée par la stèle de Sébekkhou; cf. bibliographie dans BRITTON-VANDIER, *L'Égypte*², p. 272.

3. Cf. *supra*, p. 26.

4. POSENER, *Littérature et Politique*, p. 126-127.

porain de la suppression progressive des nomarques. Le deuxième texte n'offre aucun indice matériel permettant de le dater. On peut être assuré, toutefois, qu'il appartient à la XII^e Dynastie, et, dans ces conditions, on est obligé de convenir que le thème traité est plus logique dans la deuxième moitié que dans la première moitié de la Dynastie. Sous les règnes d'Amenemhat I et de Sésostri I, les préoccupations étaient tout autres ; la littérature dirigée cherchait à défendre les droits du souverain et à exalter sa personne, sans se soucier des droits du peuple. Les règnes d'Amenemhat II et de Sésostri II sont, à bien des égards, moins connus, mais ce que nous avons dit des stèles et des statues nous montre que c'est à cette époque que la classe moyenne, après s'être enrichie, a pris conscience de sa force, tout en gardant une attitude loyaliste à l'égard du roi. Nous avons là, à défaut d'une véritable preuve, tout un ensemble d'indices, dont la valeur est indéniable, et qui nous permettent de dater du début du règne de Sésostri III la nouvelle politique royale. Sésostri III, comme ses prédécesseurs, avait jugé utile d'avoir recours, pour organiser sa propagande, à la littérature ; le procédé n'a pas varié et l'évolution ne se remarque que dans les thèmes traités.

L'objet de cet article n'a pas été d'exposer, une fois de plus, les grandes lignes de l'histoire de la XII^e Dynastie, mais de montrer que la littérature et l'archéologie peuvent suppléer à l'indigence des documents officiels, et apporter, non seulement des confirmations à des faits historiques connus, mais aussi des renseignements précieux qui éclairent d'un jour nouveau la politique des successeurs d'Amenemhat I¹. Posener a eu le grand mérite d'extraire des œuvres littéraires connues tout ce qui pouvait intéresser l'historien, et, sur ce point, pendant de longues années, on ne pourra que le citer et le suivre avec confiance. Dans le domaine archéologique, en revanche, il reste beaucoup à faire, et nous espérons que des recherches ultérieures dans cette direction nous permettront de mieux connaître encore une des périodes les plus glorieuses et les plus attachantes de l'histoire d'Égypte.

Jacques VANDIER,

Conservateur au Musée du Louvre.

1. Les sources littéraires et archéologiques sont toujours importantes, lorsqu'on cherche à reconstituer la vie économique et sociale d'une civilisation, ou à préciser l'évolution des idées. Il arrive même, on l'a vu, qu'elles permettent d'établir un fait historique concret. Ces heureux hasards ne se limitent pas à la seule XII^e Dynastie égyptienne, et il est évident que la recherche historique dépend autant de l'utilisation des sources littéraires et archéologiques que du dépouillement systématique des documents officiels.

ESQUISSE POUR UNE HISTOIRE AGRAIRE DE BYZANCE : LES SOURCES ET LES PROBLÈMES

L'étude du régime agraire de Byzance a une histoire singulière. Elle n'avait encore éveillé dans les autres pays aucun intérêt quand, en Russie, vers la fin du siècle dernier, plusieurs savants commencèrent à lui consacrer des travaux importants. Ils ouvraient à la recherche des voies nouvelles. Mais ils écrivaient en russe et ne furent pas traduits : leurs ouvrages demeurèrent pratiquement inconnus. La première génération des grands byzantinistes russes s'éteignit ou se dispersa sans avoir vraiment, dans ce domaine au moins, fait école.

La science soviétique, dans l'intervalle des deux guerres mondiales, ne s'est guère intéressée à Byzance. Mais, depuis une dizaine d'années, elle s'applique avec succès à regagner le temps perdu. La nouvelle école n'a pas encore l'éclat de l'ancienne, ni à son actif, malgré d'évidents progrès, des travaux aussi remarquables : elle a, du moins, renoué la tradition et rempli onze volumes de la nouvelle série du *Vizantijskij Vremennik* de nombreux articles dont le point de vue est généralement intéressant et suggestif, même lorsque les résultats n'apparaissent pas décisifs. Et, surtout, c'est encore un savant russe, mais professeur à l'Université de Belgrade, G. Ostrogorskij, qui a été, en quelque sorte, le second initiateur des recherches sur l'histoire agraire de Byzance, considérée moins dans la perspective des institutions juridiques ou fiscales que dans celle, plus large, de l'histoire économique et sociale. Ses plus importants ouvrages ont été publiés ou traduits en français : ils ont suscité, chez les historiens « occidentaux », un vif intérêt pour des problèmes qui paraissaient nouveaux, pour des documents qui se prêtent à la confrontation avec ceux d'autres pays ou d'autres époques.

Il est bien vrai que l'histoire agraire de Byzance, qui se développe au long de dix siècles sur de vastes territoires aux frontières de l'Orient et de l'Occident, est un chaînon indispensable dans l'histoire du régime, des techniques et de l'économie de la terre. Mais c'est encore une entreprise audacieuse, et même prématurée, que de prétendre l'écrire dans son ensemble et la décrire dans ses détails. Il faudrait d'abord que les sources inédites, qui sont nombreuses, soient éditées et que la plupart de celles qui ont été déjà publiées fassent l'objet de rééditions scientifiques. Il faudrait que les grands travaux d'analyse que mène en ce moment N. Svoronos aient atteint leur terme. Il faudrait, enfin, que nous possédions les études fondamentales, qui font encore défaut, sur les finances et l'impôt foncier (où les travaux de F. Dölger ont pourtant largement frayé la voie), sur le recrutement de l'armée, sur les modes d'exploitation du sol, sur la démographie

rurale, sur l'approvisionnement des villes, sur le commerce des produits de la terre.

Je ne me dissimule donc pas que les pages qui suivent ont un caractère tout provisoire. Elles laissent subsister de vastes lacunes, que de nouvelles recherches viendront, je l'espère, peu à peu combler ; elles proposent parfois des hypothèses que le progrès de nos connaissances rendra sans doute caduques. Ce ne sont pas de suffisantes raisons pour refuser de tenter une sorte de mise au point. Je le ferai en me tenant aux lignes générales et en m'efforçant de marquer clairement ce que l'on peut tenir pour acquis, et plus clairement encore ce qui demeure, à mon avis, incertain ou contestable. Je le ferai surtout en me tenant au plus près des sources, considérées dans leur succession chronologique : mon objet principal est d'en proposer une vue d'ensemble, qu'il ne paraît pas qu'on ait jusqu'ici essayé de donner, et pour ainsi dire une « mise en place » qui, peut-être, éclairera certains problèmes¹.

I. — COUP D'ŒIL SUR LA PÉRIODE PROTOBYZANTINE (IV^e-VI^e SIÈCLES)

Sous l'Empire romain, les problèmes de la terre sont, pour la masse de la population, ceux du pain quotidien ; pour les riches, ceux du placement et de la fructification des capitaux ; pour l'État, ceux de l'entretien de la plèbe des villes et des soldats, de l'annone et, pour une part, du recrutement de l'armée, et par-dessus tout de la fiscalité. Ces données fondamentales restent valables pour l'Empire byzantin. Le sol, base de l'économie, est aussi la base même de l'État.

Rome et Byzance attachent donc la plus grande importance au statut de la terre et des personnes qui ont affaire à la terre, cultivateurs ou propriétaires : ce statut, à bien le considérer, n'est rien moins que l'expression d'un régime économique et d'une structure étatique. Mais de Rome à Byzance la situation se modifie. La première grande coupure est marquée, là comme dans tous les domaines, par la crise du III^e siècle. Sous le Haut-Empire, la population se répartit, en fonction du sol, en deux catégories simples : les propriétaires libres, jouissant de ce *dominium* dont la possession quiritaire est l'expression parfaite, qu'ils exploitent eux-mêmes une modeste surface ou bien qu'ils fassent cultiver par des troupes d'esclaves (parfois de prisonniers de guerre) d'immenses domaines ; et, d'autre part, ceux, souvent petits propriétaires pour leur propre compte, qui pourtant sont avant tout les cultivateurs de la terre d'autrui, d'ordinaire d'une par-

1. En revanche, je ne prétends pas donner une bibliographie exhaustive, inutilement encombrante, des travaux modernes : je me bornerai aux plus récents et, parmi les autres, à ceux que je tiens pour encore utiles et valables. La plupart des travaux antérieurs à 1920 sont mentionnés et brièvement analysés par N. A. CONSTANTINESCU, Introduction à l'étude de la question agraire dans l'empire byzantin, *Revue historique du Sud-Est européen*, I, 1924, p. 233-250.

celle d'un grand domaine, sur la base d'un contrat de métayage ou de fermage. Un équilibre s'est ainsi établi qui durera aussi longtemps que l'Empire sera « en expansion », aussi longtemps que les progrès de Rome et de ses armées, en assurant les débouchés, l'arrivée d'or frais et des matières premières, et surtout cette main-d'œuvre servile qui est la vraie source d'énergie, apporteront, au jour le jour, des solutions aux problèmes romains.

Équilibre instable, solutions provisoires. La crise éclate. A. Aymard¹ en a récemment analysé les causes économiques (progrès insuffisants de l'industrie, routes de l'Orient coupées, etc.) et, en particulier, celles qui concernent la terre : déséquilibre entre la ville et la campagne au détriment de celle-ci, absence de progrès dans les techniques agricoles, mauvais rendement. Elles sont aggravées par une crise démographique aux aspects multiples : dénatalité dans les classes supérieures, mais aussi gonflement d'un prolétariat urbain avide de privilèges, en face des campagnes qui se dépeuplent ; et cela au moment où la main-d'œuvre servile, dont la qualité médiocre exige qu'elle soit du moins abondante et bon marché, devient, au contraire, plus rare et plus chère. L'économie se contracte : l'or tend à être remplacé par la monnaie divisionnaire, les échanges monétaires par des échanges en nature, qui s'étendent à l'impôt. Entre les classes sociales, l'écart augmente : dans les campagnes, entre les latifondiaires et les paysans. Aucun de ces phénomènes, que couronne la crise de l'État et de ses institutions, n'est en lui-même surprenant. Mais lorsque, avec Dioclétien et Constantin, la crise est surmontée, tout prend un nouveau visage. C'est aussi le moment où l'Orient et l'Occident commencent à suivre des routes divergentes. Il n'y a de Bas-Empire, si l'on tient au mot, qu'en Occident. En Orient s'ouvre la période protobyzantine.

On ne referra point, après W. Seston² et d'autres, l'analyse de la réforme fondamentale de Dioclétien, celle de la capitation. Encore faut-il rappeler que, pour l'historien de Byzance, elle pose les fondements d'un régime dont il suivra l'évolution pendant un millénaire. Les fonctionnaires grecs ne cesseront plus de tenir à jour l'inventaire général des terres de l'Empire et de leur capacité de production. L'État en tirera la plus grande partie de ses revenus. Il en fera l'une des bases de l'organisation de l'armée : dès le IV^e siècle, des terres jouissant d'immunités ont été attribuées aux *limitanei* ou *castellani*³. Lorsque Constantin aura consacré le retour à l'économie mo-

1. A. AYMARD, *Rome et son empire* (« Histoire générale des civilisations », publiée sous la direction de M. Crouzet, II), Paris, 1954.

2. W. SESTON, *Dioclétien et la Tétrarchie*, I, Paris, 1946. J'ai brièvement esquissé, à propos du beau livre de A. DELÉAGE sur *La capitation du Bas-Empire* (« Annales de l'Est, Mémoires », n° 14, 1945), l'état des recherches sur cette question dans *Rev. Ét. anc.*, L, 1948, p. 398-403.

3. Du moins ne peut-on expliquer autrement des textes tels que ceux de Théodose II incorporés au Code Justinien, XI, 60, 2 (a. 423) et 3 (a. 443). D'après le premier, ceux qui détiennent *castellorum territoria* doivent les restituer à ceux *quibus adscripta sunt*, et on

métaire, en établissant fermement, en Orient pour dix siècles, un système basé sur le *solidus* d'or (νόμισμα, ὑπέργυρον), les cadres de l'économie byzantine seront posés.

Sans entrer dans une analyse qui entraînerait loin, considérons du moins de plus près le point de départ, encore très « romain », au lendemain des réformes de Dioclétien et de Constantin, et le point d'arrivée, déjà très « byzantin », sous le règne de Justinien.

La réforme monétaire achevée par Constantin a pour corollaire, en ce qui concerne les charges des individus envers l'État, le développement de l'*adaeratio* (χρυσοτέλεια). *Adaeratio* des fournitures annonaires, cela s'entend. Mais aussi « *adaeratio* des hommes », selon l'heureuse formule de Mazzarino¹, c'est-à-dire de la *praebitio tironum* remplacée par l'*aurum tironicum* : à quoi l'État peut trouver son compte, exigeant, selon les besoins, soit les *corpora*, soit leur *pretium* ; mais aussi les propriétaires et cultivateurs du sol, dans la mesure où la terre conservera en plus grand nombre les bras qui la travaillent. Or l'*adaeratio* repose sur la capitation telle que l'a organisée Dioclétien (« une annone réformée », selon la définition de Seston) : les textes le montrent bien, en employant les termes *capita* et *juga*. Mais, à son tour, elle pose un double problème : celui du taux d'évaluation en argent des fournitures qui ne sont plus perçues en nature, et du taux auquel l'État achètera les marchandises dont il continue pourtant d'avoir besoin, par exemple pour l'annone des villes (dans certains cas) ou l'annone militaire, et qui ne lui sont plus fournies, ou pas en quantité suffisante.

La solution sera la vente forcée à un taux imposé, la *coemptio* (*comparatio*) ou συνωνή, attestée dès le IV^e siècle. Par elle, comme l'a bien vu E. Stein²,

pauvre de mort tout détenteur qui ne serait pas *castellanus miles*. Le second dit : *agros limitanos universos (...), quos ex prisca dispositione limitanei milites ab omni munere vacuos ipsi curare pro suo compendio atque arare consueverant (...)* ab universis detentoribus vindicatos iudem militibus (...) volumus assignari. On rapprochera, de Théodose II encore (5 août 415), C. Th. V, 12, 2 : *nulli penitus liceat (...)* vel limitotrofos sive saltuenses per Orientem vel fundos patrimoniales postulare : contre des empiétements des latifondiaires, notamment sur des biens militaires ? Il se peut, mais ce n'est pas certain, qu'après Théodose II le rôle des *limitanei* diminue en Orient, où bientôt στρατιῶται désignera surtout les *comitatenses*. Ceux-ci, à leur tour, tendront à s'effacer, mais seulement au VI^e siècle, soit devant les bucelaires (βουκελλάριοι) des généraux, soit devant les *foederati* (φοιδεράτοι) au sens nouveau du mot, c'est-à-dire les mercenaires de recrutement barbare (les « fédérés » au sens ancien du mot se nommant désormais σύμμαχοι). Le problème des terres militaires n'en est pas moins posé, sous une forme limitée, dès le début de l'époque protobyzantine, et n'évoluera que lentement.

1. S. MAZZARINO, *Aspetti sociali del quarto secolo. Ricerche di storia tardo romana* (« Problemi e ricerche di storia antica », 1), Rome, 1951. En dernier lieu, pour l'*adaeratio tironum* (et non, si l'on en croit l'auteur, *adaeratio annonae*) sous Anastase, cf. J. KARAYANNOPOULOS, *Die chrysoteleia der Juga*, *Byz. Zeitschr.*, XLIX, 1956, p. 72-84 (avec des indications sur le taux de cette *adaeratio*, p. 82-83).

2. E. STEIN, *Histoire du Bas-Empire*, II, Paris, 1949, p. 200. Le même auteur note, p. 198, que l'usage de la *coemptio* devient « régulier et capital dans l'économie de l'État » vers la

une partie des fournitures remplacées par des paiements en espèces fut reconvertie en contributions en nature : si bien que la *coemptio* n'est pas seulement une correction à l'*adaeratio*, mais plutôt son contraire. Contradiction qui, sans doute, correspond à des difficultés économiques, d'ailleurs variables avec les provinces et avec les époques, mais qui permettait aussi à l'État, ou plutôt à ses fonctionnaires, de se ménager de fructueux bénéfices, par exemple en fixant d'abord un taux élevé d'*adaeratio*, puis un tarif bas pour la *coemptio*. Ce sont des abus de ce genre que vise, entre autres textes, une constitution du 2 juin 375 concernant les recrues (C. Th., VII, 13, 7) : *tironum praebitio in patrimoniorum viribus potius quam personarum muneribus conlocetur (...) aurum saepe pro corporibus immane deposcitur atque advenarum coemptio juniorum insolentius quam convenit aestimatur (...) quem ordinem cum corpora postulantur convenit custodiri; sin vero aurum fuerit pro tironibus inferendum, unumquemque pro modo capitacionis suae debitum redhibere oportet*. Une constitution grecque de l'empereur d'Orient Anastase (491-518), incluse dans le Code Justinien (X, 27, 2), mentionne les contributions payées en nature (ἐἶδη) et en espèces (ἐν χρύσῳ); elle laisse entendre que des fonctionnaires imposaient le versement en nature quand les marchandises étaient rares, donc chères, et en effectuaient l'évaluation en espèces (pour diminuer d'autant l'impôt total du contribuable) quand elles étaient devenues abondantes, donc bon marché; elle réglemente la *coemptio* (συνωνή), qui ne peut être imposée que par une ordonnance de l'empereur, et en interdit les abus (paiement des marchandises par les fonctionnaires en monnaie de mauvais aloi, etc.); elle précise que chaque propriétaire foncier est soumis à la *coemptio* « en proportion de ses *juga* ou *jugacapita* » (ἐκαστος τῶν κτητέρων πρὸς τὴν ἀναλογίαν τῶν ζευγῶν ἥτοι ζευγοκεφαλῶν ὑποκείμεθα τῇ συνωνῇ); et, traitant du cas particulier du diocèse de Thrace, elle nous apprend que les dégâts causés par les invasions barbares y avaient diminué le nombre des paysans (γεωργοί), et du même coup le produit des impôts (δημόσια), en sorte que les fournitures en nature (ἐν εἶδει) ne suffisaient plus à l'entretien des troupes stationnées en Thrace et qu'il était indispensable de recourir à la *συνωνή*, mais en la faisant exceptionnellement porter sur les commerçants de villes (ἐμποροί) aussi bien que sur les cultivateurs¹. Un tel texte, parmi beaucoup d'autres, montre l'étroite interdépendance des problèmes de la terre, de la fiscalité et de l'armée, des conditions démographiques et économiques, et rappelle, de surcroît, que la capitulation reste à la base du système.

fin du v^e siècle (le règne d'Anastase présentant, ici aussi, une importance très grande et souvent méconnue); sur la *coemptio* sous Justinien, *Ibid.*, p. 440.

1. Pour la Thrace encore et les autres provinces d'Orient, cf. une constitution du 9 août 377 (C. Th. VII, 6, 3) : *Provinciae Thraciarum per viginti juga seu capita conferant vestem*, etc. En Thrace, la constitution du 3 avril 393 (C. J. XI, 52, un.) avait aboli le *census humani capitacionis* pour ne laisser subsister que la *jugatio terrena*.

Les mêmes données aident à comprendre une série de phénomènes qui, apparaissant au IV^e siècle, auront de lointaines conséquences et sont étroitement liés : fixation du paysan au sol, responsabilité collective, *adjectio steriliūm* (ἐπιβολή), patronage (προστασία). L'emprise de l'État s'y manifeste dans toute sa force : comme l'a justement dit G. Ostrogorskij, c'est « la contrainte économique qui pose les bases de la contrainte étatique ».

La terre ne manque pas, mais les bras se font rares : la législation va fixer les hommes au sol et faire apparaître une nouvelle sorte d'hommes, les *coloni* (γεωργοί), libres vis-à-vis d'autrui, mais esclaves vis-à-vis de la terre, qu'ils ne peuvent pas quitter et dont on ne peut pas les séparer, non plus que leur descendance : *colonos ita glebis inhaerere praecipimus ut ne puncto quidem temporis debeant amoveri*, dit une constitution d'Honorius et Théodose (C. J. XI, 48, 15) ; et la constitution célèbre du 3 avril 393 : *licet condicione videantur ingenui, servi tamen terrae ipsius cui nati sunt aestimentur* (C. J. XI, 52, un.). L'expression « servage de la terre » est née : quels qu'en soient les antécédents (on les a, notamment, cherchés dans le régime des grands domaines impériaux), elle traduit, au IV^e siècle, un changement capital dans la condition humaine. Non moins remarquable est l'apparition de la responsabilité collective : les propriétaires des domaines sont responsables devant le fisc des charges qui pèsent sur leurs colons et en assurent eux-mêmes ou par leurs régisseurs la perception¹ ; les paysans libres (*vīcani, convīcani*) relevant du même ressort fiscal (*metrocomia, μητροκομια*) sont liés entre eux par un *consortium* qui vise à sauvegarder le rendement fiscal de la terre, et qui limite leur liberté en les obligeant, par exemple, à ne céder leur terre qu'à un de leurs *convīcani*². Si enfin, malgré tant de précautions, des terres demeurent incultes, par conséquent perdues pour le fisc, celui-ci en transfère d'autorité le soin et les charges sur les membres de la communauté : c'est l'*adjectio (steriliūm)* ou ἐπιβολή (τῶν ἀπόρων)³.

1. Par exemple, la constitution aux noms de Valentinien et Valens (C. Th. XI, 1, 14 = C. J. XI, 48, 4) : *ii penes quos fundorum dominia sunt, pro his colonis originalibus quos in locis eisdem censitos esse constabit, vel per se vel per actores proprios (...) implenda munia functionis agnoscant*.

2. D'une part, une loi de Théodose, du 27 mai 391 (C. Th. III, 1, 6), en abolissant cette obligation, nous en révèle l'existence : *dudum proximis consortibusque concessum erat ut extraneos ab emptione removerent neque homines suo arbitratu vendenda distraherent*. D'autre part, il est certain qu'elle subsista ou fut rétablie, du moins en Orient, puisqu'une constitution de Léon I (C. J. XI, 56, un.), de l'année 468, dit : *in illis quae metrocomiae communi vocabulo nuncupantur (...) nulli extraneo illic quoquo modo possidendi licentia tribuatur ; sed si quis ex isdem vicanis loca sui juris alienare voluerit, non licere ei nisi ad habitatorem adscriptum eidem metrocomiae (...) terrarum suarum dominium possessionemque transferre*. Μητροκομια, peut-être formé d'après μητρόπολις, n'est pas toujours employé avec une valeur technique précise et parfois même semble mis sur le même plan que vicus ; mais le sens exact est bien celui de « ressort fiscal ».

3. Cf., notamment, les constitutions groupées dans C. J. XI, 59. Mais cette question de l'*adjectio (steriliūm)* ou ἐπιβολή (τῶν ἀπόρων) à l'époque protobyzantine est complexe.

Ainsi, l'État a tissé un réseau extraordinairement serré de liens de dépendance, qui rend solidaires tous ceux qui ont affaire à la terre, et les attache eux-mêmes à la terre. Les conséquences, sur le plan social, seront de deux sortes. La puissance des latifondiaires augmente, dans la mesure où ils

L'étude fondamentale et, d'ailleurs, non encore remplacée, quoique sur bien des points caduque, a été longtemps celle de H. MONNIER, dans *Nouvelle revue historique de Droit français et étranger*, XVI, 1892, p. 125-164, 330-352, 497-542, 637-672 (cf. p. 129-134 pour ce qu'ont dit de l'*épirolé* Procope et d'autres auteurs grecs); XVIII, 1894, p. 433-450. Plus récemment, cf., d'une part, G. OSTROGORSKIJ, *Die ländliche Steuergemeinde des byzantinischen Reiches im x. Jahrhundert*, *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, XX, 1928, p. 1-108 [désormais cité : *Ländl. Steuergemeinde*], aux p. 25-32 (et, du même auteur, *Das Steuersystem im byzantinischen Altertum und Mittelalter*, *Byzantion*, VI, 1931, p. 229-240); d'autre part, F. DÖLGER, *Beiträge zur Geschichte der byzantinischen Finanzverwaltung besonders des 10. und 11. Jahrhunderts* [désormais cité : *Beiträge*], (*Byzantinisches Archiv*), IX, 1927), p. 128-134. En dernier lieu, la question a été reprise par J. KARAYANNOPOULOS, *Die kollektive Steuerverantwortung in der frühbyzantinischen Zeit*, *Vierteljahrschr. Soz. und Wirtschaftsgesch.*, XLIII, 1956, p. 289-322. Un bref résumé de cette étude fera comprendre à la fois la nature et la complexité du problème. L'auteur examine d'abord les témoignages des papyrus, pour conclure qu'*épirolé* s'y rencontre au sens de « charge fiscale extraordinaire » sans signification technique, qu'il n'y a aucun exemple sûr de l'emploi du mot au sens de transfert de la terre impliquant la responsabilité fiscale collective, mais que, par ailleurs, celle-ci existait bien et se traduisait dans la pratique de deux façons : par le transfert des biens-fonds en propriété définitive ou par le simple transfert de la charge fiscale. [Sans entrer dans le détail, je veux seulement rappeler que le témoignage des papyrus ne doit être utilisé hors d'Égypte qu'avec la plus grande prudence.] Passant aux textes juridiques, l'auteur (p. 302 et suiv.) constate que « l'institution de la responsabilité fiscale collective, désignée par un terme spécial, ne s'y rencontre pas, du moins pas avant le début du vi^e siècle », en fait pas avant Anastase, et que l'expression *adjectio (sterilium)* ne se rencontre pas comme terme technique. Il interprète (p. 314-315) un passage de la Vie de saint Sabbas par Cyrille de Scythopolis, ainsi que des passages de Procope, comme attestant l'existence de l'*épirolé* au sens du transfert de la charge fiscale seule, et non du transfert des biens-fonds. En définitive, J. Karayannopoulos soutient (p. 319) qu'à l'époque protobyzantine, l'*épirolé* est essentiellement le transfert de l'impôt et qu'elle peut être soit accompagnée d'un transfert définitif de la terre, soit seulement de la jouissance de la terre, soit être privée de l'un et de l'autre. Il soutient donc que la distinction ordinairement établie, notamment par G. Ostrogorskij [qui, à son habitude, l'a formulée de la façon la plus claire et la plus séduisante, et envers qui l'attitude de J. Karayannopoulos m'apparaît peu équitable], entre l'*épirolé* (transfert de la terre elle-même, dont le transfert de l'impôt n'est qu'une conséquence), limitée à l'époque protobyzantine, et l'*allélengyon* (transfert de l'impôt, avec ou sans jouissance de la terre, mais sans possession de celle-ci), qui succéderait à l'*épirolé* à l'époque mésobyzantine, n'est pas conforme à la réalité. Il estime, d'ailleurs, qu'il s'agit moins d'institutions officielles que de mesures prises par les percepteurs responsables de la rentrée des impôts [je ne peux, pour ma part, accepter ce point de vue]; que ce ne sont que des formes différentes prises par un seul et unique principe, celui de la responsabilité collective [ce qui est, en gros, exact]; et qu'elles ont été en vigueur simultanément, et non pas successivement, et dès le début de la période protobyzantine [ce qui ne me paraît pas prouvé, au moins hors d'Égypte]. Je ne peux entrer ici dans le détail de la discussion. La chose qu'il nous importe d'affirmer, et qui ne peut être mise en doute, est l'existence d'un principe de responsabilité collective que, pour ma part, je crois revêtu d'une valeur tout à fait officielle (et non empirique) et qui a joué un rôle essentiel dans les institutions agraires de Byzance. Nous reviendrons plus loin sur la question de la survivance de l'*épirolé* à l'époque

trouvent dans les formes nouvelles de la fiscalité un moyen de pression. Inversement, le petit propriétaire ou le paysan tend à reporter sur d'autres, au prix de sa liberté, une responsabilité devenue lourde. Le patronage, public ou privé, avait à Rome des racines profondes et des formes multiples¹. Il a pris, au IV^e siècle, un aspect nouveau : parce que le *patrocinium vicorum* succède au *patrocinium civitatis*² ; et parce que ce patronage rural va maintenant tendre à s'exercer dans un sens contraire aux intérêts de l'État, et, d'ailleurs, moins au profit des protégés, individus ou collectivités, qu'au profit des protecteurs. A-t-il pris aussi une forme militaire ? Le témoignage presque unique est celui du traité *περί τῶν προστασιῶν* de Libanios³, et je pense qu'on en a exagéré l'importance. Libanios montre des garnisaires installés dans la campagne d'Antioche, et leurs commandants (*στρατηγοί*) vendant leur appui et celui de leurs hommes aux paysans libres contre les agents du fisc, qui sont rossés, et aux paysans colons contre leurs maîtres, qui sont frustrés : mais c'est un grand propriétaire et un curiale qui parle, et qui certainement exagère les faits ; en outre, rien n'autorise à généraliser et à donner au patronage militaire une valeur d'institution.

En revanche, le patronat latifondiaire est bien attesté⁴ ; et s'il est évidemment lié au progrès de la grande propriété, c'est dans la fraude fiscale qu'il a son origine : *fraudendorum tributorum causa ad patrocinia solita fraude confugere*, dit un texte de 368 ou 370 (C. Th. XI, 24, 4). Faut-il comprendre que les puissants latifondiaires se faisaient redouter des agents du fisc et assuraient à leurs clients, comme on l'a dit, une « immunité par le terrorisme » ? On a peine à croire que ce soit la véritable explication. Et que faisait de son lopin de terre le paysan qui se dérobait aux devoirs et aux charges du cultivateur libre ? Parfois, il l'abandonnait, pour entrer au service d'un latifondiaire heureux d'accroître sa main-d'œuvre. Plus souvent,

mésobyzantine et aussi, à propos des textes de l'époque des Macédoniens, sur la question de l'*allélangon*. Mais notons tout de suite qu'il est absolument nécessaire d'employer les mots dans un sens défini et précis, aussi technique et restrictif que possible, et de bannir les emplois figurés et les fausses analogies : bon nombre de discussions sur l'histoire agraire de Byzance correspondent à autant de faux problèmes qui ont leur origine dans une terminologie impropre. La justesse des mots conditionne celle du raisonnement.

1. L. HARMAND, *Le patronage sur les collectivités publiques des origines au Bas-Empire. Un aspect de la vie politique et sociale du monde romain* (« Publications de la Faculté des Lettres de Clermont-Ferrand », fasc. 11 : en cours d'impression. J'ai consulté en manuscrit cette thèse de doctorat).

2. L. Harmand montre, à ce propos, que des personnages nouveaux apparaissent dans les villes, qui vont, dans une certaine mesure, en être les patrons : les curiales, puis l'évêque.

3. LIBANIUS, *Discours sur les patronages*, texte traduit, annoté et commenté par L. HARMAND, Paris, 1955. Les témoignages de Libanios ont été également utilisés par P. PETIT, *Libanios et la vie municipale à Antioche au IV^e siècle après J.-C.* (« Institut français d'Archéologie de Beyrouth, Bibl. hist. et archéol. », LXII), Paris, 1955. Sur la diffusion du discours « sur les patronages », cf. aussi P. PETIT, Recherches sur la publication et la diffusion des discours de Libanios, *Historia*, V, 1956, p. 495 et suiv.

4. Cf. C. Th. XI, 24, en entier.

il le remettait à celui-ci par une de ces ventes ou donations plus ou moins fictives auxquelles des textes font allusion¹. Il est, en tout cas, certain que l'État s'en trouvait lésé, et la petite propriété menacée². En Orient³, l'interdiction du patronage est prononcée par Valens en 368 (C. Th. XI, 24, 2) et sera encore renouvelée par Justinien en 535 (Nov. XVII, 13). On peut douter qu'elle ait été partout efficace — les papyrus, pour l'Égypte, renforcent ce doute — et il est possible que l'État ait usé d'une autre tactique, accentuant la pression fiscale sur les *patroni*⁴. Mais enfin il est certain que colonat et patronat sont deux phénomènes, deux institutions complémentaires⁵, qui se sont développées parallèlement et ont évolué, par l'effet de causes économiques, d'une existence de fait vers une existence coutumière, puis un statut légal.

* * *

Du régime dont on vient de rappeler les traits les plus marquants, nous n'avons pas à suivre la destinée dans la *pars Occidentis* de l'Empire ; l'autorité et la notion même de l'État s'y dégraderont au point de disparaître, le statut de la terre sera bouleversé par l'installation des barbares, le statut des hommes évoluera vers ces liens de dépendance *personnelle* que l'Orient byzantin, fidèle à la fois à la tradition antique et au droit romain, ne connaîtra pas. A la brisure qui se produit à l'ouest s'oppose fortement la conti-

1. Par exemple, le texte souvent cité du *De gubernatione Dei* de Salvien, évoquant « ces fils qui perdent leur héritage pour que leur père trouve une protection ». Cf. aussi C. J. XI, 54, 1, etc.

2. C'est aux petits propriétaires que pense, par exemple, en 399, C. Th. XI, 24, 5 : *Si quis agricolis vel vicinis propria possidentibus patrocinium repperit ministrare* : ce sont eux qui viennent grossir la *rusticorum clientela* de C. Th. XI, 24, 4, etc. Mais ce n'est pas de la petite propriété en tant que telle, par une vue économique profonde, que l'État va parfois tenter de prendre la défense : c'est de la petite propriété comme représentant une *mediocritas* (le mot est dans C. Th. XI, 1, 14) plus rassurante pour l'État que les *latifundia* et moins armée pour frauder le fisc.

3. Pour l'Occident, L. Harmand a soutenu que l'institution (Valentinien) du *defensor plebis*, « sorte de *patronus* officiel désigné par le préfet du prétoire », était une mesure dirigée contre le patronage privé.

4. La constitution d'Honorius et Théodose du 3 décembre 415 (C. Th. XI, 24, 6), rédigée, comme tant de ces textes juridiques dont la rigueur et la précision apparentes sont trompeuses, d'une façon si peu claire qu'elle a provoqué les interprétations les plus diverses, plûtôt qu'une condamnation des *patrocinia vicorum*, en contient peut-être, dans une certaine mesure, la reconnaissance de fait : mais tournée au profit de l'État, obligeant les *patroni* à payer eux-mêmes, pour les terres qu'ils détiennent à ce titre, la totalité des impôts que payaient les cultivateurs libres. Mais ce problème demande un nouvel examen.

5. C'est, notamment, le point de vue de M. PALLASSE, *Orient et Occident à propos du colonat romain au Bas-Empire* (« Bibliothèque de la Faculté de Droit de l'Université d'Alger », X), 1950. Il n'est en effet pas rare que, dans les textes, *dominus*, qui implique l'existence des colons, ou même *colonus* soient associés à *patronus* : C. Th. V, 19, 1 et 2 ; C. J. XI, 52, un., etc.

nuité dont, à voir les choses dans leur ensemble, l'Orient grec donne au même moment le spectacle. Le *Corpus Juris Civilis* en est à la fois l'expression et l'instrument.

Pour caractériser le régime de la terre et le statut de ses exploitants pendant la période protobyzantine, nous disposons, en premier lieu, du Code Justinien (puisque les constitutions plus anciennes qui y sont conservées peuvent être considérées comme valables pour l'Orient à la date de compilation du Code) et des *Novellae* de Justinien. On y ajoutera les *Novellae* conservées des successeurs de Justinien jusqu'à Phocas¹. Les textes dits littéraires ajoutent peu. Les textes patristiques et hagiographiques sont, à ce point de vue, insuffisamment exploités. Pour l'Égypte enfin, l'abondante documentation papyrologique apporte beaucoup, bien qu'il faille prendre garde que, même après les réformes unificatrices de Dioclétien, l'Égypte reste ce qu'elle a toujours été, un pays « singulier »².

De l'ensemble de ces sources me paraissent se dégager d'abord quelques impressions que j'indique brièvement, étant entendu que chaque point demanderait une étude particulière. En premier lieu, il n'est pas certain, ni même probable, que la grande propriété ait pris en Orient, quelques régions mises à part, la même extension qu'en Occident. On a trop insisté sur la signification de quelques immenses domaines, comme ceux des Apions : même en Égypte, la moyenne et la petite propriété restent très impor-

1. *Corpus juris civilis, editio stereotypa*, II : *Codex Justinianus*, ed. P. KRUEGER, Berlin, 1888 ; III, *Novellae*, ed. R. SCHOELL et G. KROLL, Berlin, 1895. Les constitutions des empereurs d'Orient postérieures à la mort de Justinien sont énumérées et analysées dans R. K. O. R. (*Corpus der Griechischen Urkunden des Mittelalters und der neueren Zeit*; Reihe A : *Regesten*, Abt. 1 : *Regesten der Kaiserurkunden des Oströmischen Reiches*, par F. DÖLGER ; trois fascicules parus, allant de 565 à 1282, avec 2.075 numéros). Le texte de la plupart des *novellae* conservées de Justin II, Tibère, Maurice, se lit dans C. E. ZACHARIAE A LINGENTHAL, *Jus graeco-romanum*, III : *Novellae constitutiones imperatorum post Justinianum*, Leipzig, 1857 (abrégé : J. G. R. III) ; il est réimprimé par J. et P. ZÉPOS, *Jus graeco-romanum*, I, *Νεαραι καὶ χρυσόβουλλα τῶν μετὰ τὸν Ἰουστινιανὸν βυζαντινῶν αὐτοκρατόρων*, Athènes, 1931 (abrégé : Zépos I).

2. Pour l'ensemble de la documentation papyrologique et pour la bibliographie, cf. maintenant *Traité d'études byzantines*, II : *Les papyrus*, par A. BATAILLE, notamment p. 53-54, 56-58. Dans le livre de A. C. JOHNSON, *Egypt and the Roman Empire*, Ann Arbor, 1951, le chapitre IV traite de « the Serfdom in Byzantine Egypt ». L'ouvrage posthume de Germaine ROUILLARD, *La vie rurale dans l'empire byzantin*, Paris, 1953, contient le texte de conférences faites en 1945 : la documentation est donc arrêtée à cette date et même, en fait, pour les travaux publiés hors de France, à 1939. Ce livre a malheureusement tous les inconvénients d'une publication posthume, inconvénients que l'édition n'a pas tenté d'atténuer. Mais la partie relative à l'Égypte (p. 13-79), parce qu'elle s'appuie sur les recherches personnelles de l'auteur, qui a pu, en outre, en revoir la rédaction et y mettre les notes, est valable. On trouvera de bonnes remarques et un consciencieux dépouillement des sources, papyrologiques et aussi juridiques, dans l'étude de M. V. LEVČENKO, *Materialy dlja vnutrennej istorii vostocnoï rimskoj imperii v-vi vekov* (« Matériaux pour l'histoire intérieure de l'empire romain d'Orient aux v^e-vi^e siècles »), *Vizantijskij Sbornik*, Moscou-Leningrad, 1945 (volume unique), p. 2-95.

tantes¹, et il me semble que la commune de paysans libres est restée, en Orient, la base de la vie rurale.

D'autre part, il n'est pas sûr que le statut des paysans ait évolué en Orient comme en Occident : on a soutenu, par exemple, que le γεωργός ἐκ-
 πύραρος des papyrus du VI^e siècle (c'est-à-dire l'*adscripticius* des textes latins) n'est pas un colon serf². Il me paraît que plusieurs de ces notions ont, en Orient, une valeur surtout fiscale, quand en Occident elles évoluent déjà vers des liens de dépendance d'homme à homme. Pour la même raison, le patronage a probablement eu un autre caractère, et moins d'importance, en Orient.

Enfin, on a fait de la misère des campagnes et des paysans un lieu commun, en partant d'un petit nombre de témoignages toujours cités, celui de Jean Chrysostome pour la Syrie à la fin du IV^e siècle³, celui de l'*Histoire Secrète* de Procope pour le VI^e siècle : un prédicateur dénonçant l'inégalité sociale, un pamphlétaire animé par la passion. Tout ce que nous savons de la richesse des provinces orientales⁴ jusque vers le milieu du VI^e siècle, en tout cas jusqu'à la grande peste de 541-544, tout ce que l'archéologie et les fouilles nous apprennent, va contre cette image conventionnelle. La part faite des ruines, certes non négligeables, provoquées ici ou là par des raids barbares, la campagne était prospère et le paysan n'était pas misérable.

Sans perdre de vue ces réserves, sans oublier que, si l'Orient n'est pas l'Occident, en Orient même l'Égypte n'est pas l'Asie Mineure, qui à son tour n'est pas la péninsule balkanique, et que, faute d'études spéciales, notre vue des choses tend à être grossièrement générale et par là inexacte⁵,

1. A. C. JOHNSON, *op. cit.*, p. 92 et suiv.

2. *Ibid.*, p. 101 et suiv. ; cf. aussi les pertinentes considérations de la p. 104 et ce qui est dit, p. 106, sur le manque de témoignages concernant le servage de la glèbe en Égypte.

3. JEAN CHRYSOSTOME, *Hom. in Math.*, 61, 3 : P. G., LVIII, 591 et suiv. (sermon prononcé à Antioche en 390).

4. Anastase a pu laisser en mourant un trésor évalué à trois fois le montant du budget annuel de l'État : cela ne se laisse pas expliquer par les seules vertus d'économie de l'empereur. Même l'*Histoire Secrète* de Procope contient maints témoignages sur l'abondance de l'or.

5. Un excellent exemple de ces études spéciales, et des importants résultats auxquels elles peuvent conduire, vient d'être donné par le monumental ouvrage de G. TCHALENKO, *Villages antiques de la Syrie du Nord. Le massif du Bélus à l'époque romaine* (« Institut français d'Archéologie de Beyrouth, Bibl. Hist. et Archéol. », L : deux volumes publiés, datés de 1953, en fait parus en 1957 ; un troisième volume contiendra les appendices, cartes et tables). L'expression « époque romaine » ne doit pas tromper : c'est en grande partie de l'époque protobyzantine qu'il s'agit. Quant à la région étudiée, c'est le massif montagneux calcaire qui, dans la Syrie du Nord, s'étend entre Antioche, Apamée, Cyrrhus et Chalcis du Bélus. L'auteur y a mené pendant de longues années une enquête archéologique approfondie, et très fructueuse grâce au nombre considérable des ruines, qui ne sont pas seulement ruines d'églises, mais d'exploitations agricoles de toute nature et de toute importance (y compris les couvents), de villages et de villas, d'hôtelleries et de pressoirs. Il est vrai que la nature particulière de la culture — monoculture de l'olivier, économie très ouverte fondée sur l'ex-

dégageons pourtant les traits généraux. Libanios, dans son *Discours sur les patronages*, définit, malheureusement avec les périphrases du rhéteur ennemi du terme propre, deux types d'habitat et d'exploitation ruraux, du moins dans la Syrie de son temps. « Il y a, dit-il, de grosses bourgades dont chacune appartient à plusieurs propriétaires », et plus loin encore, « des terres qui appartiennent à plusieurs, chacun possédant une petite surface » : ce sont, avec les terres qui en dépendent, les communes de paysans libres, moyens ou petits propriétaires. Il leur oppose « les terres qui ne connaissent qu'un seul maître », lequel est un personnage important, *ἐπιφανής* : ce sont les domaines des grands propriétaires¹. L'importance de cette distinction ne doit pas être exagérée : elle est moins dans le statut de la terre ou des hommes que dans la quantité de terre possédée. Mais elle exprime sans doute le caractère le plus saillant, le plus visible, de la vie des campagnes, et elle correspond en fait à deux régimes différents de possession et d'exploitation.

Ce que nous nommerons, pour simplifier, la commune libre est généralement dit *vicus*, *χωρίον*². Ses habitants, petits propriétaires de condition

exploitation de l'huile, apparaissant et disparaissant pour des raisons que G. Tchalenko a fort bien dégagées — conseille de ne pas étendre imprudemment à d'autres régions toutes les constatations faites : ainsi pour la très faible proportion de la main-d'œuvre servile, ou pour l'absence d'un artisanat villageois (I, p. 411). Mais nous assistons, pendant plusieurs siècles, à la vie quasi quotidienne et à l'évolution d'un important district rural, et cette évolution, telle que l'auteur la retrace, a des aspects inattendus (cf., notamment, t. I, p. 381-413). Trois étapes principales : 1) Le village paysan, simple, « héritier du régime hellénistique ». 2) Après la conquête romaine, apparition des grandes *villae* et de somptueux mausolées, c'est-à-dire d'une classe de grands propriétaires, « souvent romanisés, installés sur les terres paysannes, parfois après une carrière de fonctionnaire ou de soldat(...)». La fortune de ces nouveaux maîtres et leur autorité dans les affaires locales ne cessent de croître aux siècles suivants. 3) Enfin, « à partir du IV^e siècle, il se produit un démembrement progressif des domaines primitifs », et l'on voit se constituer des « communautés de petits cultivateurs (...) individuels, peut-être indépendants, fermiers ou petits propriétaires, dont les exploitations s'étaient formées par morcellement de la grande propriété initiale », l'Eglise et les grands couvents continuant seuls, à ce qu'il semble, à posséder des *latifundia*. L'auteur insiste sur ce fait, en effet remarquable : « Ce qui caractérise la dernière grande période de prospérité, entre 450 et 550, c'est l'effacement de la grande propriété et l'atténuation des différences sociales » (I, p. 413). Il faut, je le répète, se retenir de généraliser et attendre d'autres études, aussi bien menées que celle-ci, portant sur d'autres régions : mais on devine déjà par cet exemple le profit qu'on en pourra tirer.

1. LIBANIOS, *Περὶ τῶν προστασιῶν* (éd. HARMAND), 4 : εἰσὶ κῶμαι μεγάλαι πολλῶν ἐκείστῃ δεσποτῶν; 11 : τὸ δὲ ζητεῖν προστατῆν οὐ μόνον ἐκείνων ἐστὶ τῶν ἀγρῶν οἱ πολλῶν εἰσι τῶν ἐχόντων ἐκείσου μέρος οὐ πολὺ κακτημένου, ἀλλὰ καὶ οἱ εἰς ὁ δεσπότης (...). Καίτοι καὶ τῶν ἐπιφανῶν εἰσι αἱ κῶμαι.

2. Encore faut-il prendre garde que la terminologie des textes juridiques est loin d'avoir la rigueur qu'on est tenté de lui prêter. Ainsi le mot *χωρίον* désigne moins, dans les *Novelles* de Justinien, le village au sens où nous le prenons, groupe d'habitations rapprochées, qu'une unité fiscale constituée par l'ensemble des terres dont les cultivateurs habitent ordinairement un même village : je comprends, par exemple, ainsi Nov. XVII, 8. On trouve *χωρίον* opposé à *οἶκος* ou *οἰκία* : ainsi Nov. XXX, 7; Nov. CLXVIII. On trouve aussi l'expression

libre, se définissent vis-à-vis de la terre et vis-à-vis du fisc. Vis-à-vis de la terre, de leurs *fundi patrimoniales*, κτήσεις, κτήματα, ils sont dits *possessores*, κτήτορες, κακτημένοι; ils s'opposent, non seulement aux ἔμποροι ou marchands des villes, mais, dans la campagne même, à ceux qui ne possèdent pas la terre, οὐκῆτορες, en premier lieu les gens de métiers. Vis-à-vis du fisc (τὰ δημόσια), ils sont définis comme « inscrits aux rôles du cens sous leur propre nom et à leur lieu de résidence » (C. J. XI, 48, 4) et nommés *contribuables*, συντελεσταί ou συντελεῖς, qu'il s'agisse des charges en nature ou des versements en espèces. « Contribuables » au sens le plus fort, puisque, vis-à-vis du fisc, les *possessores* ayant même résidence ou, plus exactement, inscrits sur les mêmes rôles sont solidaires : ils sont dits « soumis au même cens », ὁμώκνητοι, et leur « village », considéré comme unité fiscale, est dit ὁμώκνητον χωρίον (Nov. CXXVIII, 7 et 8). D'autre part, on l'a vu, ces *convicani* n'ont pas le droit de vendre ou céder leur bien à un *extraneus*. Il est, d'ailleurs, évident que le petit ou moyen propriétaire, cellule de cette unité fortement constituée, peut posséder des esclaves (Nov. XXXII : ἀνδράποδα, etc.) et que rien ne s'oppose à ce qu'il emploie des ouvriers agricoles ou donne en fermage ou en métayage une partie de ses terres.

Toutefois, ces derniers modes d'exploitation caractérisent essentiellement la grande propriété. Celle-ci ne se définit pas comme une grande superficie d'un seul tenant, en opposition à la petite propriété morcelée : la grande propriété est le plus souvent, me semble-t-il, constituée par de nombreuses parcelles¹. Mais elles ont un unique propriétaire. Celui-ci n'est pas, en tant que tel, désigné par un terme particulier, quoique l'usage tende à lui réserver les appellations de *dominus*, δεσπότης, κύριος. Ces mots définissent le grand propriétaire, non par rapport au sol (sur lequel ses droits ne sont pas différents de ceux du petit propriétaire, il est comme lui κτήτωρ), mais par rapport aux hommes qui l'exploitent pour lui : hommes sur lesquels son emprise est d'autant plus forte qu'il est, autant qu'on en peut juger, responsable pour eux devant l'administration, c'est-à-dire devant le fisc. A ce

γεωργεῖν χωρία : Nov. CXLIV, CLXII, 2 (mais, en même temps, dans cette dernière, οὐκῆτορες τῶν χωρίων). Enfin, dans certaines Nouvelles, on voit des χωρία dépendre d'un seul δεσπότης, ce qui n'exclut d'ailleurs pas que, dans ce cas aussi, le mot comprenne dans son acception celle que nous donnons à *village*, puisqu'il n'y a pas de raison de penser que les cultivateurs dépendant d'un grand propriétaire n'aient pas été le plus souvent groupés en villages : Nov. XVII, 14 (οἱ τὰ χωρία κακτημένοι), CLVII (*id.*), CLXII, 2 (rapproché de κολωνός). La Nov. CLXVI, énumérant les diverses catégories possibles d'ἄπορα (*sterilia*) dit : ἀγρὸν ἢ χωρίον ἢ γῆδρα ἢ σύγκτησιν ἔλγν. Le terme χωρίον me paraît ordinairement impliquer l'idée de diversité (des hommes) ou de morcellement (de la terre), mais, en même temps, il implique aussi une unité, et celle-ci se définit par rapport au fisc. C'est ce que les textes de l'époque suivante montreront avec netteté.

1. G. ROUILLARD (*op. cit.*, p. 20) note, en Égypte, l'existence de grands domaines qui ne sont pas d'un seul tenant, mais, au contraire, très dispersés, les diverses terres étant désignées différemment selon leur emplacement : κωμητικά, κτήματα, ἐξωτικά γῆ (cf. *Ibid.*, p. 25 : les cultivateurs, de la même façon, sont dits κωμητικοί, κτηματικοί, ἐξωτικοί).

point de vue, qui est essentiel, la grande propriété, avec son maître unique, équilibre la commune libre avec ses nombreux paysans-propriétaires. Les paysans, sans doute, y sont aussi groupés en village, mais ils ne sont plus dits « soumis au même cens », mais bien « soumis au même service », *ὁμόδουλοι, ὁμόδουλα χωρία* : ce qui exprime clairement qu'ils dépendent moins de l'État que d'un homme. Le terme qui les désigne dans leur ensemble est celui de *coloni*, dont l'équivalent grec est *γεωργοί*¹.

Sous cette désignation commune de *coloni*², opposée à *possessores* (C. Th. V, 12, 3, etc.), sont groupés des hommes qui ont un caractère commun : leur dépendance du sol et, par suite, du propriétaire du sol. De là les nombreux textes condamnant les maîtres qui attirent ou accueillent les colons d'autrui, *coloni juris alieni*, et ordonnant de poursuivre les *coloni fugitivi* et de les ramener à leur lieu d'origine, *origo* : déjà sous Constantin (C. Th. V, 17, 1) et sans interruption jusqu'à Justinien (C. J. XI, 48, 23 ; Nov. XVII, 14). De là encore les textes affirmant et répétant que le colon est fait pour cultiver la terre à laquelle il est fixé déjà par sa naissance, et qu'il n'y a pas pour lui d'autre condition : *ὁκετόρας τῶν χωρίων διαμένειν καὶ τῶν ἀγρῶν ἐργάτας, οἱ αὖ ἐκείσε γεννηθέντας, τοῦτο γὰρ δὴ τὸ τοῦ κολωνοῦ βούλεται πρόσχημα*, dit fortement Justinien (Nov. CLXII, 2). La réalité, en Orient, est pourtant plus complexe, encore que difficile à saisir à travers les textes juridiques³. Aux *v^e-vi^e* siècles, il y a théoriquement deux sortes de « colons », que définit une constitution d'Anastase (C. J. XI, 48, 19) : « les colons (*γεωργοί*)

1. Cette désignation a engendré des confusions. Il est certain que *γεωργοί*, à l'époque protobyzantine, a pu continuer de s'appliquer aux cultivateurs en général : ainsi dans la constitution d'Anastase (C. J. X, 27, 2), qui dit qu'en Thrace le nombre des *γεωργοί* a diminué à cause des raids barbares. Mais le même Anastase emploie bien le mot au sens de « colon », par opposition à « maître » : C. J. XI, 48, 19. Même sens dans de nombreuses Nouvelles de Justinien : XVII, 14 ; LXXX ; CXXVIII, 14 ; CXLIV ; CLVI ; CLVII, etc. Il faut donc, en lisant les textes, avoir présents à l'esprit ces deux sens possibles.

2. Les travaux récents sur le colonat sont le plus souvent partis de l'important mémoire de Ch. SAUMAGNE, Du rôle de l'*origo* et du *census* dans la formation du colonat romain, *Byzantion*, XII, 1937, p. 487-581. Mais on tiendra compte, entre autres, des observations critiques de E. STEIN, *Histoire du Bas-Empire*, II, p. 208, en note. Parmi les dernières études, cf. F.-L. GANSHOF, Le statut personnel du colon au Bas-Empire, *L'Antiquité classique*, XIV, 1945, p. 261-277 ; A. SEGÉ, The Byzantine Colonate, *Traditio*, V, 1947, p. 103-133 ; A. R. KORSUNSKIJ, O kolonate v vostočnoj rimskoj imperii v-vi vekov (« Le colonat dans l'empire romain d'Orient aux *v^e-vi^e* siècles »), *Vizantijskij Vremennik*, IX, 1956, p. 45-77. L'auteur de ce dernier travail étudie successivement les origines du colonat (p. 46-57), puis le statut social du colon (p. 58-77).

3. Déjà pour l'Occident du Bas-Empire, à plus forte raison pour l'Orient, il apparaît assez vain de vouloir déterminer avec rigueur le contenu de termes tels que *tributarius*, *inquilinus*, *censitus*, *suscipiens*, etc. C'est chimère que vouloir ramener à la précision juridique de l'ancienne terminologie romaine une réalité changeante : d'un texte à l'autre, dans l'emploi d'un même mot, il y a souvent divergence, sinon contradiction. Le législateur est parfois embarrassé et le dit : par exemple, cette constitution d'Honorius et Arcadius (C. J. XI, 48, 13) qui ne parvient pas à établir une distinction nette entre *coloni* et *inquilini* et conclut qu'il n'y a qu'une différence verbale.

comprennent, d'une part, les adscrits (ἐναπόγραφοι), dont le pécule (πεκώλια) appartient au maître; d'autre part, ceux dont trente ans de séjour (sur la même terre) ont fait des μισθοῖ, libres de leur personne et de leurs biens, mais contraints aussi à cultiver la terre et ayant à payer l'impôt (τέλος) ». Cette distinction nette entre ceux que l'on peut nommer *colons adscrits* et *colons libres*¹ est considérée comme le régime fondamental du colonat protobyzantin. En fait, il me paraît qu'on doit apporter à cette vue de sérieuses corrections.

La catégorie de ceux qu'Anastase nomme μισθοῖ (« gages », « salariés »), hommes de condition libre, mais ayant pendant au moins trente ans cultivé la même terre, en vertu d'un contrat de louage passé avec le propriétaire de celle-ci, et ayant de ce fait perdu une partie de leur liberté, à savoir le droit de quitter cette terre, et l'ayant perdue *héréditairement*² — cette catégorie d'hommes est singulière. On comprend bien qu'il s'agit d'une mesure parmi d'autres pour empêcher que la terre ne demeure sans bras : car il n'y faut voir aucune intention généreuse de garantir un vieux travailleur contre l'éviction du champ qui pendant trente ans l'a fait vivre. Mais on se demande alors si beaucoup de cultivateurs se mettaient dans le cas de tomber sous le coup de cette loi et d'y faire tomber leur descendance, alors qu'ils pouvaient y échapper en résiliant avant trente ans le contrat qui les liait au propriétaire du sol. Il me semble que cette catégorie bâtarde des colons libres n'a jamais été nombreuse, qu'elle manquait de stabilité et que, d'une manière ou d'une autre, on ne s'y attardait point : soit que les maîtres, dans leur intérêt propre, réussissent à faire tomber ces colons libres, en tout cas leurs enfants, dans la catégorie inférieure des colons adscrits; soit, au contraire, que les colons libres parvinssent à sortir du piège où ils s'étaient laissés prendre, pour retrouver la condition de paysans libres. Du premier cas, je crois trouver l'écho dans une constitution de Justinien (C. J. XI, 48, 22), d'après laquelle il faut des conditions sévères pour établir qu'un homme relève de l'*adscripticia condicio*, autrement on risquerait de voir *homines forte liberos ad deteriorem detrahi fortunam* : puisqu'on légifère là-contre, c'est que l'abus existait, et c'est, notamment, le cas des colons libres tombant dans la condition d'adscrits. Inversement, une Novelle de Justinien (CLXII, 2) explique comment un colon libre (ἐλεύθερος) peut échapper à cette condition : il faut et il suffit qu'il acquière en propriété personnelle (κτῆσις ἰδίᾳ) une quantité de terre suffisante pour occuper ses forces, et qui ne lui laisse pas la possibilité d'en cultiver davantage. Je crois donc que les colons libres n'ont pas constitué, à l'époque protobyzantine, une des classes fondamentales de la paysannerie et qu'au VI^e siècle, en tout cas, il n'y a plus pratiquement qu'une catégorie de colons, les *adscripticii* ou ἐναπόγρα-

1. Distinction reprise par d'autres textes juridiques : par exemple, C. J. XI, 48, 23, *oppose adscripticia condicio et colonaria condicio*.

2. D'autres textes le montrent, notamment C. J. XI, 48, 23.

pe, même lorsque les textes juridiques, avec l'archaïsme qui leur est propre, répètent les distinctions et les termes d'autrefois.

La condition des adscrits (*ἐναπόγραφοι*) est bien connue par de nombreuses sources : elle est proche de la condition servile, au point de se confondre avec elle. La chose est surprenante, s'agissant d'hommes d'origine libre. Mais il n'y a point de doute là-dessus. Déjà, Constantin ordonnait : *ipsos colonos qui fugam meditantur in servilem condicionem ferro ligari conveniet, ut officia quae liberis congruunt merito servilis condemnationis compellantur implere* (C. Th. V, 17, 1). Ils sont attachés à la terre et ne peuvent pas être cédés sans elle, ni elle sans eux (C. J. XI, 48, 2 et 7). Ils sont définis comme nés sur la terre d'un propriétaire (*originales, originarii*) et enregistrés par le fisc au titre de cette terre et de ce propriétaire, en sorte qu'ils n'ont pour ainsi dire pas de personnalité fiscale (C. J. XI, 48, 4)¹. Ils n'ont point de bien propre, mais un pécule qui appartient au maître et dont ils n'ont que la jouissance (C. J. XI, 48, 19). Ils ne peuvent pas agir en justice contre le maître, hormis quelques cas limités (C. J. XI, 48, 20 ; 50, 2). Ils ne peuvent se former contre la volonté du maître (Nov. CLVII). Les textes les plus intéressants, pour comprendre la véritable condition de ces hommes, libres en droit et esclaves en fait, sont ceux dans lesquels Justinien traite du sort des enfants nés de l'union d'un adscrit ou d'une adscrite soit avec un ou une esclave, soit, au contraire, avec une personne libre². Dans le premier cas (C. J. XI, 48, 21 ; Nov. LIV), Justinien maintient la vieille règle de droit romain que « la condition suit le ventre », c'est-à-dire que l'enfant suit la condition de sa mère ; mais il ne cache pas qu'à ses yeux, entre la condition d'adscrit et celle d'esclave, il n'y a guère de différence : *quae pejor fortuna sit utrumne adscripticia an servilis (...) quae enim differentia inter servos et adscripticios intellegetur, cum uterque in domini sui positus est potestate*. Dans le second cas (C. J. XI, 48, 24), Justinien décide que le maître a le droit de faire rompre l'union de son adscrit avec une femme libre, par la même raison que *condicio sequitur ventrem*, car alors les enfants de cette union échapperaient au maître et, au lieu de cultiver héréditairement sa terre, ils seraient libres. Une autre fois, il déclare « qu'un ventre libre ne

1. Il faut insister, me semble-t-il, sur le caractère essentiellement fiscal de cette dépendance du colon envers le maître. C'est ce qu'exprime, si je ne me trompe, une constitution aux noms d'Arcadius et Honorius adressée au comte d'Asie Nebridius (C. J. XI, 50, 2) : *coloni censibus dumtaxat adscripti sicuti ab his liberi sunt quibus eos tributa subjectos non faciunt, ita his quibus annui functionibus et debito condicionis obnoxii sunt poene est ut quaedam servitute dediti videantur*.

2. P. COLLINET, La politique de Justinien à l'égard des colons, *Atti del V Congresso di Studi bizantini*, I, Rome, 1939, p. 600-611. Mais je ne crois pas que l'analyse de la condition adscriptice et de l'origine des colons adscrits, p. 604 et suiv., soit exacte, et je ne crois pas que Justinien ait jamais tenté de lutter contre les « puissants » en rabaisant la condition des adscrits pour en tarir le recrutement. D'autre part, l'opposition marquée entre adscrits et colons libres est trop systématique et, si j'ose dire, trop juridique.

peut pas enfanter un *ἐναπόγραφος* », ce qui souligne la condition quasi servile de l'adscrit ; mais il ajoute aussitôt que cette progéniture, si elle est bien de condition libre, n'aura pourtant pas le droit de quitter le domaine (Nov. CLXII, 2). Une autre Novelle (CLVI), répondant à une requête significative présentée par des maîtres au sujet de leurs colons, fixe un curieux partage de progéniture dans le cas, cette fois, de l'union d'une femme *ἐναπόγραφος* et d'un homme libre. En 546, Justinien décide que l'adscrit qui voudra entrer dans le clergé pourra exceptionnellement, à la différence de l'esclave, le faire même contre la volonté de son maître, mais à la double condition que ce soit sans quitter la terre à laquelle il est attaché et en continuant à la cultiver¹. Justin II en 570, Tibère en 582 promulguent des constitutions qui vont dans le même sens que la législation de Justinien².

* * *

Résumons. Dans l'Orient protobyzantin, la terre semble avoir été très morcelée, les grandes propriétés elles-mêmes étant constituées de parcelles nombreuses : c'est qu'il n'y a pas eu de grand bouleversement, comparable à l'installation des barbares en Occident, provoquant une redistribution des terres. Fractionnement du sol, rapprochement des hommes : le « village » est l'habitat normal, pour les paysans libres comme pour les colons.

La terre est terre fiscale d'État : le souci de l'approvisionnement ou celui du recrutement de l'armée, dans la mesure où ils avaient pu être liés au sol, s'effacent devant le souci du rendement de l'impôt. De cette préoccupation fiscale découle le principe que la terre, pour produire l'impôt, doit toujours rester munie des bras qui la travaillent. L'obligation de fixer le cultivateur au sol est d'autant plus impérieuse que le déficit démographique, aggravé par les conséquences de la grande peste de 541-544, a rendu le danger plus pressant.

Le statut des hommes se déduit de là et se détermine en fonction du fisc : paysans libres, personnellement et sous leur nom responsables de leurs impôts ; paysans colons, qui connaissent entre le fisc et eux un intermédiaire dont ils dépendent. Le remarquable développement de la classe des colons

1. Nov. CXXIII, 17 : ἐν αὐταῖς μόνας κτήσεσιν ἐν αἷς εἰσὶν ἐναπόγραφοι (...) οἷον μένοντες ὥστε κληρικούς αὐτοὺς γινόμενους τὴν ἐπιχειμένην αὐτοῖς γεωργίαν πληροῦν. Seuls ceux qui deviennent évêques échappent, de ce fait, à la condition servile ou adscriptice : καὶ δουλικῆς καὶ ἐναπογράφου τύχης ἐλευθέρους εἶναι καλεούμεν (Ibid., 4).

2. En 570, Justin II (R. K. O. R., n° 16 ; Zepos, I, p. 10) répond aux *possessores* d'Afrique, inquiets de voir les enfants d'une mère libre et d'un père adscrit quitter la terre où ils sont nés sous prétexte qu'ils sont par leur mère de condition libre : Justin II, renforçant une décision de Justinien que nous avons mentionnée, déclare que ces enfants doivent être *liberi cum suis rebus, sed tamen colonos, ut non liceat terrulas ubi nati sunt relinquere et alienas colere*. En 582, Tibère confirme cette décision (R. K. O. R., n° 65 ; Zepos I, p. 24).

adscrits doit probablement être mis en relation avec la décadence de l'esclavage : il en fournit une espèce de substitut.

Mais gardons-nous de trop de rigueur. Maint paysan peut participer à la fois du statut de colon et, pour un bien dont il est propriétaire, de celui de paysan libre. Un grand propriétaire n'exploite pas nécessairement sa terre au moyen de colons, mais peut la confier à des fermiers ou métayers libres. A côté de la propriété patrimoniale, la possession emphytéotique a pris un grand développement. La Novelle de Justin II de l'année 566 (R. K. O. R. n° 4), entre autres textes semblables, donne certainement l'image fidèle de la réalité, quand elle énumère, en suivant un ordre en quelque sorte hiérarchique : *γαστροί, μισθωταί, ἐμφυτεύται, κερτημένοι* ; c'est-à-dire les colons dépendants, les exploitants en vertu d'un contrat de louage, les emphytéotes, les propriétaires.

En dernière analyse, ce qui, en face de l'Occident, caractérise l'Orient, vers la fin de l'époque protobyzantine, c'est la continuité de la tradition, d'une part, la puissance de l'organisation étatique, de l'autre.

II. — LE « MOYEN ÂGE » DE BYZANCE ET LE CODE RURAL

(VII^e-IX^e SIÈCLES)

Les règnes d'Héraclius (610-641) et des « Héraclides » Constant II (641-668), Constantin IV Pogonat (668-685) et Justinien II Nez-Coupé (685-695 et 705-711) correspondent à une transformation profonde de l'Empire d'Orient. On en fait le point de départ de l'histoire proprement byzantine. On s'attend donc à ce que le régime de la terre subisse, lui aussi, des changements importants, et on n'a pas manqué d'affirmer qu'il en était ainsi : par induction, plutôt que par démonstration. Notre documentation est, en effet, très pauvre. Nous ne possédons dans leur texte qu'un petit nombre de constitutions de ces empereurs : elles sont, par leur contenu, étrangères à notre sujet. Les chroniqueurs Théophane et Nicéphore apportent peu. Cette situation confère une valeur singulière, et par là même peut-être dangereuse, à un document unique dans toute la littérature juridique de Byzance : le Code Rural, qu'on désigne aussi sous le nom de Loi Agraire (*Νόμος γαστρικός*). C'est, dans la rédaction la plus courte, qu'on a des raisons de croire la plus proche de la rédaction primitive, un recueil de quatre-vingt-cinq articles, qui règlent les rapports des cultivateurs entre eux à propos de la terre, des récoltes, du bétail. Ce texte est difficile à interpréter et à utiliser, non seulement parce qu'il est tout à fait isolé, mais parce que la tradition manuscrite qui nous l'a transmis est aussi confuse qu'elle est riche, et qu'on n'a pas encore établi l'édition critique indispensable : c'est l'un des *desiderata* les plus urgents de l'histoire agraire de Byzance. Néanmoins, l'intérêt et l'originalité du Code Rural invitent à s'y arrêter.

Le texte n'en a été longtemps connu que dans la version donnée, par de

nombreux manuscrits, en appendice au célèbre recueil juridique de Constantin Harménopoulos dit *Hexabiblos* ou « les Six Livres », dont l'édition procurée il y a plus d'un siècle par Heimbach n'est pas encore remplacée¹; il s'y présente sous la forme d'un préambule et de quatre-vingt-dix-sept articles répartis sous dix titres. La question s'est posée de savoir si c'est Harménopoulos lui-même qui a placé le Code Rural en appendice à son recueil, car le texte des plus anciens manuscrits de l'*Hexabiblos* où il figure pourrait alors revendiquer pour lui l'autorité de ce grand juriste, ou bien si l'insertion est le fait d'utilisateurs ou de copistes. Zachariä von Lingenthal défendait le premier point de vue², et plusieurs l'ont suivi, en dernier lieu F. Dölger³. Il ne me semble pas qu'ils aient raison. Le scepticisme de Heimbach, celui du dernier éditeur du Code Rural, Ashburner, me paraissent, au contraire, recevoir des dernières recherches une confirmation décisive : rien n'autorise à prêter une valeur particulière à la « version *Hexabiblos* » du Code Rural.

En effet, J. de Malafosse a mis dans la bonne voie l'étude de la tradition textuelle du Code Rural⁴, en la situant dans la perspective large d'une

1. G. E. HEIMBACH, *Constantini Armenopouli Manuale legum sive Hexabiblos cum appendicibus et legibus agrariis*, Leipzig, 1851; cf. p. xv-xvi et 822 et suiv. Il est à peu près certain que la première édition de l'*Hexabiblos* a été donnée, sans doute à Thessalonique, par Harménopoulos en 1345 : le cod. Ottob. 440, de 1345, représente donc cette édition princeps et ne contient pas encore le Code Rural. Mais celui-ci figure parmi les appendices de l'*Hexabiblos* dans le Paris. gr. 1360, de l'année 1352, qui représente probablement la « seconde édition », encore donnée par Harménopoulos lui-même (ainsi, peut-être, qu'une troisième, un peu plus tard, avec des appendices plus développés), et il est désormais reproduit, dans des versions qui ne sont, d'ailleurs, pas identiques, par de nombreux manuscrits de l'*Hexabiblos*, mais toujours en appendice.

2. Dans sa *Geschichte des griechisch-römischen Rechts*, 3^e édit., 1892 (réédition photographique, 1955), p. 249.

3. F. DÖLGER, *Harmenopoulos und der Nomos Georgikos*, dans le Τόμος Κ. 'Αρμενοπούλου publié par la Faculté de Droit de Thessalonique à l'occasion du sixième centenaire de l'*Hexabiblos* (1945), Thessalonique, 1951, p. 151-161; cf., notamment, p. 152-153.

4. J. DE MALAFOSSE, Les lois agraires à l'époque byzantine; tradition et exégèse, *Recueil de l'Académie de Législation (de Toulouse)*, XIX, 1949, p. 1-75. A propos du problème qu'on vient d'évoquer, Malafosse montre (p. 27-28) que la version du Code Rural qui figure en appendice à l'*Hexabiblos* n'est pas propre à cet appendice, mais résulte « d'une transformation progressive indépendante du rattachement à l'œuvre d'Harménopoulos » : aussi bien — et l'argument me semble décisif — dans le Paris. Coisl. 154, le Code Rural figure en appendice à l'*Hexabiblos* dans sa version dite primitive, et non dans la « version *Hexabiblos* ». — Je signale, à ce propos, que Malafosse a rendu un autre service important à l'histoire de la tradition du Code Rural. On a, en effet, souvent (et, récemment encore, F. Dölger) fait usage d'une version du Code Rural qui se trouve, à l'état démembré, dans l'*Ecloga ad prochiron mutata* : vingt-neuf articles sous le titre 25, vingt-trois autres sous le titre 26 et encore vingt-quatre articles dispersés dans les titres 12, 15, 18, 20, 21, 24; soit en tout soixante-seize articles. Mais Malafosse a établi que l'édition de ce recueil que nous utilisons, c'est-à-dire celle de Zachariä (*J. G. R.*, IV, p. 49 et suiv. = Zépos, VI, p. 217 et suiv.), ne représente qu'une des versions les plus tardives, et que la version originale, notablement différente, est celle du Paris. gr. 1394, de l'année 1166 : *L'Ecloga ad prochiron mutata*, *Archives d'histoire du Droit oriental*, V, 1950, p. 1-24.

étude des appendices de l'*Ecloga* et des autres recueils juridiques byzantins. Partant de la constatation que le Code Rural, donné par un nombre de manuscrits de peu inférieur à cent, échelonnés du XI^e au XVII^e siècle, apparaît d'abord en appendice à l'*Ecloga* dite des Isauriens¹, il a considéré que le problème de la tradition du Code Rural se confondait avec celui de la tradition de l'appendice à l'*Ecloga*. Or, cette tradition est extrêmement complexe, d'autant qu'elle va bientôt se mêler à la tradition des appendices d'autres recueils juridiques, le *Prochiron*, l'*Epanagôgè*, l'*Epanagôgè aucta*, puis à leur remaniement dans l'*Ecloga ad prochiron mutata*. Très tôt apparaissent des scholies, qui vont en se multipliant ; elles diffèrent par leur nombre, leur groupement, leur place. Parfois, peut-être, elles ajoutent aux cas prévus par le Code Rural d'autres cas d'espèce inspirés de la pratique ; mais, bien plus souvent, elles réintroduisent des principes tirés des sources du Droit, c'est-à-dire des grands recueils de Justinien, ou elles sont de pures scholies d'enseignement, de caractère artificiel et savant. S'ajoutant aux quatre-vingt-cinq articles de la rédaction courte (dont il n'est pas exclu que plusieurs soient déjà des scholies), elles témoignent d'un constant travail d'élaboration, sinon d'interprétation. Elles se groupent sans doute d'abord à la fin du noyau primitif, puis, à l'occasion de remaniements, s'y insèrent diversement : jusqu'au moment où l'autorité de l'*Hexabiblos*, sans mettre un terme à cette instabilité, du moins la freinera, en donnant une relative stabilité aux appendices, où figure le Code Rural.

Cette histoire complexe a donc pour nous un point d'arrivée assez précis, l'*Hexabiblos*, vers le milieu du XIV^e siècle : c'est-à-dire, pour le Code Rural, l'édition de Heimbach, malgré les imperfections et insuffisances que, même de ce point de vue, elle présente. Quant au point de départ, il est évident que nous devons chercher à nous en approcher par le moyen des plus anciens manuscrits. C'est ce qu'a heureusement tenté Ashburner², en publiant, il

1. Le recueil juridique ainsi désigné, qui est le premier recueil postjustinien, a été promulgué par Léon III l'Isaurien (717-741). On discute sur la date de la promulgation (cf. *R. K. O. R.*, n° 304 (mars 740) ; V. GRUDEL, dans *Échos d'Orient*, XXXIV (1935), p. 327 et suiv. (mars 741), et, en dernier lieu, G. OSTROGORSKIÏ, *Histoire de l'État byzantin* (trad. fr.), Paris, 1956, p. 180, n. 5 (mars 726), où l'on trouvera la bibliographie essentielle. Cette question nous importe peu ici : l'*Ecloga* nous intéresse dans la mesure où l'on peut mettre le Code Rural en relation avec elle. Notons donc que l'*Ecloga*, qui, dans son titre, se présente comme un choix fait dans les *Institutes*, le *Digeste*, le Code et les *Novelles* de Justinien I, ne donne qu'un très petit nombre d'articles (tous de droit pénal) dont le contenu se retrouve dans le Code Rural : titre XVII, art. 7, 8, 9, 13, 30 et partiellement 31. On comprend donc que le Code Rural (comme, d'ailleurs, le Code Militaire et le Code Maritime, avec lesquels il forme une sorte de trilogie) ait pu être considéré très tôt comme un complément utile à l'*Ecloga*.

2. W. ASHBURNER, *The Farmer's Law*, *Journal of Hellenic Studies*, XXX, 1910, p. 85-108 (traduction et édition du texte grec), et XXXII, 1912, p. 68-95 (commentaire et traduction anglaise). L'origine du travail de Ashburner fut, semble-t-il, la critique d'une édition — en effet, très critiquable — du Code Rural donnée par FERRINI, *Byz. Zeitschr.*, VII, 1898, p. 558-571.

y a près d'un demi-siècle, un texte fondé sur six manuscrits allant du début du XI^e au début du XIII^e siècle et, partiellement, sur un septième, qui est aussi du début du XI^e siècle. Il est vrai que l'enquête d'Ashburner n'a pas été exhaustive et qu'il existe d'autres manuscrits du XII^e et du XIII^e siècle dont on pouvait et dont on devra tenir compte. Il est vrai encore qu'on peut discuter certains principes de critique textuelle, appliquée aux ouvrages juridiques byzantins, qu'il a formulés. Il reste que son édition marque un progrès considérable et que, sur la base d'un groupe des plus anciens manuscrits, dont la concordance dans le sens, le nombre et la disposition des articles est remarquable¹, elle nous donne un texte qu'on peut tenir pour le plus proche de la rédaction primitive qui soit actuellement publié. Et, bien qu'assurément il puisse arriver qu'un manuscrit plus récent conserve une leçon meilleure, il faut renoncer, par exemple, à l'idée d'améliorer le « texte Ashburner » par le « texte Heimbach »².

On peut donc admettre qu'à une date postérieure à la législation de Justinien, antérieure au début du XI^e siècle (date des plus anciens manuscrits), antérieure aussi à la législation des Macédoniens (à cause du titre, dont on va parler, donné par les manuscrits au Code Rural), et sans doute pas très éloignée de la rédaction de l'*Ecloga* (à laquelle le lie la tradition manuscrite),

1. L'examen de l'apparat critique de l'édition Ashburner montre que, si les variantes sont nombreuses et si l'on peut, dans le choix des leçons, être parfois d'un autre avis que l'éditeur, cela n'affecte jamais le sens sur un point important, touchant les institutions. Une manière de contre-épreuve peut être faite : ni le préambule, ni aucun des douze articles que le « texte Heimbach » contient en plus de l'Ashburner, n'a chance d'avoir fait partie de la version primitive. C'est l'évidence même pour le préambule. Dans les articles, on notera l'emploi constant d'ἄρχοντας, que l'Ashburner n'emploie pas ; la mention savante, à deux reprises, de la *lex Aquilia* ; la mention de l'olivier, qu'ignore l'Ashburner, etc. Ces articles sont des emprunts faits aux textes juridiques protobyzantins (cf., d'ailleurs, Dölger, *Harmenopoulos und der Nomos Georgikos*, p. 157 et suiv.). Particulièrement typique est l'article I, 17 Heimbach, disant que personne ne doit recevoir le γεωργός (ici : colon) d'autrui, mais le rendra avec son περὶ οὐλον, et en payant une indemnité, au χωρίον (ici : domaine) qu'il a déserté : il vient droit du C. J. C., mais il a longtemps induit en erreur les commentateurs.

2. La démonstration me paraît en être faite par la plupart des exemples que donne, *ex sens contraire*, F. Dölger, dont je regrette de ne pouvoir partager l'avis (*Harmenopoulos und der Nomos Georgikos*, p. 160-161). Dans les exemples qu'il prend pour montrer que la « leçon Harménopoulos » devrait être utilisée pour l'établissement du texte primitif, aucun, selon moi, n'emporte la conviction et le plus grand nombre doivent être écartés : ainsi pour les articles 15, 18, 19, 30, 57, 66. Le cas de ce dernier article, pour ne prendre qu'un exemple, est typique. Le texte Ashburner dit qu'on punira de la mutilation de la main ceux qui abattent, de leur propre initiative, les maisons ou clôtures d'autrui, en arguant pour ce faire qu'elles s'élèvent sur un terrain qui leur appartient. Tout le sens de l'article est dans ἀνέργως (on ne doit pas se faire justice soi-même) et, bien que la tournure ὡς εἰς τὰ ἴδια ἐπάξαντες ἢ κτίσαντες soit osée et ait, d'ailleurs, embarrassé des copistes, le sens est clair. Mais le copiste du texte Heimbach n'a pas compris et il écrit ἐπάξαντες καὶ κτίσαντες, en sorte qu'il faudrait comprendre que les personnes visées démolissent maisons et clôtures d'autrui pour se procurer des matériaux avec lesquels elles bâtiront sur leur propre terrain : cela n'a pas de sens.

un compilateur a rédigé et ordonné les articles d'un « code rural ». Nous ne possédons pas cette rédaction primitive, mais on peut penser que le texte Ashburner, par le caractère d'unité de la tradition sur laquelle il repose, en donne une image dans l'ensemble fidèle.

Il ne comporte aucune indication chronologique et, sur ce point, les historiens, dans les limites qu'on vient d'indiquer, se sont partagés. Beaucoup ont attribué le Code Rural aux empereurs iconoclastes : soit à une date postérieure à l'*Ecloga* (deuxième moitié du VIII^e siècle ou première moitié du IX^e)¹, soit à la date même de l'*Ecloga*, dont les auteurs, Léon III et Constantin V, seraient aussi ceux du Code Rural². Il n'y a pas d'argument solide à l'appui de cette hypothèse, qui a été combattue par de nombreux savants, notamment Pančenko³, Ashburner⁴, Ostrogorskij⁵. On a, d'autre part, cherché une indication de date et d'origine dans le titre que les manuscrits donnent au Code Rural, titre transmis, il est vrai, de façons très différentes, mais qui, dans la plupart des plus anciens manuscrits (non tous, pourtant), est à peu près : *Κεφάλαια νόμου γεωργικοῦ κατ' ἐκλογὴν ἐκ τοῦ Ἰουστινιανοῦ βιβλίου*, « Chapitres de loi agraire extraits du livre de Justinien ». A nouveau, les historiens se sont partagés : Justinien I, ou Justinien II? Pour Justinien II, et pour une rédaction du Code Rural directement inspirée par cet empereur, à la fin du VII^e ou au début du VIII^e siècle, tiennent, notamment, Pančenko⁶, Vernadsky⁷, Ostrogorskij⁸; pour Justinien I, plu-

1. Par exemple, J.-A.-B. MORTREUIL, *Histoire du droit byzantin ou du droit romain de l'empire d'Orient*, I, Paris, 1843, p. 378 et suiv.; cf. p. 395.

2. ZACHARIÄ, *Geschichte*², p. 250, et de nombreux savants à la suite de Zachariä.

3. B. A. PANČENKO, *Krestjanskaja sobstvennost v Vizantii. Zemledělskij Zakon i monastyrskie dokumenty* (« La propriété paysanne à Byzance. Code Rural et documents monastiques »), *Izv. Russk. Archeol. Inst. v Konstantinopolé*, IX, 1904, p. 1-234. La première partie de ce travail reste l'une des études les plus détaillées qui aient été consacrées au Code Rural. Elle réagit avec vigueur contre les points de vue de Zachariä et a le mérite de se placer dans la perspective de l'histoire de la terre plutôt que de l'histoire du droit.

4. Il montre que ZACHARIÄ a exagéré les rapports de contenu entre le Code Rural et l'*Ecloga* : *Journ. of Hell. St.*, XXXII, 1912, p. 71 et suiv.

5. G. OSTROGORSKIJ, *Ueber die vermeintliche Reformtätigkeit der Isaurier*, *Byz. Zeitschr.*, XXX, 1929-1930, p. 394-400; cf. p. 396.

6. *Op. cit.*, p. 29. Cf. des opinions plus anciennes énumérées par MORTREUIL, *op. cit.*, p. 395 : déjà, Cujas tenait pour Justinien II.

7. G. VERNADSKY, Sur les origines de la loi agraire byzantine, *Byzantion*, II, 1925, p. 169-180. Mais les arguments de Vernadsky sont mauvais. Trompé, peut-être, par des rapprochements peu probants établis par Ashburner entre le Code Rural et les papyrus, et partant d'une interprétation certainement erronée du mot *ἱερός*, il veut montrer que « l'organisation rurale de la loi agraire est l'organisation rurale de l'Égypte », et il suppose que ce sont des fonctionnaires byzantins chassés d'Égypte par la conquête arabe qui ont apporté avec eux les textes dont s'inspirerait le Code Rural. Hypothèse ingénieuse, mais indéfendable.

8. En dernier lieu, *Histoire de l'État byzantin*, p. 120, note (avec un excellent aperçu bibliographique). Ostrogorskij se refuse à admettre qu'on ait pu désigner les recueils juridiques de Justinien I par les simples mots *τὸ Ἰουστινιανὸν βιβλίον*.

sieurs autres savants et, en dernier lieu, Dölger¹. Pour ma part, je ne trouve pas d'argument qui emporte la conviction en faveur de Justinien II. Et il ne serait nullement invraisemblable qu'on eût voulu placer sous le grand patronage de Justinien I le Code Rural, même s'il n'avait rien à voir avec son œuvre juridique : ce qui n'est, d'ailleurs, pas le cas. J'incline donc à croire que la mention de Justinien, dans le titre des manuscrits, se rapporte à Justinien I. Mais la question est de peu d'importance, ou plutôt mal posée², car il me paraît certain que le Code Rural n'est pas un texte officiel qu'on puisse attribuer à tel empereur déterminé. La seule chose intéressante, dans ce titre, qui ne nous révèle sûrement pas l'auteur du Code, mais tout au plus une source plus ou moins directe, c'est qu'il nous ramène, en gros, vers le VII^e siècle. Et, de fait, l'accord semble réalisé maintenant entre les historiens, quelles que soient par ailleurs leurs divergences, pour placer le Code Rural à la fin du VII^e ou, au plus, au début du VIII^e siècle.

Venons, enfin, au contenu. Il est impossible de dégager un plan rigoureux de la succession des quatre-vingt-cinq articles qui composent notre rédaction la plus ancienne (mais non, je le répète, la rédaction primitive) du Code Rural. Tout au plus peut-on constater que les articles 1-22 concernent les rapports des paysans entre eux à propos de leurs terres. Puis les articles 23 à 55 concernent les animaux, soit victimes d'accidents ou mauvais traitements, soit, au contraire, causant des dégâts : encore les articles 31-35 traitent-ils d'autres questions (contestations à propos d'arbres ; vols commis par un garde-récoltes ; vols de lait, de paille). Les articles 56-70 groupent une série de délits graves : incendie, vol de nuit ou avec effraction, fausses mesures, destructions de maisons, de récoltes, d'instruments de travail, bris de clôture (mais l'article 67, tout à fait isolé, traite du champ reçu en jouissance à titre d'intérêts). Les quinze derniers articles reviennent sans ordre sur des questions pour la plupart déjà traitées (diverses formes de dommages causés à ou par des animaux, etc.), avec, pourtant, un groupe de quatre articles, 81-84, concernant les moulins³. Il y a donc désordre et répétitions,

1. F. DÖLGER, *Ist der Nomos Georgikos ein Gesetz des Kaisers Justinians II?*, *Festschrift für Leopold Wenger*, II, Munich, 1944, p. 18-48. Dölger estime que le nom de Justinien, en tant que législateur, ne peut, dans l'esprit d'un lecteur, évoquer que Justinien I et tente de prouver qu'il s'agit bien de lui en donnant (p. 35-38) une série de parallèles entre des articles du Code Rural et des passages des Institutes et du Digeste. En fait, ces parallèles ne sont pas assez précis pour être convaincants. Mais leur imprécision ne doit pas non plus conduire à la conclusion contraire. Je reviens plus loin là-dessus.

2. C'est ainsi que F. DÖLGER (*op. cit.*, p. 46 et suiv.), après avoir combattu pour montrer que le Justinien du titre du Code Rural ne peut être que Justinien I, propose, comme date de compilation du Code, l'époque de Justinien II ou une époque plus basse encore, la fin du VII^e siècle ou le premier quart du VIII^e. Il n'y a, de fait, aucune contradiction entre ces deux hypothèses : elles sont seulement d'un inégal intérêt...

3. On a proposé bien d'autres classements des articles. En dernier lieu, Malafosse met à part, comme cela s'impose à première lecture, les articles 1-22, formant « un tout homogène et assez original (...) de pur droit civil », tandis que la suite relève principalement du droit

mais point de contradictions. Des remaniements ou des additions sont probablement intervenus dès avant nos plus anciens manuscrits, soit dans l'ensemble de la collection, soit même dans le corps d'un article (art. 75?), mais on doit aussi songer aux simples maladresses de composition ou de rédaction. L'impression qui domine est celle d'unité.

Cette impression est renforcée par le fait que le Code Rural n'énonce pas des principes, mais des cas concrets, pris dans la réalité quotidienne et rassemblés à l'usage des instances judiciaires locales. C'est un mémento de police rurale, un guide pratique à l'intention du juge campagnard¹. C'est pourquoi une image vivante, parfois pittoresque, s'en dégage : le bouvier rassemble chaque matin les bêtes qu'il mène paître, les loups rôdent autour de l'enclos où les moutons passent la nuit, les chiens se battent, les paysans se disputent pour un arbre qui fait ombre sur le jardin voisin ou pour un moulin qui inonde un terrain. Les champs sont ouverts : hommes et bêtes y pénètrent de plain-pied². Et l'on semble pratiquer la vaine pâture, puisque

pénal (d'où l'existence probable, selon Malafosse, de deux sortes de documents utilisés par les compilateurs), mais est très hétérogène et échappe à tout classement à partir de l'article 66. Il admet, pour les derniers articles, des sources plus récentes que celles qui auraient servi pour les soixante-cinq premiers. On peut former, et on a formé, d'autres hypothèses, sans grand profit. Le futur exégète du Code Rural devra s'attacher à des comparaisons très précises entre certains articles et les dispositions comparables des autres recueils juridiques, notamment en ce qui concerne les peines corporelles (Dölger a tenté de montrer par cette voie que le Code était antérieur à l'*Ecloga* ; Malafosse a contesté la valeur de l'argument), ou encore les deux endroits (art. 22 et 62) où il est fait mention d'une indemnité journalière de 12 folles (1/24 de nomisma), dans des conditions qui pourraient faire penser que c'est le salaire moyen d'une journée de travail. Ce salaire paraît élevé pour la date communément attribuée au Code, mais on devra décider s'il faut proposer d'abaisser la date ou, plutôt, d'interpréter autrement le taux de l'indemnité. On ne saurait trop dire que le véritable commentaire du Code Rural comme la véritable édition restent à faire. En attendant, les opinions tranchées ne sont pas de mise.

1. Le texte Ashburner ne connaît, comme juges, que les *διοικηταί* (art. 7, 37, 67). Sur ces juges de rang inférieur, cf. ZACHARIÄ, *Geschichte*³, p. 354 ; A. CHRISTOPHILOPOULOS, 'Αξιοπορίης, *Byz. Zeitschr.*, XLIV, 1951, p. 86-88 (l'auteur conteste que le terme ait une valeur technique : il ne me semble pas que, pour le Code Rural, il ait raison).

2. Il est remarquable qu'on ne parle même pas, comme il est pourtant de règle dans les textes juridiques concernant les campagnes, de la destruction ou du déplacement frauduleux des bornes. Seul l'article 7 contient le mot *ὄρος*, mais avec le sens général de « limite » entre deux communes. Dans l'article 57, on a proposé de corriger *ὄρος* en *ὄρον*, le sens devenant : « quiconque brûle la borne d'autrui ou coupe les arbres d'autrui est condamné au double » ; mais ainsi deux délits de nature et d'importance différentes se trouvent accouplés et punis de la même peine, qui convient mal au premier ; d'ailleurs, on ne brûle pas des bornes : on les arrache ou on les déplace ; enfin, l'article XVII, 40 de l'*Ecloga* montre qu'il faut conserver *ὄρος* (que donnent tous les anciens manuscrits) et entendre « la montagne » d'autrui, c'est-à-dire les taillis ou futaies dont chacun possède une part, à flanc de colline. La leçon donnée par la « version *Hexabiblos* », *ὄροπον*, « le toit », est une détestable correction qui, malgré qu'on en ait dit, doit être rejetée. Parmi les manuscrits utilisés par Ashburner, seul un Marcianus du XII^e siècle contient, tout à la fin du Code Rural, en addition au dernier article (qui traite de tout autre chose), une condamnation de ceux qui déplacent les bornes

l'article 78 en réprime un abus possible. Mais les jardins et les vignes sont normalement entourés soit d'un fossé, où il arrive que tombent les animaux non surveillés, soit d'une palissade, où ils viennent parfois s'empaler. Les principales cultures sont celle des céréales et celle de la vigne, celle-ci objet de protections spéciales¹. Mais la part de l'élevage des bovins, des porcs, des moutons, dans l'économie campagnarde, est considérable : la moitié des articles concernent les animaux, y compris les chiens de berger.

L'unité rurale, du point de vue de l'habitat comme de l'exploitation, en tout cas, à coup sûr, du point de vue fiscal, est le χωρίον ou « commune » (non point *village*, moins encore ici *domaine*), où tout est compris : maisons et celliers, pressoirs et granges, moulins à eau, jardins (κῆποι), vergers (σάκη ou *figueraies*), vignes, bois ou taillis (δρυμός, ὄλη), les champs surtout (ἀγρός ou χωράριον, terre cultivée ou cultivable, en face de χώρα, qui est plutôt *terrain* en général). Le paysan ou cultivateur, propriétaire ou non, est dit γεωργός. Si l'on veut préciser qu'il est propriétaire, on dit κύριος, *maître* (χώρας, ἀγροῦ, τόπου ; une fois : αὐθέντης). Il est remarquable que l'esclave (δοῦλος) est encore un élément important de la population et de la main-d'œuvre rurales. Les paysans cultivent eux-mêmes, ou donnent en culture, sur la base d'accords ou de contrats de types divers et, à ce qu'il semble, assez souples. Parmi eux, deux types particuliers font l'objet d'articles spéciaux dans le Code Rural.

Le premier est celui où un propriétaire, dit χωροδότης, ou « bailleur du terrain », remet son terrain à un cultivateur ou métayer, dit μορτίτης (art. 9 et 10). La part de fruits du métayer sera 9/10, celle remise au propriétaire 1/10 : proportion qui, à mon sens, laisse supposer que le contrat de μορτή comportait d'autres clauses, ou que le μορτίτης assumait d'autres obligations ; il me paraît, notamment, que le bailleur ne devait pas supporter les charges fiscales du sol². De plus, il est dit que celui qui « partagera » autrement, c'est-à-dire sans respecter la proportion indiquée, sera « maudit de Dieu » : sanction platonique, qui ne se rencontre que là dans le Code Rural et qui conduit à penser que, si le taux de 1/10 était coutumier et tenu pour équitable, il n'était pas légalement obligatoire et que le métayer n'avait guère de recours contre le bailleur. Enfin, il est dit que le métayer qui moissonnera et engrangera « sans l'autorisation du bailleur du terrain » sera puni comme voleur : évidemment, il est présumé avoir agi ainsi pour éviter le contrôle du bailleur et diminuer la part de celui-ci. Il apparaît donc, là

anciennes (ἐποτ, ἐποθεσία) : la place même de cette addition en dénonce le caractère postérieur.

1. L'olivier et l'huile sont absents du texte Ashburner (mais ils apparaîtront plus tard dans les scholies), et cela me surprend. Je n'ose pas en tirer, pour le moment, de conclusions.

2. Je ne fais qu'indiquer le problème. Il doit être étudié avec le problème d'ensemble des contrats de fermage et métayage de la basse Antiquité et du haut Moyen Age.

encore, dans une position très inférieure. Cela ne signifie d'ailleurs pas que le « bailleur du terrain » soit nécessairement, comme on le répète à tort, un grand propriétaire.

Les articles 11 à 15 traitent du cas d'un propriétaire qui confie sa terre, en vue d'un partage par moitié (*ἡμισεία*), à un autre paysan qualifié pour cette raison *ἡμισειατῆς*. A quoi s'applique ce partage par moitié? Dans trois des cinq articles, le propriétaire est dit indigent (*ἀπορος*, *ἀπορήσας*), et une fois même on envisage que, pour cette raison, il ait quitté la commune : sans doute parce que, faute de pouvoir assumer les frais d'exploitation, il ne peut pas non plus s'acquitter des charges fiscales. Il est sûr, d'autre part, que si l'un donne la terre ou la vigne, l'autre donne son travail (art. 12) et que les fruits sont partagés. Les frais le sont-ils aussi? Zachariā pense qu'ils incombent au bailleur ; Ashburner, sur la base des papyrus, qu'ils incombent au preneur¹. L'indigence du bailleur invite à donner raison à Ashburner, et aussi un formulaire de notaire, qu'il invoque à bon droit : ce formulaire donne les clauses-types d'un contrat d'*ἡμισεία* pour une vigne, et il est stipulé que le bailleur recevra la moitié du vin sortant du pressoir, mais que tous les frais seront à la charge du preneur². Il est très fâcheux qu'on ne dise pas à qui incombe le paiement de l'impôt foncier. J'incline à penser que c'est, cette fois, au bailleur, mais je n'en ai pas de preuves³.

Le fisc (*δημόσιος λόγος*) n'apparaît que dans deux articles — le Code Rural n'est pas destiné aux agents du fisc, même si des questions d'ordre fiscal y sont souvent sous-entendues — mais ces deux articles sont d'un intérêt particulier. L'article 18 envisage le cas du paysan indigent qui quitte la commune en abandonnant sa vigne, évidemment parce que, n'ayant pas

1. De fait, l'article 11 engage à ne pas prendre de position tranchée : les clauses des contrats pouvaient varier, puisqu'il pouvait être convenu que le preneur assumerait seulement le premier labour, ou aussi les semailles.

2. C. SATHAS, *Μεσαιωνική Βιβλιοθήκη*, VI, p. 620-621 ; *μη ἐπιγινώσκοντός μου ἐν πᾶσι τοῖς ἐξοδοῦ τὴν οἰανοῦν (...)* λαμβάνω ἐγὼ χάριν τοῦ ἀμπελίου μου τὸν ἡμισὺν οἶνον. Un autre formulaire (*Ibid.*, p. 622) concerne un champ à ensemençer en céréales, et cette fois le bailleur se contente du tiers de la récolte, évidemment parce qu'en plus de tous les autres frais le preneur doit, cela est dit, fournir la semence : preuve supplémentaire de la souplesse et de la variété de ces contrats. Dans le premier cas, d'ailleurs, le titre du formulaire dit *ἀμπελίον ἡμισυαρχόν* et, dans le second, *χωράριον εἰς σπορὰν ἐν τρίτον*. Sur la date possible de ces formulaires et sur le manuscrit qui les contient (Paris. gr. 2509), cf. SATHAS, *op. cit.*, p. 61' et suiv.

3. A propos des deux types de contrat spécialement étudiés par le Code Rural, *μορτή* et *ἡμισεία*, on a dit que le premier comportait un engagement de longue durée, le second à court terme : ce n'est qu'en partie vrai (les formulaires cités ci-dessus prévoient, d'ailleurs, un engagement irrévocable pour plusieurs années) et n'est pas le fond de la question. On a dit aussi que le premier s'appliquait aux terres déjà sous culture, le second aux terrains à défricher : c'est faux (l'article 17 prévoit, d'ailleurs, le cas du défrichement, qui entraîne pendant trois ans l'abandon de toute la récolte au défricheur). Enfin, il ne faut non plus dire, comme on l'a fait, que le contrat d'*ἡμισεία* ne s'applique qu'aux terres abandonnées par des paysans indigents : ce n'est là qu'un cas, peut-être assez fréquent.

les moyens de l'exploiter, il n'a pas ceux de payer au fisc les charges qu'elle supporte¹. Les autres membres de la commune se voient alors réclamer par l'État les impôts dus pour la vigne abandonnée² et reçoivent, en revanche, le droit de la vendanger, sans qu'à son retour le fugitif puisse rien leur réclamer. L'article 19, au contraire, envisage le cas du paysan qui a déguerpi (ἀποδράσας) en abandonnant son champ, mais, néanmoins, s'acquitte régulièrement chaque année des charges fiscales³ : alors, ceux qui auraient profité de son champ doivent lui rendre au double le profit qu'ils en ont tiré. D'où découlent deux conséquences. La première est que l'État n'a d'autre préoccupation que fiscale et qu'il lui est indifférent que la terre produise des fruits ou non, pourvu qu'elle produise l'impôt⁴. La seconde est qu'il existe une responsabilité collective de la commune (χωρίον) devant le fisc, puisque les charges foncières de celui qui a déguerpi retombent sur ceux qui sont restés. Cette constatation est de grande importance⁵.

Cette responsabilité fiscale collective entraîne-t-elle un aspect collectif de la propriété? Le Code Rural ne fait apparaître aucune atteinte, aucune restriction au principe de la propriété individuelle⁶. Mais ce principe s'exerce

1. Dans la version *Hexabiblos*, la vigne est devenue un champ, ce qui a, naturellement, entraîné le remplacement des derniers mots, τὸν οἶνον, par τὸ οἶνον. Mais, contrairement à ce qu'on a dit, cette leçon est à rejeter.

2. C'est le sens de οἱ τῶ δημοσίου ἀπαιτούμενοι λόγοι. Interprétation erronée par plusieurs, et encore par MALAFOSSE, *Lois agraires*, p. 39 : « Les fruits seront perçus par les collecteurs d'impôts » ; c'est la traduction d'un mauvais texte, οἱ τὰ δημόσια ἀπαιτούμενα προγέλωσαν τὸν ἀγρόν.

3. Les manuscrits Ashburner donnent τὰ ἐξτραρόδινα (τοῦ δημοσίου λόγου), sauf un qui donne ἐξόρδινα. Je n'entre pas ici dans la discussion de ce point, qui concerne les institutions fiscales. Mais je regrette de ne pouvoir partager l'avis de F. DÖLGER (*Harmonopulos und der Nomos Georgikos*, p. 160), pour qui la rédaction de cet article donnée par la version *Hexabiblos* est seule satisfaisante : elle en méconnaît, au contraire, le sens.

4. On notera, à ce propos, qu'il n'y a dans le Code Rural aucune allusion à la *coemptio* ou *συνωνή*.

5. Il en résultait déjà que les terres du χωρίον, de la commune envisagée comme unité fiscale, étaient exactement recensées dans leur superficie et classées d'après leur qualité. On notera que l'article 7 prévoit le cas où deux communes (et non deux individus) sont en contestation pour la possession ou les limites d'un champ : c'est qu'en effet, comme nous le verrons à propos du Traité Fiscal, la délimitation officielle ou περιορισμός est établie pour l'ensemble du χωρίον.

6. On doit pourtant faire remarquer que si, en effet, aucune espèce de restriction n'est formulée ou indiquée, si, notamment, tous les types de contrats sont valables et si les paysans peuvent librement échanger leurs terres (art. 3-5), le cas de la vente n'est pas envisagé. Comme cela ne peut pas être parce qu'il est interdit de vendre, cela doit être parce que les actions judiciaires ayant leur origine dans une vente ne ressortissent pas à la juridiction à laquelle le Code Rural est destiné : on n'y trouve non plus aucun article de droit successoral, de droit criminel, etc., ce qui ne signifie pas qu'il n'y avait ni successions ni crimes, etc. Mais ce silence sur les ventes nous prive de savoir si la liberté d'aliéner était entière, ou si elle devait s'exercer, à titre obligatoire ou préférentiel, à l'intérieur du χωρίον, entre les *convicani* ou συγχωρίται. C'est ce que je suis porté à croire et que me paraissent confirmer

à l'intérieur d'une collectivité, celle du *χωριον*, qui existe comme « personne morale ». Il faut, ici, lire attentivement certains articles. Article 8 : « Si une répartition (*μερισμός*) lèse certains dans les lots ou les emplacements, on a le droit de faire annuler la répartition (*μερισία*). » Article 32 : « Si quelqu'un a fait pousser un arbre dans un endroit non réparti (*ἐν τόπῳ ἀμεριστῷ*), puis que survienne une répartition (*μερισμός*) qui fasse échoir le lot (*μερίς*) à un autre... » On a soutenu qu'il s'agit là de partages entre particuliers, entre héritiers¹ : c'est impossible, non seulement parce qu'il n'est pas question dans le texte d'héritage ou d'héritiers, mais parce que cette interprétation est contredite par l'article 82 : « Si, quand la répartition de la terre de la commune a été faite (*μερισθείσης τῆς τοῦ χωρίου γῆς*), quelqu'un trouve dans son lot (*ἐν τῇ ἰδίᾳ μερίδι*) un emplacement convenant à l'installation d'un moulin... ». Il est donc certain qu'on procède, dans certains cas, à une répartition de terre entre les membres de la commune. Dans quels cas ? Et quelle terre ? Plusieurs, entre autres Zachariā et des historiens slaves partisans de l'influence d'une prétendue « communauté de village » slave très ancienne sur le droit rural byzantin, ont cru qu'il s'agissait de l'ensemble de la terre de la commune. Pure hypothèse, que rien ne supporte ; inconciliable, d'ailleurs, avec le principe de la propriété individuelle ; invraisemblable, au surplus, au regard de tout ce que l'on sait pour les époques précédentes et suivantes ; et qui paraîtra, enfin, hors du bon sens si l'on veut réfléchir aux conséquences pratiques d'une répartition totale et périodique des terres de la commune². Hypothèse abandonnée, d'ailleurs — mais non remplacée. On peut en former au moins deux autres.

La première serait qu'il s'agit d'une répartition de caractère fiscal, faite, peut-être, à intervalles réguliers (aux indictions ? aux révisions du ca-

les articles relatifs au « partage », dont il va être question. On reviendra plus loin sur le problème, lié à celui-là, du droit de préemption.

1. En dernier lieu, MALAFOSSE, *Lois agraires*, p. 45 et suiv.

2. L'hypothèse « communautaire », complétée, expliquée et renforcée par l'hypothèse « slave », avait été défendue par Vasilevskij et par Th. Uspenskij. Elle avait déjà été combattue par PANČENKO (*op. cit.*, p. 69) et, depuis lors, par maints savants, Ashburner, Vernadsky, Dölger, OSTROGORSKIJ (voir l'excellente note de celui-ci, *Histoire*, p. 165). Elle reparait, sous une forme différente et atténuée, dans deux études de E. E. LIRŠIĆ fondées sur le Code Rural : 1) Vizantijskoe krestjanstvo i slavjanskaja kolonizacija preimuščestvenno po dannym zemledelčeskogo zakona (« La paysannerie byzantine et la colonisation slave, principalement d'après les données de la Loi Agraire »), *Vizant. Sbornik*, 1945, p. 96-143 ; 2) Slavjanskaja obščina i ee rol v formirovanii vizantijskogo feodalizma (« La commune slave et son rôle dans la formation du féodalisme byzantin »), *Vizant. Vremennik*, I, 1947, p. 144-163. Plusieurs des points de vue de Lipšič ont été, à juste titre, combattus par M. Ja. SUZUMOV, dans un article intéressant : O karaktere i suščnosti vizantijskoj obščiny po zemledelčeskomu zakonu (« Le caractère et l'essence de la commune byzantine d'après la Loi Agraire »), *Vizant. Vremennik*, X, 1956, p. 27-47. Dans le même tome de la même revue, p. 48-65, on lira encore une étude de A. P. KAŽDAN : K voprosu ob osobennostjach feodalnoj sobstvennosti v Vizantii VIII-X vv. (« Sur les caractères particuliers de la propriété féodale à Byzance aux VIII^e-X^e siècles »).

dastre?), des terres tombées en déshérence ou sans propriétaire, donc sans contribuable, pour une raison quelconque. L'autre serait qu'il s'agit de terrains « communs », de *communaux*, périodiquement distribués par la commune. L'existence de cette dernière sorte de terres est, en effet, prouvée par l'article 81 : « Si un habitant d'une commune (τις οικίων ἐν χωρίῳ) repère un emplacement banal (τόπον κοινόν) convenant à l'installation d'un moulin et l'occupe le premier, et qu'ensuite, après l'achèvement du moulin, la collectivité de la commune (ἡ τοῦ χωρίου κοινότης) proteste parce qu'il s'est approprié un emplacement banal, qu'ils lui versent la somme qu'il a dépensée pour la construction du moulin et qu'ils deviennent ses associés (κοινωνοί). » L'intention est claire : quelqu'un s'est approprié, pour y construire un moulin, un terrain qui appartient à l'ensemble de la commune ; on ne l'obligera pas à le démolir, car un moulin est utile, et imposable ; mais on donnera au moulin ce caractère de bien commun qu'avait et qu'apparemment ne peut pas perdre l'emplacement sur lequel il a été construit, en faisant des habitants de la commune les associés du constructeur, pour les dépenses d'établissement, qui lui sont remboursées, comme, évidemment, pour les profits à venir, et sûrement aussi pour l'impôt. Cet article est d'un grand intérêt, à cause de l'expression ἡ κοινότης τοῦ χωρίου, « la collectivité de la commune¹ », qui implique que cette collectivité existe comme telle : en effet, nous la voyons agir, réclamer, traiter, posséder. Le même article apprend encore que dans la commune du Code Rural existent des *communaux*, sur lesquels tous ont un droit égal et personne un droit de propriété². Mais, quel que soit l'intérêt de ces constatations, elles n'apportent pas la réponse à la question posée : la « terre de la commune » qui fait l'objet d'une répartition ne peut pas avoir été ces communaux, puisqu'on cherche, au contraire, à les maintenir. De plus, à bien lire les articles 8, 32 et 82, il me semble clair que l'opération de « répartition » dont il est parlé est périodique et que les lots attribués deviennent propriété individuelle, ce qui me semble inconciliable avec le régime des communaux. En d'autres termes, le τόπος ἀμέριστος de l'article 32, qui attend le μερισμός, ne peut pas être le même que le τόπος κοινός de l'article 81, qui doit rester κοινός et s'oppose à ἴδιος.

J'en reviens donc à la première hypothèse : la « répartition » porte sur

1. Et non « la communauté de village », traduction habituelle, mais qui fausse le sens. On observera que κοινότης est bien un singulier collectif, qui commande trois verbes au pluriel : καταβῶσι, διδόνουσιν, ἔστωσαν.

2. Mais c'est, selon moi, aller trop loin, en tout cas sortir des limites étroites de ce que le texte nous apprend, que de dire que les champs, jardins et vignes sont propriété individuelle, tandis que « les bois, pâturages et toute terre non cultivée sont la propriété commune du village » : OSTROGORSKIJ, *Histoire*, p. 165. Ce point de vue d'Ostrogorskij était déjà celui de Pandenko (qui, d'ailleurs, ramenait ainsi à des proportions modestes la théorie communautaire radicale de Vasilevskij et Th. Uspenskij), puis celui de N. A. CONSTANTINESCU, *La communauté de village byzantine et ses rapports avec le petit traité fiscal byzantin*, *Bull. Section hist. Acad. roumaine*, XIII, 1927, p. 160-174.

des terres devenues improductives parce que sans maîtres, que ceux-ci soient morts sans héritiers ou aient déguerpi sans esprit de retour, ou pour toute autre raison. Improductives, mais non exemptes d'impôts, que l'État exigeait de la collectivité communale : il était donc de l'intérêt général, comme d'intérêt fiscal, qu'elles fussent redistribuées. Cette répartition avait, selon moi, un caractère obligatoire et périodique. On répartit à la fois des charges envers l'État et des biens capables de produire pour couvrir ces charges. Cela découle du principe de responsabilité fiscale collective, que nous voyions tout à l'heure fonctionner dans le cas d'une terre *provisoirement* abandonnée et, ici, dans le cas d'une terre *définitivement* sans maître responsable de ses impôts. En d'autres termes, j'imagine que l'opération se faisait en deux temps. Dès le moment qu'une terre est abandonnée et que le *contribuable* a cessé de payer les impôts dus pour elle, ceux qui restent paient à sa place (et ont, en compensation, le droit de jouir des fruits). Le droit du propriétaire n'est pas, de ce fait, aussitôt aboli : il est au contraire prévu (art. 18) que celui-ci peut revenir et reprendre son terrain. Mais il est certain aussi que cette situation ne peut indéfiniment se prolonger, qu'on ne peut indéfiniment obliger les membres de la commune à supporter les charges de terres qui ne leur appartiennent pas, et que, d'ailleurs, le fisc ne pouvait qu'y perdre. Au bout d'un certain temps — n'entrons pas ici dans la question secondaire de savoir combien de temps — la terre abandonnée devait être déclarée « bien sans maître ». D'autres circonstances, d'ailleurs, le décès sans héritiers par exemple, pouvaient, dans un délai plus court, conduire au même résultat. Toutes ces terres — et c'est la seconde phase de l'opération — étaient périodiquement redistribuées entre les membres de la commune et retrouvaient le statut de propriété individuelle, c'est-à-dire retrouvaient des propriétaires *contribuables*. Que ce soit le fisc qui autoritairement fasse procéder à cette répartition ou que, plutôt, l'organisation en soit laissée à la commune, l'effet est le même — et aussi la cause, à savoir l'exigence de l'État, qui n'admet pas une diminution du rendement fiscal du *χωριον*.

Un point attire, chemin faisant, l'attention : parmi les mentions, qui n'ont en elles-mêmes rien de surprenant, de paysans tombés dans l'indigence, il est fait plusieurs fois allusion aux accords qu'ils passent avec d'autres membres de la commune pour assurer quand même l'exploitation de leur terrain (art. 11, 12, 14, contrat d'*ἑνωσις*), mais il est aussi deux fois envisagé qu'ils aient quitté la commune (art. 14, 18). Où vont-ils ? Veulent-ils seulement échapper aux poursuites ? Et, d'ailleurs, y a-t-il poursuites ? Celui qui ne s'acquitte pas de ses charges perd d'abord la jouissance, puis la propriété de son terrain : c'est une sanction suffisante et qui confirme le principe, qu'a bien dégagé Ostrogorskij, qu'à Byzance « est propriétaire celui qui paie l'impôt ». Il est plus vraisemblable qu'ils fuient l'hostilité de *consortes* ou *συγχωριται* obligés de payer le fisc pour eux : je me représente le

χωρίον du Code Rural comme une collectivité très close et refermée sur elle-même, où les conflits d'intérêts devaient être aigus. Et je me demande si le paysan qui déguerpit ne passe pas, assez souvent, sur le domaine d'un grand propriétaire : souvenir de cette « fuite devant l'impôt » si bien attestée, en Égypte et ailleurs, à l'époque protobyzantine, souvenir aussi du παρρωσίσιον¹.

De même, je me demande, au cas où l'interprétation que j'ai proposée pour la « répartition » de la « terre de la commune » serait exacte, s'il n'y faut pas voir comme une survivance de l'épibolè protobyzantine². Sans doute, nous n'en avons pas de témoignage pour le VII^e ou le VIII^e siècle et quand, plus tard, nous retrouverons le terme, dans le Traité Fiscal, puis dans des actes de l'Athos datant des Comnènes, il aura changé de contenu³. Mais, s'il est vrai qu'à l'intérieur de l'unité fiscale, soumise à la solidarité fiscale, qu'est la commune, on procède entre les membres à la répartition d'office des terres sans contribuable, l'image de l'ancienne épibolè s'impose, même si le mot a disparu et si l'institution nouvelle ne peut pas être confondue avec l'ancienne⁴.

1. Sur la persistance du *patrocinium* (πατρωνίσιον, προστασία, συνδρομή) à l'époque et dans les textes byzantins, cf. déjà PLATON, *Revue générale du Droit*, XXIX, 1905, p. 424 et suiv. et 503 et suiv.

2. Sur celle-ci, cf. ci-dessus, p. 37 et n. 3.

3. La dernière mention de l'épibolè au sens protobyzantin paraît s'être rencontrée dans une Nouvelle perdue de Tibère (578-582) : *R. K. O. R.*, n° 70 (mais cf. les remarques de E. STEIN, *Des Tiberius Constantinus Nouvelle περί επιβολής und der Edictus domini Chilperici regis*, *Klio*, XVI, 1920, p. 72-74). On considère communément qu'à l'époque méso-byzantine l'institution qui fait suite à l'épibolè est celle de l'allélengyon : j'y reviendrai, de même que sur la mention d'une épibolè toute différente de l'ancienne (à mon sens) dans le Traité Fiscal, au X^e siècle, et dans les chrysobulles d'Alexis I Comnène. Je signalerai seulement ici que la thèse d'une survivance prolongée de l'épibolè protobyzantine a été soutenue par F. DÖLGER, dans *Studi in memoria di Aldo Albertoni*, II, Padoue, 1934, p. 5-11. Elle a été combattue, d'une façon qui me semble pertinente, par G. ROUILLARD (*Byzantion*, X, 1935, p. 81-89), dont les arguments n'ont qu'à demi convaincu F. DÖLGER (*Byz. Zeitschr.*, XXXVI, 1936, p. 157-161). E. STEIN (*Histoire du Bas-Empire*, II, p. 210, n. 1) a vivement contesté la valeur des réserves que maintenait encore Dölger. Pour ma part, je ne connais pas de document qui permette de dire que l'épibolè protobyzantine, au sens technique et précis de l'institution (dont J. Karayannopoulos conteste l'existence, comme on l'a vu plus haut, mais qu'à mon avis on doit maintenir), existe au delà du VI^e siècle. L'écho lointain que je crois en percevoir dans la « répartition de la terre de la commune » du Code Rural vient simplement de la persistance, qui, elle, n'est pas douteuse, du principe général de solidarité fiscale et n'implique pas que l'ancienne épibolè subsiste telle qu'elle était. Le mot ne se rencontre pas dans le Code Rural ni, à ma connaissance, dans les documents de l'époque. Afin d'éviter les confusions, on doit le réserver à l'institution protobyzantine.

4. Aussi bien l'idée a-t-elle été déjà lancée, mais d'une façon et par un raisonnement que je ne crois pas justes : F. DÖLGER (*Beiträge*, p. 129) considère que « la survivance de l'épibolè au VIII^e siècle est prouvée par l'article 18 du Nomos Georgikos ». En réalité, cet article traite de la solidarité des membres de la commune pour le paiement de l'impôt, et non de l'attribution autoritaire des terrains incultes ; et même si l'on peut établir un lien de fait entre les deux procédés, il demeure qu'ils sont foncièrement différents, l'un étant d'abord un trans-

* * *

Mais, quels que soient les liens qu'on puisse établir entre le Code Rural et l'époque protobyzantine — et les institutions de la terre évoluent si lentement qu'il serait, pour cela déjà, surprenant qu'il n'y en eût aucun — il reste, fait d'autant plus remarquable, qu'en face du tableau que l'on a donné pour la période ancienne, celui que les articles du Code Rural dessinent sous nos yeux a des couleurs différentes. Nous avons vu le principe de l'attache à la glèbe, d'une part, le statut des diverses catégories de colons, de l'autre, tenir la première place dans les préoccupations du législateur : il n'y est plus fait ici aucune allusion, et nous n'apercevons plus que des paysans apparemment libres de leur personne, de leurs mouvements et de leurs biens. La contrainte fiscale de l'État subsiste, cela va de soi, et le *zygion* du Code n'est, à ce point de vue, que l'ancien *χωρειον δουρικησον*, sans le mot. Mais cette contrainte elle-même s'exerce autrement, par l'assimilation du droit du propriétaire au devoir du contribuable, et sans que se manifeste la crainte de voir la terre cesser de produire l'impôt faute de bras.

L'explication de ce changement radical doit être cherchée dans la véritable révolution qui s'est opérée, au cours du VII^e siècle, dans les conditions de peuplement des campagnes, du fait de l'arrivée et de l'installation massive des Slaves (Sklavènes) dans les Balkans, dans la péninsule grecque et même dans les îles¹. Après avoir longtemps lutté pour contenir les « barbares » au delà de la frontière du Danube, sans, d'ailleurs, pouvoir empêcher les raids qui dévastaient et dépeuplaient le pays, l'Empire se trouva enfin hors d'état de vaincre et de chasser ces envahisseurs, qui, tout compte fait, ne demandaient souvent qu'à occuper pacifiquement des terres abandonnées. Ce fut un bien, et ces campagnes, où l'État avait eu longtemps la hantise de voir fondre la main-d'œuvre, sans se résigner pourtant à ouvrir les frontières, se trouvèrent repeuplées dans des conditions où les avantages l'emportèrent, à coup sûr, sur les inconvénients². Sans doute ne faut-il pas

fert de la terre et l'autre de l'impôt, comme l'a bien vu G. Ostrogorski, dont il ne me semble pas que la critique de J. Karayannopoulos ait foncièrement compromis le point de vue, même si elle apporte des nuances intéressantes. A mon sens, évoquer le souvenir de l'*épidote* dans le Code Rural, avec la prudence et dans les limites qu'on a vues, ne peut se faire que sur la base des articles concernant une répartition de la terre, et non le paiement solidaire de l'impôt. Aussi bien tout cela demeure-t-il encore hypothétique.

1. Explication « démographique » déjà à plusieurs reprises indiquée : cf., en dernier lieu, OSTROGORSKI, *Histoire*, p. 164 ; J. DE MALAFOSSE, *Le droit agraire au Bas-Empire et dans l'Empire d'Orient*, *Rivista di Diritto Agrario*, I, 1955, p. 57. Mais, à mon sens, on ne lui a pas encore donné l'importance qu'elle mérite.

2. Je suis dispensé d'entrer ici dans plus de détails sur ces faits importants par mon étude : *Invasions et migrations dans les Balkans depuis la fin de l'époque romaine jusqu'au VIII^e siècle*, *Revue historique*, avril-juin 1954, p. 265-308. J'y reviendrai plus longuement

croire qu'une influence directe ait été exercée par les nouveaux arrivés, leurs institutions ou leur législation, sur les institutions ou la législation agraires de l'Empire : cette théorie, on l'a déjà dit, n'a pas de fondement¹. Mais la terre fut de nouveau garnie de bras. Cela est si vrai qu'on puisera dans les régions « slavisées » pour renforcer le peuplement soit de l'Asie Mineure, soit même de Constantinople. Constant II (642-668) a peut-être déjà transplanté des Sklavènes en Asie Mineure². Justinien II en installa des tribus entières dans l'Opsikion et, en 692, il y leva contre les Arabes une armée de 30.000 Slaves³. Après une épidémie de peste, Constantin V Copronyme (741-775) repeupla la capitale avec des familles venues *ἐκ τῶν νήσεων καὶ Ἑλλάδος καὶ τῶν κατωτακίων μερῶν*⁴. Sous le même empereur, des tribus sklavènes, fuyant la menace bulgare, traversèrent le Pont-Euxin et furent installées en Bithynie, au nombre de 208.000 personnes, selon Nicéphore⁵. Il se peut aussi que, des provinces enlevées à l'Empire par les Arabes, un certain nombre d'habitants aient reflué vers l'Asie Mineure ou les îles. Bref, il apparaît que le problème de la main-d'œuvre rurale, qui, du point de vue de l'impôt comme du ravitaillement, avait été le plus grand problème de l'époque protobyzantine, ne se pose plus aux VII^e-VIII^e siècles et ne se posera pas avant longtemps⁶. Un autre signe de la bonne situation démographique des campagnes est l'aisance du ravitaillement, d'autant plus remarquable après la perte de l'Égypte et de la Syrie : *εὐπορία γῆς καὶ πρᾶγματων εὐθηνία*, fertilité de la terre et bas prix des marchandises, dit un texte

dans un ouvrage en préparation sur les *Miracula sancti Demetrii*, qui sont la source la plus importante.

1. Cela n'empêche qu'ASHBURNER encore, pour ne prendre que cet exemple, explique par l'influence d'un droit coutumier slave un grand nombre d'articles du Code Rural, en fait tous ceux qui ne relèvent pas du droit criminel : *Journ. Hell. Stud.*, XXXII, 1912, p. 84.

2. Cf. mon étude citée ci-dessus, p. 301, note.

3. *Ibid.*, p. 306, 307.

4. Théophane, éd. de Boor, p. 429 ; cf. aussi Nicéphore, éd. de Boor, p. 64 : *ἐκ τῶν χωρῶν καὶ τῶν νήσεων λαὼν πλήθη μετέγων*.

5. Nicéphore, éd. de Boor, p. 68-69 ; cf. aussi Théophane, éd. de Boor, p. 432. P. CHARANIS a étudié : *The Slavic element in Byzantine Asia Minor in the thirteenth century*, *Byzantion*, XVIII, 1948, p. 69-83 ; cf. p. 70-78 pour les témoignages relatifs aux VII^e-VIII^e siècles et leur interprétation par les historiens russes. Ceux-ci sont souvent portés à exagérer l'importance de l'élément slave, et Charanis peut-être à la diminuer : cf. OSTROGORSKI, *Histoire*, p. 198, n. 1.

6. Il serait intéressant d'étudier, pour cette époque, les déplacements de populations auxquels procèdent souvent les empereurs, et leurs conséquences. Déjà, MONNIER (*Nov. rev. hist. de Droit*, XIX, 1895, p. 64 et suiv.) avait indiqué les transplantations de Mardaites, de Syriens jacobites, de Chypriotes, d'Arméniens. On vient de citer l'exemple des Sklavènes. La première des « vexations » de Nicéphore, dont il sera question plus loin, consista, en sens inverse, à transférer massivement des paysans d'Asie Mineure dans les Sklavinies (Théophane, éd. de Boor, p. 486). Il n'est pas douteux qu'aux VII^e-IX^e siècles le peuplement des provinces restées byzantines a subi de profondes modifications. C'est peut-être la principale explication de la vigueur que montra alors l'Empire.

de Nicéphore se rapportant encore au règne de Constantin V¹. Ces conditions nouvelles suffisent à expliquer que le servage de la glèbe ait alors disparu².

* * *

On a tendance à croire que les enseignements, assurément importants, comme on vient de le voir, qu'on peut tirer du Code Rural suffisent à caractériser le régime de la terre et le définissent complètement, pour toute la période pendant laquelle ce texte est pratiquement notre seule source et que je nommerais volontiers « période de l'Ecloga ». Or, le Code Rural ne fait aucune allusion à la grande propriété, ni aux paysans cultivant les terres des latifondiaires. Cela ne signifie pas, bien qu'on l'ait soutenu, qu'il fait partie d'une législation hostile à la grande propriété : aucun de ses articles ne peut s'interpréter dans ce sens. Cela ne signifie pas non plus que la grande propriété a disparu : que le Code Rural ne traite que de la commune de paysans libres atteste l'importance, peut-être alors la prédominance de celle-ci, mais non pas qu'elle existe seule. Les autres sources sont pauvres : elles suffisent, pourtant, à établir l'existence de la grande propriété privée et de la grande propriété d'Eglise.

En ce qui concerne la première, c'est une étude systématique des Vies de saints, particulièrement nombreuses aux alentours de la période iconoclaste, qui apporterait les indications que nous ne trouvons pas ailleurs³. Je ne

1. Nicéphore, éd. de Boor, p. 76. On sait l'hostilité du patriarche Nicéphore à l'iconoclaste Constantin V. Dans le passage qui nous occupe, il veut montrer la cupidité de Constantin V, dont les manœuvres, dit-il, firent baisser les prix des produits alimentaires au point que pour un nomisma on avait 60 boisseaux de blé et 70 d'orge : ce que les naifs, ajoute-t-il, attribuaient à la fertilité de la terre, mais les gens sensés à l'inhumaine avidité de l'empereur. Ce qui nous intéresse, c'est l'explication qu'il donne de cette baisse des prix : συνέβαινεν ἐν ταῖς τῶν φόρων πράξεσι τῶν φορολογουμένων βιαζομένων εὐδυνῶς τὰ τῆς γῆς καρπύματα καὶ γεννήματα διαπιπράσκεισθαι. Les agents du fisc se montrèrent donc si durs que les produits du sol furent vendus (par les producteurs) à bas prix. Je m'étais d'abord demandé s'il ne fallait pas voir là une preuve de la survivance de la συνωνή protobyzantine. En fait, il faut comprendre que les percepteurs se montrèrent si pressants (d'où les reproches adressés par Nicéphore à l'empereur) que les paysans, pour s'acquitter, durent vendre en hâte et, à leur point de vue, dans de mauvaises conditions leurs récoltes.

2. Comme conséquence, donc, de transformations démographiques et, par suite, économiques, et sûrement pas, comme le voulait Zacharia et comme on l'a répété après lui (cf. encore, par exemple, D. C. ARION, *Le Nomos Georgikos et le régime de la terre dans l'ancien droit roumain*, Paris, 1929), parce que les empereurs isauriens auraient, par une réforme réfléchie, aboli le servage de la terre et la condition de colon dépendant. Cette interprétation ne repose que sur l'absence d'allusion au servage de la terre et à la condition de colon dans le Code Rural, ce qui n'est pas une preuve, comme on va le voir, et sur l'attribution du Code Rural aux Isauriens, dont on a déjà dit ce qu'il fallait penser.

3. La voie, là encore, a été ouverte par les historiens russes. Deux études fondamentales : Chr. LOPAREV, *Vizantijskija Žitija svjatykh VIII-IX věkov* (« Vies de saints byzantines des VIII^e-IX^e siècles »), *Vizant. Vremennik*, XVII, 1910, p. 1-224, et XVIII, 1911, p. 1-147 ;

prends qu'un exemple, celui de la Vie de saint Philarète, bien connue grâce à une édition et à une traduction récentes¹. Philarète, né en 702, mourut en 792, et c'est dès 822 que fut écrite, par son petit-fils, Nicétas, sa Vie, qui offre donc de bonnes garanties. Le personnage était un grand propriétaire foncier d'Amnia, en Paphlagonie, et Nicétas donne la composition de son patrimoine au temps de sa prospérité : 600 bœufs, 100 attelages de labour, 800 juments au pâturage, 80 mulets et chevaux de selle, 12.000 moutons, 48 domaines (προδότης) de grande superficie et bien irrigués, de nombreux esclaves². Peut-être le panégyriste a-t-il exagéré : il ne pouvait pourtant dépasser beaucoup les limites du vraisemblable. Or, Philarète est si généreux qu'il distribue tous ses animaux (κτήνη) et qu'au bout de quelques années il ne possède plus qu'un attelage de bœufs, un cheval et un âne, une vache avec son veau — et une paire d'esclaves. Il est alors incapable d'exploiter ses domaines, qui lui sont arrachés (ἀρπαγῆναι) par les voisins, gens puissants ou simples cultivateurs (ὅπὸ τῶν γειτονευόντων δυναστῶν καὶ γεωργῶν) : « car, lorsqu'ils le virent réduit à la pauvreté et hors d'état de garder et de travailler sa terre, ils se la partagèrent (διεμερίσαντο), les uns d'autorité, les autres en le priant ». Passage important, où l'on retrouve l'écho du Code Rural, jusqu'au vocabulaire : le « partage » dont il s'agit évoque le μερισμός du Code, et j'incline à croire qu'il s'explique de la même façon. On ne laisse donc à Philarète que sa maison paternelle et le χωρὶον où il demeurait³ ; puis Philarète distribue ses derniers animaux et est réduit à la misère⁴. L'intérêt d'un tel texte — et il y en a d'autres du même genre

A. P. RUDAKOV, *Očerki vizantijskoj kultury po dannym grečeskoj agiografij* (« Recherches sur la civilisation byzantine d'après les données de l'hagiographie grecque »), Moscou, 1917 (cf., notamment, p. 174-198). L. BRÉHIER a longuement analysé le travail de Loparev dans le *Journal des Savants* (août et octobre 1916, janvier 1917) et y a également trouvé la matière d'un court article sur : Les populations rurales au IX^e siècle d'après l'hagiographie byzantine, *Byzantion*, I, 1924, p. 177-190. Récemment, GERMAËS DA COSTA-LOUILLET a publié une série de notices : Saints de Constantinople aux VIII^e, IX^e et X^e siècles, dans *Byzantion*, XXIV, 1954, p. 179-263 et 453-511.

1. M.-H. FOURMY et M. LEROY, La Vie de saint Philarète, *Byzantion*, IX, 1934, p. 85-170. L'attention avait déjà été attirée sur cette Vie par Chr. Loparev.

2. Le texte dit οὐδένα (d'autres documents : οὐδένα σώματα). Il s'agit bien d'esclaves ; cf. loc. cit., p. 115, l. 35 : θούλος καὶ παιδίσκη.

3. Nous retrouvons le problème du sens à donner à χωρὶον. Plus loin (p. 135, l. 31), le terme désigne, très correctement, la commune d'Amnia (dépendant de la ville de Gangres), qu'habite Philarète, et le récit fait intervenir (p. 137, l. 1 et 23) οἱ πρόωροι τοῦ χωρίου. Mais ici il ne peut s'agir de la commune au sens du Code Rural, ni, techniquement parlant, d'un domaine privé. Il faut ou bien admettre que le texte est corrompu, ou prendre le mot dans un sens très général. C'est la solution choisie par les éditeurs, qui traduisent par *endroit*.

4. Je me borne à signaler en passant deux points intéressants. Le premier est que Philarète, qui distribue si généreusement toutes ses bêtes, ne distribue pas ses terres : elles lui sont enlevées quand il s'est mis dans l'impossibilité de les exploiter, donc d'en acquitter les charges fiscales. Le second est que la richesse foncière de Philarète est constituée par quarante-huit domaines ou propriétés, donc très morcelée : caractère que nous avons déjà noté pour la période protobyzantine.

— est d'établir avec certitude que la très grande propriété privée n'avait nullement disparu. Il est aussi dans quelques termes, comme διαμερίζω, ou comme προάστιον, le domaine du latifondiaire; dans la distinction des δωδεκαί, sûrement aussi de grands propriétaires, qui se comportent τυραννικά, et des γεωργοί, simples cultivateurs, qui agissent παρακλητικώς, distinction qui annonce celle des δυνατοί et des πτωχοί; et encore dans le fait que les terres du saint passent à des voisins (γειτονέδοντες), ce qui annonce la confusion, dont nous parlerons plus loin, du droit de préemption et du droit de voisinage; mais on regrette que ces textes hagiographiques nous apprennent si peu que rien sur les institutions, dont ils n'ont, naturellement, aucun souci.

L'existence de la grande propriété d'Église n'est pas moins certaine¹. Les témoignages abondent. Dans la Vie de Philarète encore (p. 155, l. 26, et p. 157, l. 5), deux petits-fils du saint font donation à un couvent de leurs domaines (προάστια) et la chose apparaît banale. On donne aux couvents ou aux églises des revenus de toute nature, par exemple ceux d'une saline, comme l'apprend, pour Saint-Démétrios de Thessalonique, une inscription de Justinien II récemment étudiée², mais on leur donne aussi des hommes. Dans le *de administrando imperio*³, Constantin VII, utilisant une source ancienne, raconte comment Nicéphore I (802-811), pour remercier saint André d'avoir miraculeusement délivré la ville de Patras d'une attaque de Sklavènes, fit don à l'église cathédrale Saint-André de Patras de ces Sklavènes « avec leur famille et tous leurs biens » : ils sont dits ἐναπογγραφομένοι τῷ μητροπολίτῃ, ce qui rappelle directement les colons ἐναπόγραφοι de l'époque protobyzantine⁴. Sans doute, s'agissant d'étrangers révoltés et vaincus, on pourrait penser que le cas est particulier. Mais voici un autre témoignage, qui lève les doutes. Le chroniqueur Théophane, qui déteste l'empereur Nicéphore et tourne à mal toutes ses actions, énumère, dans un passage célèbre, les dix « vexations » ou méfaits (κακώσεις) dont Nicéphore s'est, selon lui, rendu coupable⁵. La cinquième consista en ceci : l'impôt de

1. M. V. LEVČENKO a soutenu la thèse que l'État a favorisé l'enrichissement de l'Église et que les biens de celle-ci, d'abord destinés à l'entretien des pauvres, l'ont été bientôt à celui d'un clergé de plus en plus recruté dans la classe aisée : *Cerkovnye imuščestva v-vii vv. vostočno-rimskoj imperii* (« Les biens ecclésiastiques aux v^e-vii^e siècles dans l'empire romain d'Orient »), *Vizant. Vremennik*, II, 1949, p. 11-59.

2. Références dans mon étude, citée ci-dessus : *Invasions et migrations dans les Balkans*, p. 306, n. 2.

3. Chap. XLIX : éd. Moravcsik-Jenkins, Budapest, 1949, p. 228 et suiv.

4. Selon Constantin VII, Nicéphore délivra, à ce propos, un sigillion à la métropole de Patras : *R. K. O. R.*, n° 365. Mais les métropolitains abusèrent et Léon VI, par un autre sigillion, fixa en détail les devoirs de ces Sklavènes *adscripti* envers le métropolitain, interdisant en même temps à celui-ci de les surtaxer ou de les molester d'aucune façon : *R. K. O. R.*, n° 564. J'interprète par « surtaxer » le mot ἀπαργυρίζεσθαι, que Dölger (*R. K. O. R.*, n° 564) et Jenkins traduisent par « vendre », à tort selon moi. D'ailleurs, le très curieux statut de ces Sklavènes de l'Église de Patras mériterait d'être étudié.

5. Théophane, éd. de Boor, I, p. 486-487 (et les passages correspondants de Cedrenus,

capitation fut réclamé, à compter de la première année du règne, à tous les *parèques* (πάροιχοι) des fondations pieuses, des églises et des couvents impériaux; en même temps, on confisqua à ces établissements, au profit de l'administration des domaines impériaux, les plus importants de leurs biens-fonds (κτήματα), mais on en reporta les charges fiscales sur les biens et *parèques* qu'on leur laissait, en sorte que beaucoup virent leurs charges doublées et leurs biens (ὀκλήσεις καὶ χωρία) diminués. On a supposé, avec raison, que Nicéphore ne faisait probablement qu'annuler les privilèges et donations trop considérables dont Irène l'Athénienne, qui l'avait précédé sur le trône et avait mis fin au premier iconoclasme, avait comblé l'Eglise¹. Il n'empêche que celle-ci possédait une fortune considérable, consistant, d'une part, en biens fonciers, d'autre part en cette sorte particulière de paysans, assurant l'exploitation de ces biens, que nous allons désormais rencontrer à chaque pas, les *parèques*². Le texte de Théophane ne nous permet pas encore d'en définir le statut, que nous examinerons à la lumière d'autres documents. Retenons, pour le moment, l'existence, à l'époque qui nous occupe, de cultivateurs qui ne sont pas les paysans libres du Code Rural (γεωργοί), mais évidemment des paysans dépendants, disons des *colons*, étroitement attachés aux biens du grand propriétaire : κτήματα καὶ πάροιχοι, selon le raccourci significatif de Théophane. Notons aussi, en passant, que la propriété ecclésiastique paie l'impôt tout comme les autres³.

Bonn II, p. 37-38, et de Zonaras, Bonn III, p. 306-307). L'étude fondamentale de ce texte reste, malgré les corrections qu'on doit maintenant lui apporter, celle de H. MONNIER, à la fin du mémoire sur l'épibolè ci-dessus cité (*Nouv. rev. hist. de Droit*, XIX, 1895, p. 59 et suiv., notamment p. 64-100). Elle n'est guère dépassée par les exposés plus récents auxquels elle sert de base : par exemple, J. B. BURY, *A history of the Eastern Roman Empire from the fall of Irene to the accession of Basil I (802-867)*, Londres, 1912, p. 213 et suiv. ; G. I. BALIANU, *Études byzantines d'histoire économique et sociale*, Paris, 1938, p. 195-211 ; etc.

1. On a noté que ce sont les couvents impériaux (et beaucoup, en effet, n'avaient pas droit à ce titre) que Théophane donne comme visés par les mesures de Nicéphore. Cela ne doit pas signifier que les autres y échappaient, mais plutôt que les grands couvents impériaux étaient ceux qui possédaient les grands domaines, les parèques et les privilèges, ou en avaient été spécialement comblés par Irène.

2. Le terme πάροιχος n'apparaît pas seulement dans ce passage de Théophane, mais aussi dans les Vies de saints de l'époque. Il est, comme on sait, ancien. Le Code Justinien (I, 34, 1 : Anastase) énumère : γεωργοὶ ἢ πάροιχοι ἢ ἑμπορευταί. Cf. aussi DU CANGE, s. v. Il est préférable de ne pas traduire par « serf », qui prête à confusion.

3. Pour les charges fiscales en général, foncières (sur les κτήματα) aussi bien que personnelles (sur les πάροιχοι), Théophane dit τέλη. Pour les charges personnelles spécialement, c'est-à-dire la capitation, il dit χερνυχόν, « fouage », dont ce texte semble donner le premier exemple. Signalons, à ce propos, deux problèmes, que nous ne pouvons traiter ici. Le premier est celui de la distinction entre impôt de capitation et impôt foncier ou, si l'on préfère, de la disparition (qui, selon moi, n'a pas été réalisée d'un coup et partout) de l'ancien système de la *capitatio-jugatio* ; cf. là-dessus, en dernier lieu, OSTROGORSKI, *Histoire*, p. 166 (avec renvoi et corrections à l'étude souvent citée de N. A. CONSTANTINESCU, Réforme sociale ou réforme fiscale? Une hypothèse pour expliquer la disparition du servage de la glèbe dans l'empire byzantin, *Bull. Section hist. Acad. roumaine*, XI, 1924, p. 94-100). Ostro-

Nous sommes donc autorisés à dire qu'en face de la petite ou moyenne propriété libre, dont le Code Rural atteste si clairement l'existence, et peut-être, dans une certaine mesure, la renaissance, la grande propriété n'a nullement disparu. Il se peut que son importance, relativement à l'autre, ait diminué : encore n'est-ce probablement pas vrai pour toutes les provinces de l'Empire (de grandes parties de l'Asie Mineure ont pu échapper à ce mouvement), ni surtout également vrai pour la grande propriété privée et la grande propriété d'Église. Si la première a pu momentanément fléchir, pour des raisons générales d'ordre économique et social, je crois que la seconde a su sortir des tempêtes de l'iconoclisme non seulement intacte (car, sous Irène comme sous Théodora, l'Église s'est fait restituer ce qui lui avait été enlevé)¹, mais accrue, en quantité et en privilèges. La « cinquième vexation » de Nicéphore le laisse déjà penser. Rien ne permet de dire que les empereurs Héraclides, Isauriens, Amoriens, aient entrepris une lutte systématique et réfléchie contre la grande propriété, dont ils auraient, prétend-on, deviné le danger qu'elle faisait courir à l'État ; et il ne faut pas faire de cette politique imaginaire un des moteurs de l'iconoclisme². Retenons, enfin, l'existence, sous le nom de *parèques*, des paysans dépendants comme main-d'œuvre des grands propriétaires. Ces caractères généraux suggèrent déjà la conclusion qu'il n'y a pas, sur le plan des institutions, d'opposition fondamentale entre notre période, « Moyen Age de Byzance », et la période protobyzantine. Évolution, certes, sous la pression des faits, dont nous avons signalé certains, dont d'autres restent à étudier : je ne vois pas de révolution.

gorskij place à la fin du VII^e siècle une réforme fiscale dont l'effet, dit-il, fut de supprimer la vieille confusion entre impôt de capitation et impôt foncier ; il faudrait alors la mettre en relations avec les conditions nouvelles que, sur un autre plan, laisse deviner le Code Rural. L'autre problème est celui du *χαρνυχόν* ou fouage, dont le texte de Théophane suffit à établir l'existence avant Nicéphore I, donc, en tout cas, au VIII^e siècle, mais dont on dispute encore pour savoir s'il frappe seulement les parèques, comme le pense Dölger, ou, plus probablement, l'ensemble de la population, comme le croit, notamment, OSTROGORSKIJ : cf. les références données par ce dernier, *Histoire*, p. 217 et n. 2.

1. L'étude de la propriété ecclésiastique, monastique surtout, sous l'iconoclisme reste à faire, mais d'après les sources valables, et non sur la foi des lamentations des moines. Pourtant, même ici, les Vies de saints peuvent être, avec grande prudence, utilisées. Ainsi, V. LAURENT vient de donner (*Subsidia Hagiographica*, XXIX, Bruxelles, 1956) une excellente édition et traduction de « La Vie merveilleuse de saint Pierre d'Atroa », qui se déroule en plein iconoclisme, dans la région des monastères de l'Olympe de Bithynie : on n'y parle point de spoliation des couvents par les empereurs. Ce n'est point l'iconoclisme qui a été une « monachomachie », mais bien les moines qui furent d'enragés iconodoules.

2. C'est ce qui a été bien vu par M. SZUJUMOV, *Problemy ikonoborčestva v Vizantii* (« Les problèmes du mouvement iconoclaste à Byzance »), dans *Učenyje zapiski Sverdlovskogo gos. pedagogičeskogo Instituta*, IV, 1948, p. 48-110. Les parties critiques de cette étude sont fort intéressantes (de même la critique du point de vue selon lequel le charisticariat aurait été inventé par les empereurs iconoclastes pour ruiner les couvents), mais je me sépare de l'auteur sur d'autres points, par exemple en ce qui concerne les biens militaires, dont je vais parler plus loin.

* * *

Il est vrai qu'on a cru découvrir celle-ci dans une institution à laquelle on prête une signification et une portée considérables, et où l'on a vu aussi l'origine d'un nouveau renforcement de la petite propriété : celle des « biens militaires » ou terres des soldats, στρατιωτικά κτήματα. Des nombreux auteurs qui en ont parlé, c'est Ostrogorskij qui en a construit le tableau le plus systématique et le plus achevé¹. On peut le résumer ainsi. Liée à la constitution des *thèmes* et à la réforme de l'organisation militaire de l'Empire sous Héraclius et ses successeurs, une réforme du recrutement de l'armée fit remplacer les mercenaires étrangers, touchant une solde, par des indigènes, auxquels étaient allouées des terres. Les στρατιώται se voient donc attribuer, dans tous les thèmes, des στρατιωτικά κτήματα, qu'ils détiennent et transmettent sous la condition de fournir le service militaire et d'en assurer après eux la continuité (ordinairement par leur fils aîné). Recrutés dans le peuple, dans la paysannerie grecque, dans les tribus périphériques, chez les Slaves installés dans l'Empire, ces « stratiotes » formèrent — dans des conditions avantageuses pour l'État, puisque la terre ne manquait pas — la base solide et stable de la défense impériale, en même temps qu'ils renforcèrent la classe des petits et moyens propriétaires libres. « La résistance extraordinaire et la force toujours plus grande de l'Empire byzantin, depuis le VII^e jusqu'au début du XI^e siècle, s'expliquent par le renforcement de l'État, dont la puissance économique et financière se fondait principalement sur la petite propriété des paysans libres et la force armée des stratiotes. Le stratiote, qui possède sa parcelle de terre, n'est rien d'autre qu'un paysan tenu au service militaire. Comme le paysan, de même le stratiote travaille lui-même sa terre, avec les membres de sa famille (...). Souvent, stratiotes et paysans appartiennent à une seule et même communauté paysanne (...). En fait, au point de vue social et économique, il n'y a entre paysans et stratiotes aucune différence essentielle. Leur sort fut exactement pareil². »

Le tableau est séduisant — trop peut-être. Je ne nie pas qu'au VII^e siècle aient pu intervenir dans l'armée byzantine, dans le recrutement en particulier, des changements rendus possibles par ceux qui, au même moment, comme on l'a vu, modifiaient le peuplement de l'Empire : c'est le contraire

1. Notamment dans les articles ou ouvrages suivants : 1) Die wirtschaftlichen und sozialen Entwicklungsgrundlagen des byzantinischen Reiches, *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, XXII, 1929, p. 129-143 (cf. p. 131-133). 2) Agrarians conditions in the Byzantine Empire in the Middle Ages, *Cambridge Economic History of Europe*, I, 1941, p. 194-223 et 579-583 (cf. p. 196-197). 3) Le grand domaine dans l'Empire byzantin, *Recueil de la Société Jean Bodin*, IV (1949) : *Le domaine*, p. 35-50 (cf. p. 38-39). 4) *Pour l'histoire de la féodalité byzantine*, Bruxelles, 1954, p. 10-13. 5) *Histoire de l'État byzantin*, trad. fr. Paris, 1956, p. 121, 125-127, 164-165.

2. G. OSTROGORSKIJ, *Histoire*, loc. cit. C'est nous qui soulignons certains mots.

qui serait surprenant. Mais on les connaît mal, et je ne trouve pas de raison suffisante de leur attribuer le caractère qu'on leur prête. A partir des empereurs Macédoniens, les textes deviennent nombreux, nous les étudierons : pour le ^{vi}e, pour le ^{viii}e, même pour le ^{ix}e siècle, je n'en trouve guère, et je ne trouve aucune mention des « biens militaires ». Un passage de la Vie de Philarète encore (et, à ce point de vue aussi, les Vies de saints devraient être systématiquement étudiées) attire l'attention : le saint donne son dernier cheval à un soldat qui venait de perdre le sien juste au moment où il devait répondre à un appel (*ἀδνοόμεον*) ; car l'empereur préparait une expédition contre les Arabes, et des officiers s'étaient rendus auprès du corps de troupe stationné près d'Amnia¹ pour y passer la revue des soldats, tenus de se présenter avec leur monture et leur équipement. Ce texte nous fait donc assister aux préparatifs d'une campagne ; les garnisons sont alertées ; celle dont il s'agit dans la Vie de Philarète est installée dans un district rural et les soldats sont peut-être étroitement mêlés à la vie des paysans : je n'y vois pas la preuve qu'ils soient détenteurs de terres militaires. Celui auquel Philarète donne son cheval est dit « très pauvre et ne possédant rien qu'un unique cheval et son harnachement », et, quand il aura passé la revue et rendu à Philarète son cheval, il n'envisage pas d'autre solution que de s'enfuir à l'étranger.

Je suis, en revanche, frappé du fait que le petit traité de discipline militaire (*περὶ τῶν στρατιωτικῶν ἐπιτιμίων*), que la tradition manuscrite rapproche si volontiers du Code Rural, dise dans son dernier article : « Les soldats (*στρατιῶται*) ne doivent s'adonner ni à l'agriculture (*γεωργία*), ni au commerce (*ἐμπορία*), ni assumer aucune charge municipale, sous peine d'être chassés du service (*στρατεία*) et privés des avantages des soldats (*τῶν στρατιωτικῶν προνομίων*). » Donc, les soldats jouissent de certains avantages : mais comment croire qu'il s'agit de la possession d'une terre, quand on leur interdit l'agriculture et quand ce traité de discipline ne prévoit jamais, comme punition, la perte de cette terre²? De même, le silence de Théo-

1. Le texte dit *στρατόπεδον*. Qu'il ne faille pas traduire par « camp », mais par « corps de troupe », sens d'ailleurs bien attesté, c'est ce qui me paraît confirmé par le passage fameux de Théophane (éd. de Boor, p. 303) disant qu'Héraclius *ἐπὶ τὰς τῶν θεμάτων χώρας ἀφικόμενος συνέλεγε τὰ στρατόπεδα καὶ προσετίθει αὐτοῖς νέαν στρατεάν* (i.e. : et leur ajouta pour les renforcer de nouvelles troupes).

2. Le texte à consulter est celui qu'a édité W. ASHBURNER, *The Byzantine Mutiny Act*, *Journ. Hell. St.*, XLVI, 1926, p. 80 et suiv. ; il est republié par Zépos, II, p. 75-79. L'article cité se trouve, à une autre place, dans la version éditée par E. KORZENSKIY, *Leges poenales militares e codice Laurentiano LXXV*, 6, Budapest, 1931 = Zépos, II, p. 80-89 (cf. p. 80). Je n'ignore pas les problèmes que posent les sources et la date du *νόμος στρατιωτικός* (dont il semble que le plus ancien manuscrit soit de la fin du ^xe siècle), ni que l'article qui nous importe vient, quant au fond, du Code Justinien (XII, 35, 15 et 16 ; cf. aussi IV, 65, 35, et Nov. 116, 1). Mais il ne me paraît pas moins certain que ce recueil a été compilé et diffusé à l'époque que nous étudions, ^{vii}e-^{ix}e siècles, et qu'il ne saurait comporter de disposition en aussi formelle contradiction avec les institutions supposées du temps.

phane¹ et de Nicéphore (pour ne rien dire de celui du Code Rural) me surprend. Quand Théophane raconte que Justinien II, pour débloquer Tyane attaquée par les Arabes, envoya deux généraux μετὰ στρατοῦ καὶ γεωργικοῦ λαοῦ χωρικοδοθείας (de Boor, p. 377, a. 6201), j'ignore si les derniers mots s'appliquent à une sorte de milice paysanne locale, à ce moment plus ou moins régulièrement constituée pour aider à la protection de points stratégiques comme Tyane, ou à une bande rassemblée hâtivement et à l'improviste², mais, à coup sûr, il n'y faut voir aucune allusion à des soldats-paysans³.

Plus important, et non moins clair, à mon sens, est le passage de Théophane (de Boor, p. 486) concernant la seconde « vexation » de Nicéphore I : « Il ordonna que les pauvres (πτωχοί) fussent enrôlés dans l'armée (στρατεύεσθαι) et qu'ils fussent équipés (ἐξοπλίζεσθαι) par les habitants de leur commune (παρὰ τῶν ὁμοχώρων), qui verseraient au fisc 18,5 nomismata par [indigent incorporé], et [en outre verseraient au fisc] solidairement (ἀλληλεγγύως) les impôts (τὰ δημόσια) [de cet indigent]. » Le Code Rural fait parfaitement comprendre la mesure prise par Nicéphore, obligé de faire face à des besoins militaires et financiers pressants. Dans chaque χωρίον, les paysans tombés dans un dénuement qui les empêchait d'exploiter la terre, par conséquent de s'acquitter de leurs charges fiscales, furent enrôlés dans l'armée. Et, en vertu du principe de la solidarité, les autres membres du χωρίον, les ὁμόχωροι, durent, d'une part, payer, en se les répartissant solidairement (ἀλληλεγγύως)⁴, les charges fiscales de l'enrôlé, comme le Code Rural nous a

1. Car il ne faut pas interpréter à faux le passage, d'ailleurs intéressant, de Théophane (éd. de Boor, p. 274) racontant comment, sous Maurice, aux soldats qui étaient près de se révolter parce qu'on leur avait dit qu'un tiers seulement de leur solde serait payé en or, un tiers en armes et un tiers en vêtements, on fit pour les apaiser les promesses suivantes : τοὺς ἀριστεύσαντας καὶ ἐκ τῶν κινδύνων διασωθέντας ἐν ταῖς πόλεσιν ἀναπαύεσθαι καὶ γηροτροφεῖσθαι ἐκ τῶν δημοσίων, τοὺς δὲ παῖδας τῶν στρατιωτῶν εἰς τοὺς τόπους τῶν οἰκείων γονέων ἐγγράφεσθαι ; cela signifie que ces vétérans seront entretenus dans les villes aux frais de l'État, tandis que leurs fils seront inscrits sur les rôles militaires à la place de leurs pères (et non : leur succéderont dans leurs terres, τόποι).

2. Comme le ferait plutôt croire le passage correspondant de Nicéphore, éd. de Boor, p. 43 : πλείστον λαὸν ἀγροικὸν τε καὶ γεωργικὸν (...) τούτους ἀόπλους οἱ Σαρακηνοὶ θεασάμενοι (...).

3. Mon attention a été attirée sur ce texte par A. Guillou, qui étudie l'époque d'Héraclius et des Héraclides. Les résultats de ses recherches seront importants, comme ceux des recherches de J. Gouillard dans les sources du VIII^e siècle, et il se peut que viennent alors au jour des documents qui auront raison de mon actuel scepticisme.

4. Je reviendrai plus loin sur la question de savoir si le mot a ici une valeur générale ou une signification technique. MONNIER, commentant cette vexation (*Nouv. rev. hist. de Droit*, XIX, 1895, p. 90 et suiv.), estime qu'il s'agit de l'épibolè avec attribution forcée de terre : nous avons, à propos du Code Rural, montré qu'il ne convient pas de parler ici d'épibolè. Monnier interprète, d'autre part (*Ibid.*, p. 95 et suiv.), ὁμόχωρος au sens de « voisin », et non « membre du même χωρίον » : je crois qu'il a tort, et les conséquences qu'il en tire (extension de l'épibolè aux *praedia urbana*, non distinction des *homokensa* et *homodoula*) sont fan-

déjà montré que c'était la règle dans le cas d'un paysan défaillant ; ils durent, d'autre part, verser à l'État 18,5 *nomismata*, représentant, évidemment, le prix de l'équipement par l'État (cheval, harnachement, armes : cf. la Vie de Philarète) du nouveau soldat. *C'est cette dernière mesure qui constitue essentiellement la « vexation » nouvelle*¹. Rien là qui suppose l'existence d'une terre militaire², et de ce seul fait la phrase de Théophane laisserait plutôt penser à un lecteur non prévenu que les biens militaires ne représentaient pas alors une institution régulière, car celle-ci eût trouvé là une excellente occasion de s'appliquer.

En d'autres termes, je pense qu'en attendant une étude plus complète ou de nouveaux documents, il faut être plus prudent qu'on ne l'a été. J'admets qu'a dû exister, aux VII^e-IX^e siècles, quelque chose qui continue, en un sens, les biens des *limitanei* de l'époque protobyzantine ou, si l'on préfère, qui annonce les biens militaires dont vont parler les textes du X^e siècle. Mais il s'agit du X^e siècle, et cela me paraît être, pour le moment, une aventureuse « extrapolation » que de prêter à cette institution, deux ou trois siècles avant la date à laquelle elle est attestée, la valeur de réforme réfléchie et à longue portée, de révolution dans le régime agraire, social et militaire de Byzance qu'on lui a accordée³.

taïstes. Le passage correspondant à celui de Théophane chez Zonaras (Bonn, III, p. 306) dit : τὰ τῶν ἀπόρων τέλη τοὺς εὐποροῦντας εἰσπράττεσθαι, ὃ ἀλληλέγγυον ὠνομάσθη. Mais il est clair que Zonaras a fait une confusion avec l'impôt établi par Basile II et aboli par Romain III, dont nous parlerons plus loin. Ce qui est sûr, c'est que les *δμόχωροι* qui doivent payer ἀλληλέγγυος τὰ δημόσια d'un *πρωχός* enrôlé, sont les mêmes que les membres du *χωρίον* qui, dans l'article 18 du Code Rural, sont ἀπαιτούμενοι τῷ δημοσίῳ λόγῳ pour les charges foncières du *πρωχός* qui a déguerpi. Et quand, sous les Macédoniens, dans le Traité Fiscal (éd. Dölger, p. 119, l. 23), nous rencontrerons οἱ καταληφθέντες τοῦ χωρίου ἔποικοι ἀλληλέγγυα ἀπαιτούμενοι, le rapprochement s'impose encore. Cf. plus loin, à propos du Traité Fiscal.

1. Par la mesure de Nicéphore I, le paysan indigent, au lieu d'être réduit à déguerpir, retrouvait donc une condition sociale et des moyens d'existence, en même temps qu'il venait grossir l'armée sans frais pour l'État. Mais que devenait sa terre, sa part du *χωρίον*? J'incline à croire qu'en contre-partie de ce que l'on exigeait d'eux, les *δμόχωροι* se la voyaient attribuer. Et, ici encore, je me demande si nous n'avons pas un cas de cette « répartition » de la γῆ τοῦ χωρίου à laquelle se réfère le Code Rural.

2. En particulier, il n'y a, dans le texte de Théophane, rien qui permette de « considérer le revenu annuel normal d'un bien militaire comme étant de 18,5 *nomismata* », malgré OSTROGORSKIJ (*Pour l'histoire de la féodalité byzantine*, p. 12), qui, d'ailleurs, traduit très exactement la phrase de Théophane. Je signale, à ce propos, que la neuvième « vexation » de Nicéphore (Théophane, éd. de Boor, I, p. 487) signifie que les *armateurs* (et non les *marins*) du littoral d'Asie Mineure, qui n'avaient jamais fait d'agriculture, furent contraints d'acheter, et au prix fort, des terres que l'empereur avait confisquées : je ne vois rien là qui annonce la création de « biens des marins » correspondant aux biens des soldats, malgré OSTROGORSKIJ, *Histoire*, p. 220.

3. MONNIER, dans son mémoire sur l'*épibolè*, traite des biens militaires (*Nouv. rev. hist. de Droit*, XVI, 1892, p. 532-542), mais, ne trouvant pas de documents avant Romain Léca-
pne, il conclut qu'entre temps « on avait négligé les tenanciers militaires ». A. RAMBAUD

* * *

Concluons. A juger avec un recul suffisant, il n'y a pas de différence fondamentale entre les deux grandes périodes que nous avons jusqu'à présent étudiées et que sépare, en gros, l'avènement d'Héraclius. Même coexistence de la petite et de la grande propriété. Même morcellement de celle-ci, qui n'a pas un statut essentiellement autre que celle-là. Même coexistence des paysans libres et des cultivateurs dépendants, colons ou *parèques*. Même préoccupation avant tout fiscale de l'État en face des problèmes de la terre. Maintien du principe de la solidarité devant l'impôt. Les caractères définis pour la période protobyzantine se retrouvent.

Seul grand changement, mais d'importance capitale et méconnue : un bouleversement démographique aux aspects multiples, un brassage des populations ont affecté et, apparemment, renouvelé l'Empire. Les réformes dont on fait honneur aux hommes eussent été, sans cela, impossibles ou inopérantes. Survenant — non fortuitement, sans doute — au moment où achevait de se dégrader l'économie antique fondée sur l'esclavage, ces puissants mouvements ethniques ont rendu en abondance à la terre les bras nécessaires, et libéré de l'attache à la glèbe une grande partie de la paysannerie. Non toute, pourtant, car les « puissants » se sont acharnés à conserver leur emprise sur les hommes.

En face de l'Occident, les oppositions déjà signalées restent valables : *continuité d'une tradition qui n'a pas subi de brisure grave ; puissance et efficacité de l'appareil étatique.*

(Sera continué.)

Paul LEMERLE,

Directeur d'études à l'École des Hautes-Études.

s'en tient au x^e siècle, dans son livre sur *L'empire grec au X^e siècle*. Constantin Porphyrogénète, Paris, 1870, p. 248-249 et 287-296. L'un des premiers à avoir dévié est A. Voer, qui, dans son *Basile I^{er}, empereur de Byzance* (Paris, 1908 ; cf. p. 338 et suiv. et 375 et suiv.), a de bien mauvaises pages sur l'administration militaire et sur la condition des terres. Elles ont malheureusement incité L. BRÉHIER (entre beaucoup d'autres) à en reproduire les données, en les attribuant, cette fois, au VIII^e siècle et en affirmant que « le système est certainement plus ancien » (*Les institutions de l'Empire byzantin*, Paris, 1949, p. 362-363). Mais nul n'a plus contribué que E. STEIN, pour une fois en défaut, à accréditer des idées aventurées : cf. ses *Studien zur Geschichte des byzantinischen Reiches vornehmlich unter den Kaisern Justinus II und Tiberius Constantinus*, Stuttgart, 1919, p. 132-134.

LES POURPARLERS FRANCO-MAROCAINS A LA VEILLE DE LA BATAILLE DE L'ISLY DOCUMENTS INÉDITS

Les lettres que nous présentons ici, inédites pour la plupart et retrouvées en 1956, sont, en totalité, tirées d'un registre¹ qui, joint à des lettres autographes du duc d'Orléans et des généraux Bedeau, Changarnier, Pelissier, Cavaignac, Daumas, etc., provenait des archives personnelles du général Rivet², déposées à Fontainebleau³.

* * *

Le document comporte deux séries de lettres :

1^o Précédées d'un titre et numérotées de 1 à 25, une série de lettres avec textes arabe et français en regard, qui constitue la correspondance qui s'établit, de part et d'autre, du 13 juin au 4 août, entre Bugeaud et

1. Registre avec forte couverture de couleur verte et dos de cuir mince de même nuance. Dimensions 40 x 20 cm. Épaisseur 15 mm. Au dos du plat une étiquette de 14 x 9 cm. porte le nom de *J. Ducos aîné, rue Bab Azoun, au coin de la rue Sainte* et précise que ce type de registre a figuré à l'Exposition de 1844 ; ce qui daterait le document, qui compte 50 feuilles vergées horizontalement et utilisées comme suit : page de garde collée à gauche ; titre ; puis deux pages blanches. 56 pages avec texte français à gauche, arabe à droite : blancs barrés par traits obliques ; deux pages (sans texte arabe) ayant été condamnées par pains à cacheter. 6 pages blanches. 12 pages donnant le texte de quinze lettres (plus une lettre *Bis*) uniquement en français ; le titre mentionné plus haut ne s'applique pas à cette série. 23 pages blanches, soit la fin du registre.

2. Sur le général Rivet (né le 15 janvier 1810 et tué à Sébastopol le 8 septembre 1855), cf. mes Treize lettres inédites du maréchal Bugeaud au colonel Rivet, *Revue africaine*, 1953, p. 165, et mes Sept lettres inédites du colonel Daumas au colonel Rivet, *Ibid.*, 1955, p. 181, n. 3. Une note manuscrite jointe au registre décrit ci-dessus précise qu'il commanda le 8^e Hussards à Dole, puis Fontainebleau, et enfin Lille où il suivit son régiment bien qu'il fût général depuis la distribution des Aigles du 10 mai 1852. Mis peu après à la tête de la subdivision des Charentes, il sollicita son retour en Afrique et fut nommé chef d'état-major de l'armée d'Afrique le 28 octobre 1852. Notons qu'à l'Isly il n'était encore que capitaine et comptait au 1^{er} d'Artillerie. C'est à la suite de cette affaire qu'il changea d'Arme et fut nommé chef d'escadrons de spahis. C. Rousser, dans *La conquête de l'Algérie*, 1889, tome I, p. 281, le qualifie de « témoin considérable, confident du grand chef ».

3. Soit, 32 rue du Château, dans la maison qui fut celle de mon grand-père. Sa mère, Louise Augustine Rivet (née à Sedan, le 10 juillet 1817, et décédée à La Rochelle, le 4 avril 1900), avait épousé en premières noces Adrien-Adolphe Reyniers et était une des trois sœurs de Rivet mort célibataire. Il est donc normal d'avoir retrouvé dans la maison de son neveu les fragments d'une correspondance dont j'ai indiqué plus haut que j'avais publié d'autres éléments, détenus ceux-là par les descendants d'une autre des sœurs du général : M^{me} Varroquier.

les deux gouverneurs successifs d'Oujda, puis entre le même et le fils de l'empereur du Maroc.

2^o Les lettres découvertes dans la tente du fils du sultan après l'Isly, lesquelles ont été publiées dans leur très grande majorité¹.

Le but de cet article est de publier les parties de cette correspondance restées inédites en nous attachant à la période qui a précédé la bataille de l'Isly : celle sur laquelle il nous est possible d'apporter du nouveau².

* * *

Voyons d'abord le titre³ : un large paraphe quelque peu prétentieux souligne, accompagné de la date du 10 septembre 1844, la signature de Léon Roches.

Celle-ci ne surprend pas dans les archives du « bon Rivet⁴ », car celui-ci s'était fait dans l'armée le répondant et le protecteur de Léon Roches, sur qui des aventures récentes et de bons services auprès d'Abd-el-Kader laissaient planer quelque suspicion⁵.

Confiance qui s'avéra bien placée, car Léon Roches sut inspirer à Bugeaud la stratégie féconde qui, à l'instar de celle employée contre Jugurtha, conduisit à poursuivre l'émir jusque dans ses derniers repaires ; et c'est encore L. Roches que nous trouverons auprès du maréchal le jour de sa mort⁶.

* * *

Toutefois, quant au registre qui nous occupe, L. Roches ne semble pas avoir été autre chose qu'une sorte de chef de secrétariat responsable, qui dirigeait un bureau où se trouvaient plusieurs scribes arabes et il n'est pas même sûr qu'il ait été chargé de faire intégralement les traductions⁷.

1. L. ROCHES, *Trente-deux ans à travers l'Islam*, 1884, p. 481, 491, et résumé p. 415. Cf. plus loin deux textes de notre registre négligés par L. Roches comme sans doute trop courts. Pour ces lettres et leur prise : cf. L. ROCHES, *Ibid.*, p. 412, et H. D'IDEVILLE, *Le maréchal Bugeaud*, 1882, t. II, p. 560. Sur le tableau d'Horace Vernet dont l'esquisse avait été corrigée à la demande de Bugeaud, car Daumas avait été mis à la place de Rivet, on voit L. Roches montrant ces mêmes lettres à son « cher camarade Rivet », dit-il.

2. Nous y joindrons, quant à la période antérieure à l'Isly, les résumés de deux lettres déjà publiées afin de ne pas obliger le lecteur à s'y reporter pour bien suivre les événements.

3. Cf. p. 82, ci-après.

4. Sur ce qualificatif, cf. mes Treize lettres, *loc. cit.*, p. 166, n. 7.

5. Sur la méfiance de certains officiers à cet égard, cf. L. ROCHES lui-même, *loc. cit.*, p. 369. Par contre, quand il adresse une requête à Bugeaud, après l'Isly, il passe par Rivet que « le maréchal savait être mon meilleur ami » (*Ibid.*, p. 411).

6. Sur l'attachement de L. Roches pour Bugeaud, cf. *Ibid.*, p. 369 : « Il me pressa sur sa large poitrine. » Je compte également publier plusieurs lettres inédites de L. Roches dont une écrite auprès du lit de mort du maréchal.

7. D'après un expert trois mains peuvent être reconnues dans les textes arabes ; celle

Notons cependant que :

1^o Huit des lettres de notre collection ont déjà été publiées *in extenso* ou partiellement ; ce qui « authentifie » l'ensemble¹.

2^o Les différences entre les textes publiés et ceux de notre registre sont minimales².

3^o La traduction, si elle comporte peu de fautes d'orthographe, révèle une ponctuation un peu hésitante caractéristique de l'époque, mais due peut-être aussi, à notre avis, au mouvement de la dictée du maréchal.

4^o Les marges sont étroites (3 cm.) et les notes ajoutées par L. Roches (reproduites dans cet article) fort rares. Il semble que le copiste qui a barré les intervalles pour éviter les interpolations ait voulu donner à un document qui comporte peu de ratures³ un aspect un peu solennel et quasi notarial.

5^o Si la lettre « condamnée » par des pains à cacheter ne semble être qu'une variante de la lettre n° 20 et n'en être peut-être qu'une traduction hâtive, la lettre n° 23 n'est, avec une date différente, que la copie d'une lettre déjà publiée par G. Yver⁴.

Toutes ces constatations ne grandissent pas Léon Roches, mais, le nantissant d'un brevet de conscience et d'honnêteté, donnent aux textes inédits que nous présentons une réelle valeur historique.

* * *

Que nous apportent ces lettres⁵? Pour le mieux voir, après avoir rappelé les événements qui ont précédé la crise dont fait part notre registre, nous distinguerons cinq phases.

à laquelle sont dues les lettres 8 et 9 étant particulièrement exercée. Notre intention est de faire don de notre registre à la Bibliothèque nationale où ces textes pourront être contrôlés.

1. Ont été publiées *in extenso* les lettres numérotées 4, 5 et 6 par L. Roches (H. D'IDEVILLE, *loc. cit.*, p. 501, 506) ; 19, 20, 21 et 22 (J. CAILLÉ, Après la bataille de l'Isly, *Hespéris*, 1848, p. 383-401) ; 23 (G. YVER, Documents relatifs à 1844. *Rev. afr.*, 1910, p. 64. Ont été publiées partiellement 13 (C. ROUSSET, *loc. cit.*, p. 345) ; 17 (*Ibid.*, p. 346), et 18 (capitaine LATREILLE, *La campagne de 1844 au Maroc*, 1912, p. 118).

2. Ainsi, par exemple, lit-on, sur les lettres 4 et 5, « vous conduire comme vous avez fait », au lieu de « vous conduire ainsi » ; « je veux les atteindre », au lieu de « je puis les atteindre » ; « je suis venu », au lieu de « je me suis rendu ». Ces différences, au nombre de cinq ou six par lettre, ne changent, comme on le voit, ni le sens du texte ni même son ton.

3. Un point délicat est la question des dates visiblement corrigées, voire incertaines : hésitation possible sur les calendriers? date de réception distincte de la date d'envoi, elle-même distincte de la date de rédaction? temps du transport? Autant de cas d'espèces que nous avons tenté d'élucider dans un certain nombre de cas.

4. Les lettres 20 et 23, qui appartiennent à la période qui suit l'Isly, ne sont pas étudiées ici en détail. Disons seulement que l'interprète de qui G. Yver tenait la lettre 23 (peut-être un des scribes de L. Roches?) la datait du 17 septembre (ce qui avait surpris G. Yver) alors que la nôtre est datée du 12 : ce qui est plus plausible, la convention franco-marocaine de Tanger étant du 10 septembre.

5. Cf., comme synthèse d'ensemble, Ph. DE COSSÉ-BRISAC, Les rapports de la France et du Maroc pendant la conquête de l'Algérie, *Hespéris*, 1931, p. 133.

AVANT LA CRISE

Après la prise de la *Smala*, le 16 mai 1843, qui réduisit celle-ci à une *Deira*, une seule ressource restait pratiquement à Abd-el-Kader, le Maroc, et fin 43 comme début 44 l'émir s'emploie activement à renouer des relations avec l'empereur¹.

Aussi, déjà alerté par une lettre de M. de Nion (notre consul général à Tanger), en date du 13 mai, Bugeaud ne fut-il pas surpris d'apprendre quelques jours après, par son lieutenant Lamoricière, que les choses se gâtaient en Oranie et, une importante opération terminée en Kabylie le 23 mai, le maréchal prend la mer le 26 pour rejoindre Lalla Maghnia².

C'est de cette époque que date, pour nous en tenir aux protagonistes de nos textes, la lettre du 21 mai, du capitaine Rivet à son ami Léon Roches, où on lit ces lignes : « J'ai une autre conviction, c'est qu'en cas d'intervention décidée il y aura dans les environs de la frontière, si on laisse à notre maréchal le temps d'arriver, une bataille qui cimentera à tout jamais la grande œuvre d'Afrique³. »

En même temps, nous savons que, depuis le 16 avril 1844, comme nous l'apprend la première lettre de la seconde série de notre registre, les instructions de l'empereur à son fils ne laissaient guère de doute sur les intentions du Maroc, qui se préparait nettement à la guerre⁴.

Ainsi l'on peut dire, que dès avril-mai, des deux côtés, les jeux étaient faits⁵.

PREMIÈRE PHASE (13-18 JUIN 1844)⁶

Les pourparlers menés par Bugeaud avec Si Guennaoui, « commandant

1. Voir plus loin : p. 82, n. 4, afférente à la lettre n° 1.

2. Pour la lettre de M. de Nion, cf. G. YVER, *loc. cit.*, p. 62. Pour les opérations de Kabylie, C. ROUSSET, *loc. cit.*, p. 293-299.

3. Pour la lettre de Rivet, cf. L. ROCHES, *loc. cit.*, p. 365. L. Roches ajoute dans une note (p. 366), que c'était un véritable « pressentiment ». Il faut noter à ce sujet que Bugeaud était alerté depuis la veille (C. ROUSSET, *loc. cit.*, p. 300) sur les événements qui se déroulaient en Oranie depuis le 6 mai (*Ibid.*, p. 312) et que, trois jours après la lettre de son aide de camp à L. Roches, Bugeaud écrivait, le 24 mai, à son ami d'Esclaiques qu'il savait que « le corps régulier marocain » était « d'environ 10.000 hommes et beaucoup d'irréguliers. C'est beaucoup, mais on peut battre cela » (capitaine TATTET, *Lettres inédites du maréchal Bugeaud*, 1923, p. 275), ce qui corrobore la lettre de Rivet.

4. Lettre déjà publiée par Léon ROCHES, *loc. cit.*, p. 481. C'est à ce moment que l'empereur envoie Si Guennaoui à Oudjda et l'on ne peut donc s'étonner de voir celui-ci, dont la mission était nettement « de guerre », donner entre le 18 mai et le 30 mai 1844 des instructions précises aux tribus du voisinage afin qu'elles se munissent « de ce qu'il faut en poudre et en balles » (C. ROUSSET, *loc. cit.*, p. 316).

5. Les intentions de Bugeaud ne sont cependant clairement exprimées que le 10 juin dans une lettre adressée à Soult, ministre de la Guerre (C. ROUSSET, *loc. cit.*, p. 322).

6. Cf. lettres 1, 2 et 3 inédites et 4 et 5 résumées plus loin.

des troupes et du pays d'Oudjda », aboutissent à une entrevue où le maréchal a pour mandataire le général Bedeau.

Cette entrevue, qui dégénère en échauffourée plus par indiscipline que préméditation des Marocains, provoque de la part de Bugeaud une demande de réponse catégorique aux conditions dont il envoie copie.

Sur cette période, notre registre apporte des précisions sur le combat du 15 juin que les ennemis du maréchal l'accusèrent plus tard d'avoir « machiné¹ », sur la date de l'entrevue et les raisons pour lesquelles elle fut reportée, et enfin sur le ton de Bugeaud, en réponse à Si Guennaoui, qui s'étonnait qu'il ne vint pas en personne.

SECONDE PHASE (16-20 JUILLET 1844)²

Sans réponse à sa lettre du 18 juin, Bugeaud profite de la trêve qui s'institue pour remanier son dispositif et tenter aussi de voir clair dans le jeu d'Abd-el-Kader, auprès de qui il envoie Léon Roches.

Mais, vers le 10 juillet, Bugeaud se rend compte que les prétentions de l'émir sont inacceptables et même est conduit à penser que les 2.000 cavaliers que l'émir est pour un temps en mesure d'amener à l'empereur, car ils sont dans la misère la plus grande, peut être une raison pour le sultan de hâter des opérations qui plus tard ne profiteraient plus de cet appoint.

Abd-el-Kader ainsi jaugé³, mais dans la perspective des pourparlers qui se déroulent à Tanger, port devant lequel le prince de Joinville fait une première apparition le 9 juillet, les tractations reprennent à la frontière le 16 juillet entre Bugeaud et le remplaçant de Si Guennaoui (si durement écarté en apparence que l'on peut se demander s'il n'y a pas là une manœuvre destinée à nous abuser) : à savoir, Si Amida qui, fin diplomate comme le montrent nos lettres, parvient à gagner habilement du temps. La première lettre fait simplement part de sa prise de commandement ; la seconde met en scène le seul Abd-el-Kader ; la troisième est purement dilatoire.

Si les Marocains hésitent sur la conduite à suivre, ils ne s'en préparent pas moins à la guerre comme le prouve la correspondance saisie après l'Isly, à laquelle il nous est encore possible d'ajouter la lettre ci-après, du 3 juillet, inédite et fort significative⁴ :

18 Djoumiah el Teniah : Cinq mokhazni (*cavaliers de l'armée régulière*) : interpolation de L. Roches) vous conduiront 50 charges de poudre. Chaque charge est de 3 quintaux. Vous en ferez la remise à notre serviteur Taleb Allal qui la

1. Cf. M. ÉMERIT, Le conflit franco-marocain de 1844 d'après les notes Warnier, *Rev. afr.*, 1950, p. 403.

2. Cf. Lettres 7 à 11, inédites sauf un paragraphe de la lettre 9.

3. Cf. C. ROUSSET, *loc. cit.*, p. 330.

4. Lettre n° 2 de la seconde partie de notre registre (expédiée ou du moins datée non du 3, mais du 5 juillet). Rappelons aussi à ce sujet les lettres des 15 ou 20 juillet déjà publiées par L. ROCHES (*loc. cit.*, p. 483-492) et aussi la lettre n° 6 aux Ait-Yafelman qui est la réplique

réunira avec la poudre qu'il a déjà. Six chameaux vous porteront 600 canons de fusils chrétiens. Vous les remettres à Taleb Allal qui les réunira aux 400 qu'il a déjà et les fera monter. (*L'empereur à son fils.*)

TROISIÈME PHASE (24-29 JUILLET 1844)¹

Les attermolements manifestes de Si Amida sont dus, outre les événements de Tanger, à l'arrivée imminente du fils du sultan. Bugeaud le laisse entendre le 24 juillet à Si Amida, qui ne s'en cache plus de son côté le 26. Il n'empêche que quatre jours ont encore été gagnés, lesquels s'ajoutent aux dix de la période précédente.

Comment dans ces conditions s'étonner de l'impatience de Bugeaud qui est en droit de se demander s'il ne va pas être joué²?

QUATRIÈME PHASE (30 JUILLET-14 AOÛT 1844)³

Entre temps la situation se tend à Tanger, tandis que sur la frontière la guerre sainte, prêchée avec ardeur et d'abord peu suivie, finit par être entendue et grossit l'armée.

Aussi, malgré les conseils de prudence du sultan, son père, dès que Sidi Mohammed arrive « sur le front », est-il gagné par l'ambiance guerrière qui l'entoure.

Du même coup, le ton de la correspondance change et l'on en vient à demander au commandement français l'évacuation de Lalla Maghnia, ce qui provoque une fière réponse de Bugeaud⁴.

Joinville et Bugeaud ont, les distances compliquant les choses, quelque mal alors à accorder leurs violons, d'autant que chacun fait mine de s'effacer devant l'autre : Joinville devant l'expérience et l'âge de Bugeaud; celui-ci devant le fils du Roi.

Le temps passe cependant et Bugeaud, à bout de patience, adresse le 8 août au maréchal Soult une lettre acerbe, qu'il regretta peut-être lorsque, le 11 août, il apprit que Joinville avait bombardé le 6 août la ville de Tanger : « Le 14, s'écrie-t-il alors, nous aurons acquitté la lettre de change que la flotte vient de tirer sur nous⁵. » Promesse qui fut tenue avec une exactitude bien militaire.

Sur cette période, seules dans notre registre nous renseignent les lettres

exacte de la lettre adressée le même jour aux Ait-Hatta. La lettre 6 est inédite alors que celle des Ait-Hatta a été publiée par L. ROCHES (*Ibid.*, p. 493).

1. Lettres 12 à 16, toutes inédites.

2. Impatience soigneusement cachée aux Marocains, mais qui apparaît déjà dans sa lettre du 18 juillet à Genty de Bussy, document important qui montre l'état d'esprit de Bugeaud à ce moment : « le moindre signe de peur pouvait tout perdre », écrit-il (capitaine TATTEY, *loc. cit.*, p. 277).

3. Lettres 17 et 18, inédites sauf un paragraphe dans chacune d'elles.

4. Paragraphe publié, mais noter le caractère conciliant du contexte.

5. C. ROUSSET, *loc. cit.*, p. 352.

des 2 et 4 août 1844. On notera la morgue de la lettre du 2 août que les Marocains présentent comme un embryon d'accord¹.

CONCLUSION

Que nous apportent en définitive ces lettres? Rien, à vrai dire, qui change du tout au tout notre point de vue sur cette période de l'histoire.

Néanmoins cette correspondance montre la clarté et la fermeté d'esprit de Bugeaud. Écrites sur la peau des tambours, peut-on dire, sans les temps de réflexion que se ménagent d'ordinaire les diplomates², ces lettres sont un modèle du genre.

Si Bugeaud nous est restitué en vraie grandeur, à son ombre Léon Roches apparaît pour ce qu'il est : un factotum dévoué, un drogman sérieux, rôle qui fut le sien à l'État-Major et qu'il n'a jamais cherché à nier³.

Du côté marocain les figures de l'empereur et de son fils sont plus falotes : « prenez les vêtements qui conviennent aux heures... », écrit le sultan à son fils qu'il ne veut pas trop fougueux. L'argumentation de Bugeaud lui paraît même parfois si convaincante qu'il serait tenté d'y souscrire, afin de mettre un terme à ses hésitations⁴.

A la demande de leurs maîtres, les gouverneurs d'Oudjda cherchent à gagner du temps et ne point se compromettre. Fins diplomates, ils prouvent tout au moins que le sultan savait, en l'espèce, s'entourer d'hommes avisés.

Quant aux événements, ils sont, d'après ces lettres, à peu de chose près, ceux que nous connaissions. Pourtant, les difficultés d'une stratégie dispersée, où le commandement avait à coordonner deux actions, l'une ter-

1. Lettre 18. Noter cependant que, si le registre précise qu'aucune réponse n'a été faite à la lettre du 4 août, Léon Roches fait état dans son ouvrage (*loc. cit.*, p. 393) d'une lettre datée du 6 août, véritable ultimatum d'après l'extrait qu'en donne l'auteur : « Si d'ici quatre jours je n'ai pas de réponse de toi, je serai en droit de considérer ton silence comme une nouvelle preuve d'hostilité et j'irai moi-même à la tête de mon armée exiger la réponse que je sollicite aujourd'hui avec le désir de maintenir la paix. » Pourquoi cette lettre ne figure-t-elle pas sur notre registre? Bugeaud l'a-t-il envoyée? Ce point reste à éclaircir.

2. Sur les « qualités d'esprit » de Bugeaud, cf. ce jugement sur la question algérienne : « ... la question est immensément difficile. Combien de gens s'y sont essayés sans pouvoir satisfaire ni aux nécessités ni au public? On en essayera encore beaucoup, ainsi que des systèmes, et c'est là ce qu'il y a d'effrayant pour l'avenir » (lettre à Genty du 30 mars 1847, cf. capitaine TATTET : *loc. cit.*, p. 301). Quant à ses dons de diplomate, noter cette réflexion au moment de son mariage : « J'ai fait un cours de diplomatie, à cela près que j'y ai mis beaucoup de franchise. Je suis persuadé que cette manière réussirait fort bien dans les négociations politiques d'un état fort si, comme moi, on n'y apportait que de bonnes intentions... » (lettre à d'Esclaiibes, *Ibid.*, p. 64.)

3. Cf. un tout autre jugement sur L. ROCHES dans M. ÉMERIT, *La légende de Léon Roches*, *Rev. afr.*, 1947, p. 81-105. Bugeaud cite rarement L. Roches dans sa correspondance, non point qu'il le considère comme un imposteur, mais parce qu'il n'était qu'un comparse de second rang. Il n'en est pas moins parfois un utile témoin.

4. Comparer en particulier la lettre 14 de notre registre et la lettre du 16 de Redjeb du sultan à son fils.

restre à Oudjda et l'autre maritime à Tanger¹, sont mises en lumière. Et bien des incertitudes qui subsistaient encore dans l'étude de cette campagne sont dissipées².

Colonel REYNIERS.

Copie de la Correspondance Arabe, traduite en Français,
Entre

Monsieur le Maréchal Bugeaud gouverneur général de l'Algérie
et

Sid-el-Guennaoui, { chefs des camps marocains
Sid-Ahmida { à la frontière
et Sid-Mohammed fils de l'Empereur du Maroc.

Pour Copie conforme
et traduction conforme
L'interprète principal
Léon ROCHES.

Alger le 10 septembre 1844

N° 1. — 13 juin 1844. — Oued Mouilah.

LETTRE DE M. LE MARÉCHAL A SID-ALI-BEN-EL-TAÏEB-EL-GUENNAOUI

De la part du Maréchal de France³ Gouverneur général de l'Algérie à Si Ali el Guennaoui commandant des troupes et du pays d'Oucheda.

Un homme⁴ qui n'a d'autres ressources que la discorde entre la France et l'Empire du Maroc, vous a poussé, par les intrigues, à commettre depuis deux ans une foule d'actes d'hostilité contre nous, et que je ne veux pas énumérer ici. Nous avons essayé de vous prouver par notre extrême modération que nous voulions maintenir les relations d'amitié qui existent depuis si longtemps entre les deux pays ; cette prudence de notre part, n'a point arrêté le cours des hostilités, et vous avez fini par nous attaquer ouvertement. Tout dans ce monde a un terme, il n'y a que Dieu qui soit éternel ; notre modération ne peut pas aller plus loin. Il faut que nous sachions si nous sommes avec vous en paix ou en guerre.

Tous les arabes qui nous approchent disent que l'Empereur Moulaï Abd el Rahman, ne veut pas la guerre, que ce sont des imprudents et des indisciplinés qui l'ont commencée ; que vous même vous êtes partisan de la paix. Si vous avez ces sentiments qui sont parfaitement d'accord avec les nôtres, vous accepterez

1. Cf. M. EMERIT, *Le conflit franco-marocain*, loc. cit., p. 423-425.

2. Cf., à ce sujet, G. PREARD, *Les derniers travaux sur l'Histoire militaire de l'Algérie*, *Revue internationale d'Histoire militaire*, 1953, p. 68, et X. YACONO, *L'Algérie depuis 1830*, *Rev. afr.*, 1956, p. 165 et note 81.

3. Embarqué le 26 mai 1844 à Dellys, le maréchal, qui s'était arrêté à Alger, avait, le 12 juin, rejoint Lamoricière sur la frontière.

4. Les premiers actes d'hostilité suscités par Abd-el-Kader au Maroc remontent à avril 1842. Ils sont suivis de représentations à l'empereur du Maroc auprès de qui l'émir enverra cependant fin 1843 une députation chargée de présents, laquelle demandait aide et assistance. Fin janvier 1844, Bugeaud apprend que, si le Maroc ne « donne pas de secours patents... », « il tolère les secours individuels » (C. ROUSSET, loc. cit., p. 305, et capitaine TATTET, loc. cit., p. 273).

l'entrevue que je propose dans le plus bref délai, entre vous et le général commandant la province de Tlemcen¹ ; vous le connaissez, vous avez été témoin de sa prudence ; il sera chargé par moi de vous porter des paroles qui seront favorables aux intérêts des deux pays. Une explication franche entre deux personnes sages et en dehors de toute intrigue étrangère peut applanir (*sic*) les difficultés sérieuses qu'on a élevées entre nous.

Répondez moi demain Jeudi². Si vous acceptez l'entrevue, il faut qu'elle ait lieu après demain vendredi sur l'Oued Mouilah, près de Sidi Mohammed el Ouersini.

N° 2. — 14 juin 1844. — Réponse à la lettre ci-dessus.

AU GRAND DES FRANÇAIS, LE CHEF D'ALGER, LE MARÉCHAL BUGEAUD

J'ai reçu ta lettre et j'en ai compris le contenu. Dès le principe nous n'avons rien fait de ce qui pourrait compromettre la bonne intelligence entre les deux gouvernements. Nous nous sommes seulement opposé aux entreprises de ton Lieutenant et à ses courses à main armée et nous nous y sommes opposés dans la seule intention de conserver la bonne intelligence et l'observation des conditions établies entre vous et nous par nos devanciers et suivies par leurs successeurs. Nous n'avons rien fait de contraire à la paix.

Les conditions établies par nos prédécesseurs sont tellement connues et tellement claires que quiconque est raisonnable ne peut les ignorer. Nous ne sommes venus ici que pour punir et réprimer ceux qui auraient la pensée de commencer les hostilités. Nous n'avons jamais eu l'intention de faire la guerre et nous ne sommes pas venus pour cela. Car une guerre ne se fait entre nations qu'après des préparatifs, des déclarations réciproques et après la fixation d'une époque pour le commencement de la guerre ; ainsi que cela est réglé du reste dans le Livre du Droit des Nations entre elles. Aujourd'hui puisque vous voulez le bien, et puisque vous désirez éteindre le feu de la guerre, et resserrer les liens de notre amitié, je vous réponds que je suis très disposé à cela. Puisque tu es ici, pourquoi enverrais-tu ton Lieutenant, l'Envoyé ne peut jamais remplacer celui qui l'envoie. Adieu ; il n'y aura que du bien.

N° 3. — Oued Mouilah. — Le 14 juin 1844.

LETTRE DE M. LE MARÉCHAL A SID-ALI-BEN-EL-TAÏEB-EL-GUENNAOUI

De la part de Mr. le Maréchal Bugeaud à Sid-Ali-ben-el-Taïeb-el-Guennaoui représentant de Moulaï Abderhaman.

J'ai reçu ta lettre et j'en ai compris le contenu ; j'accepte ton excuse³ à cause de la prière du vendredi et la rencontre n'aura lieu que demain samedi. Je t'enverrai donc le Général Bedeau à Oued el Mouilah près du marabout de Sidi Mohammed el Ouessini (*sic*) ainsi que nous te l'avons dit précédemment.

Je trouve que tu n'as pas été convenant (*sic*) en me disant que le représentant ne peut pas remplacer tout à fait celui qu'il représente car le Général Bedeau que j'envois est un autre moi-même, c'est mon âme et mon corps et il me remplace

1. Le général Bedeau, réputé pour sa sagesse.

2. Erreur, car le 13 juin était un jeudi.

3. Ce changement de jour a provoqué quelque hésitation sur la date de l'entrevue : cf. notamment P. AZAN (*loc. cit.*, p. 199).

sous tous les rapports, ses paroles sont mes paroles. Il est connu par sa prudence et sa sagesse.

Je m'étonne aussi que toi homme poli, instruit et raisonnable, toi élevé dans les cours, tu puisses proposer à un chef de gouvernement d'aller dans une conférence ; il y envoie son représentant et songe bien que le représentant que j'envoie est lui-même un Émir.

Voilà ce que j'avais à te dire. Salut.

Oued Mouilah le 14 juin 1844.

Combat du 15 juin.

N° 4. — Le 16 juin.

LETTRÉ DE M. LE MARÉCHAL, GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
A SID-ALI-EL-TAÏEB-EL-GUENNAOUI

Les marocains ont violé... notre territoire... Je t'ai offert une entrevue. Tu y es venu et tu nous a proposé... d'abandonner notre frontière et de nous retirer derrière la Tafna. Nous ne tenons... pas à l'étendue du Territoire, nous en avons bien assez mais nous tenons à l'honneur... une grande nation comme la France ne se laisse rien imposer par la force... Je t'ai dit que la modération avait un terme... Je ne suis pas accoutumé à laisser prendre à mes ennemis une attitude de supériorité : demande le plutôt à Abdelkader. Or hier... le général Bedeau... n'ayant d'autre garde que votre loyauté... a du entendre des paroles offensantes, tes troupes ont fait feu sur les miennes, un de mes officiers et deux hommes ont été blessés... ; malgré cette indigne conduite nous n'avons pas répondu... et nous avons fait retirer nos troupes. Les tiennes ont pris cela pour de la faiblesse et... ont attaqué mon arrière garde... Après de tels faits j'aurai le droit... de brûler vos villes mais... je suis convaincu que l'empereur... blâmera cette conduite. Je veux me contenter d'aller à Oucheda non point pour le détruire mais pour faire comprendre à nos tribus qui s'y sont réfugiées parce que vous les avez incitées à la rébellion que je puis les atteindre partout... Je n'ai aucune intention... de prendre la moindre parcelle du Territoire du Maroc... Je veux seulement rendre à ses lieutenants (de l'empereur) une partie des mauvais procédés dont ils se sont rendus coupables... Quand ils seront revenus à de meilleurs sentiments... je leur rendrai leur ville... et serai toujours prêt à... cimenter l'ancienne alliance... entre la France et le Maroc... J'envoie copie de cette lettre à mon gouvernement¹...

N° 5. — Le 17 juin.

LETTRÉ DE SID-ALI-BEN-EL-TAÏEB-EL-GUENNAOUI A M. LE MARÉCHAL,
GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Louange à Dieu... Lorsque je me suis rendu près de vous je n'avais d'autre intention... que de forcer (nos sujets) à rentrer chacun sur leurs limites respectives... Vous avez fait des propositions, J'en ai fait de mon côté... nous nous sommes séparés sains et saufs, chacun de nous espérant... qu'après de nouveaux pouvoirs... nous tomberions d'accord... Je n'avais aucune connaissance de ce qui se passait

1. Extrait de la lettre publiée par H. d'Ideville (*loc. cit.*, p. 501). On notera que, si les événements se sont bien déroulés, comme le relate C. ROUSSET (*loc. cit.*, p. 324, 327), le ton de Bugeaud est fort raisonnable.

après mon départ... il est arrivé ce qui est arrivé... Tu nous dis que tu es encore disposé... à la paix ; il en est de même de notre part et du reste je n'ai pas la permission de faire la guerre. Aussi ne faut-il pas considérer comme griefs inexcusables tel ou tel fait contraire à la paix, tant que l'amitié existera entre nous¹...

Nota n° 6.

M. le Maréchal déclara dans une lettre n° 6 que le style de Sid el Guennaoui est trop obscur (sic) et qu'il veut une réponse catégorique (sic) = oui ou non aux conditions dont il lui envoie copie et qui sont consignées ici n° 24.

Sid El Guennaoui n'a pas répondu².

N° 7. — 16 juillet.

LETTRE DE SID-AHMIDA A M. LE MARÉCHAL, GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Louange à Dieu...

De la part du serviteur de son Dieu Glorieux Ahmida ben Ali au chef des Chrétiens à Maghnia : Salut à celui qui suit la vraie voie.

Je t'écris pour te faire savoir que les combats qui ont été livrés entre vous et le camp de l'Ouest une première une seconde et une troisième fois, l'ont été sans l'ordre de notre Sultan Moulaï Abderhaman, que Dieu lui soit en aide, qu'il n'en avait pas même connaissance.

C'est le chef de ce camp Sid-Ali-ben-el-Taïeb-el-Guennaoui, qui en a été la cause et qui a prétendu qu'il vous avait vu sortir de vos frontières établies précédemment ; mais il n'est arrivé que ce que Dieu avait décidé.

Lorsque notre maître (que Dieu le rende victorieux) a eu connaissance des faits il a ordonné que le chef du camp Sid-Ali-ben-el-Taïeb soit révoqué de ses fonctions, constitué prisonnier et amené en son auguste présence³.

Son Altesse m'a nommé chef d'Ouchda et des tribus qui en dépendent elle m'a confié le commandement du camp, il faut donc que vous me fassiez connaître vos intentions.

Si votre désir est le bien, le respect des limites connues, le maintien de la paix entre vous et nous, suivant ce qui a été lié et promis entre les générations précédentes de votre part et de la notre qu'il en soit ainsi.

Si votre désir est autre que cela faites le moi savoir afin que j'en donne connaissance à notre seigneur que Dieu le soutienne, car je n'exécute que ses ordres et n'écoute que sa parole. Il faut l'exécution des règles établies entre les deux nations et ne pas s'en écarter, notre seigneur n'a envoyé ce camp (sic) que pour maintenir dans l'ordre les tribus de cette province, prélever l'impôt et les punir dans le cas où elles sortiraient de l'obéissance.

Fin de Djouhad el ham 1260⁴.

1. Extrait de la lettre publiée par H. d'Ideville (*loc. cit.*, p. 503).

2. La lettre résumée ici par Léon Roches (seul cas dans notre registre) a été donnée *in extenso* par H. d'IDEVILLE (*loc. cit.*, p. 503). Bugeaud, qui a rejoint Lalla-Maghnia le 22 juin, reconnaît à Djama-Ghazaouat une crique pour son ravitaillement le 25 juin et revient au bivouac le 29 juin.

3. Désaveu dont la brutalité est à noter.

4. Lettre datée, expédiée et reçue dans la même journée. Il n'en sera pas de même des suivantes.

N° 8. — Le 18 juillet 1844.

LETTRE DE M. LE MARÉCHAL, GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
A SID-ARMIDA-BEN-ALI, CHEF DES CAMPS MAROCAINS A LA FRONTIÈRE

Nous avons reçu ta lettre nous l'avons bien méditée et nous croyons en avoir apprécié le contenu. Tu nous demandes si nous voulons le bien, ou si nous avons des intentions de guerre, je te réponds que non seulement n'ont pas changé (*sic*), nous n'avons jamais voulu la guerre, mais on nous a forcé de la faire par des procédés inconnus entre des nations liées par l'amitié. Vous avez recueilli notre ennemi le plus acharné, vous lui avez fourni le moyen de réparer ses pertes et vous lui avez permis de se jeter de nouveau et plusieurs fois sur nos tribus de l'Algérie, par ces actes là c'était déjà nous faire la guerre, vous avez fait plus vous avez fait venir des troupes, vous avez dépassé les limites du Territoire connues des arabes de l'un et de l'autre côté et vous nous avez attaqué. Il a donc fallu répondre à votre attaque, nous n'avons fait là qu'une légitime défense.

Aujourd'hui tu nous affirmes que cela n'a été fait que contre la volonté de Moulaï Abderrhaman et qu'il en a puni les auteurs, nous croyons à la sincérité de ces assertions, mais il est un point et c'est le plus essentiel dont tu ne parles pas c'est (?) d'Abdelkader, de ses adhérens (*sic*) et des tribus qui ont émigré de notre territoire pour se ranger sous son drapeau.

Je te le déclare en toute vérité : tant que vous laisserez l'Émir sur la frontière avec les restes de son armée, sa tente et les tribus qui l'ont accompagné libre de venir en Algérie porter le feu la dévastation et le pillage, nous considérerons cela comme une déclaration de guerre et nous agirons en conséquence.

Si donc tu veux prouver d'une manière évidente que les intentions du Maroc sont entièrement pacifiques, tu as un moyen bien simple dans la main, c'est l'acceptation pleine et entière des conditions, que j'ai posées à ton prédécesseur Ali-el-Guennaoui et leur exécution immédiate.

Je t'envoie copie de ces conditions¹, réponds moi sur le champ pour me dire que tu les acceptes, tu me dis que tu informeras ton maître de ma réponse, cela demanderait beaucoup de temps et je ne puis attendre de telles lenteurs. Tu dois avoir le pouvoir de traiter sur des conditions parfaitement connues, parce que Guennaoui a dû te les communiquer ; si tu n'as pas ce pouvoir ce serait fâcheux, car je ne puis pas m'arrêter dans mes opérations. Je suis obligé de poursuivre Abdelkader et ses tribus afin qu'il ne vienne pas chez nous porter ses brigandages ainsi que vous l'avez permis jusqu'à présent. Tu n'as qu'un seul moyen de m'arrêter c'est de nous renvoyer immédiatement toutes les tribus émigrantes et de faire interner Abdelkader son camp et sa delra, jusqu'aux environs de Fez. Voilà ce qui sera montrer des intentions vraiment pacifiques.

Pour te montrer ma franchise, je te préviens que, d'ici à 3 ou 4 jours au plus, je me porterai en avant d'Ouchda. Si en deçà ou au delà de cette ville, tu as une bonne réponse à me faire, écris moi ou plutôt viens toi même, tu seras parfaitement accueilli, parfaitement respecté et nous nous expliquerons sur la manière d'accomplir les conditions. On s'entend mieux dans la conversation de quelques instants que dans des lettres.

1. Voir plus loin lettre n° 25. Ces conditions correspondaient à celles soumises à Soult le 10 juin. (C. ROUSSET, *loc. cit.*, p. 322 et 344).

N° 9. — 21 juillet.

LETTRE DE SID-AHMIDA-BEN-ALI A M. LE MARÉCHAL, GOUVERNEUR GÉNÉRAL
Louange à Dieu, etc.

Du serviteur de son Dieu glorieux Ahmida-ben-Ali au Grand des chrétiens Gouverneur du royaume d'Alger le Maréchal Bugeaud

Ta lettre nous est parvenue nous avons pris connaissance de ce qu'elle renfermait et tout son contenu a été pour nous parfaitement clair. Vos paroles m'ont assuré de la pureté de vos intentions et m'ont prouvé que vous ne voulez pas la guerre avec le Gharb pas plus pour l'avenir que pour le passé.

Il est certain qu'il est toujours dans le bon chemin (dans la raison) celui qui veut le bien et l'absence de la Guerre.

Tu me dis que l'ami qui reçoit l'Ennemi de son ami démontre par cet acte qu'il veut la guerre et que la guerre en résulte de cet acte (*sic*) c'est vrai et tout homme raisonnable ne peut le nier.

Pour moi je ne veux pas la guerre et je n'ai pas reçu l'ordre de la faire de notre sultan, seulement je n'ai pas le pouvoir de contracter (*sic*) de lui une affaire petite ou grande et je ne puis apporter aucune novation (*sic*) qu'avec sa permission et après l'avoir consulté.

[Nous savons que votre principal but est el hadj Abdelkader et sa Deira, aussi lui avons nous envoyé à l'instant même des envoyés qui ont ordre de le chercher partout où il sera et il faut que je me rencontre demain avec lui s'il plait à Dieu, je lui parlerai avec fermeté, jusqu'à ce qu'il aille à Fez ou qu'il sorte de notre royaume à l'instant même par quelque moyen que ce soit, bon gré mal gré, attendu que j'ai reçu des ordres à cet égard, et si je n'avais pas d'ordre de mon Seigneur à ce sujet¹,] je ne ferais pas cela et je n'en aurai pas le pouvoir.

Le 3 de Redjeb 1260².

N° 10. — 24 juillet. — Lella Maghnia.

LETTRE DE M. LE MARÉCHAL, GOUVERNEUR GÉNÉRAL, A SID-AHMIDA

J'ai reçu ta lettre ce matin au moment où je me mettais en marche pour me porter sur l'Isly. Nous avons parfaitement compris tes paroles elles sont claires et positives. Elles montrent l'envie sincère de ton maître de maintenir la paix. Tu dis que tu vas t'occuper immédiatement d'obliger Abdelkader par la raison ou par la force de se retirer à Fez ou tout au moins de sortir de votre royaume. C'est très bien ; cet acte là fera disparaître le seul grand motif de discorde entre nous. Mais tu ne nous dis rien de nos tribus émigrantes ; cependant ce sont elles qui entretiennent la guerre, car elles fournissent au fils de Mahdi el Din une grande partie des cavaliers avec lesquels il veut faire des Ghazzia sur notre territoire.

Puisque tu as d'aussi bonnes intentions ainsi que ton maître, tu ne peux te dispenser de nous les rendre immédiatement, fais donc monter ta cavalerie à cheval pour leur donner l'ordre de rentrer sur le champ sur leur territoire, je leur donne l'aman, je te promets qu'il ne leur sera fait aucun mal aucun dommage.

Tes paroles m'ont fait suspendre mon mouvement en avant pour deux jours

1. La phrase entre crochets est citée par C. ROUSSET (*loc. cit.*, p. 345).

2. Lettre datée du 19 juillet et reçue le 21.

parce qu'elles sont bonnes, mais quelque bonnes qu'elles soient, elles ne peuvent équivaloir à des faits et sans les faits elles ne peuvent m'arrêter longtemps dans mes opérations militaires. Si donc mardi les tribus rebelles ne sont pas en mouvement pour venir vers moi si leurs chefs ne sont pas venus dans mon camp pour m'annoncer leur retour, je me porterai sur l'Issly tout près d'Ouchda, j'attendrai encore un jour sur cette rivière pour te donner le temps de donner des ordres. Je ne brûlerai pas.

Tu dois bien comprendre que je ne puis suspendre plus longtemps mon mouvement sans avoir la certitude qu'Abdelkader a été interné à Fez, qu'il n'est plus sur votre territoire et que les tribus rebelles sont rentrées sur le leur. Alors seulement la bonne amitié qui a longtemps régné entre les deux pays sera rétablie.

Tu dis que tu n'as pas de ton maître le pouvoir de faire un nouveau traité, mais ce n'est pas faire un traité nouveau que de nous remettre les tribus qui nous appartiennent ; ce n'est que confirmer l'ordre de choses établi anciennement.

Sans vouloir faire avec toi un traité nouveau puisque tu n'en as pas le pouvoir je désire que tu aies une entrevue avec mon lieutenant de Tlemcen le Général Bedeau que tu connais, il ne pourra cette fois en résulter que le bien. On peut se dire dans une conversation beaucoup de choses que l'on ne peut pas écrire. C'est ainsi que nous nous assurerons mutuellement de la pureté de nos intentions. Viens en avant de mon camp de l'Isly, accompagné seulement de quelques serviteurs de ta confiance, pour qu'il n'arrive pas ce qui est arrivé sur la Mouilah. Dès que tu paraîtras, le Général Bedeau se rendra auprès de toi avec seulement mon drogman principal¹ et deux ou trois officiers. Tu ne dois avoir aucune crainte : mes soldats sont disciplinés, obéissants, et ne font que ce que je veux. Si je l'ordonnais ils recevraient des coups de fusil sans les rendre. D'ailleurs tu l'as déjà vu².

N° 11. — 23 juillet — Haut-Isly.

LETTRE DU GOUVERNEUR D'OUCHDA ET DE SES DÉPENDANCES AU GRAND DES CHRÉTIENS, A MAGHNA, LE MARÉCHAL BUGEAD, GOUVERNEUR DU ROYAUME D'ALGER

J'ai reçu ta lettre je l'ai lue lettre par lettre et j'en ai compris le contenu. Sache que lorsque je t'ai écrit et répondu au sujet du bien de la paix et de notre éloignement à vouloir la guerre, mon intention était pure et mon cœur exempt de ruse.

Je n'ai pas oublié l'affaire au sujet de laquelle tu me reproches d'avoir gardé le silence. Quand bien même je n'en parle pas je ne cesse pas pour cela d'y penser nous nous occupons sans relâche des choses dont tu désires l'accomplissement et je ne t'en parlerai que lorsque j'aurai à t'annoncer qu'elles sont terminées suivant tes désirs et cela dans peu de jours. Il n'y aura que le bien entre les deux Nations. Pour moi tu dois savoir que tous mes efforts tendront au bien jusqu'à ce qu'il n'existe plus la moindre difficulté entre les deux Gouvernements.

6 de Redjeb. 20 juillet 1844³.

1. Ne s'agit-il pas de Léon Roches?

2. Allusion au combat du 15 juin.

3. Lettre datée non du 20, mais du 22 juillet, et reçue le 23, si le 3 de 23, en surcharge sur le registre, est bien exact.

N° 12. — 24 juillet. — Haut-Isly.

LETTRE ÉCRITE PAR M. LE MARÉCHAL, GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
A SID-AHMIDA, CHEF DU CAMP MAROCAIN, LE 24 JUILLET 1844

J'ai fait exactement ce que je t'ai annoncé, j'ai retardé mon départ de La'lla Maghnia de deux jours et j'ai séjourné un jour sur l'Yssly (*sic*) arrivé là j'ai reçu une petite lettre de toi dans laquelle tu me dis avoir lu celle écrite au chef d'Ouchda et qui attestait tu en conviens la pureté de nos intentions pour la paix. Comme tu ne répondais pas à la missive que je t'avais envoyée de Lalla Maghnia j'ai pensé que tu ne l'avais pas reçue, et j'en ai envoyé le double à Sid Abdallah ben Yacoub pour te la faire parvenir ; il a mis deux hommes en route, ils ont été rencontrés par des cavaliers d'Abdelkader qui ont tué l'un, blessé l'autre et pris la lettre.

J'ai en même temps appris d'une façon certaine qu'Abdelkader avait son camp au Marabout de Sidi Moussa sur l'Issly et que ses cavaliers interceptaient tous les chemins. Cette circonstance est bien peu d'accord avec les promesses que tu me fais dans ta seconde lettre. Comment se fait-il que cet ex-Émir descende au rôle de brigand, ait l'audace de s'interposer entre les camps de deux souverains ? Est ce par ta permission ou bien as tu été jusqu'à ce jour dans l'impossibilité de remplir ta promesse ? J'aime mieux croire à ce dernier motif que de te soupçonner de mauvaise foi.

Quelles que soient les causes qui t'aient fait agir, et Dieu seul et toi les connaissons, je ne puis permettre à Abdelkader de couper la communication entre les deux camps ; aussi je me suis porté en avant, puisque nous voulons tous deux le bien. Nous devons chasser celui qui cherche à l'empêcher.

Je t'envoie (par) ma lettre par deux cavaliers, afin que tu me fasses connaître où en sont les choses, sur quoi je dois compter, et quand enfin je pourrai dire rien ne s'oppose à l'établissement de la paix entre les deux pays. Je n'ai pas besoin de te parler des conditions de cette paix tu les connais comme moi.

Est il vrai que le fils du Sultan arrive ? quelles sont ses intentions ? veut il la paix ou la guerre ?

Tu dois comprendre que je suis arrivé aux limites de la patience, aussi de ta réponse ou de tes actes va résulter le bien ou le mal. Salut.

P. S. Je te préviens que j'envoie copie de tes lettres et des miennes à notre Sultan de France qui doit les communiquer à ton Empereur.

N° 13. — 26 juillet — Près Oucheda.

LETTRE DE SID-AHMIDA-BEN-ALI A M. LE MARÉCHAL BUGEAUD

J'ai reçu ta lettre et je l'ai parfaitement comprise et elle m'a fait connaître ta volonté. Tout ce que je t'ai dit au sujet d'El hadj Abdelkader est véritable et sincère. J'ai eu un entretien avec lui sur le sujet dont je t'ai parlé dans ma lettre ; il a quitté le lieu qu'il occupait, lui son camp et sa Deira ; il est entré dans l'ouest et il est maintenant dans le voisinage de Kasbat.

Quant à ce que tu me dis de l'attentat commis par des khiela sur les deux courriers, je te jure par Dieu que je n'en ai pas eu connaissance jusqu'au moment où j'ai reçu ta missive. Ainsi que tu me le reproches, je n'ai mis de la brièveté dans ma lettre que parce que mes paroles étaient sincères.

Je ne sortirai pas du bien, je n'ai eu de désir et d'intention que pour la paix, dès que j'ai été persuadé de la véracité et de la pureté de vos intentions, de votre

envie de conserver l'amitié existant entre les deux nations. J'étais persuadé également comme vous qu'une entrevue était préférable à la correspondance et j'y étais très disposé. Mais j'ai été arrêté par la nouvelle que le fils de notre maître allait arriver. Car aujourd'hui il est à Moulouïa en deçà de Têza.

Maintenant je ne puis me permettre cette entrevue, jusqu'à ce que le fils de notre Empereur vienne et qu'il termine les affaires d'après sa manière de voir, [je n'ai plus voix délibérative en sa présence, et je ne puis terminer aucune affaire qu'elle soit importante ou non¹.]

Je ne m'écarterai pas des voies de la paix et tous mes efforts tendront à l'assurer, que le prince soit présent ou absent. L'opinion prédominante dans mon esprit, c'est que ce prince, origine de tout bien, ne désire lui même que ce bien. D'ailleurs il vient ici avec les instructions et les ordres formels que lui a donnés son père Moulaï Abderrhaman, sans doute il n'est venu que pour agir en conséquence de vos lettres et des miennes qui lui ont été envoyées.

Je ne sais pas ce qu'il a dans son intention mais lorsqu'il arrivera il verra s'il doit se rencontrer lui même avec toi ou s'il doit désigner un de ses khalifa pour cette entrevue. Sa présence ici éloignera toute incertitude pour l'avenir et elle mettra fin à toute opposition et à toute espèce de difficultés.

Il sera ici certainement dans ces trois jours (rien n'arrête ce qui est proche d'arriver) — parole du prophète. Il n'y aura que le bien s'il plaît à Dieu.

Quant à ce que tu nous dis de lever ton camp et te porter en avant ; nous ne nous y opposons nullement, suis ton inspiration et suivant elle fais séjour ou porte toi en avant cela nous est parfaitement égal.

8 de Radjeb 1260².

N° 14. — 27 juillet. — Isly.

LETTRE DE M. LE MARÉCHAL, GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
A SID-AHNIDA, CHEF DU CAMP MAROCAIN

26 juillet 1844.

J'ai reçu ta lettre de Radjeb, c'est la plus claire et la plus positive que tu m'aies encore écrite. L'éloignement de Hadj Abdelkader dans l'ouest fera disparaître la seule grande cause de mésintelligence entre les deux pays. Mais si l'Empereur Moulaï Abderrhaman veut que cette cause ne reparaisse pas, il faut qu'il envoie hadj Abdelkader son ancien Kalifa et ses amis bien à l'ouest de Fez, car c'est un homme si habile et si persévérant dans l'intrigue qu'il serait capable de brouiller le ciel avec la terre. Ensuite puisqu'il n'a plus d'État à gouverner, ni de guerre à soutenir, pourquoi ne licencie-t-il pas les troupes et ne renvoie-t-il pas dans leur pays ceux qui voudraient y retourner.

Je ne te dis cela que comme un conseil, dans votre intérêt plus que dans le notre, car nous ne pouvons craindre en rien la petite troupe qui l'accompagne. Pour te prouver toutes nos bonnes intentions et toute notre envie de faire deux pas vers le bien, quand vous en ferez un seul, je me mettrai en retraite dimanche matin pour retourner sur nos limites. Là j'attendrai l'arrivée du fils de l'Empereur, je suis persuadé comme toi qu'il ne vient que pour le bien. S'il veut lui même avoir

1. La phrase entre crochets est citée par C. Rousser (*loc. cit.*, p. 345).

2. Lettre datée du 24 juillet et reçue le 26, si le 6 de 26, en surcharge sur le registre, est bien exact.

une entrevue avec moi, j'en serai très satisfait dans la persuasion où je suis que nous ferons disparaître en peu d'instants les nuages qui n'auraient jamais dû se former entre la France et l'Empire du Maroc. Si au contraire il veut donner ses pouvoirs à toi ou à tout autre, j'ai la confiance que nous arriverons également au rétablissement de la paix.

Je t'annonce que plusieurs de nos tribus émigrantes sont rentrées sur notre territoire ; nous espérons que tu nous renverras bientôt les autres. Si tu ne l'as pas encore fait, tu ferais bien je crois de te rapprocher d'Ouchda, car nos communications étant plus rapides, nous serions plutôt (*sic*) d'accord ; nous rendrions plus vite aux populations la tranquillité et nous ferions cesser les dommages que leur occasionnent nos deux camps.

Tu peux dès à présent leur dire de revenir sur leur territoire, jusqu'à la limite qui nous sépare, elles n'ont rien à redouter de moi, et si comme je ne puis le croire, le bien que nous désirons tous deux ne se faisait pas, elles seraient prévenues assez à temps pour se retirer.

Donne moi dans ta réponse des nouvelles de l'arrivée du fils de Moulaï Abdelrahman ; tu peux l'assurer que, s'il veut s'aboucher avec nous, il sera traité avec tous les égards qui sont dus au fils de l'Empereur du Gharb.

Je reste ici demain pour attendre ta réponse.

P. S. Je te demande comme un service particulier de me faire rendre trois prisonniers chrétiens qui ont été pris par El hadj Abdelkader dans un combat livré à Sidi Youcef chez les Hassisna (?), Escoffier¹, Briant et Voff. Hadj Abdelkader m'a offert plusieurs fois de me les échanger contre trois de ses prisonniers dont le nombre s'élève à près de 600. Mais l'échange des prisonniers ne se fait qu'entre sultans et aujourd'hui qu'Abdelkader n'est plus sur la scène politique, je n'ai plus à traiter qu'avec l'Empereur. Aussi dès que la paix sera parfaitement établie entre les deux pays, j'ai l'Espoir de pouvoir mettre tous ces captifs en liberté afin d'en faire hommage au sultan du Gharb.

Ce prince aura fait trois actions bien méritoires en consacrant l'amitié ancienne entre les deux nations, il aura donné la tranquillité à son pays, il aura délivré de pauvres musulmans de la crainte incessante d'être dépouillés de leur vie et de leurs richesses, et il aura délivré des captifs pour les rendre à leur pays.

N° 15. — 29 juillet. — Isly.

LETTRE DE SI-HAMIDA A M. LE MARÉCHAL, GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Du Serviteur de son Dieu Hamida ben Ali au grand des Chrétiens le chef de ses troupes le Maréchal Bugeaud gouverneur du royaume d'Alger et de ses dépendances.

J'ai reçu ta lettre et j'en ai compris le contenu qui m'a confirmé ta volonté pour le bien, pour la paix et les Efforts que tu fais dans ce but ; cette paix convient aux deux pays ; c'est elle qui assurera le bonheur de ces contrées et de ses habitants tout homme doit agir comme tu le fais, car celui dont les efforts tendent au mal et qui prend des prétextes pour occasionner la guerre entre les créatures de Dieu, ce Dieu le tourmentera par sa force, le détruira par sa puissance et tirera de lui une vengeance éclatante, celà est certain.

1. Le trompette Escoffier avait été fait prisonnier le 22 septembre 1843. Sur cette affaire bien connue, cf. notamment L. ROCHES (*loc. cit.*, p. 379) et C. ROUSSER (*loc. cit.*, p. 234).

Ce que tu demandes au sujet des prisonniers sera, ainsi que tout le reste, accordé, aussitôt l'arrivée du fils de notre maître.

Car si la paix doit se faire, elle aura lieu complètement par la permission et la puissance de Dieu.

J'avais l'intention ainsi que tu me le conseilles de m'avancer à l'ouest d'Ouchda mais lorsque notre maître m'a chargé des affaires et m'a confié sa lieutenance, il m'a ordonné expressément de séjourner dans le lieu où est établi mon camp jusqu'à son arrivée et je ne puis (me) permettre de transgresser ses ordres.

Je vous ai déjà fait savoir son entrée à Têza il l'a faite mercredi dernier (24 juillet) je ne crois pas qu'il y séjourne plus de deux jours environ à cause des Impedimenta qui l'accompagnent.

Aussitôt qu'il sera à Za et que nous serons certains de l'heure à laquelle il arrivera auprès de nous, je vous le ferai savoir partout où vous serez, afin que vous vous prépariez à sa rencontre ainsi que vous me le dites.

Je savais déjà ce que vous m'annoncez au sujet du retour d'une partie des tribus sur leur ancien territoire, le reste ne tardera pas à y retourner aussi, et tous les nuages survenus entre nous disparaîtront s'il plaît à Dieu, nous ne nous opposerons ni à la sortie ni à la rentrée de qui que ce soit d'entr'elles et jamais ni par le passé ni à l'avenir nous n'avons désiré ni nous ne désirons ce qui ne nous appartient pas.

Nous envoyons deux cavaliers qui doivent accompagner le porteur de cette lettre jusqu'à votre camp.

10 de Radjeb 1260¹.

N° 16. — 29 juillet. — Bas-Isly.

LETTRE DU GOUVERNEUR D'OUCHDA ET SES DÉPENDANCES, AHMIDA-BEN-ALI, AU MARÉCHAL, GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Du Gouverneur d'Ouchda et de ses dépendances le Serviteur de Dieu Ahmida ben Ali, au Chef des Chrétiens gouverneur du royaume d'Alger le Maréchal Bugeaud.

J'ai lu ce que vous avez écrit au cheick Abdallah ben Yacoub d'Ouchda; nous l'avons compris. Nous mettons tous nos efforts et nous ne négligeons rien pour ce qui est le but principal de vos demandes.

Les méchants seuls détestent le bien.

Il n'y aura que le bien et vos désirs s'il plaît à Dieu.

Le 3 de Radjeb 1260².

N° 17. — 2 août 1844. — Haute-Mouilah.

LETTRE DE SID-AHMIDA A M. LE MARÉCHAL, GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Louange à Dieu

Il n'y a de durable que le royaume de Dieu.

De la part de l'Esclave de Dieu, le serviteur du Souverain, élevé par le tout puissant Ahmed ben Ali El Sudjani; au grand des Chrétiens le Maréchal.

[Nous sommes enfin sous l'ombre des drapeaux de notre seigneur et maître

1. Lettre datée du 26 juillet et reçue seulement le 29.

2. Il faut lire sans doute 13 (au lieu de 3) de Redjeb, auquel cas cette lettre aurait été datée, expédiée et reçue le même jour. On en notera le ton cavalier.

filz de notre maître et seigneur (que Dieu lui soit en aide et perpétue sa gloire et son élévation). La veille de la date de cette lettre il a campé sur l'Oued el Kassab avec son infanterie victorieuse et ses nombreuses armées, formidables par Dieu et victorieuses par lui. L'heureuse venue de son altesse chérie du ciel est dans le but de terminer plusieurs affaires importantes¹.]

1^o de rétablir l'ordre dans une contrée qui fait partie du royaume de notre seigneur le Sultan, que Dieu prolonge son règne et fasse souffler sur tout son empire le vent de la victoire et du bonheur;

2^o de châtier les serviteurs du Sultan, ses ancêtres, qui sont chefs des tribus de cette partie de son royaume et de les empêcher de renouveler désormais ce qui a été rapporté à son altesse, au sujet des hostilités qu'ils ont commises contre vous et du désordre qu'ils ont occasionné contre sa volonté et contre son assentiment;

3^o de veiller à la garde de cette partie de son royaume protégée par Dieu, lorsque est arrivée jusqu'à son auguste oreille la nouvelle que vous aviez dépassé vos limites et que vous étiez entré dans une voie qui n'est pas la voie établie par nos traités;

4^o Enfin d'assurer le bien et la paix et de les renouveler entre les deux royaumes à condition que vous évacuerez Maghnia à cause des difficultés qu'occasionne votre séjour sur ce point et des motifs de discorde qui en résultent.

Du reste celui qui a été la cause de votre établissement à Maghnia le Sid elhadj-Abd-el-kader a été interné dans l'Empire protégé de Dieu, et jamais les Turcs avant vous n'y avaient fait la moindre construction².

Les réclamations que nous vous adressons au sujet d'un pays qui n'est pas le notre, nous ne vous les adresserions pas si ce n'était ces nouvelles constructions que vos cœurs (?) soient bien tranquilles de ce côté.

Conservez nos lettres comme nous conservons les vôtres, afin que nous puissions avoir recours à elles dans l'occasion; si Dieu le veut, elles seront pour vous et pour nous des témoins à l'appui de nos engagements réciproques.

Que Dieu dirige tout le monde dans la voie qui lui est agréable, qu'il éloigne tout malheur.

Le 17 de Radjeb 1260³.

N^o 18. — 4 août. — Haute-Mouilah.

LETTRE DE M. LE MARÉCHAL, GOUVERNEUR GÉNÉRAL, A SID-AHMIDA, GOUVERNEUR D'OUCHDA ET COMMANDANT D'UN CAMP MAROCAIN SUR LA FRONTIÈRE

Louange à Dieu

Nous avons reçu ta lettre et nous l'avons parfaitement comprise; nous sommes fort satisfaits d'apprendre que Sid Mohamed filz de l'Empereur Moulaï Abderrhaman est arrivé au camp avec de bonnes intentions; les nôtres sont toujours les mêmes: nous n'avons jamais voulu la guerre avec vous, si nous l'avons faite si nous avons envahi votre territoire, c'est parce que l'on nous a attaqué sur le nôtre et donné asile et secours à notre ennemi El hadj Abdelkader. Vous me dites

1. Le passage entre crochets a été cité par C. ROUSSET (*loc. cit.*, p. 346).

2. Pour l'occupation de Lalla-Maghnia, cf. C. ROUSSET (*loc. cit.*, p. 304, 310 et surtout 346).

3. Lettre datée, expédiée et reçue le même jour.

que cet ennemi a été pris et renvoyé dans l'Ouest, la principale cause de mésintelligence a donc disparu. Il est facile à présent de rétablir la paix et de donner la tranquillité aux populations, mais il ne suffit pas d'assurer la paix dans le présent, il faut encore l'assurer dans l'avenir. Pour cela je ne vois d'autre moyen que de faire un nouveau traité qui règle d'une manière définitive les relations entre les deux pays. Ce traité est devenu indispensable parce que depuis les anciens traités, il s'est produit des faits nouveaux que voici : nous sommes devenus vos voisins par votre frontière de Cherg, et Abdelkader est interné dans votre royaume et par conséquent à votre disposition. Enfin nous apprenons que le fils du Roi, à la tête d'une de nos flottes, n'ayant pas reçu de MoulaïAbderrhaman la satisfaction demandée, a retiré notre consul de Tanger. Sid Mohamed doit être prévenu de ce fait important¹.

Ce dernier fait change ma position et mes pouvoirs, je ne puis me permettre de faire un traité, sans avoir reçu de nouvelles instructions de mon gouvernement, mais ce que je puis faire, c'est une convention avec Moulaï Mohamed, pour suspendre de suite les hostilités et rendre la sécurité aux populations.

S'il admet cette proposition, nous tâcherons de nous entendre ou par lettres ou par les fondés de pouvoirs qui se réuniront à 3 ou 4 lieues des deux camps, avec une très faible escorte, pour éviter ce qui est arrivé sur la Mouilah; cette convention pourrait être considérée comme les préliminaires de la paix. Le fils de l'Empereur l'enverrait à son père, je l'enverrai à mon gouvernement, et l'on traiterait sur ces bases. En attendant la paix serait rétablie à la frontière, et le fils du Roi suspendrait les hostilités du côté de la mer si elles sont commencées.

Mais avant d'entrer en négociations pour cette suspension d'armes, il faut bien nous entendre sur un point capital.

Vous nous demandez pour le rétablissement de la paix d'évacuer le Bordj de Lella Maghnia, sous prétexte qu'il n'avait été bâti que contre Abdelkader, et que les Turcs n'y avaient rien construit.

Je réponds que puisque le Territoire est à nous, et vous ne le contestez pas nous avons le droit d'y construire tout ce que nous voudrions, de même que vous avez celui d'établir sur votre territoire des forts et des villes sans que nous le trouvions mauvais. D'ailleurs ce fort n'a pas été établi contre vous, ni contre Abdelkader il a été construit pour contraindre à l'obéissance les tribus de la frontière qui sont fort indociles et qui coupent souvent les routes.

C'est dans votre intérêt comme dans le nôtre, car vous devez vouloir que la tranquillité et la Sécurité règnent partout.

Soyez bien persuadés que nous n'avons aucune pensée d'Empiètement sur votre territoire. Si nous avions voulu nous emparer de toutes les Tribus de l'Est dépendant du Maroc, telles que les Angued, les Beni Zenessen, Ben Yala etc. nous aurions accepté la soumission de leurs chefs dont les lettres sont entre nos mains, mais nous avons refusé parce qu'ainsi que nous l'assurait constamment Abdallah ben Yacoub l'Oudjedien, nous étions persuadés que MoulaïAbderrhaman était ignorant du désordre de la frontière.

1. Le prince de Joinville, après avoir séjourné à Mers-el-Kébir du 28 juin au 7 juillet, s'est présenté devant Tanger le 9; puis, conformément aux ordres reçus, s'en est éloigné. Les affaires malgré la médiation anglaise ne s'arrangeant pas, il repartit devant ce même port le 6 août et le bombarde. Il se rendra ensuite à Mogador, port où le sultan avait des biens personnels.

[En résumé je n'abandonnerai Lella Maghnia que par la puissance de Dieu, et ne croie pas pour cela que j'attache une plus grande importance à ce point qu'à un autre, mais c'est qu'un grand royaume comme la France ne peut se laisser imposer une pareille chose¹.] Celà ne vous menace en aucune manière, celà n'a aucun danger pour vous ce n'est pas là ce qui fait la force ce sont les armées, et lors même que nous abandonnerions Lella Maghnia, celà ne diminuerait en rien notre puissance. C'est donc tout simplement une affaire d'orgueil (*sic*) national.

Si vous n'insistez pas sur ce point ce qui serait injuste, voici la convention que je vous propose pour rétablir immédiatement la paix à la frontière. Salut.

Le 4 août 1844.

(Sur la page réservée au texte arabe le nota suivant a été ajouté à la suite des caractères arabes : Bataille d'Issly, le 14 août 1844 Sid Ahmida n'a pas répondu à cette lettre.)

N° 24. — Conditions posées le 15 juin à Sid-El-Guennaoui.

Louange à Dieu seul !

Son royaume seul est durable.

Quelque acte d'hostilité ayant eu lieu entre le royaume du Mogrheb et le royaume d'Alger, il y a eu abouchement entre le savant, l'intelligent Sid Ali ben el Taïeb el Guennaoui représentant le sultan Moulaï Abderrhaman ben hichem, que Dieu lui soit en aide et le Sid le Général Bedeau Commandant le Territoire de Tlemcen, représentant du Maréchal Bugeaud gouverneur du royaume d'Alger et Khalifa du roi des français, que Dieu augmente sa prospérité.

Et ils sont convenus des conditions suivantes dont l'application sera immédiate et par lesquelles toute difficulté sera tranchée.

Puisse Dieu arranger toute chose et combler tous les désirs.

Art. 1^{er}. La Deira d'Abdelkader qui se trouve maintenant sur le Territoire du Maroc devra être immédiatement transférée dans la partie Ouest de Fez. Si Abdelkader est ou vient par la suite sur le territoire du Maroc voisin de la frontière il devra également être transféré à l'Ouest de Fez.

Art. 2. Si Abdelkader se trouve maintenant ou se présente par la suite sur la frontière marocaine, avec un corps d'armée, ce corps devra être dissous, cavalerie et infanterie sans la moindre exception.

Art. 3. Si Abdelkader reste dans l'Est de sa personne ou avec un corps d'armée aucun secours ne devra lui être fourni par le royaume de Maroc ; ni en armes ni en poudre ou en plomb, ou en vivres, ni en rien de ce qui pourrait l'aider à faire la guerre.

Art. 4. Toutes les tribus dépendant du royaume d'Alger qui ont quitté leur territoire et se sont retirées sur le territoire du Maroc, devront toutes retourner sur leur territoire.

De leur côté les français n'accepteront pas celles des tribus marocaines qui y viendraient et les forceront à retourner sur le territoire du Maroc. Ce que nous disons ici n'est applicable qu'aux Tribus, car tout individu seul ou accompagné de sa famille qui fuirait d'un royaume dans l'autre devra jouir du droit d'asile accordé par tous les Sultans entr'eux.

1. La phrase entre crochets est citée par le capitaine LATREILLE (*loc. cit.*, p. 118).

Voici le nom des tribus dépendant du royaume d'Alger, dont le Territoire forme la limite Ouest de l'Algérie savoir, le Territoire des Aattia, de Messida de el Aachiche, de Ouled Melouk, de Beni Bou Saïd et des Oulad el Nahr, le Territoire et les habitants de ces tribus dépendent du royaume d'Alger à l'exception des habitants de Aattia qui sont sujets de l'Empereur du Maroc¹.

15 juin 1844.

CONVENTION. — N° 25. — Conditions envoyées au fils de l'Empereur et avant à Sid-Ahmida.

Entre Moulai Mohamed fils de l'Empereur Moulai Abderrhaman et le Maréchal Bugeaud Gouverneur général de l'Algérie, commandant en chef de l'armée française la cessation des hostilités entre les deux pays a été convenue et réglée de la manière suivante :

1° El hadj Abdelkader, sa famille, sa Deira et les chefs qui restent attachés à sa personne, seront internés dans l'ouest de Fez ; les troupes d'infanterie et de cavalerie qui lui restent seront dissoutes et les individus qui les composent seront libres de rejoindre leurs familles.

2° L'Empereur s'oblige à retenir Abdelkader, et à le garder de telle sorte qu'il ne puisse jamais recommencer les hostilités contre l'Algérie.

3° Le Maréchal s'engage au nom de la France à ce que nos troupes ne franchiront jamais les frontières de l'Algérie, telles qu'elles étaient du temps des Turcs et d'Abdelkader, à savoir le Territoire des Aattia, de Messirda, de Aachiche, de Ouled Melouk de Beni Bou Saïd et des Ouled el Nahr. Le territoire et les habitants de ces tribus dépendent du royaume d'Alger à l'exception des habitants de Aattia qui sont sujets de l'Empereur du Maroc quoique leur territoire soit algérien.

Sid Mohamed prend le même engagement au nom de son père.

4° Les deux corps d'armée, Français et Marocain, se retireront chacun de son côté, deux jours après l'échange des présentes conventions. Ils laisseront garnison à Ouchda à Lalla Maghnia pour faire la police du pays ; les autres troupes seront réparties dans les deux royaumes.

5° Moulai Mohammed s'oblige à renvoyer immédiatement au chef français les prisonniers français que hadj Abdelkader possède encore, en échange des prisonniers marocains qui sont restés au pouvoir de l'armée française.

6° Enfin la présence d'Abdelkader près de la frontière sera considérée par les français comme un commencement d'hostilité².

Salut.

1. Voir plus haut, lettre n° 6.

2. Voir plus haut, lettre n° 8. Les conventions 24 et 25 des 15 juin et 18 juillet, similaires dans l'ensemble, décèlent cependant de la première à la seconde le besoin de rendre l'accord plus clair en même temps que le désir nettement exprimé en juillet de faire en sorte que Oujda et Lalla-Maghnia se fassent pendant de part et d'autre de la frontière.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE ROMAINE

(1951-1955)

(Suite¹)

III. — LES ORIGINES

Origines italiques. — Nous ne pouvons que signaler la publication de très importants ouvrages de linguistique : la nouvelle édition du livre de synthèse de G. DEVOTO, *Gli antichi Italici* (Florence, 1952 ; la 1^{re} édition était de 1929), et trois manuels de dialectologie italique parus presque simultanément, ceux d'Emil VETTER², V. PISANI³ et G. BOTTIGLIONI⁴.

M. LEJEUNE poursuit son étude des textes vénètes, dont l'importance est capitale en raison de la parenté présumée entre le vénète et le latin. Il s'attache particulièrement au sanctuaire d'Este, dont il étudie les stèles votives, les plaques de bronze votives, les épingles votives inscrites, les stèles funéraires⁵. Il étudie aussi les sanctuaires de Gurina (en Carinthie, près de la Drave) et de Lagola (haute vallée de la Piave)⁶.

Les textes messapiens sont étudiés dans le premier tome d'un ouvrage de H. KRAHE sur la langue des Illyriens⁷.

Les fouilles de Capène, au pays des Falisques, ont découvert des textes importants sur l'histoire de la cité et permis de déterminer l'emplacement du *lucus Feroniae*⁸.

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CCXVIII, p. 310.

2. *Handbuch der italischen Dialekte. I : Texte mit Erklärung, Glossen, Wörterverzeichnis.* Heidelberg, 1953. (Exclut le vénète et l'étrusque.)

3. *Le lingue dell'Italia antica oltre il latino*, dans la collection du « Manuale storico delle lingue latine », IV. Turin, 1953. (Comprend même l'étrusque.)

4. *Manuale dei dialetti italici (osco, umbro e dialetti minori). Grammatica, testi, glossario con note etimologiche.* Bologne, 1953.

5. Stèles votives d'Este, dans les *Studi Etruschi*, XXI, 1950-1951, p. 215 ; Les plaques de bronze votives du sanctuaire vénète d'Este, dans la *Revue des Études anciennes*, LV, 1953, p. 58 ; Les épingles votives inscrites du sanctuaire d'Este, *Ibid.*, LVI, 1954, p. 61 ; Les urnes cinéraires inscrites d'Este, dans la *Revue des Études latines*, XXXI, 1954, p. 117.

6. Dans la *Revue des Études anciennes*, LIV, 1952, p. 51 et 267, et la *Revue des Études latines*, XXXII, 1954, p. 120. Du même auteur, *Venetica*, dans *Latomus*, XIII, 1954, p. 117.

7. *Die Sprache der Illyrier. I : Die Quellen.* Wiesbaden, 1955.

8. G. MANCINI, dans les *Notizie degli scavi*, 1953, p. 25 ; R. BLOCH et G. FORTI, Nouvelles dédicaces à la déesse Feronia, dans la *Revue de Philologie*, 1953, p. 65.

Il se confirme que l'appareil polygonal des murailles n'est pas une preuve de très haute antiquité¹; l'observation est surtout importante pour les acropoles des Monti Lepini.

Sur l'histoire des institutions a paru un livre de lecture difficile de F. SARTORI, *Problemi di storia costituzionale italiana*². Les historiens souhaiteraient mieux connaître les institutions italiennes, afin de posséder un terme de comparaison avec Rome. A ce travail de recherche M. Sartori ajoute une complication nouvelle : il soupçonne que les Italiotes ont été influencés par les institutions des cités grecques de l'Italie du Sud et particulièrement par Tarente. A-t-il apporté en faveur de sa thèse une preuve décisive? Je n'en suis pas assuré. Il étudie surtout l'histoire d'Herculanum, Pompéi et Sorrente. Il a tout à fait raison de distinguer à l'intérieur d'une même cité plusieurs groupements hétérogènes, une ville grecque, un municipe, une colonie, et ce point de vue est habituellement négligé à tort. Mais nous connaissons trop mal le détail des institutions et leur chronologie. Un des problèmes qui a surtout retenu l'attention de M. Sartori est celui de l'origine des *duoviri* qui se rencontrent dans des municipes. Il paraît disposé à le chercher dans la magistrature osco-samnite; et pourtant, d'accord avec la plupart des savants, il admet que la collégialité des *meddices* était inégale. Il n'y a qu'à louer, en revanche, l'appendice sur les *praefecti Capuam Cumas*, dont il fait remonter l'origine à la fondation de la tribu Falerna en 318.

LES ÉTRUSQUES. — Pour connaître l'état actuel des problèmes, on ne peut trouver meilleur guide que Raymond BLOCH, l'heureux « inventeur » de la cité étrusque de Volsinii. Dans un manuel de la collection *Que sais-je?*³, il étudie successivement l'histoire, l'écriture et la langue, la vie publique et privée, la religion et les arts. Le premier chapitre témoigne du ralliement de l'auteur à la thèse de l'origine orientale. Pour l'origine de l'alphabet, M. Bloch nous paraît avoir raison de ne pas accepter la théorie selon laquelle les Étrusques auraient emprunté l'alphabet de Cumes. A propos du tombeau de Vix (Côte-d'Or), il énonce déjà une théorie qui connaît actuellement un grand succès : « Peut-être s'agit-il là d'un point particulièrement important d'une antique route terrestre de l'étain » (p. 80). On note donc avec intérêt dans ce court manuel des théories personnelles : ainsi celle de l'origine latine et non étrusque de la trilogie Ceres-Liber-Libera.

Un autre livre du même auteur, *L'art et la civilisation étrusques*⁴, répond à des préoccupations différentes. Le problème de l'origine orientale n'est

1. G. LUGLI, Conclusioni sulla cronologia dell'opera poligonale in Italia, dans le *Bulletin van de Vereniging tot Bevordering der Kennen van de antieke Beschaving*. Leyde, XXIX, 1954, p. 41.

2. Università degli studi di Padova, Pubblicazioni dell'Istituto di storia antica, I. Rome, L'Erma, 1953, in-8°, 203 p.

3. *Les Étrusques*. Paris, 1951, in-12, 119 p.

4. Paris, Plon, [1955], in-8°, 226 p.

plus envisagé et, tout au contraire, la période dite « villanovienne » paraît considérée comme une première période étrusque. Grande attention est donc donnée à la chronologie, à la transformation progressive de la civilisation de l'Étrurie. L'auteur essaie de retrouver la « vision du monde » propre aux Étrusques. Les illustrations, peu connues ou même inédites, ajoutent à l'attrait de la lecture. Il me semble que l'auteur aurait bien fait de ne pas étudier séparément les diverses techniques, sculpture, peinture, céramique, etc., mais de les classer par périodes, comme il paraît y avoir songé au début.

À côté du livre de M. Bloch, on fera bien de placer un ouvrage publié sous le même titre, *Art et civilisation des Étrusques*, qui est le catalogue de l'Exposition étrusque présentée au Louvre en 1955 ; c'est une édition abrégée du catalogue rédigé par M. PALLOTTINO pour l'Exposition de Milan¹.

Il nous faut étudier maintenant les problèmes séparément. J'ai défendu la cause de l'origine orientale dans un mémoire sur *Les Étrusques peuple d'Orient*². J'invoquais en faveur de cette thèse l'étroite parenté entre un calendrier « brontoscopique » étrusque et les calendriers babyloniens. Elle serait confirmée par une étude de J. NOUGAYROL, *Les rapports des haruspices étrusque et assyro-babylonienne et le foie d'argile de Falerii Veteres*³. La même thèse est défendue d'un point de vue tout différent — l'étude des gènes des groupes sanguins dans la Toscane actuelle et en Asie Mineure — par sir GAVIN DE BEER⁴.

L'étude de la langue étrusque progresse lentement. A. CARNOY insiste sur les correspondances entre étrusque et hittite et admet une parenté indo-européenne⁵. P. LAMBRECHTS commente des noms de magistrats étrusques⁶.

Plus actives sont les études archéologiques. L'ouvrage de P. J. RIIS publié en danois (1948) est maintenant accessible en traduction anglaise, *An Introduction to Etruscan Art* (Copenhague, 1953). Les chefs-d'œuvre de la peinture étrusque sont publiés par M. PALLOTTINO⁷ et par H. LEISINGER⁸, les sarcophages par R. HERBIG⁹.

Très important mémoire de Clark HOPKINS, *Oriental Evidence for Early Etruscan Chronology*¹⁰, qui admettrait que les Étrusques sont venus avant

1. Éditions des Musées nationaux, 1955, in-8°, 111 p., 56 pl.

2. Dans les *Cahiers d'histoire mondiale*, I, 1953, p. 328. — Cf. Sur le calendrier brontoscopique de Nigidius Figulus, dans les *Studies* en l'honneur de Allan Chester Johnson. Princeton, 1951, p. 79.

3. Dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1955, p. 509.

4. Sur l'origine des Étrusques, dans la *Revue des Arts*, 1955, p. 139.

5. La langue étrusque et ses origines, dans *Antiquité classique*, 1952, p. 289.

6. Trois titres étrusques, dans *L. E. C.*, XX, 1952, p. 327.

7. *Les grands siècles de la peinture étrusque*. Genève, Skira, 1952, gr. in-4°.

8. *Malerei der Etrusker*. Stuttgart, 1953. Traduit sous le titre plus exact : *Les peintures de Tarquinia*. Lausanne, gr. in-4°, 1953.

9. *Die jungereetruskischen Steinsarkophage*, dans la collection « Die antiken Sarkophagreliefs », VII. Berlin, 1952.

10. Dans *Berytus*, XI, 1954-1955, p. 75.

700 a. C. de l'angle syro-chypriote. Étudiant les objets villanoviens de Bologne, Luigi POLACCO estime que les influences orientales sont venues par l'Adriatique en même temps que par la mer Tyrrhénienne dès le IX^e siècle¹. Étudiant ces mêmes stèles de Bologne, Silvio FERRI note une parenté avec le Louristan².

Les relations commerciales de l'Étrurie soit avec la Grèce soit avec Carthage sont étudiées respectivement par Emil KUNZE³ et M^{lle} E. COLOZIER⁴.

Étudions rapidement quelques cantons qui ont bénéficié de recherches récentes. M^{me} M. GUARDUCCI estime, d'après l'alphabet utilisé sur les vases de *Caeré*, qu'une colonie attique y existait vers 500 av. J.-C.⁵. Les fouilles américaines de *Cosa*⁶ ont surtout fait connaître la colonie romaine (273). A. MINTO a étudié à *Populonia* l'industrie minière⁷. Une intéressante nécropole fouillée à *Statonia* en 1894-1898 a été enfin publiée par Giacinto MARTEUCIG; c'est une très ancienne colonie de Vulci qui disparut vers 550⁸. De même, J. PALM a publié trente-sept tombes de *Veii* ouvertes en 1889⁹. R. BLOCH complète sa découverte de l'enceinte de *Volsinii* par l'étude d'une nécropole¹⁰. Alain HUS étudie des sculptures archaïques de *Vulci*, qu'il compare à des objets d'Asie Mineure¹¹.

Des inscriptions latines découvertes à Tarquinii en 1948 sont une source nouvelle et importante pour l'histoire étrusque. Elles ont été commentées par M. PALLOTTINO¹² et par J. HEURGON¹³, qui a insisté sur l'influence étrusque au temps de l'empereur Claude.

1. Rapporti artistici di tre sculture villanoviane di Bologna, dans *Studi Etruschi*, XXI, 1950-1951, p. 59.

2. Osservazioni a un gruppo di monumenti arcaici volsinei, dans les *Rendiconti dell'Accademia dei Lincei*, VI, 1951, p. 587.

3. Etruskische Bronzen in Griechenland, dans les *Studies presented to David M. Robinson*, I (1951), p. 736.

4. Les Étrusques et Carthage, dans les *Mélanges de l'École française de Rome*, LXV, 1953, p. 63.

5. Iscrizioni greche su vasi locali di Caere, dans *Archaeologia Classica*, IV, 1952, p. 241. Cf. *Actes du Congrès d'Épigraphie*, 1952, p. 50.

6. Frank E. BROWN, *Cosa I*, History and Topography, dans les *Memoirs of the American Academy in Rome*, XX, 1951.

7. L'antica industria mineraria in Etruria e il porto di Populonia, dans *Studi Etruschi*, XXIII, 1954-1955, p. 1.

8. *Poggio Buco, the Necropolis of Statonia*. Berkeley, 1951.

9. Dans les *Acta instituti romani regni Sueciae*, ser. in-4^o, XVI, *Opuscula Archaeologica*, VII. Lund, 1952.

10. Dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, octobre 1951.

11. Sculptures étrusques archaïques. Le cavalier marin de la villa Giulia, dans les *Mélanges de l'École française de Rome*, 1955, p. 71.

12. Uno spiraglio di luce sulla storia etrusca, gli elogia Tarquiniensia, dans *Studi etruschi*, XXI, 1950-1951, p. 147.

13. L'« *elogium* » d'un magistrat étrusque découvert à Tarquinia, dans les *Mélanges de l'École française de Rome*, 1951, p. 119; La vocation étrusque de l'empereur Claude, dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1953, p. 192; Tarquinius Priscus et l'origine de l'ordre des haruspices sous l'empereur Claude, dans *Latomus*, XIX, 1953, p. 402.

LES GRECS D'ITALIE. — Les marins de la mer Égée ont exploré la Méditerranée occidentale dès l'époque minoenne tardive (minoën récent I, vers 1500) et l'époque mycénienne (XIV^e-XIII^e siècles av. J.-C.). L'étude stratigraphique exécutée par Bernabò BREA aux îles Lipari¹ a permis d'établir de précieux synchronismes entre les objets mycéniens et la civilisation dite apenninique. De plus, sur les tessons ont été reconnues les traces d'une écriture imitée du mycénien, écriture préalphabétique. Ainsi se confirmerait, selon Jean BÉRARD, la tradition qui attribue au mythique Évandre l'invention de l'écriture².

Il est vrai que la légende tend à devenir histoire. J. BÉRARD et A.-C. BLANC retrouvent la plage des Sirènes³. Un cippe de Paestum atteste le culte de Chiron, compagnon de Jason⁴. Un disque de bronze de Cumès (vers 600 av. C.), qui porte un oracle rendu au nom de Héra, a été utilisé par M^{me} M. GUARDECCI pour prouver de très antiques relations entre Cumès et Rome, à vrai dire de manière bien conjecturale : comment prouver que le culte de Juno Regina vient de Cumès⁵?

Nous ne quittons pas le terrain des légendes avec le livre de FRANZ BÖMER sur la légende troyenne en liaison avec les origines de Rome⁶. Énée serait passé par l'intermédiaire de Phocée en Étrurie, de là à Rome. L'auteur a bien montré que le type du *pieux Énée* est d'invention grecque et non romaine. Il a bien insisté aussi sur le nombre étonnant des monuments d'Énée en Étrurie. La deuxième partie, qui traite des dieux du grenier (*penus*), est mal liée à la précédente. Il me semble que la légende troyenne en Occident est une transposition de la migration historique de peuples d'Asie Mineure, parmi lesquels se trouvaient les Étrusques.

Les fouilles apportent des conclusions plus sûres à Megara Hyblaea⁷, à l'Héraion du Silaros et à Paestum. M^{me} P. ZANCANI-MONTUORO et V. ZANNOTTI-BIANCO consacrent à l'Héraion une publication monumentale⁸ : la légende attribuée à Jason la fondation du sanctuaire, mais c'est seulement

1. *Bollettino d'arte*, 1951, p. 31. Cf. *Fasti Archaeologici*, V, 1952, p. 206, et VII, 1954, p. 165.

2. Écriture préalphabétique et alphabet en Italie et dans les pays égéens, dans *Minos*, II, 1953, p. 65. Cf. *Revue des Études latines*, 1954, p. 42.

3. La plage des Sirènes dans l'« Odyssée » et la cala delle Ossa du cap Palinuro, dans les *Mélanges de l'École française de Rome*, LXVI, 1954, p. 7.

4. Ch. PICARD, Le culte et la légende de Chiron dans l'Occident méditerranéen, dans la *Revue des Études anciennes*, 1951, p. 5.

5. Un antichissimo responso dell'oracolo di Cuma, dans le *Bollettino Comunale di archeol. Rom.*, 1951, p. 129.

6. *Rom und Troia, Untersuchungen zur Frühgeschichte Roms*. Baden Baden, 1951.

7. F. VILLARD et G. VALLET, Megara Hyblaea, dans les *Mélanges de l'École française de Rome*, LXVII, 1955, p. 7. — Sur la chronologie des colonies grecques, F. VILLARD, contre Dunabain, dans *Gnomon*, 1953, p. 11.

8. *Heraion alla foce del Sele*. Rome, Libreria dello Stato, 1951, 2 vol. in-4°, 212 et 392 p., 39 et 82 pl. — Cf. J. BÉRARD, A l'Héraion du Silaros, dans la *Revue archéologique*, 1952, II, p. 12.

vers 650 que fut créé le port fluvial ; le plus ancien trésor date de 565 environ. Plus tardive est la fondation de Paestum, où des fouilles ont permis de préciser à quels dieux appartenaient réellement les temples conservés par miracle et de découvrir aussi de nouveaux sanctuaires¹.

Une intéressante étude de M^{me} ZANCANI-MONTUORO, distinguant Siris d'une ville de Sirinos², a détruit les conjectures erronées qu'on avait proposées à propos des origines de Siris.

ORIGINES DE ROME. — Ici l'archéologie est reine. S. M. PUGLISI, qui a dirigé les fouilles du Palatin, en donne une minutieuse étude stratigraphique³. Le même travail a été exécuté au Forum par E. GJERSTAD⁴. Les résultats sont, pour l'essentiel, concordants. Au VIII^e siècle, des villages existent sur les collines de Rome, sans que le Palatin possède une primauté. Des cabanes succèdent aux tombes du Forum vers 650. Les importations grecques commencent vers 625. Vers 575, le passage des huttes aux maisons, sur le Palatin comme au Forum, signifie « l'événement appelé la fondation de Rome » (Gjerstad).

On comparera le résultat des fouilles d'Ardée⁵. On consultera le nouveau catalogue du Musée de Villa Giulia, dû à R. VIGHI et F. MINISSI⁶.

A. BERNARDI interprète ainsi les résultats des fouilles⁷ : une cité sabine à Rome au VII^e siècle et, depuis 575, une cité étrusque, les Latins n'ayant qu'un rôle subordonné. Attendons, à mon avis, que les fouilles de la Sabine nous aient enfin révélé ce que sont les Sabins.

Sur les institutions de la période royale a paru une vigoureuse synthèse de U. COLI, *Regnum*⁸. L'auteur veut avant tout réagir contre la thèse de Mommsen, selon qui la royauté est déjà une magistrature contrôlée par le *populus*. En réalité, il y aurait opposition absolue entre le régime du *regnum*, fondé sur le pouvoir absolu du chef, et celui de la *respublica*, fondé sur la loi. Nous avons ici le développement d'une théorie énoncée par M. De Francisci, dans *Arcana imperii*. L'État est la chose du roi, qui tient son pouvoir de Jupiter et a les mêmes attributs que lui (le *scipio* correspondrait au foudre). Les patriciens sont les descendants des premiers sénateurs ; ils se constitue-

1. A. MAIURI, Origine e decadenza di Paestum, dans *Parola del Passato*, VI, 1951, p. 274.

2. Siri-Sirino-Pixunte, dans *Archivio storico per la Calabria e la Lucania*, XVIII, 1.

3. Gli abitatori primitivi del Palatino attraverso le testimonianze archeologiche e le nuove indagini stratigrafiche sul Germalo, dans les *Monumenti antichi* publiés par l'Accademia dei Lincei, XLI, 1951.

4. Scavi stratigrafici nel Foro romano e problemi ad essi relativi, dans *Bullett. Com. di archeol. rom.*, LXXIII, 1949-1950, p. 16. — Cf., du même auteur, *Stratigraphic Excavations in the Forum Romanum*, dans *Antiquity*, juin 1952, p. 60.

5. A. ANDRÉN, dans les *Acta instituti romani regni Sueciae*, *Opuscula romana* I, in-4°, XVIII, 1954.

6. *Il nuovo Museo di Villa Giulia*. Rome, 1955.

7. Periodo sabino e periodo etrusco nella monarchia romana, dans la *Rivista storica italiana*, LXVI, 1954, p. 5.

8. Dans les *Studia et documenta historiae et juris*, XVII. Rome, 1951, 168 p.

ront en cercle fermé quand la suppression des rois aura rendu impossible la création de nouveaux patriciens. La royauté est un sacerdoce, et il est probable que le roi antique portait déjà le titre d'*augustus*. Le roi donnait des lois sans consulter le peuple. L'autonomie des *gentes* n'existait pas. Une révolution totale survint quand l'armée devint délibérante : alors naquirent le *populus*, la *civitas*, la *libertas* ; alors aussi parut la notion de l'*imperium*, inconnue de la royauté.

Je ne vois pas clairement à quelle époque l'auteur place cette révolution. Il admet, en effet, que la royauté étrusque est d'un type différent de celui de la royauté absolutiste. Les Étrusques seraient foncièrement grecs ou hellénisés, leur intervention à Rome n'aurait pas eu lieu par la conquête : Rome leur doit l'idée de *polis*, la timocratie, la phalange d'hoplites. Servius Tullius lui-même est un type de législateur grec, interpolé parmi les rois (*re non-re*). Mais alors, si nous exceptons les tyrans étrusques et Servius Tullius, les princes absolus que définit U. Coli sont rejetés dans une préhistoire dont nous ne savons rien. La construction purement idéologique qui nous est présentée est arbitraire. Elle devrait s'appuyer sur des comparaisons. Elle est en désaccord avec la tradition qui affirme le grand pouvoir des curies dans la cité primitive et l'autonomie des *gentes*. Sachons gré à U. Coli de son intervention courageuse, mais ne nous hâtons pas de lui donner raison.

Sur les curies et les *gentes* primitives, on consultera la prudente étude de C. W. WESTRUP¹. Si on veut se rendre compte de ce que peut apporter le droit comparé, on lira la remarquable étude de J.-N. LAMBERT sur les origines de Rome². En comparant le *tuath* irlandais à la tribu romaine, le savant juriste a éclairé de manière surprenante la structure primitive de la société romaine, les règles de la parenté, les subdivisions de l'armée, l'économie primitive. Pourtant sa théorie de l'*heres*, conçu comme un client, nous paraît bien difficile à accepter.

Inconciliable avec la thèse de U. Coli serait celle qui a été exposée par A. ALFÖLDI sur les origines du patriciat, dans un ouvrage qui renouvelle l'intelligence de cette caste mystérieuse³. La thèse est simple dans ses lignes fondamentales : le patriciat est la noblesse de cavaliers qui se trouvait à la tête de l'État durant les siècles de la royauté. Le roi était lui-même le chef de la cavalerie. La preuve est fournie surtout par l'étude du costume : le *calceus patricius* est une botte propre aux cavaliers, avec une lunule pour fixer les jambières ; la *trabea* est un manteau court qui convient à la cava-

1. Sur les « *gentes* » et les « *curiae* » de la royauté primitive de Rome, dans la *Revue internationale des droits de l'Antiquité*, 3^e série, I, 1954, p. 435.

2. Les origines de Rome à la lumière du droit comparé, Romulus, dans les *Studi in onore di Pietro di Francisci*. Milan, 1954, p. 339.

3. *Der frühromische Reiteradel und seine Ehrenabzeichen*, dans la collection « Deutsche Beiträge zur Altertumswissenschaft », publiée par G. WALTER, II. Baden-Baden, 1952, in-8°, 127 p., 4 pl.

lerie, à laquelle appartiennent aussi les plaques appelées *phalerae*; l'anneau d'or est lui-même une distinction militaire. Les *Lupercalia* sont la fête royale du début de l'année : les cavaliers font le tour de la ville, renouvelant le rite de fondation. Ainsi les patriciens composaient *die militärische Führerschicht der Königszeit*, et ce sont les privilèges possédés par les cavaliers à l'époque royale qui expliquent les progrès de la noblesse à l'époque républicaine.

L'originalité de la thèse de A. Alföldi est donc de nous représenter la société romaine primitive sur le modèle des bandes de cavaliers. Déjà, Montesquieu comparait aux premiers Romains les « petits Tatars », tout occupés comme eux à des razzias. Il me semble, pourtant, que cette définition militaire convient non pas à toute la noblesse, mais à la *juventus*, dont l'étude est ici trop négligée, et que les nobles doivent plutôt la réalité de leur pouvoir à des privilèges économiques et politiques.

IV. — HISTOIRE DE LA RÉPUBLIQUE

I. PÉRIODE DE LA CONQUÊTE DE L'ITALIE. — L'authenticité des fastes du ^v^e siècle est maintenue par Plinio FRACCARO, dans un important discours inaugural consacré à la *Storia romana arcaica*¹, par A. BERNARDI², par Stuart STAVELEY³. J. GAGÉ commente plusieurs épisodes de cette période si obscure⁴; contrairement à A. Alföldi, il oppose les cavaliers aux patriciens.

Les progrès sont plus sensibles dans l'histoire des institutions. Il faut surtout prêter attention à l'étude présentée par Ugo COLI, *Tribù e centurie dell'antica repubblica romana*⁵, qui témoigne d'un effort critique d'une rare audace. Elle reconstitue d'abord le cens dit de Servius, qui daterait, en réalité, de 459; il existait alors vingt tribus fournissant chacune 1.000 hommes, soit en tout quatre légions; pour cette armée de 20.000 hommes, l'auteur explique assez peu clairement qu'il suffisait de 175 centuries. Par la suite le nombre des centuries militaires fut doublé, le nombre des centuries électorales maintenu à 175. Nous ne pouvons entrer dans le détail d'un système sans doute trop ingénieux, mais riche de suggestions utiles.

Dario SABBATUCCI a étudié l'édilité romaine, en insistant sur les attributions religieuses de cette magistrature⁶. Il me paraît avoir raison d'opposer

1. Discorso inaugurale dell'Istituto lombardo, février 1952.

2. Dagli ausiliari del rex ai magistrati della repubblica, dans *Athenaeum*, XXX, 1952, p. 3.

3. The Significance of the Consular Tribunate, dans le *Journal of Roman Studies*, XLIII, 1953, p. 30.

4. Frumentum Siculum, dans le *Bulletin de la Faculté des Lettres de Strasbourg*, 1951, p. 347; Les traditions des Papirii et quelques-unes des origines de l'« equitatus » romain et latin, dans la *Revue historique de droit*, 1955, p. 20.

5. Dans les *Studia et Documenta historiae et juris*, XXI, 1955.

6. L'edilità romana : magistratura e sacerdozio, dans les *Atti dell'Accademia dei Lincei*, ser. VIII, vol. VI, fasc. 3, p. 254.

la religion du patriciat et celle de la plèbe et même d'admettre le caractère primitivement plébéen des *ludi romani*. Il faudrait aller jusqu'au bout et admettre que l'édilité plébéienne fut identique dès l'origine à l'édilité curule.

Pour la chronologie si contestée des invasions gauloises, Paul PEDECH donne un très bon commentaire critique du texte de Polybe¹.

PÉRIODE DE LA CONQUÊTE DE LA MÉDITERRANÉE. — « Durant la dernière période de son expansion, la politique romaine fut en dernière analyse déterminée par un petit cercle de sénateurs, émané d'un nombre restreint de familles. » Par cette formule H. H. SCULLARD justifie l'objet de son livre, *Roman Politics 220-150 B. C.*², qui est précisément d'étudier les conflits entre familles nobles en vue du *leadership*. Il s'engage donc à son tour sur la voie si brillamment ouverte naguère par F. Münzer. Il est très sévère pour le Sénat, aveugle aux besoins économiques et moraux, qu'il rend responsable de la crise ouverte en 133. Nous ne pouvons le suivre dans sa minutieuse analyse des alliances et des conflits entre les grands ; il éclaire ainsi même les facteurs déterminants de la politique extérieure. La deuxième guerre punique est décidée par un accord entre les Aemilii et les Cornelii Scipiones. Après la guerre, les Scipions restaurent leur puissance un moment ébranlée ; ils touchent à leur apogée en 191. Un appendice examine le problème toujours débattu des procès qui les accablèrent en 187-184. Après une période d'inertie, de 167 à 155, l'année 154, « a turning point », marque le moment du retour à une politique de force. Il nous paraît que l'auteur a parfaitement réalisé son dessein ; chaque fois qu'on étudiera un événement de cette période, il faudra le consulter. Mais n'ayons pas l'illusion de croire que les conflits des factions résument l'histoire de cette période. L'auteur ne dit rien de la création du port de Rome, de la stabilisation monétaire, des innovations religieuses, du rôle des publicains. Polybe dit que la politique de Rome était tout entière commandée par la bourse, et c'est évidemment lui qui a raison.

C'est à peu près la même période que P. GRIMAL étudie dans un ouvrage intitulé *Le siècle des Scipions, Rome et l'hellénisme au temps des guerres puniques*³. Le titre est-il heureux ? Scipion Émilien est, en réalité, un peu négligé. L'auteur paraît hésiter entre deux thèmes différents : d'une part, il insiste sur la formation d'une pensée romaine autonome, sur cette révolution spirituelle qui rendit Rome consciente de sa mission, sur ce sentiment d'une personnalité raciale qui expliquerait le culte rendu à la Grande Mère troyenne ; et, d'autre part, il décrit Rome comme une cité hellène, héritière de l'hellénisme. C'est pourquoi tour à tour Rome est dite « à la pointe de la civilisation italique » (p. 88) et « désormais à la pointe de l'hellénisme ».

1. La méthode chronologique de Polybe d'après le récit des invasions gauloises, dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1956, p. 367.

2. Oxford, Clarendon Press, 1951, in-8°, 324 p.

3. Dans la *Collection historique* dirigée par Paul LEWERLE. Paris, Aubier, 1953, in-8°, 225 p.

Cette hésitation me paraît faire tort à un livre qui entreprend la tâche audacieuse de présenter une « psychologie historique » et où on a plaisir à noter des observations originales, parfois trop rapidement suggérées, par exemple sur la cause de la guerre de Macédoine (p. 101).

Nous n'avons pas reçu l'ouvrage de H. HILL, *The Roman Middle Class in the Republican Period* (Oxford, 1952).

Un fragment d'elogium de Fabius Maximus, trouvé à Brindes, a rouvert le problème de la réforme des comices à la fin du III^e siècle¹.

Après le *Caton Censore* de F. Della Corte (Turin, 1949), voici *Cato der Zensor, seine Persönlichkeit und seine Zeit*, de Dietmar KIENAST². M. Della Corte acceptait l'interprétation mommsénienne qui voit en Caton un représentant de la paysannerie moyenne. Selon Dietmar Kienast, Caton représente les intérêts du Sénat et pense comme les *nobiles*, point de vue auquel nous nous rallions. Caton n'était pas davantage le personnage borné que décrit Mommsen. « Il incorporait les meilleures qualités du type romain », et il était supérieur à ses contemporains. On saura beaucoup de gré à l'auteur d'avoir fait suivre son agréable et savant ouvrage d'une édition des fragments conservés des discours de Caton, qui marque un progrès sur l'édition procurée par M^{lle} E. Malcovati. Il donne un tableau de la société romaine vers 200. Il s'est posé, comme F. Della Corte, le problème des sources de la biographie de Plutarque, mais il ne croit pas, comme lui, à une influence déterminante du récit perdu de Polybe. Pour le procès des Scipions, il suit, comme H. H. Scullard, la reconstruction de P. Fraccaro. Il donne de bonnes raisons pour retirer à Caton la paternité d'une *lex Porcia de tergo civium*. Ce nouveau Caton est un capitaliste, non pas un paysan, il n'est plus l'ennemi acharné des Grecs, et il finit par s'entendre avec Scipion Émilien.

Plaute est pour nous un des plus précieux témoins de ce temps. F. DELLA CORTE lui consacre un livre qui soulève bien des problèmes³. L'auteur est agressif à l'égard de ses devanciers, qui auraient négligé leur tâche essentielle, qui était de juger la valeur poétique de l'œuvre. Mais lui-même s'est surtout attaché à des recherches érudites et nous ne le lui reprocherons pas. Il fixe d'importants repères chronologiques, distingue deux périodes dans l'œuvre de Plaute, l'une contemporaine de la deuxième guerre punique, la deuxième située entre le consulat et la censure de Caton. Le poète aurait d'abord soutenu le groupe philhellène, puis se serait rallié à Caton. M. Della Corte pense reconnaître chez lui des prises de position contre les Bacchanales, contre l'abrogation de la *lex Oppia*, contre le mauvais gouvernement des provinces. Il sera intéressant de comparer la chronologie des œuvres

1. VITUCCI, *Intorno a un nuovo frammento di elogio*, dans la *Rivista di filologia*, XXXI, 1953, p. 54. — Cf. STUART STAVELEY, *The reform of the comitia centuriata*, dans *American Journal of Philology*, LXXIV, 1953, p. 1.

2. Heidelberg, Quelle und Meyer, 1954, in-8°, 171 p.

3. *Da Sarsina a Roma, ricerche Plautine*. Gênes, Pubblicazioni dell'Istituto universitario di magistero, 1952, in-8°, 343 p.

qu'il propose à celle que construisait vers le même temps K. H. E. SCHUTTER dans une dissertation de Groningue¹.

LA GUERRE EN OCCIDENT. — J. H. THIELE a entrepris de donner une histoire de la marine de guerre de Rome. Notre précédent *Bulletin* (p. 289) a rendu compte du tome II de cet ouvrage. Paraît maintenant le tome I, pour la période antérieure à la deuxième guerre punique². On y lit cette formule, incroyable de la part d'un historien : « Je n'aime pas les problèmes de chronologie, mais, écrivant l'histoire, on ne peut toujours les éviter » (p. 144). On est surpris que l'auteur, traitant des origines de la marine romaine, ne dise rien de la marine étrusque, et rien non plus de la date de fondation d'Ostie. Il conjecture que Rome suivit deux systèmes différents : en 311, sous l'inspiration d'Appius Claudius, elle entreprit de créer une flotte purement romaine ; elle y renonça vers 278 et, en 267, entreprit de créer une flotte alliée grâce à ses auxiliaires. Au premier système correspond la création des *duoviri navales*, au second celle des *quaestores classici*. Cette hypothèse de travail est digne d'attention. Pour les origines de la première Punique, M. Thiele accepte ma conjecture touchant l'existence d'un traité de 306 qui interdisait aux Romains de passer en Sicile. L'histoire des armements au cours de la guerre est suivie pas à pas ; l'auteur n'observe pas assez comme elle est conditionnée par les possibilités du trésor. Le détail surprend parfois : tel amiral romain serait atteint d'un *coast complex* (p. 250) qui le pousserait à prendre imprudemment le large. La tradition de Polybe est critiquée d'après la vraisemblance et le bon sens, selon une méthode qui rappelle J. Beloch. Vient ensuite l'« interlude » 241-218. A l'esprit agressif du Sénat s'opposerait la disposition pacifique des paysans romains. Critiquant une observation d'Holleaux, M. Thiele écrit : « Le Sénat était riche de sens commun. En dépit de ses qualités admirables, l'ouvrage d'Holleaux manque singulièrement de cette vertu » (p. 357, n. 54). Un sage commentaire du texte de Polybe, voilà ce que nous apporte le livre de M. Thiele, avec excès d'appel au sens commun.

Un ouvrage de G. NENCI sur Pyrrhus représente ce condottiere comme l'instrument de Ptolémée, que hantait surtout la peur de Carthage³. J. GAGÉ le verrait plutôt influencé par la tradition religieuse de Dodone⁴.

Pour la première guerre punique, retenons la découverte, en 1954, d'un milliaire attestant la création d'une route d'Agrigente à Palerme aussitôt après la prise de cette ville, en 254⁵.

1. *Quibus annis comoediae Plautinae primum actae sint quaeritur*. Groningue, De Waal, 1952.

2. *A History of Roman Sea-power before the second Punic War*. Amsterdam, North-Holland Publishing Company, 1954, in-8°, 367 p.

3. *Pirro, aspirazioni egemoniche ed equilibrio mediterraneo*, dans les *Pubblicazioni della Facoltà di lettere di Torino*, 1953, in-8°, 199 p.

4. *Pyrrhus et l'influence religieuse de Dodone dans l'Italie primitive*, dans la *Revue d'Histoire des religions*, CXLV, 1954, p. 137.

5. A. DI VITA, *Un milliarium del 252 a. C. e l'antica via Agrigento-Panormo*, dans *Kokalos*, I, 1955, p. 10.

G. WALSER étudie les origines de l'intervention romaine en Illyrie ; il défend le récit d'Appien contre Polybe, qui aurait été victime des falsifications de Fabius Pictor¹.

Sur la déclaration de guerre de Rome à Carthage en 218, une controverse s'est élevée entre W. HOFFMANN et H. H. SCULLARD ; la question est de savoir si Rome décida la guerre après la prise de Sagonte ou seulement après qu'Hannibal eut franchi l'Èbre ; cette deuxième thèse est celle de W. Hoffmann, dont H. H. Scullard montre l'invraisemblance².

Mais, surtout, le problème est de savoir comment doit être interprété le traité de 226, qui fixait l'Èbre comme limite à la zone d'influence carthaginoise. Pourquoi Rome prétendait-elle interdire à Carthage d'intervenir à Sagonte, située dans cette zone ? Le fait que, dès 226, Sagonte battait monnaie sur l'étalon romain complique le problème, malgré la tentative d'explication de F. M. HEICHELHEIM³. J. CARCOPINO a entrepris de trancher ce nœud gordien : l'Èbre du traité de 226 serait en réalité le Jucar⁴. Pourtant, il demeure surprenant que Polybe ait commis une telle erreur.

Quelle route suivit Hannibal entre le pays des Tricastins et celui des Taurini ? Sir Garvin DE BEER propose une solution nouvelle⁵. Le Skaras de Polybe, indûment corrigé par les éditeurs en Isaras, serait l'Eygue. De là Hannibal serait passé par la cluse de Donzère, le col de Grimone, Gap et le col de la Traversette, le seul passage, avec le Clapier, d'où l'on ait la vue de la plaine du Pô. Il me semble que, si l'*insula* de Tite-Live est au confluent de l'Eygue et du Rhône, vers Orange, Hannibal n'a pas dû se hasarder dans la cluse de Donzère, mais suivre plutôt la route de transhumance qui conduisait vers les Baronnies. Contre le col de la Traversette, on fera valoir qu'il aboutit au sud du pays des Taurini. L'ouvrage, écrit avec verve, est d'une lecture très agréable.

Aux travaux signalés par le précédent *Bulletin* (p. 290) sur le traité conclu entre Hannibal et le roi de Macédoine, il faut ajouter A. H. CHROUST étudiant le type des traités internationaux de l'Antiquité⁶. C'est aussi un important point de droit international qu'étudie A. AYMARD, à propos des otages carthaginois⁷.

LA GUERRE EN ORIENT. — Louis ROBERT publie le quatrième tome des

1. Die Ursachen des ersten römisch-illyrischen Krieges, dans *Historia*, II, 1954, p. 308.

2. W. HOFFMANN, dans le *Rheinisches Museum*, XCIV, 1951, p. 69 ; H. H. SCULLARD, *Rome's declaration of war on Carthage in 218 B. C.*, *Ibid.*, XCV, 1952, p. 209.

3. New evidence on the Ebro treaty, dans *Historia*, III, 1954, p. 211.

4. Le traité d'Hasdrubal et la responsabilité de la deuxième guerre punique, dans la *Revue des Études anciennes*, LV, 1953, p. 258. — Cf. *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 26 juin 1953.

5. *Alps and elephants, Hannibal's march*. Londres, Geoffrey Bles, 1955, in-8°, 123 p.

6. International Treaties in Antiquity, the diplomatic Negotiations between Hannibal and Philip V of Macedon, dans *Classica et Mediaevalia*, XV, 1954, p. 60.

7. Les otages carthaginois à la fin de la deuxième guerre punique, dans les *Annales publiées par la Faculté des Lettres de Toulouse*, Pallas, I, 1953, p. 43.

Études d'épigraphie et d'histoire grecques de Maurice HOLLEAUX, qui renferme des pages inédites sur la politique de Philippe V en Asie Mineure¹.

A. DEGRASSI a réuni les dédicaces des peuples et rois d'Asie au peuple romain et à Jupiter Capitolin². Elles doivent provenir d'un monument construit sur le Capitole peu après l'incendie de 83. Elles éclairent d'une lumière singulière l'histoire des interventions de Rome en Orient.

Quelles furent, au III^e siècle, les relations entre l'Italie et le monde hellénistique? J. ANDOR traite de l'allusion de Callimaque à Rome³, dont il attribue la source à Timée, et P. LÉVÊQUE étudie les énigmes du texte de Lycophron⁴; l'explication apportée par Ch. Picard à un vase du trésor de Berthouville a prouvé que l'auteur de la Cassandra est bien le Lycophron du III^e siècle; c'est encore à Timée que Lycophron doit son érudition, et son poème prouve combien l'Égypte, au temps de la guerre de Pyrrhus, s'intéressait à Rome. H. BENGTON montre quelle importance possèdent pour ces problèmes les documents d'asylie de Kos⁵: en 242, Kos invite Naples et Élée à participer aux Asklepia; Rome a certainement connu cette négociation; or, Kos était alliée de l'Égypte.

Les Acarnaniens auraient fait appel à Rome entre 240 et 230. Il est traité incidemment de cette tradition dans un livre qui nous vient du Texas. Stewart Irvin Oost, élève de M. Larsen, a étudié la politique romaine en Épire et en Acarnanie⁶. Il a eu le grand mérite de reconstituer d'abord la chronologie très compliquée des troubles en Épire à la fin du III^e siècle, et aussi de bien montrer l'importance de la route de l'Aoos par l'Atintanie. Il a présenté une discussion intéressante sur les causes de l'extrême cruauté de Paul-Émile à l'égard des Molosses, qui, pourtant, avaient fait *deditio*. Toute cette histoire est très importante du point de vue du droit international, et je reprocherais à l'auteur de n'avoir pas utilisé avec assez de précision les notions de *fides*, *amicitia*, *societas*. Dans un appendice, il approuve Holleaux d'avoir nié l'authenticité de l'appel des Acarnaniens. J'avoue pourtant qu'il ne me paraît pas invraisemblable s'il se place peu avant 230, au moment où une partie seulement de l'Acarnanie est libérée, une autre sujette de l'Étolie.

Pour les événements qui précèdent immédiatement l'intervention en Macédoine, on consultera, naturellement, le livre de M^{lle} M. T. PIRAINO sur

1. IV : *Rome, la Macédoine et l'Orient grec*, I. Paris, 1952.

2. Le dediche di popoli e re Asiatici al popolo romano e a Giove Capitolino, dans le *Bullettino Comunale di archeol. rom.*, LXXIV, 1951-1952 [paru en 1954], p. 19.

3. Die römische Episode bei Kallimachos, dans les *Acta antiqua Academiae Scientiarum Hungaricae*, I, 1951, p. 121.

4. Lycophronica, dans la *Revue des Études anciennes*, LVII, 1955, p. 36.

5. Randbemerkungen zu den kaischen Asylurkunden, dans *Historia*, III, 1955, p. 456.

6. Roman Policy in Epirus and Acarnania in the age of the Roman conquest of Greece, dans *Arnold Foundation Studies*, IV. Dallas (Texas), Southern Methodist University Press, 1954, in-8°, 138 p.

Antigone Doson¹, dont une partie est consacrée au « problème romain ». Elle est très attentive à la chronologie, date de 226 les réformes de Cléomène de Sparte, de 222 la bataille de Sellasie. Rome, admise aux jeux panhelléniques en 228, dut inquiéter la Macédoine. M^{lle} Piraino conjecture que l'opposition d'Antigone Doson contre Rome dut être un des principaux motifs de sa politique et que c'est la raison pour laquelle il a tenté de fusionner les Grecs et s'est allié à leur ligue. Cette opposition est, à vrai dire, plutôt postulée que prouvée. Cependant, elle s'accorde bien avec le rapprochement qui intervint vers 224 entre Antigone Doson et Démétrius de Pharos.

Au traité conclu entre Hannibal et Philippe V en 215, Rome répliqua par une alliance avec l'Étolie. C'est le texte de ce document capital que vient de publier et de commenter G. KLAFFENBACH². La stèle a été découverte en Acarnanie, à Tyrreion, par Fraser. L'alliance conclue en 212, ou plutôt au début de 211, fut ratifiée seulement deux ans après. Le texte conservé est surtout intéressant à propos du partage du butin et des pays conquis. G. Klaffenbach conjecture que l'accord avait été conclu précisément à Tyrreion.

Nous voici parvenus à la deuxième guerre de Macédoine. M. Holleaux estimait que le Sénat était intervenu parce qu'il s'était alarmé de l'accord conclu entre la Macédoine et la Syrie contre l'Égypte, accord dont Pergame et Rhodes avaient exagéré la gravité. Il écartait tout ce qui, chez les annalistes romains, n'était point confirmé par Polybe. Cette thèse spécieuse est en train de s'écrouler. Elle est attaquée avec des arguments très solides par J. P. BALSDON, dans un mémoire sur les relations entre Rome et la Macédoine de 205 à 200³. En particulier, il admet la réalité de l'ambassade athénienne à Rome qui décide Rome à déclarer la guerre. Puis-je observer que j'ai déjà soutenu la même thèse?

Sur cet important problème des sources, on consultera un mémoire de P. MELONI, traitant de la valeur historique d'Appien⁴.

Sur la guerre de Persée, un récit très sûr est donné par Pirro MELONI, dans l'ouvrage qu'il consacre à ce prince⁵. Il porte tour à tour la lumière sur chaque point controversé, utilise les inscriptions, juge avec prudence, observe les intrigues des coteries de Rome. Il montre comment Rome fut très attentive à la menace que les migrations des Bastarnes faisaient peser sur ses alliés dardaniens; Persée avait lui-même épousé une princesse bastarne. Rome dénonça Persée à l'opinion publique des Grecs au début de 172

1. Antigone Dosone re di Macedonia, dans les *Atti dell'Accademia di Palermo*, ser. IV, vol. XIII, 1952-1953, 1954, in-8°, 75 p.

2. Der römisch-aetolische Bündnisvertrag vom Jahre 212 v. Chr., dans les *Sitzungsberichte der Akademie de Berlin*, 8 avril 1954.

3. Rome and Macedon 205-200 B. C., dans le *Journal of Roman Studies*, XLIV, 1954, p. 31.

4. Il valore storico e le fonti del libro Macedonico di Appiano, dans les *Annali della Facoltà di lettere de l'Università de Cagliari*, XXIII, 1955.

5. Perseo e la fine della monarchia macedone, *Ibid.*, XX, 1953, in-8°, 510 p.

(P. Meloni n'accepte pas ma date de 173, p. 151, n. 2). La guerre fut voulue par les deux consuls plébéiens de 172, pour leur gloire. Après Pydna, P. Meloni loue la modération de Rome, qui revient à une politique philhellène, n'impose pas de tribut, réfrène l'avidité des capitalistes. Ce jugement paraîtra bien optimiste. A ce livre soigneux je reprocherais de n'avoir pas suffisamment insisté sur les relations de Persée avec les partis révolutionnaires.

Sur les causes de la guerre de Persée, E. BIKERMAN présente une théorie différente¹. Le Sénat envisageait une guerre inévitable contre Antiochos IV et, voyant ce prince engagé contre l'Égypte, jugea l'occasion bonne pour se débarrasser de la menace que faisait peser l'armée macédonienne.

Plusieurs inscriptions nouvelles éclairent l'histoire de la guerre, une d'Argos en l'honneur d'un ambassadeur Octavius², une d'Akraiphia en l'honneur de Cornelius Lentulus, qui reçut la reddition de Persée³.

Pour les relations entre Rome et la Syrie, il a fallu reviser les dates en tenant compte de la publication, en 1954, d'une *liste royale* inscrite sur une tablette cunéiforme de Babylone et qui a fait enfin connaître la durée exacte de chaque règne⁴. Plusieurs inscriptions nouvelles ont été découvertes, l'une en l'honneur d'Acilius Glabrio, le vainqueur des Thermopyles⁵, une autre à Apollonia de Pisidie⁶, relative à des négociations de 188.

Un brillant article de S. MAZZARINO⁷ a étudié la menace que faisaient peser sur la Syrie les nomades d'Asie centrale. A. AYMARD a expliqué la crise intérieure de la monarchie à l'avènement d'Antiochos IV⁸. E. CAVAIGNAC a étudié la date de l'ambassade d'Émilien en Orient⁹.

FIN DE LA RÉPUBLIQUE. — De très intéressantes discussions se sont engagées sur l'interprétation des textes épigraphiques qui nous ont conservé d'importants fragments de lois postérieurs aux Gracques. Notre précédent *Bulletin* signalait la découverte à Tarente d'un fragment de loi sur les procès de concussion (p. 274). J'ai proposé de l'attribuer à Servilius Glaucia, préteur en l'an 100. Il me semble que la même thèse a été soutenue en même temps par G. I. LUZZATTO dans un article que je n'ai pu consulter¹⁰. Une

1. Notes sur Polybe. III : Initia belli Macedonici, dans la *Revue des Études grecques*, 1953, p. 479.

2. G. DAUX, dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1953, p. 461.

3. *Année épigraphique*, 1956, n. 40.

4. A. J. SACHS et D. J. WISEMAN, A Babylonian List of the Hellenistic Period, dans *Iraq*, XVI, 1954, p. 202.

5. *Notizie degli scavi*, 1952, p. 20.

6. L. ROBERT, *Annuaire du Collège de France*, 1954, p. 257.

7. Il tramonto dello stato greco nell'Iran orientale, dans *Delta*, 1952, p. 23.

8. La famille séleucide au temps d'Antiochos IV, dans la *Revue des Études grecques*, 1952, p. VIII; Autour de l'avènement d'Antiochos IV, dans *Historia*, II, 1953, p. 49.

9. A propos des monnaies de Tryphon; l'ambassade de Scipion Émilien, dans la *Revue numismatique*, XIII, 1951, p. 131.

10. Sul nuovo frammento di legge romana rinvenuto a Taranto, dans l'*Archivio storico pugliese*, IV, 1951.

construction toute différente est proposée par un opusculé de G. TIBILETTI, *Le leggi de iudiciis repetundis fino alla guerra sociale*¹ : la loi judiciaire gravée au revers de la loi agraire de 111 demeure la *lex Acilia repetundarum*, mais date de 111, Acilius cessant d'être considéré comme un tribun du temps de Caius Gracchus ; la nouvelle loi épigraphique est une loi de Servilius Caepio de 106 ; M. Tibiletti accepte l'existence d'une loi du préteur Servilius Glaucia en l'an 100, mais, selon lui, c'est la table latine de Bantia qui en serait un fragment. Cette construction n'est pas acceptée, sur un point de détail, par E. BADIEN, qui maintient à 122 la *lex Acilia*. Pour ma part, je persiste à penser qu'il faut bloquer vers l'an 100 les textes qui rendent obligatoire le serment de fidélité des sénateurs envers les lois nouvelles : la loi de Delphes, la nouvelle loi de Tarente, la loi latine de Bantia, qui peut très bien être une *lex maiestatis*. Le texte de Tarente n'offre aucun des traits qu'on attendrait de la loi réactionnaire d'un Servilius Caepio.

E. SCHÖNBAUER a étudié *Das Problem der beiden Inschriften von Bantia*². Il considère la loi latine comme datant non pas de l'an 100, comme je le pense, mais plutôt du temps du consulat de Cinna, vers 86, et la loi osque comme un texte d'inspiration aristocratique datant du temps de Sylla : on aurait tort, selon lui, d'hésiter à mettre à cette date un texte osque.

Le même auteur a repris l'examen des fameuses tables d'Héraclée, dont on croyait le mystère décidément élucidé par Von Premerstein³. Il s'agissait, selon ce savant, des papiers de César, qui reçurent force de loi après sa mort. Mais le style indiquerait une date antérieure à César ; il s'agirait, en réalité, de la *lex municipii Heracleensis*, où furent incorporés entre 75 et 65 des fragments de *leges rogatae*... A notre avis, les arguments de Von Premerstein en faveur d'une date plus basse gardent toute leur force.

Vient enfin le problème de la *lex Mamilia Roscia Peducaea Alliena Fabia*, dont j'ai naguère reconnu un fragment qui interdisait de la confondre avec la *lex Mamilia* du temps des Gracques. C'est l'interprétation de la *lex Mamilia Roscia*, proposée naguère par H. Rudolph, que conteste M^{me} L. ROSS TAYLOR⁴.

Le mode d'exploitation de l'*ager publicus* est étudié, d'un point de vue peut-être trop strictement juridique, par Alberto BURDESE⁵, dans un ouvrage qui discute, en particulier, les vues de Tibiletti (*Athenaeum*, XXVII, 1949, p. 20). L'auteur considère qu'aux origines l'*ager publicus* fut abandonné, sans paiement de *vectigal*, à l'occupation des patriciens. A mon avis,

1. Dans *Athenaeum*, XXXI, 1953, 100 p.

2. Dans la *Revue internationale des droits de l'Antiquité*, 3^e série, II, 1955, p. 311.

3. Die Tafeln von Heraklea in neuer Beleuchtung, dans *Anzeiger der österreich. Akademie*, 1952, n. 8. — Cf. Die Inschrift von Heraklea ein Rätsel?, dans la *Revue internationale des droits de l'Antiquité*, 3^e série, I, 1954, p. 373.

4. Caesar's agrarian Legislation and his municipal Policy, dans les *Studies in Roman Economic and Social History*, offerts à Allan Chester Johnson (1951), p. 68.

5. Studi sull'*ager publicus*, dans les *Memorie dell'istituto giuridico*, ser. II, men. LXXVI, de l'Université de Turin. Turin, Giappichelli, in-8°, 1952, 145 p.

il n'est pas possible d'étudier cet *ager publicus* sans le mettre en relation avec les tribus primitives. Aucune trace, chez A. Burdese, de ce conflit entre pasteurs et cultivateurs qui me paraît avoir été un épisode capital des premiers temps de Rome. A. Burdese accepte l'existence, en 367, d'une *lex Licinia de modo agrorum*, qui aurait limité le droit d'occupation à 500 jugères. Cette loi aurait été remaniée et précisée vers le temps de Caton : il me semble que, surtout pour la *scriptura*, il aurait fallu comparer l'*ennomion* hellénistique. Un peu rapide paraîtra sans doute le commentaire de la loi de 111, et même aussi le dernier chapitre, qui traite des terres communales sous l'empire.

Pour la période des troubles, voici quelques études de détail : Plinio FRACCARO étudie les fondations de Fulvius Flaccus en Ligurie, en 125¹ ; l'inscription de Polla, que Mommsen a reconnue comme un milliaire de Popilius Laenas, est attribuée à T. Annius Luscus, consul de 153, par V. BRACCO², de qui la thèse a été aussitôt contestée par A. Degrassi ; K. ZIEGLER étudie l'origine de Spartacus³, corrige le texte de Plutarque, *Crassus*, 8, 3, pour le faire naître au pays des Maedes, si bien qu'il serait descendant de la vieille famille des Spartokides du Bosphore.

Cicéron a eu l'honneur d'un gros livre de Otto SEEL, *Cicero, Wort, Staat, Welt*⁴. Ce titre déjà inquiète : il s'agit d'une biographie psychologique, qui cherche le « style » de la personnalité cicéronienne, laquelle est « un phénomène de premier rang de l'histoire spirituelle de l'Occident ». On y apprend que « son essence est de se tourner vers le statique au détriment du dynamique », et que cet homme de juste milieu s'oppose à César démoniaque ; son exemple pourrait encore nous aider (*tröstlich und helfend*). Dans le détail, de fines analyses, par exemple sur les relations entre Cicéron et Pompée. Mais peut-on comprendre la conduite de Cicéron en ignorant de parti pris ses perpétuels ennuis financiers et les conseils suspects d'Atticus ? Un tel portrait fait connaître plus le portraitiste que son modèle.

Michel RAMBAUD s'est proposé d'étudier Cicéron comme historien⁵. Il critique avec soin les sources du *De republica*, mais il n'aurait pas fallu ignorer le papyrus de Servius Tullius, qui en est tout à fait proche. Il montre bien que Cicéron construisait des cadres chronologiques vraisemblables pour ses dialogues et qu'il est très attentif à la distinction des générations. Il exagère certainement en affirmant son influence sur Tite-Live et Salluste : « Toute histoire à tendance philosophique ou moralisatrice se trouvait sa

1. Dans les *Studies presented to D. M. Robinson*, II. Saint-Louis, 1953, p. 884.

2. L'elogium di Polla, dans les *Rendiconti dell'Accad. di archeol. di Napoli*, 1955. Contredit par A. DEGRASSI, La via Annia e la data della sua costruzione, dans les *Atti del Convegno per il retroterra Veneziano* (Venise, 1956), p. 35.

3. Die Herkunft des Spartacus, dans *Hermes*, LXXXIII, 1955, p. 248.

4. Stuttgart, Klett, in-8°, 493 p.

5. *Cicéron et l'histoire romaine*, dans la « Collection d'Études latines », XXVIII, 1953, in-8°, 149 p.

tributaire » (p. 133). Les jugements si notables que Cicéron porte sur l'histoire contemporaine, sur Marius et les Gracques, me semblent à tort négligés, tandis qu'une grande attention est donnée à l'histoire de la philosophie.

Pour la critique des Verrines, on retiendra deux études, l'une de J. CARCOPINO¹, qui justifie la procédure des procès criminels de Verres, l'autre de F. DE VISSCHER, qui stigmatise *Les fantaisies formulaires du préteur Verres*².

La figure du consul Calpurnius Piso, ennemi de Cicéron, est éclairée avec sympathie par une très délicate et persuasive étude de P. BOYANCÉ, *Sur une épigramme épicurienne*³.

Cicéron a-t-il, dans le *De republica*, esquissé l'idée du principat tel qu'Auguste le réalisera? C'est la thèse de Reitzenstein (1917), Ferrero, E. Meyer. Elle a été bien souvent discutée avant le livre d'Ettore LEPORE, *Il principato ciceroniano e gli ideali politici della tarda repubblica*⁴. L'auteur considère que le *princeps* du *De republica* ne doit son prestige qu'à sa valeur morale, à l'indépendance de son initiative, mais ne possède aucune autorité monarchique. L'idéal exprimé par Cicéron dans sa définition du prince serait uniquement de responsabilité individuelle et de liberté morale. Pour défendre sa thèse, M. Lepore étudie le milieu politique et social, surtout au cours des années qui suivirent le retour d'exil de Cicéron. Mais cette étude ne tient pas suffisamment compte de l'anarchie croissante, qui me paraît avoir réellement fait désirer à Cicéron l'intervention d'un homme armé.

Qu'on me permette de placer auprès de Cicéron quelques travaux récents sur Varron, qu'on s'étonne de ne pas rencontrer davantage dans le livre de M. Rambaud cité plus haut. F. DELLA CORTE lui a consacré un livre un peu rapide, mais dont la lecture est agréable et instructive⁵. H. Dahlmann lui a reproché d'avoir trop utilisé son considérable travail publié en 1935 dans la *Real-Encyclopädie*, auquel, cependant, M. Della Corte avait rendu hommage. C'est l'attitude politique de Varron plutôt que son œuvre historique qui a retenu l'attention de M. Della Corte. Varron dénonçait dans l'œuvre de Caius Gracchus la cause des guerres civiles; il jouissait de la faveur de Pompée au point de rendre Cicéron jaloux; M. Della Corte ne pense pas que le *Trikaranos* de 61 ait été un pamphlet hostile aux triumvirs; comme Cicéron, Varron est un pompéien rallié à César, et Cicéron souhaitera vainement conclure avec lui une collaboration. Mais, en réalité, ils ne s'aimaient pas, et M. Della Corte va jusqu'à penser que l'atroce discours anticicéronien de Fufius Calenus, dans Dion Cassius, exprime les sentiments secrets de Varron, ami de Fufius. Il faut savoir gré à l'auteur de nous avoir rendu plus intelligible cette personnalité considérable. Dans une intéressante étude, *Sur*

1. Observations sur le « De suppliciis », dans la *Revue internationale des droits de l'Antiquité*, IV, 1950, p. 229 (= *Mélanges F. de Visscher*, III).

2. Dans la *Revue des Études latines*, XXXIII, 1955, p. 136.

3. *Ibid.*, p. 113.

4. Napoli, Istituto italiano per gli studi storici; nella sede dell'Istituto, 1954, in-8°, 447 p.

5. *Varrone il terzo gran lume romano*. Genova, Pubblicazioni dell'Istituto universitario di magistero, 1954, in-8°, 404 p.

la *théologie de Varron*¹, P. BOYANCÉ a bien montré comment il a intégré à la religion romaine le culte du dieu cosmique.

La fin de la République a été préparée par les commandements exceptionnels. A la définition de ces commandements est consacré un travail de V. EHRENBURG, *Imperium majus in the Roman Republic*², qui a tort de négliger les recherches de J. Béranger ; il étudie longuement la chronologie des pouvoirs de César.

Pompée le Grand, bâtisseur d'empires, tel est le titre d'un important ouvrage du R. P. J. VAN OOTEGHEM, S. J.³. Il constitue avant tout une mise au point très sage, qui suit de près les sources. Parmi celles-ci, il a raison d'essayer de retrouver la tradition livienne. Il défend Pompée contre les mépris de Mommsen, qui a eu certainement tort de l'appeler un « chef de la démocratie ». Il estime que Pompée est l'homme des chevaliers contre César, qui fut toujours un *popularis* ; mais, justement, on pourra lui reprocher d'être passé trop vite sur les relations entre Pompée et les publicains. C'est qu'il le considère avant tout, et non sans raison, comme un homme de guerre. Les prises de position de l'auteur sur les problèmes controversés sont un peu timides, qu'il s'agisse de la date du triumvirat, de l'interprétation du commentaire d'Habacuc, de celle du *De republica*. Pour ce dernier ouvrage, son opinion serait qu'il ne s'agit pas d'un manifeste d'actualité, mais d'une définition sereine de l'homme d'État. Il prend, d'ailleurs, nettement parti soit sur la date de composition des *Commentaires* de César (fin 52), soit sur celle de l'expiration de ses pouvoirs (1^{er} mars 50), et cette attention à la chronologie est un des traits les plus louables de ce très utile ouvrage.

Le plus grand effort pour renouveler l'histoire de cette période est dû à A. ALFÖLDI, étudiant les symboles monétaires et les intailles pour y reconnaître l'expression d'une opinion publique que les textes officiels veulent ignorer⁴. D'après les monnaies de 62 et de 56, qui glorifient et Romulus et Sylla, il estime que Pompée a fait revivre la gloire de Sylla pour populariser la dictature. Les images des intailles laisseraient apercevoir que le menu peuple souhaitait l'avènement d'un roi. Le syncrétisme religieux irait de pair avec la propagande révolutionnaire.

Plusieurs portraits de César ont été étudiés par Erika SIMON⁵ et F. CHA-
NOUX⁶.

1. Dans la *Revue des Études anciennes*, LVII, 1955, p. 57.

2. Dans *American Journal of Philology*, LXXIV, 1953, p. 113.

3. Dans les *Mémoires de la Classe des lettres de l'Académie royale de Belgique*, XLIX, 1954, 660 p.

4. Symboles syllaniens et propagande pompéienne, dans la *Revue des Études latines*, XXVIII, 1950, p. 54 ; Die Geburt der Kaiserlichen Bildsymbolik, I-III, dans le *Museum Helveticum*, VII, 1950, p. 1 ; VIII, 1951, p. 190 ; XI, 1954, p. 133 ; Isiskult und Umsturz-bewegung im letzten Jahrhundert der röm. Republik, dans la *Gazette numismatique suisse*, V, 1954, p. 25.

5. Dans *Archäologische Anzeiger*, 1952, p. 123 et 138.

6. Un portrait de Thasos. Jules César, dans les *Monuments Piot*, XLVII, 1953, p. 131.

Les *Commentaires* ont donné lieu à d'importants travaux critiques. F. BÖMER a tenté de définir le terme même de *commentaire*¹, qui aurait désigné avant César un genre informe, encombré de rhétorique et qui serait tout différent des *hypomnēmata* grecs, thèse qui me paraît sujette à discussion. Le titre du livre de Michel RAMBAUD, *L'art de la déformation historique dans les commentaires de César*², en indique suffisamment l'esprit. La méthode est la suivante : distinguer dans le récit de César les rapports de ses légats, ses propres exposés techniques, enfin les développements purement littéraires, qui ont pour objet de dilater la matière des années creuses, puisqu'il faut que chaque année forme un livre. C'est de ce point de vue que M. Rambaud a analysé (p. 53) la structure des différents livres. Que peut-on reprocher à César en fait de déformation ? La disjonction des faits pour faire disparaître le rapport de causalité, l'exagération des chiffres, les récapitulations qui multiplient les effets, les détails pittoresques qui sont pour détourner l'attention, la répétition voulue du nom de César, le parti pris d'attribuer au seul Vercingétorix la résistance de toute une nation, les thèmes de propagande, la fausse psychologie des adversaires. Tout cela pour prouver le mensonge de César. J'aurais souhaité que l'auteur ne traitât pas ensemble de la guerre des Gaules et de la guerre civile. Chacun des deux ouvrages de César répond à des préoccupations différentes. Mais, de toute manière, tant de parti pris dépasse le but. Que les *Commentaires* soient une œuvre de propagande, qui donc en doute ? César n'écrit pas pour la postérité, mais pour l'action qu'il entend exercer à Rome. Si on reconnaît que les *Commentaires* ont très bien rempli cette tâche limitée, on en a fait le plus juste éloge. Naturellement le danger est que nous-mêmes aussi soyons dupes, et à cet égard les avertissements de M. Rambaud seront utiles. Si les philologues voulaient aller plus loin et donner à César des leçons de stratégie, je pense qu'ils feraient sourire. M. Rambaud a montré qu'à maintes reprises César a souligné l'influence exercée par les marchands ; il faut lui en faire un mérite ; en revanche, il est à peu près muet sur l'action des druides. M. Rambaud n'étudie pas le problème. J'ai cru pouvoir conjecturer naguère que le Gutuater, qui paraît comme le plus dangereux ennemi de Rome dans la partie des *Commentaires* rédigée par Hirtius, n'est peut-être que le chef des druides. Si cela est vrai et si César l'a caché, voilà sans doute la plus grave de ses déformations historiques.

Notons dès maintenant une très intéressante étude de M. Rambaud sur *Le soleil de Pharsale*³, qui rectifie très justement un récit falsifié de César.

KARL BARWICK, qui publia en 1938 une très bonne étude du *Corpus Caesarianum*, étudie maintenant « la tendance, la date de composition et le

1. Der Commentarius, zur Vorgeschichte und literarischen Form der Schriften Caesars, dans *Hermes*, LXXXI, 1953, p. 216.

2. Dans les *Annales de l'Université de Lyon*, 3^e série, fasc. 23. Paris, Les Belles-Lettres, 1953, in-8°, 408 p.

3. Dans *Historia*, III, 1955, p. 346.

style » du *Bellum civile*¹. Comme M. Rambaud, M. Barwick stigmatise la *Skrapellosigkeit* de César dans son travail de propagande. Comme le R. P. Van Ooteghem, il admet le 1^{er} mars 50 comme date de l'expiration des pouvoirs de César. Il estime que les prétendus efforts de César pour négocier sont en partie inventés par lui. Quant à la date de publication, puisqu'il s'agit d'une œuvre de propagande, il ne faut pas croire que le *Bellum Pompeianum* soit demeuré inédit jusqu'en 44 ; il a certainement été publié avant 46. Enfin, les négligences du style sont voulues et ne prouvent pas que l'ouvrage soit inachevé. La publication presque simultanée des livres de Barwick (1951) et de Rambaud (1953) marque un moment important de la critique des *Commentaires*.

Cette œuvre destructive des philologues est compensée par l'œuvre constructive des numismates et des épigraphistes. A. ALFÖLDI, dans ses importants *Studien über Caesars Monarchie*², s'est proposé de fixer par l'étude des monnaies les étapes de la marche de César vers le pouvoir absolu. Le fait le plus important, c'est que César n'a pris que le 1^{er} mars 44 le titre de *dictateur perpétuel* que le Sénat lui a conféré en 45. La chronologie des émissions monétaires permet de suivre pour ainsi dire pas à pas l'histoire de la pensée de César au début de l'année 44 : sa tête apparaît sur les monnaies avec le *lituus* dans la deuxième moitié de janvier ; après l'échec de son couronnement aux Lupercales, il insiste sur le titre d'*imperator* ; seulement au 1^{er} mars il est dictateur perpétuel ; et ce titre, aboli après sa mort, fera place en avril à celui de *parens patriae*. Puis M. Alföldi étudie comment naquit le culte de César : le discours fameux d'Antoine aux funérailles était pour retenir le peuple et non pour l'exciter. C'est Octave qui fit de la surenchère en utilisant la vague du sentiment populaire. A lire ce beau mémoire, on a le sentiment de revivre au jour le jour les journées passionnées de l'année 44.

A. E. RAUBITSCHER rejoint les mêmes problèmes par l'étude des inscriptions dédiées à César en Orient³. Les inscriptions de Samos tendraient à prouver qu'il y eut un hiatus entre la fin de la deuxième dictature (octobre 47) et le début de la troisième (13 avril 46). Mais, à la différence de M. Alföldi, il date du 14 février 44 la dictature perpétuelle — divergence bien grave, puisque c'est précisément à cette date que M. Alföldi place une hésitation de César et un recul de sa politique monarchique.

Sur l'histoire de la guerre civile, A. ALFÖLDI intervient de nouveau par une étude des monnaies des tyrannicides ; il est surprenant d'y voir paraître

1. *Caesars Bellum civile*, Tendenz, Abfassungszeit und Stil, dans les *Berichte der Verhandlungen der Sächsischen Akademie*, Ph. Hist. Kl., Bd 99, fasc. 1. Berlin, Akademie-Verlag, in-8°, 178 p.

2. *Studien über Caesars Monarchie*, dans le *Bulletin de la Société royale des Lettres de Lund*. Glerup, 1953, in-8°, 82 p., 16 pl. Une monnaie unique de La Haye, qu'Alföldi a beaucoup utilisée, est étudiée par Colin M. Kraay, dans *Numismatic Chronicle*, XIV, 1954, p. 18.

3. Epigraphical Notes on Julius Caesar, dans *Journal of Roman Studies*, XLIV, 1954, p. 65.

le portrait d'une grande dame du temps, qui pourrait être Servilie. Le mémoire de Walter SCHMITTHENNER¹ soulève à nouveau le problème du mode juridique de l'adoption d'Octave, qui avait été déjà étudié en France par M. LEMOSSE et H. PRÉVOST².

Voici enfin un nouvel ouvrage sur *Cléopâtre*, de Hans VOLKMAN³, qui a été traduit par Raymond Chevallier. L'auteur me paraît avoir eu raison de montrer en Cléopâtre la digne héritière de la tradition ptolémaïque. Si la tête du Musée de Chersell, qui figure un noble visage de femme idéalisée, est bien le portrait de Cléopâtre, comme veut J. CHARBONNEAUX⁴, cette belle image illustrerait parfaitement l'ouvrage de H. Volkman.

Plusieurs ouvrages se placent aux confins de la république et de l'empire. Tel celui de K. VITTINGHOFF, *Römische Kolonisation und Bürgerrechtspolitik unter Caesar und Augustus*⁵. Le problème central est celui des relations entre les colons et les indigènes. L'auteur pense que la *Weitsicht* des hommes d'État romains les incitait à donner aux indigènes la cité romaine le plus tôt possible ; les légionnaires devaient posséder le *connubium* avec les pérégrins, et au bout d'une génération les conflits étaient oubliés. Une théorie analogue est soutenue par Franz HAMPL⁶, qui prend imprudemment l'exemple de la colonie d'Avenches. Je pense que ces auteurs ont tort d'écarter la notion des communes doubles. Van Berchem a eu raison de montrer que les indigènes helvètes sont demeurés des *incolae*. Les Rauriques fournissent des auxiliaires à l'armée romaine, et non des légionnaires, longtemps après la fondation de la colonie. Le cadastre d'Orange prouve la persistance de l'opposition entre colons et indigènes.

Un savant finlandais, Jakko SUOLAHTI⁷, a choisi un sujet original, l'étude des jeunes officiers dans l'armée romaine. Il entend par là surtout les tribuns militaires, et aussi les préfets des alliés, les *duoviri navales*. L'étude repose sur un catalogue complet des noms connus, même pour la période augustéenne, et à cet égard l'ouvrage est précieux et peut servir de complément aux Fastes de Broughton. Il précise aussi les règles de la carrière sénatoriale. L'auteur s'est attaché à déterminer dans quelle mesure les tribuns militaires appartenaient aux familles sénatoriales : les trois quarts

1. Oktavian und das Testament Caesars, dans *Zetemata*, IV, Munich, 1952.

2. M. LEMOSSE, L'adoption d'Octave et ses rapports avec les règles du droit civil, dans les *Studi en l'honneur d'Albertario*, I, p. 378 ; H. PRÉVOST, L'adoption d'Octave, dans la *Revue internationale des droits de l'Antiquité*, V, 1950, p. 361.

3. *Kleopatra, Politik und Propaganda*. Munich, 1954. Trad. franç. de R. CHEVALLIER. Paris, Domat, 1956, in-8°, 295 p.

4. Un portrait de Cléopâtre VII au Musée de Chersell, dans *Libya*, II, 1954, p. 49. — Contredit par C. PICARD, dans la *Revue archéologique*, XLV, 1955, p. 66.

5. Dans les *Abhandlungen* de l'Académie de Mayence, 1951, n. 14, p. 1220-1365.

6. Zur römischen Kolonisation in der Zeit der ausgehenden Republik und des frühen Prinzipats, dans *Rheinisches Museum*, 1952, p. 52.

7. The Junior Officers of the Roman Army in the Republican Period, a Study of Social Structure, dans les *Annales Academiae Scientiarum Fennicae*. Helsinki, 1955, in-8°, 450 p.

environ semblent y appartenir avant les Gracques, mais ensuite seulement plus du tiers, et le nombre des non-nobles va augmentant. Mais on utilisera avec prudence ces statistiques : nous ne connaissons, dit l'auteur, que 1 % des noms des tribuns militaires de la République.

Ch. WIRSZULESKI a écrit un mémoire sur *Libertas as a political Idea at Rome during the late Republic and early Principate*¹. L'ouvrage, publié en 1950, a été traduit en italien en 1957. Les théories exprimées, assez banales, m'ont paru parfois fausses : pour les optimates, républicanisme et *libertas* signifient, selon l'auteur, le gouvernement par le Sénat ; à la fin de la République, on insiste plus sur la *dignitas* que sur la *libertas* ; Cicéron souhaitait une république aristocratique. Je suis étonné qu'il veuille maintenir à la fin des *Res Gestae* le mot *dignitate* (p. 99), alors qu'*auctoritate* est maintenant sûr.

Pour conclure sur la République s'offre à nous le livre de R. E. SMITH, *The failure of the Roman Republic*. On y lit d'abord une apologie du gouvernement sénatorial de 200 à 140, caractérisé par la concorde des classes, la loyauté des alliés, le dévouement des nobles à la chose publique. La politique extérieure de Rome n'a rien d'un impérialisme ; elle est dictée par des soucis de sécurité et, si elle a conduit à des atrocités, « c'était une politique régulière ». Alors survint « le désastre des Gracques ». Vouloir créer une classe paysanne était « une solution de philosophes ». Les Gracques ont déchaîné la haine de classe. Sylla comprit le mal, mais trop tard. De même Cicéron, qui, nourri dans l'air pur d'Arpinum, tenta de restaurer l'harmonie. Le salut n'aurait pu venir que d'une « majorité whig ». A la décharge de l'auteur, admettons que Cicéron et Varron auraient peut-être condamné les Gracques aussi injustement.

De l'ouvrage de N. A. MASCHKIN, *Zwischen Republik und Prinzipat, Ursprung und sozialer Charakter des Augusteischen Prinzipats* (Leipzig, 1954), il sera rendu compte plus longuement. L'édition russe originale est de 1949.

V. — HISTOIRE DE L'EMPIRE

LES EMPEREURS. — Sur Auguste, retenons des études de détail. Le grave problème de *L'édit de Nazareth* est discuté par F. DE VISSCHER² et par J. H. O. OLIVER³ ; il faut admettre, en tout cas, que nous ne possédons qu'un texte tronqué. H. R. W. SMITH éclaire par un commentaire numisma-

1. Cambridge University Press, dans les « Cambridge Classical Studies », 1950, in-8°, 182 p. La traduction a paru à Bari, chez Laterza, 1957, in-8°, 296 p., avec un appendice d'Arnaldo Momigliano.

2. Le « diatagma » dit de Nazareth sur les violations de sépulture, dans la *Nouvelle Clio*, V, 1953, p. 18.

3. A Roman Interdict from Palestine, dans *Classical Philology*, 1954, p. 180, et 1955, p. 48.

tique la conjuration de Cinna¹. E. HOHL défend contre Schwartz la date traditionnelle du désastre du Teutoburgerwald². P. LAMBRECHTS étudie la politique apollinienne d'Auguste et aboutit à cette conclusion inattendue que cette politique aurait été abandonnée en l'an 27, et définitivement en l'an 12; pour l'intelligence de la pensée religieuse du prince, cette démonstration neuve est de grande importance³.

Beaucoup de bonnes recherches sur le milieu littéraire de ce temps. Un petit livre original de J. PERRET sur *Virgile, l'homme et l'œuvre*⁴: il accepte la thèse fameuse de Maury sur l'architecture des *Bucoliques*; il est précieux pour nous par sa grande attention à la chronologie; il nie sans doute à tort que les *Géorgiques* répondent à une commande du prince. Répétons cette formule: « L'*Énéide* doit être un de nos livres saints. » R. HANSLIK étudie le cercle des poètes qui entourait Messalla⁵ et que l'on a considéré comme un foyer d'opposition à Octave. J. GAGÉ rapproche la 4^e Églogue des conceptions mazdéennes⁶. A. TOMSIN poursuit une tâche érudite⁷: retrouver dans le commentaire dit de Servius sur Virgile les scolies du grammairien Aemilius Asper, qui devait vivre dans la deuxième moitié du II^e siècle; il était l'auteur d'une édition de Virgile et d'un commentaire qu'a utilisé Macrobie. Enfin, F. DORNSEIFF a réuni plusieurs communications qu'il a faites depuis 1949⁸: il examine, en particulier, l'attribution à Virgile du *Katalepton*, de l'*Aetna* et du *Culex* et conclut favorablement, sauf pour le *Culex*, qui serait d'ailleurs contemporain. La partie la plus curieuse traite des motifs juifs dans les poésies d'Horace. Pour la relation entre la 4^e Églogue et la 16^e Épode, F. Dornseiff conclut comme H. Jeanmaire.

E. KÖSTERMANN confirme le jugement de Tacite sur l'horreur des procès de majesté sous Tibère⁹; il suppose que Tacite a fait un choix dans le matériel qui lui venait de Pline.

P. LAMBRECHTS¹⁰ apporte une preuve nouvelle de l'intérêt que Caligula

1. Problems Historical and Numismatic in the Reign of Augustus, dans les *Publications in Classical Archeology* de l'Université de Californie, II, 4, 1951.

2. Die Siegesfeiern des Tiberius und das Datum der Schlacht im Teutoburgerwald, dans les *Sitzungsberichte* de l'Académie de Berlin, 1952.

3. La politique apollinienne d'Auguste et le culte impérial, dans la *Nouvelle Clío*, V, 1953, p. 65.

4. Dans la collection « Connaissance des lettres ». Paris, Boivin, in-12, 1952, 188 p.

5. Der Dichterkreis des Messalla, dans les *Anzeiger österreichischen Akademie*, 1952, p. 22.

6. A criança da IV Ecloga e sua educação mística, dans la *Revista de Historia*, V, 1954, p. 17.

7. Étude sur le commentaire virgilien d'Aemilius Asper, dans le *Bulletin de la Faculté des Lettres de Liège*, CXXV, 1952. Paris, Les Belles-Lettres, in-8°, 160 p.

8. Verschmähter zu Vergil, Horaz und Properz, dans les *Abhandlungen der sächsischen Akademie*, 1951, Band 97, Heft 6, in-8°, 108 p.

9. Die Majestatsprozesse unter Tiberius, dans *Historia*, IV, 1955, p. 72.

10. Caligula dictateur littéraire, dans le *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, XXVIII, 1953, p. 219.

portait à l'Égypte. L. ROBERT a étudié *Le culte de Caligula à Milet et la province d'Asie*, d'après une inscription nouvelle¹.

Le discours de Claude conservé à Lyon est commenté par F. VITTINGHOFF². Selon lui, le *jus honorum* n'appartenait qu'aux Romains qui faisaient partie de l'ordre sénatorial, et les Gaulois réclamaient de pouvoir y être inscrits, thèse qui soulèvera des réserves.

M^{me} Iza BIEZUNSKA a étudié *Les opinions de la « nobilitas » romaine de l'époque de Néron et leur fondement économique et social*³. Elle montre la noblesse menacée non point tant par la terreur impériale que par une crise économique, déclin de l'agriculture, entraves à l'exploitation des provinces, avènement des nouvelles classes possédantes de provinciaux. Ch. SAUMAGNE examine *La « passion » de Thræsea*⁴ et tend à montrer que son procès est comparable à ceux des chrétiens.

Notre précédent *Bulletin* signalait un livre de Garzetti sur Nerva, très sévère sur la politique économique du prince. Gioielta BIRAGHI⁵ a bien fait de montrer que Nerva n'est pas responsable d'une crise qui s'annonçait dès 92. Alvaro d'Ors a publié une édition commentée du *Panegyrique de Trajan*⁶; il me paraît avoir tort de négliger ce que le texte nous apprend sur Domitien, et je ne m'accorde pas du tout avec l'interprétation qu'il propose de la fameuse lettre de Pline sur les chrétiens. Sur l'histoire du texte des lettres de Pline, Selatie Edgar STOUT donne une étude exemplaire⁷, également importante pour la reconstitution du texte et pour la connaissance des méthodes des copistes. E. FRÉZOULS a commenté une inscription de Cyrrhus qui nous révèle enfin la carrière d'un des plus curieux personnages du temps de Trajan et d'Hadrien, Marcius Turbo⁸. Le Caesareum de Cyrène a livré d'importants documents du règne d'Hadrien⁹, et une ville du Strymon une lettre d'Antonin qui apporte des traits nouveaux à la structure des municipalités sous l'Empire¹⁰. Nous n'avons pas reçu le commentaire que J. H. OLIVER a donné de l'Éloge de Rome d'Aelius Aristide¹¹.

1. Dans *Hellenica*, VII, XXII.

2. Zur Rede des Kaisers Claudius, dans *Hermes*, 1954, p. 348.

3. Dans les *Publications de l'Institut historique de l'Université de Varsovie*, V, 1952, in-8°, 136 p.

4. Dans la *Revue des Études latines*, XXXIII, 1955, p. 241.

5. Il problema economico del regno di Nerva, dans *Parola del Passato*, VI, 1951, p. 256.

6. Dans les *Clasicos politicos*. Madrid, Instituto de estudios politicos, 1955, in-8°, 96 p.

7. *Scribe and Critic at Work in Pliny's Letters, Notes on the History and the Present Status of the Text*. Indiana University Press, 1954, in-8°, 272 p.

8. Inscription de Cyrrhus relative à Q. Marcius Turbo, dans *Syria*, XXX, 1953, p. 247.

9. Mary SMALLWOOD, The Hadrianic Inscription from the Caesareum at Cyrene, dans le *Journal of Roman Studies*, XLII, 1952, p. 37.

10. D. DITSCHKEV, Ein neuer Brief des Kaisers Antoninus Pius, dans *Oesterreichische Jahreshefte*, XLI, 1954, p. 110.

11. The Ruling Power, a Study of the Roman Empire in the second century after C. through the Roman Oratio of Aelius Aristides, dans les *Transactions of the American Philological Society*, XLIII, 1953.

Après ces travaux dispersés, nous trouvons deux livres consacrés à *Marc-Aurèle*. C'est d'abord un livre posthume de A. S. L. FARQUHARSON¹, à l'édition duquel a contribué Hugh Last. L'ouvrage est d'un joli style, mais bien long, surtout si l'on considère qu'il s'arrête précisément à l'avènement du prince. Il se perd dans le commentaire des lettres de Fronton. Sachons-lui gré de réagir contre la sévérité qui tend à s'acharner contre les Antonins : « L'humanité à l'ordre du jour, philanthropie et clémence les mots d'ordre. » C'est, au contraire, la période même du règne qu'étudie Francesco Carrata THOMES² dans un récit agile et vivant. Il a le mérite d'insister sur la crise économique, l'altération des monnaies ; il aurait fallu insister sur le sénatus-consulte limitant les frais des spectacles de gladiateurs. Après un retour archaisant au gouvernement du Sénat, Marc-Aurèle se serait rapproché de l'armée. Sur la question de la chronologie des guerres danubiennes, pas de recherche originale. On s'étonnera, enfin, de trouver ici un Marc-Aurèle sans les *Pensées*. C'est, au contraire, sur l'inspiration stoïcienne des lois de Marc-Aurèle qu'insiste un mémoire un peu rapide de P. NOYEN³.

De *Septime-Sévère* un papyrus a fait connaître de nouveaux rescrits⁴. G. BARBIERI a commenté les *Aspects de la politique de Septime-Sévère*⁵, surtout en fonction de ses propres recherches prosopographiques.

Ce sont encore des études dispersées que nous trouvons sur l'histoire du III^e siècle. H. MATTINGLY étudie le règne de *Macrin*⁶, B. GEROV une inscription nouvelle qui précise la carrière de Dèce⁷, et G. VITUCCI l'empereur Probus⁸.

L'accord n'est pas encore fait sur de graves problèmes chronologiques. On discute de la date de la capture de Valérien par les Perses, que G. LOPUSZANSKI fixe à juin 259⁹ ; l'événement est en relation avec l'édit de Gallien qui met fin à la persécution, et l'auteur a quelque peine à en faire remonter la date à 260 ; il propose aussi une chronologie des empereurs gaulois qu'il faudra comparer à celle que propose C. PATTI¹⁰. La date de l'invasion des Alamans et de la chute du *limes*, qu'Alföldi fixait à 258-259, est, en réa-

1. *Marcus Aurelius, his Life and his World*, edited by R. A. REES. Oxford, Blackwell, 1951, in-8°, 154 p.

2. *Il regno di Marco Aurelio*. Turin, Società editrice internazionale, 1953, in-8°, 170 p.

3. Marcus Aurelius the Greatest Practician of Stoicism, dans *Antiquité classique*, XXIV, 1955, p. 372.

4. W. L. WESTERMANN et A. SCHILLER, *Apokrimata, Decisions of Septimius Severus on Legal Matters*. New York, Columbia University Press, 1954.

5. Aspetti della politica di Settimio Severo, dans *Epigraphica*, XIV, 1952, p. 3.

6. Dans les *Studies presented to D. M. Robinson*, II. Saint-Louis, 1953.

7. Nouvelles données sur la vie et la carrière de l'empereur Dèce, dans les *Annales du Musée de Plovdiv*, II, 1950, p. 93 (= *Année épigraphique*, 1951, n. 9).

8. L'imperatore Probo, dans les *Studi pubblicati dall'Istituto italiano per la storia antica*, VIII. Rome, 1952.

9. La date de la capture de Valérien et la chronologie des empereurs gaulois, dans les *Cahiers de l'Institut d'Études polonaises en Belgique*, 1951.

10. Cronologia degli imperatori Gallici, dans *Epigraphica*, XV, 1953 (paru en 1955), p. 66.

lité, de 260, selon Van Berchem, qui maintient à 260 la date de la capture de Valérien¹. Vers cette même date, H. G. PFLAUM montre que le gouverneur d'Arabie fortifiait Adraha; il ajoute d'intéressantes remarques sur le début de l'usurpation palmyrénienne². Aux invasions palmyréniennes en Égypte est consacré un mémoire de J. SCHWARTZ, qui propose aussi une chronologie des empereurs du III^e siècle³.

Sur les sources des Vies de Valérien et Gallien dans l'*Histoire Auguste*, il conviendra de consulter l'édition critique donnée en 1951 par Eugenio Manni. Contrairement à la plupart des auteurs contemporains, E. Manni ferait remonter tout au moins une première rédaction au début du IV^e siècle⁴.

Nous voici parvenus à l'avènement de Dioclétien. Ici encore, nous nous heurtons à une chronologie controversée: M^{lle} J. LALLEMAND a daté entre 293 et 296 l'usurpation de Domitius Domitianus en Égypte⁵, et un papyrus a confirmé ensuite sa thèse; W. SESTON a étudié, d'après les Actes du martyre du centurion Marcel, la date à laquelle les empereurs ont pris les titres de Jovius et Herculus⁶.

Attachons une importance particulière à la publication de fragments nouveaux de l'*Édit de Dioclétien*, celui de Ptolémaïs en Cyrénaïque par G. CAPPUTO et R. GOODCHILD⁷, celui de Synnada par I. W. MACPHERSON⁸, celui d'Argos par J. BINGEN⁹.

LES INSTITUTIONS. — L'importance de la *table de bronze de Magliano*, publiée par V. Coli en 1947, signalée dans le *Bulletin* précédent (p. 274), est attestée par les nombreuses publications auxquelles elle a donné lieu. On trouvera la bibliographie jusqu'en 1953 dans le livre de G. Tibiletti qui va être cité, jusqu'en 1954 dans l'*Épigraphie juridique* d'Alvaro d'Ors citée plus haut. La plus récente édition du texte est donnée par J. H. OLIVER et R. E. A. PALMER en 1954¹⁰; je dois noter que la lecture de *saepta* au lieu de *saeptum*, à la ligne 3, n'est point due à G. Tibiletti, mais à moi. Les plus

1. Dans la *Revue suisse d'Histoire*, V, 1955, p. 159.

2. La fortification de la ville d'Adraha d'Arabie, dans *Syria*, XXIX, 1952, p. 307.

3. Les Palmyréniens et l'Égypte, dans le *Bulletin de la Société archéologique d'Alexandrie*, n. 40, 1953, p. 3.

4. Le vite di Valeriano e di Gallieno, dans les *Testi antichi e medievali*, dirigés par C. BIONE. Palerme, Palumbo, in-8°, 74 p.

5. Le monnayage de Domitius Domitianus, dans la *Revue belge de Numismatique*, XLVII, 1951, p. 89.

6. Jovius et Herculus ou l'épiphanie des tétrarques, dans *Historia*, I, 1951, p. 257.

7. Diocletian Price-edict at Ptolemais, dans le *Journal of Roman Studies*, XLV, 1955, p. 106.

8. A Synnadic Copy of the Edict of Diocletian, dans *Ibid.*, XLII, 1952, p. 72.

9. Fragment argien de l'édit du maximum, dans le *Bulletin de Correspondance hellénique*, LXXVII, 1953, p. 647. Du même auteur, Notes sur l'édit du maximum, *Ibid.*, LXXVIII, 1954, p. 3.

10. Text of the tabula Hebana, dans *American Journal of Philology*, LXXV, 1956, p. 225.

importants commentaires me semblent, outre celui de l'éditeur lui-même, précisé en 1952¹, ceux de F. DE VISSCHER², de E. SCHÖNBAUER³ et de W. SESTON⁴. J'ai indiqué en 1951 mon interprétation. L'ouvrage de G. TIBILETTI, *Principe e magistrati repubblicani, Ricerche di storia Augustea e Tiberiana*⁵, est avant tout un commentaire de ce texte, au cours duquel il me critique souvent. Je ne vois aucune raison de changer l'essentiel de ma thèse⁶ : la réforme promise par une loi du temps d'Auguste en 5 ap. J.-C. (apparemment sous l'influence de Tibère, qui venait d'être adopté) et précisée par une loi votée sous Tibère après la mort de Germanicus, avait pour objet essentiel de mutiler le suffrage du peuple ; elle y parvint en faisant procéder à un vote préliminaire par des centuries de sénateurs et de chevaliers, agissant à la manière des anciennes centuries prérogatives, en plaçant le vote de ces centuries sous le nom des princes morts, enfin en totalisant ce vote avec ceux des centuries légitimes, de manière à modifier la majorité. Les points sur lesquels on discute sont les suivants : la signification exacte de la *destinatio* à laquelle procédaient les centuries privilégiées ; la relation entre le mécanisme du vote par centuries, qui nous est pour la première fois révélé, et celui qu'on appliquait plus anciennement dans les comices centuriates⁷ ; enfin, la définition des chevaliers, qui nous est donnée par un autre passage de la loi du temps de Tibère⁸. Le problème est posé aussi de savoir comment Tacite peut paraître ignorer une réforme si grave.

Parmi les nombreux travaux sur la définition du principat, on donnera une place d'honneur au livre de J. BÉRANGER, *Recherches sur l'aspect idéologique du principat*⁹. Serrant de très près les textes, il écarte les faux problèmes et aboutit à des définitions importantes : « La dignité princière avait

1. U. COLI, Nuove osservazioni e congetture sulla tabula Hebana, dans *Jura*, III, 1952, p. 90.

2. En dernier lieu, Tacite et les réformes électorales d'Auguste et de Tibère, dans les *Studi in onore di V. Arangio-Ruiz*, II. Napoli, 1953, p. 419.

3. Rechtshistorische Erkenntnisse aus einer neuen Inschrift, dans *Revue internationale des droits de l'Antiquité*, VI, 1951, p. 191 ; cf. *Jura*, III, 1952, p. 472.

4. En dernier lieu, Remarques sur la genèse et les effets de la réforme électorale d'Auguste, dans la *Revue historique de Droit*, 1954, p. 303 ; La procédure de la « pronuntiatio », dans la *Revue des Études latines*, XXXIII, 1955, p. 39.

5. Dans les *Studi pubblicati dall'Istituto italiano per la storia antica*, fasc. IX. Rome, Signorelli, 1953, in-8°, 289 p.

6. La procédure électorale de la « destinatio » selon la table de Magliano, dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1951, p. 204 ; 1952, p. 262. Ma priorité pour la correction *saepia* est attestée par une lettre que je possède de G. Tibiletti ; c'est une correction de grande conséquence.

7. E. SCHÖNBAUER, Die Centurien-Reform, dans les *Studi in memoria di E. Albertario*, I. Milan, 1951, p. 699. — Cf. *Anzeiger der österreich. Akademie*, LXXXVIII, 1951, p. 57.

8. W. SESTON, Les chevaliers romains et le « justitium » de Germanicus, dans la *Revue historique de droit*, IV^e série, XXX, 1952, p. 159. — Contredit par C. GATTI, Gli equites e le riforme di Tiberio, dans *Parola del Passato*, XXIX, 1953, p. 126.

9. Dans les *Schweizer. Beiträge zur Altertumswiss.*, VI. Bâle, F. Reinhardt, 1953, in-8°, 318 p.

besoin d'être conférée expressément... » (p. 20) ; « Il n'y a pas obligatoirement correspondance entre principat et collation des pouvoirs constitutionnels » (p. 28). Il estime qu'il est « impossible de fixer dans un cadre institutionnel la fonction impériale ». Il définit exactement l'*imperium majus* comme « la convention d'après laquelle l'*imperium* proconsulaire de l'empereur primait celui des proconsuls » (p. 95). Il condamne le terme malheureux et ambigu de *dominatus*, qui ne se rencontre nulle part. Sa thèse repose principalement sur une analyse minutieuse de la procédure des avènements. C'est un ouvrage dont on n'a pas fini d'épuiser toutes les conséquences.

Pour la succession impériale, il faut être attentif à la procédure de l'adoption, étudiée par H. NESSELHAUF¹ après M.-H. PRÉVOST².

Depuis le mémoire classique d'Édouard Cuq, l'étude du conseil du prince avait été négligée. Elle fait l'objet d'un important livre de John CROOK, *Consilium principis, Imperial Councils and Counsellors from Augustus to Diocletian*³. La véritable origine du conseil n'est pas le comité de sénateurs que s'aggrégèrent Auguste et Tibère et qui disparut en 26 ap. J.-C., mais c'est un conseil d'amis, à l'imitation, peut-être, des Séleucides. Sous Hadrien parut « un *nucleus* professionnel à l'intérieur du *consilium* » (p. 59), mais pas encore de conseil permanent. Le titre de *consilarii* ne paraît que sous Marc-Aurèle. Dans le conseil de Caracalla paraissent les *principales officiorum*. Il faut abandonner la théorie de Seeck sur la prétendue disparition des *comites* entre Alexandre-Sévère et Constantin. Sous Dioclétien, puisque Caelius Saturninus est vicaire *a consiliis sacris*, il y avait nécessairement un *a consiliis* en titre. Avec le consistoire de Constantin, tout change ; nous assistons au triomphe des chefs de bureaux. L'ouvrage donne une liste des *amici* et des conseillers. Un appendice commente l'aspect du conseil dans les Actes des Martyrs alexandrins. L'auteur a renouvelé un sujet capital.

Sur le caractère cosmique du pouvoir impérial, on consultera l'ouvrage de H.-P. L'ORANGE, *Studies on the Iconography of Cosmic Kingship in the Ancient World* (Oslo, 1953), que nous n'avons pas reçu.

Sur les relations entre le pouvoir judiciaire du prince et celui du Sénat, deux études ont paru, de Robert VILLERS⁴ et de A. H. M. JONES⁵.

Pour l'étude du *cursus*, il faut consulter un article de E. BIRLEY⁶, et aussi les études géographiques publiées sur la carrière de divers personnages,

1. Die Adoption des römischen Kaisers, dans *Hermes*, LXXXIII, 1955, p. 477.

2. M.-H. PRÉVOST, *Les adoptions politiques à Rome sous la République et le principat*. Paris, 1949.

3. Cambridge University Press, 1955, in-8°, 199 p.

4. Appel devant le prince et appel devant le Sénat au 1^{er} siècle de l'Empire, dans les *Studi in onore di P. di Francisci*, I, 1954, p. 375.

5. Imperial and Senatorial Jurisdiction in the Early Principate, dans *Historia*, III, 1955, p. 465.

6. Senators in the Emperors Service, dans les *Proceedings of the British Academy*, XXXIX, 1953, p. 197.

en particulier par A. E. GORDON sur Potitus Valerius Messalla et sur Q. Veranius¹, par H. G. PFLAUM sur L. Caesennius Sospes². A. E. Gordon fait preuve d'une grande virtuosité ; d'après la longueur présumée des lignes mutilées, il propose des conjectures qui demeurent nécessairement un peu en l'air dans son mémoire sur Messalla, mais qui sont de grande importance dans le mémoire sur Veranius et apportent même au droit public des données nouvelles. Ce Veranius est probablement le général qui mit fin sous Claude à l'indépendance des Lyciens. Comme il a été *curator aedium sacrarum et operum locorumque*, A. E. Gordon donne une commode liste chronologique des curateurs. Plus importante encore est la liste des personnages qui ont reçu les ornements du triomphe (jusqu'à la fin du règne d'Hadrien) et, plus généralement, l'honneur d'une statue attribuée par l'empereur ou le Sénat. Aucun exemple durant tout le III^e siècle et le premier tiers du IV^e. Quant à l'étude de H. G. PFLAUM, elle met sous le règne d'Hadrien une guerre suévilique et sarmatique que j'aurais préféré placer au temps de Domitien et donne une liste des *praefecti frumenti dandi*.

A la fin du III^e siècle, les chevaliers évincent les sénateurs d'un grand nombre de gouvernements provinciaux. Il faut étudier séparément chaque province. H. PETERSEN³ donne l'état actuel de nos connaissances.

Pour l'étude des municipalités, nous avons précédemment signalé une étude de F. VITTINGHOFF⁴. Une définition nouvelle et très contestable du *municipium* est proposée par C. SAUMAGNE, selon qui « toute cité qui sous le Haut-Empire est dénommée *municipium* est une cité régie par le *jus Latii* »⁵. Un problème très discuté est celui de la condition des provinciaux et surtout de la survivance des droits indigènes après la constitution de Caracalla. Cette survivance est affirmée par F. DE VISSCHER⁶ au nom d'une théorie de la « double citoyenneté » qui demeure sans doute à tort contestée. Pour le texte même de l'édit, une interprétation nouvelle est proposée par J. H. OLIVER⁷ et la conséquence de l'édit est étudiée par Alvaro d'Ons⁸.

Le problème du droit municipal ne peut plus être séparé de celui du régime agraire et surtout de l'extension des centuriations, que découvre tou-

1. Potitus Valerius Messalla consul suffect 29 B. C., dans *University of California Publications in Classical Archaeology*, vol. III, 1954, n° 2, p. 31-64; Quintus Veranius consul a. d. 49, *Ibid.*, vol. II, 1952, n° 5, p. 231-352.

2. La chronologie de la carrière de L. Caesennius Sospes ; contribution à l'étude des responsables sénatoriaux de la distribution du blé à la plèbe romaine, dans *Historia*, II, 1954, p. 431.

3. Senatorial and Equestrian Governors in the third cent. a. D., dans *Journal of Roman Studies*, XLV, 1955, p. 47.

4. *Supra*, p. 118, n. 5.

5. Volubilis municipio latin, dans la *Revue historique de Droit*, 1952, p. 389.

6. La constitution Antonine et la persistance des droits locaux, dans les *Cahiers d'Histoire mondiale*, II, 1955, p. 788.

7. Free Men and Dediticii, dans *American Journal of Philology*, 1955, p. 279.

8. Estudios sobre la constitutio Antoniniana. V : Caracala y la unificación del impero, dans *Emerita*, XXIV, 1.

jours plus nombreuses la photographie aérienne¹. Nous retrouverons ce problème en étudiant les provinces : à cette recherche sont unis les noms de Plinio FRACCARO surtout, de CASTAGNOLI, BRADFORD, CAILLEMER et CHEVALLIER, etc.

ARMÉE IMPÉRIALE. — Pour les origines de l'armée de métier à la fin de la République, on consultera Emilio GABBA². C'est l'épigraphie qui a renouvelé l'étude de l'armée impériale : Eric BIRLEY donne l'état actuel de la bibliographie et des problèmes dans les Actes du Congrès d'Épigraphie de 1952.

Pour les légions, l'ouvrage principal est celui de G. FORNI, *Il reclutamento delle legioni da Augusto a Diocleziano* (Milan-Rome, 1953), qui montre comment on est passé peu à peu, sans réforme d'ensemble, du recrutement italique au recrutement provincial, puis barbare. Une inscription de Nicopolis, très bien commentée par Abdullatif AHMED BEY³, montre la rapidité de l'évolution : parmi les recrues de la *legio II Trajana*, en 133, 80 % viennent d'Occident, dont 66 % d'Afrique, mais, en 168, 83 % viennent d'Orient, dont 65 % d'Égypte. L'évolution de la solde est étudiée par R. MARICHAL d'après des papyrus⁴. Sur le classement des centurions, on hésitera sans doute à suivre une étude hardie de E. BICKEL⁵.

Pour les corps auxiliaires, on doit noter d'abord la publication, par H. NESSELHAUF, d'un supplément au tome XVI du *C. I. L.*, qui ajoute trente-deux nouveaux diplômes militaires (1955). La signification même de ces diplômes est réexaminée dans un ouvrage considérable de K. KRAFT, *Zur Rekrutierung der Alen und Kohorten am Rhein und Donau*, accompagné de listes très utiles⁶. K. Kraft met en échec la théorie de Mommsen, selon laquelle le recrutement régional commencerait au temps d'Hadrien. En réalité, on recourt à des renforts régionaux sur le Rhin dès le 1^{er} siècle ; on utilise les Gaulois et les Espagnols surtout pour renouveler des corps de cavalerie. Même depuis Hadrien, on envoie des recrues souvent très loin de leurs pays, particulièrement les Thraces. Il existait évidemment une politique centrale du recrutement. L'auteur étudie aussi les *cohortes voluntariorum*, qui sont formées de citoyens romains, et les *cohortes civium romanorum*, qui sont, en réalité, des cohortes de sujets recevant la cité comme récompense. En conclusion vient une étude des diplômes : on n'en donne pas à tous les

1. A. CAILLEMER et R. CHEVALLIER, Une découverte aérienne capitale, dans *Science et avenir*, 1955, p. 216.

2. Ricerche sull'esercito professionale romano da Mario ad Augusto, dans *Athenaeum*, 1951, p. 171.

3. *Annals of the Faculty of Arts*, Ain Sham University, III, 1955, p. 113.

4. La solde des armées romaines d'Auguste à Septime-Sévère d'après les P. Genève latins 1 et 4 et le P. Berlin 6866, dans l'*Annuaire de l'Institut de Philologie et d'Histoire orientales et slaves* (= *Mélanges Isidore Lévý*), XIII, 1953, p. 399.

5. Das Denkmal der Varusschlacht, dans *Rheinisches Museum*, 1952, p. 97.

6. Dans les *Dissertationes Bernenses*, ser. I, fasc. 2. Berne, A. Francke, 1951, in-8°, 200 p.

soldats, cela dépend de leur situation de famille ; après 139, le fils bâtarde du militaire ne reçoit plus la cité ; c'est une mesure prise pour combattre la barbarisation ; les diplômes de prétoriens commencent en 73, parce qu'on a reçu alors dans le prétoire des soldats auxiliaires. Toutes ces thèses si neuves mériteront d'être discutées, mais dès maintenant elles prouvent la prudence de la politique romaine. La thèse de K. Kraft repose en partie sur une interprétation de la forme des noms : Mommsen ne considérerait comme citoyens que ceux qui portaient les *tria nomina* ; K. Kraft propose d'autres critères, qui seront à examiner de très près.

Des colloques périodiques réunissent les savants qu'intéresse l'étude du *limes*. E. BIRLEY a édité les actes du Congrès tenu à Durham en 1949¹.

A. FERRUA a publié de nouvelles inscriptions des *equites singulares*².

L. F. FITZ HARDINGER³ a étudié la flotte de Misène et G. JACOPI⁴ celle de Ravenne. Ici encore nous sommes surtout préoccupés par les problèmes du recrutement.

LA CRISE. — Dès 1943, F. ALTHEIM écrivait un livre sur *La crise du monde antique*, où il insistait sur les désordres du III^e siècle. Il n'a cessé de se préoccuper de ce problème et a publié en 1952 deux volumes sur *Le déclin du monde antique* résumés dans une traduction française⁵. C'est une nouvelle conception de l'histoire que l'auteur apporte : il faut que l'historien concilie l'intérêt pour l'accidentel (*Das Einmalige*) et la recherche des lois. Les formes déterminantes de l'histoire ne naissent pas du commerce et de la religion, mais du sang et des larmes : « Il y a des époques où l'histoire est histoire militaire. » Il oppose les peuples jeunes, ouverts aux innovations, aux peuples vieux, qui se sclérosent. Il a le très rare mérite d'embrasser d'un seul coup d'œil le sort des trois grandes monarchies de l'Eurasie, Rome, l'Iran, la Chine, que réunit le mince fil de la route de la soie. Les cataphractes apparaissent dans l'empire romain, comme les cavaliers cuirassés en Chine, sous l'influence des peuples de la steppe. A ces peuples il attribue une importance exceptionnelle : il montre l'influence exercée par les Sarmates sur les Quades, les Alains sur les Goths, l'art pontique sur les Vandales. Au nord de la route de la soie s'ouvre la porte de Dzungarie qui s'ouvre aux Huns. Au sud sont les routes du désert suivies par les nomades à dromadaires, dont les bandes remontent au nord jusqu'à Petra, Hira, Palmyre. Ce tableau du monde ancien présente un aspect grandiose. Il devra être rectifié dans le détail, et pourtant il nous impose une vision nouvelle de l'histoire de l'Eu-

1. Durham, 1952.

2. Nuove iscrizioni degli equites singulares, dans *Epigraphica*, 1951, p. 96.

3. Naval Epitaphs from Misenum in the Nicholson Museum Sydney, dans le *Journal of Roman Studies*, 1951, p. 17.

4. La classis Ravennas, dans les *Rendiconti dell'Accad. dei Lincei*, VI, 1951, p. 522.

5. *Niedergang der antiken Welt, eine Untersuchung der Ursachen*. Francfort, 2 vol. in-8°, 1952. Traduction abrégée sous le titre *Le déclin du monde antique, examen des causes de la décadence, le monde extra-romain, l'empire romain*. Paris, Payot, in-8°, 1953.

rasie, qu'il est impossible de ne pas admirer. L'auteur répète ses observations sur la crise romaine du III^e siècle ; il montre comment, dans le monde grec, la direction passe, dès le II^e siècle, à l'Égypte et à la Syrie, comment s'esquisse, dès le III^e siècle, la séparation entre les empires d'Occident et d'Orient. Des développements lourds de sens examinent le rôle des Germains entre le monde romain et le monde des steppes, et quelle fut la gravité de leur choix, qui eût pu, après tout, être différent.

Au livre qui vient d'être mentionné on joindra d'autres travaux du même auteur. *Aus Spätantike und Christentum*¹ est consacré surtout au développement du culte solaire, issu d'Orient et particulièrement d'Émèse. Pourquoi l'auteur dit-il que le Soleil a place éminente sur la fameuse patère de Parabiago ? Le soleil et la lune figurent tout en haut, et la place d'honneur revient à Cybèle. Aurélien est représenté comme un modèle de Constantin. Une étude consacrée à une inscription alaine de Hongrie explique la succession des peuples dans la vallée de la Theiss. Un autre ouvrage, écrit en collaboration avec R. STIEL², étudie les derniers temps de Doura (dont la chute est reportée à 260), d'après les peintures de la synagogue et surtout des parchemins perses inédits. Le fameux palais de Mschatta, dont la date est controversée, est attribué par les auteurs à un prince gassanide du III^e siècle, qui se serait inspiré des monuments de Hira, thèse audacieuse qui ne sera pas aisément acceptée.

V. — HISTOIRE DU BAS-EMPIRE

L'EMPEREUR CONSTANTIN. — Les problèmes qui demeurent ouverts sont ceux de l'authenticité de la *Vita Constantini* d'Eusèbe, de la date de la vision de la croix et de la conversion. On peut consulter, sur l'état de la question, E. DELARUELLE³ et J. VOGT⁴. Nous choisirons dans une bibliographie considérable.

Contre les théories radicales exprimées surtout par H. Grégoire, Pio Franchi DECAVALIERI a réaffirmé la validité de la tradition, l'authenticité de la *Vie* attribuée à Eusèbe. De 1913 date sa première étude sur le *labarum*. Son nouveau livre, *Constantiniana*, a pris sa forme définitive dès 1939, et il a été publié presque sans modification⁵. Bien qu'il ne soit pas à jour, il fait valoir contre les novateurs des arguments très solides : il a raison de dire qu'on ne peut invoquer, contre l'authenticité de la *Vie*, le fait que Jérôme

1. Tübingen, in-8°, 1951.

2. *Asien und Rom*. Tübingen, in-8°, 1952.

3. La conversion de Constantin ; état de la question, dans le *Bulletin de Littérature ecclésiastique*, 1953, p. 37.

4. Die konstantinische Frage, dans les *Relazioni del X Congresso internaz. di scienze storiche*, VI, p. 733 (Rome, 1955).

5. Dans les *Studi e Testi*. Città del Vaticano, Biblioteca apostolica Vaticana, 1953, in-8°, 207 p.

ne la mentionne point parmi les œuvres d'Eusèbe, car il dit lui-même qu'il fait un choix ; il nie le *foedissimus error* dénoncé par H. Grégoire à propos des guerres entre Constantin et Licinius et pense qu'il s'agit correctement de la dernière guerre ; il n'admet pas qu'on utilise l'édit d'Hispellum pour mettre en doute la foi de Constantin. Le nombre excessif des notes développées rend pénible la lecture de cet ouvrage où s'exprime avec courtoisie une pensée sage et ferme.

Naturellement, ce livre a rallumé la bataille. P. ORGELS a confirmé la thèse de H. Grégoire¹, et J. VOGT a répliqué². Or, un papyrus a restitué le texte d'un des documents suspects de la *Vita* (III, 37-38), dont l'authenticité se trouvait ainsi réhabilitée. Ce nouvel argument a été présenté, à la suite de la publication de SKEAT³, par F. VITTINGHOFF⁴ et A. H. M. JONES⁵. D'autre part, Glanville DOWNEY avait cru apporter la preuve que la fondation de l'église des Apôtres à Constantinople est à tort attribuée à Constantin par Eusèbe⁶ ; la validité de cette thèse a été contestée par J. VOGT⁷.

Outre la *Vita*, nous possédons un texte de valeur plus sûre dans le traité de Lactance *De mortibus persecutorum*⁸. Nous devons à J. MOREAU une excellente édition commentée de ce texte difficile. La date de ce pamphlet serait entre 318 et 321, pour préparer la guerre d'Orient et d'abord pour justifier l'attitude de Constantin à l'égard de son beau-père. Un très grand nombre d'observations personnelles sont apportées par l'auteur sur le temps de Dioclétien, et un lexique de ces passages eût été utile ; il se montre défavorable à l'interprétation proposée par Van Berchem des réformes militaires de Dioclétien. Le pamphlet de Lactance est dédié à un *Donatus carissimus* que je considérerais volontiers comme originaire de l'Afrique, où ce nom est si répandu.

Une autre source de la pensée constantinienne doit être cherchée dans les œuvres du prince lui-même. Cette route a été explorée méthodiquement par le livre très personnel de Hermann DÖRRIES, *Das Selbstzeugnis Kaiser Konstantins*⁹, qui se propose de « prendre l'empereur au mot ». La conclu-

1. L'authenticité et l'historicité de la Vie attribuée à Eusèbe, dans le *Bulletin de l'Académie royale de Belgique, Classe des Lettres*, 1953, p. 466.

2. Die Vita Constantini des Eusebius, über den Konflikt zwischen Constantin und Licinius, dans *Historia*, II, 1954, p. 463.

3. T. C. SKEAT, Britain and the Papyri, dans *Aus Antike und Orient* (Festschrift Schubart, 1950), p. 126.

4. Eusebius als Verfasser der Vita Constantini, dans le *Rheinisches Museum*, N. F. XCVI, 1953, p. 330.

5. Notes on the Genuineness of the Constantinian Documents in Eusebius' Life of Constantin, dans *Journal of Ecclesiastical History*, V, p. 196.

6. The Builder of the Original Church of the Apostles at Constantinople, a Contribution to the Criticism of the Vita Constantini attributed to Eusebius, dans *Dumbarton Oaks Papers*, VI, 1951.

7. Der Erbauer der Apostelkirche in Konstantinopel, dans *Hermes*, LXXXI, 1953, p. 111.

8. Dans la collection « Sources chrétiennes », n° 39. Paris, Éditions du Cerf, 1954, 2 vol. in-8°, 482 p.

9. Dans les *Abhandlungen der Akademie der Wissenschaften in Göttingen*, Phil. Hist. Kl., 3^e série, XXXIV, 1954, 430 p.

sion est que Constantin est un chrétien sincère, et nullement un politique intéressé, un neutraliste ou un syncrétiste. L'auteur admet l'authenticité des documents de la *Vita*, en général ; il doute de celle de la lettre à Sapor. Sans doute aurait-il mieux valu ne considérer que les textes dont l'authenticité était insoupçonnable ; et même ainsi on se demandera toujours quelle est l'influence des secrétaires. En tout cas, l'auteur a bien prouvé les constants égards du prince à l'égard de l'Église (p. 286), et surtout pour le clergé. Constantin n'aurait eu pleine conscience de sa mission que depuis 324. Il parle souvent du Christ comme de la *Dunamis* de Dieu, mais ne paraît avoir rien compris à sa mission, ce qui permet de douter de l'authenticité de son christianisme.

Aux arguments philologiques s'ajoutent ceux que l'on tire de l'archéologie et de la numismatique. H. KÄHLER pense avoir reconnu la tête de la statue dont parle Eusèbe, qui tenait « le signe du salut »¹. A. ALFÖLDI a étudié le chrisme sur le casque de Constantin² et le sceptre du prince, croix surmontée d'un globe³ ; ce dernier symbole est, à mon avis, singulièrement proche de la croix ansée des Égyptiens, qui se retrouve sur un sarcophage de porphyre de l'époque constantinienne à Constantinople. K. KRAFT date de 315 l'apparition du monogramme sur le casque⁴. Quelle est l'antiquité réelle du chrisme ? C. CECHELLI le fait remonter au I^{er} siècle⁵. M. du Mesnil du Buisson me dit qu'il en a noté plusieurs exemplaires dans l'église de Doura.

Les autres événements du règne soulèvent moins de passion. J. LAFAURIE, d'après les monnaies, rectifie la chronologie de la première guerre contre Licinius⁶. Le terme *haeresis*, dans l'édit de tolérance de 313, est interprété par C. SAUMAGNE⁷ comme signifiant non « condition », mais « secte », si bien que l'édit supprimerait les sectes hérétiques, théorie qui nous semble peu vraisemblable. J.-R. PALANQUE a étudié les préfets du prétoire de Constantin⁸ et aussi ceux de ses fils⁹ ; il apporte ainsi d'utiles précisions à son histoire de la préfecture, qui a marqué une date si importante (1933).

1. Konstantin 313, dans le *Jahrbuch des deutschen archäologischen Inst.*, LXVII, 1952, p. 1.

2. The Initials of the Christ on the Helmet of Constantin, dans les *Studies in economic history*, offerts à Allan Chester Johnson, p. 303.

3. Das Kreuzzepter Konstantins des Grossen, dans les *Schweizer Münzblätter*, IV, 1954, fasc. 16.

4. Das Silbermedaillon Constantin des Grossen mit dem Christus-Monogramm auf dem Helm, dans *Jahrbuch für Numismatik und Geldgeschichte*, V-VI, 195-1955, p. 151.

5. *Il trionfo della croce*. Rome, edizioni Paoline, 205 p., 73 fig.

6. Dans le *Bulletin de la Société française de Numismatique*, p. 291 (juillet 1954).

7. Du mot « haeresis » dans l'édit licinien de l'année 313, dans la *Theologische Zeitung*, X, 1954, p. 376.

8. Dans l'*Annuaire de Philologie et d'Histoire orientales et slaves*, t. X (= *Mélanges H. Grégoire*, II), 1950, p. 483.

9. Les préfets du prétoire sous les fils de Constantin, dans *Historia*, IV, 1955, p. 257.

LE IV^e SIÈCLE. — J. BABELON a renouvelé grâce aux monnaies l'histoire de Magnence¹. Glanville DOWNEY a étudié *La crise économique à Antioche sous Julien*². Un très important ouvrage sur *Valentinien* est dû à A. ALFÖLDI³. Son objet est de venger cet Illyrien typique des jugements trop durs dont il est l'objet depuis O. Seeck. Il a été moins sanguinaire que Constantin et Théodose. W. ENSSLIN a montré déjà qu'Ammien a été trop influencé par la haine des sénateurs contre un prince qui éprouvait à leur égard une très vive antipathie. Maximin a été le cruel instrument de cette politique. A. Alföldi a très bien montré comment les seigneurs palens se sont associés à l'entourage du pape pour obtenir son rappel. Il me semble que l'auteur est trop sévère à l'égard d'Ammien et même pour les sénateurs, qu'il accuse de défendre uniquement leurs privilèges, alors qu'ils travaillent à une restauration de l'ancienne culture. Mais il a grandement raison d'expliquer les événements de la fin du règne par le conflit entre une clique pannonienne et une clique espagnole.

C'est celle-ci qui triompha avec Théodose. Dans quelle mesure celui-ci est-il responsable de la révolution de la politique religieuse qui survint dès 379? W. ENSSLIN, dans un mémoire très fouillé, s'accorde avec les conclusions que j'ai précédemment exposées⁴. Encore en 378, Gratien propose un édit de tolérance. C'est donc Théodose qui l'a déterminé à une politique nouvelle, pour laquelle il l'aura orienté vers Ambroise. Il est important de fixer la date du baptême de Théodose : W. Ensslin donne des arguments décisifs en faveur de l'automne 380, que j'avais aussi reconnu comme probable. Toute l'histoire religieuse du règne est suivie pas à pas ; grande attention est donnée aux conseillers Méléce, Cynegius ; l'influence de Flaccilla ne peut qu'être soupçonnée. L'auteur conclut que Théodose a fait passer son devoir de chrétien avant ses devoirs d'empereur et qu'il est intervenu personnellement dans les questions de foi, ce qui est comme une survivance de ses obligations anciennes de grand pontife.

Notons ici un article de W. ENSSLIN au sujet des derniers jours de Théodose⁵. Après la bataille de la Rivière Froide, Zosime dit qu'il fit un court voyage à Constantinople. J'ai accepté cette tradition, qui est ici considérée comme invraisemblable ; et pourtant Zosime dérive d'une source de premier ordre, qui est Eunape.

Pour la politique religieuse de Théodose, il est très important de dater le *Pro Templis* de Libanios : Paul PETIT le placerait de préférence à l'automne

1. Magnence. A propos de quelques médaillons de Trèves, dans le *Mémorial d'un voyage de la Société des Antiquaires de France en Rhénanie*, Paris, 1952, p. 201.

2. The Economic Crisis at Antioch under Julian the Apostate, dans les *Studies in Economic History* dédiés à Allan Chester Johnson, 1951, p. 312.

3. A Conflict of Ideas in the late Roman Empire. The Clash between the Senate and Valentinian I. Trad. par H. MATTINGLY. Oxford, 1952, in-8°, 151 p.

4. Die Religionspolitik des Kaisers Theodosius, dans les *Sitzungsberichte der Bayer. Akad. der Wiss.*, 1953, fasc. 2.

5. War Kaiser Theodosius zweimal in Rom?, dans *Hermes*, LXXXI, 1953, p. 500.

386; il donne une très utile chronologie des années 381-388¹. Il me semble qu'il n'a pas raison de penser que ce pamphlet n'ait pas été présenté au prince lui-même. Sur la chronologie religieuse du temps, on sera très reconnaissant à l'étude du R. P. DANIELOU à propos des sermons de Grégoire de Nysse².

Le partage de l'empire s'annonce dès ce temps, comme l'a bien montré J. GAUDEMET, d'après les sources législatives³.

LE V^e SIÈCLE. — L'ouvrage réalisé trop hâtivement de M^{lle} E. DEMOUGEOT sur le temps de Stilicon me paraît peu sûr⁴. Il paraît téméraire, par exemple, d'écrire : « Brusquement, à partir du règne de Valentinien, les lois favorisent un nouveau statut du paysan, le colonat » (p. 46). Le grave problème des *inquilini* n'est qu'esquissé (p. 48). Il n'est pas possible que Rufin ait eu le privilège de « décréter des lois » (p. 126 et 394). Les *honorati* sont confondus avec l'aristocratie sénatoriale (p. 372). Au même auteur on doit pourtant sur une loi presque inédite d'Honorius⁵, dont le texte nous est parvenu très altéré, sans qu'on soit autorisé à douter de son authenticité.

Une des figures les plus singulières de cette époque de transition, celle de Synésios de Cyrène, a été ressuscitée par un brillant ouvrage de Christian LACOMBRADÉ⁶. L'auteur étudie de très près les œuvres de son héros; il a donné une traduction nouvelle et un commentaire de son *Discours sur la royauté*⁷; il propose une chronologie des *Hymnes*; il commente de manière exhaustive l'énigmatique *Récit égyptien*. Il suit toute la carrière de Synésios, qui devait appartenir, comme Ammien, à une famille curiale, et qui se forma à Alexandrie dans le cercle d'Hypatie; le chapitre consacré à cette philosophe et à son entourage est parmi les plus séduisants du livre. Le séjour de Synésios à Constantinople (399-402) donne à C. Lacombrade l'occasion de très bien expliquer les conflits de la cour d'Arcadius. Mais, surtout, ce qui rend si intéressant le cas de Synésios, c'est qu'il est « fidèle à la Grèce éternelle », qu'il a été conquis à Alexandrie par le paganisme épuré de Porphyre et pourtant qu'il est devenu évêque. Malgré le savant historique, le mécanisme de cette conversion demeure pour nous obscur. Le fait

1. Sur la date du « pro templis » de Libanius, dans *Byzantion*, XXI, 1951, p. 285.

2. La chronologie des sermons de Grégoire de Nysse, dans *Recherches de science religieuse*, 1955, p. 346.

3. Le partage législatif dans la deuxième moitié du VI^e siècle, dans les *Studi* offerts à Di Francisci, II, p. 319.

4. *De l'unité à la division de l'empire romain, 395-440; essai sur le gouvernement impérial*, Paris, Maisonneuve, 1951, in-8°, 614 p.

5. Une lettre de l'empereur Honorius sur l'« hospitium » des soldats, dans la *Revue historique de droit*, 1956, p. 25.

6. *Synésios de Cyrène hellène et chrétien*. Paris, Les Belles-Lettres, 1951, in-8°, 321 p., 1 pl.

7. *Le discours sur la Royauté de Synésios de Cyrène à l'empereur Arcadius*, traduction nouvelle avec introduction, notes et commentaire. Paris, Les Belles-Lettres, 1951, in-8°, 159 p.

qu'il épousa une chrétienne peut-il contribuer à l'expliquer? On a grand plaisir à lire ce livre si vivant, qui scrute finement les textes. Le *Discours sur la royauté* est sans doute le texte le plus pénétrant que nous devions à un contemporain sur les causes de la chute de l'Empire : le refus du service militaire de la part des citoyens romains paraît à Synésios le mal le plus grave. Ce discours fut-il réellement prononcé devant Arcadius? C. Lacombrade le pense, mais W. ENSSLIN estime que c'est invraisemblable¹. En lisant Libanius, on se demande jusqu'où pouvait aller réellement le franc-parler des intellectuels.

L'ouvrage de F. ALTHEIM, *Attila und die Hunnen*², est bien différent du sage récit que donna en 1948 E. A. Thompson. Celui-ci refusait d'étudier le problème des Hsiung-Nu et commençait son étude à 370. Tout au contraire, F. Altheim ne doute pas que les Hsiung Nu soient les ancêtres des Huns; il leur attribue les bronzes du désert des Ordos, les tombes de Noin Ula. Il se heurte, à vrai dire, à des théories opposées, selon lesquelles les origines de la civilisation hunnique sont à chercher non pas en Asie, mais dans la région pontique. Le problème étant ainsi posé par F. Altheim, il est naturel qu'il étudie tour à tour l'action des Huns sur la Chine et sur l'Occident. C'est à eux que les Han auraient emprunté leur cavalerie cuirassée.

Je signale ici une récente étude de Philippe LOZINSKI sur *Le lieu d'origine des Huns* (publié dans les *Anales* de l'Instituto de historia antigua y medieval de l'Université de Buenos Ayres). L'auteur fait preuve d'une grande audace. Il pense que les termes géographiques dont les anciens se servent pour localiser les Huns, Tanais, Palus Maeotide, Estros, ne s'appliquent pas aux lieux que nous connaissons, mais à toute une topographie préhistorique qui nous reporte au cœur de la Sibérie, dans la région de l'Ob. Le marais Vasyuzane, proche de l'Ob, représenterait le Palus Méotide. Il n'accepte pas, d'ailleurs, que les Huns soient les Hsiung Nu. Cette théorie me paraît tout arbitraire.

Revenons au livre de F. Altheim. Il ne suit pas une voie rigoureuse; on est tout étonné de rencontrer une description des paysans du Hoang Ho vers 1500. L'auteur traite de manière très personnelle de la civilisation des Alains, exclusivement nomades, des Goths, des Burgondes. Souvent on hésite à le suivre : si les monnaies romaines disparaissent en Scandinavie depuis Caracalla, est-ce parce que celui-ci fut le premier empereur qui fit la guerre aux Goths? Les Huns auraient emprunté au costume schamane leur cuirasse; ils utilisaient dans le combat le tambour pour entretenir l'extase. Par leurs contacts avec Parthes et Sassanides, ils furent influencés par la civilisation iranienne, et le palais d'Attila, décrit par Priscus, en est un témoignage. Ceci est l'occasion d'une nouvelle digression au sujet des fouilles de Tolstov en Chorasmie. Nous renonçons à suivre l'auteur dans ses difficiles recherches sur les origines de l'alphabet hun et protobulgare.

1. Dans *Deutsche Literaturzeitung*, LXXV, 1954, p. 264.

2. Baden-Baden, Verlag für Kunst und Wissenschaft, in-8°, 217 p., 17 pl.

Le lied funèbre sur la mort d'Attila, tel que l'a préservé Jordanes, aurait les traits caractéristiques de la poésie turque. Attila lui-même était un inspiré. Ouvrage qui a des aspects de cauchemar et où paraissent à l'extrême et les mérites exceptionnels et les dangers de la méthode de l'auteur. Retenons encore cette formule : « Le problème du destin qui se posa alors aux Germains [le choix entre Occident et Orient] n'a rien perdu par la suite de son caractère pressant. »

Terminons avec un livre qui pose de manière assez originale un problème analogue. Hanno HELBLING s'est proposé de montrer comment les jugements portés sur les Goths et les Vandales se sont modifiés selon les temps¹. Il étudie d'abord les jugements des contemporains, qui, d'abord, au temps de Rutilius et de Claudien, pensèrent que les invasions étaient une épreuve qui ne durerait pas. Les chrétiens se séparèrent du point de vue romain : pour Augustin, les donatistes sont pires que les barbares. Théodoric bénéficia d'une faveur exceptionnelle de la part des Romains, qui s'obstinèrent à ignorer la barbarie de son caractère. La deuxième partie est consacrée aux jugements des modernes, depuis l'Alaric de Scudéry et le Genséric de Mme Deshoulières. Les romantiques, jugeant du point de vue du Moyen Age, puis les défenseurs des nationalités, devaient naturellement tendre à une réhabilitation des barbares. Le livre de H. Helbling n'est qu'une esquisse, la place accordée à l'œuvre de Dahn est disproportionnée, l'œuvre de F. Altheim n'est pas considérée : et pourtant, avec ce dernier, nous avons vu apparaître une histoire ancienne écrite du point de vue des barbares.

LES INSTITUTIONS. — Une belle étude de W. ENSSLIN définit les caractères originaux du pouvoir impérial au Bas-Empire². Elle précise d'abord les limites de ce qu'on appelle *Spätantike* : de l'avènement de Dioclétien à celui d'Héraclius. La notion de l'origine divine du pouvoir impérial est antérieure à cette époque : Pline dit à Trajan que les dieux lui ont donné son autorité ; l'image du Soleil, avec celle de l'empereur, figure sur les monnaies de Carus. De même aussi le sentiment de la responsabilité impériale, les promesses de « philanthropie » sont aussi bien antérieures aux exhortations des *Panegyrici Veteres* et de Thémistius. W. Ensslin observe que ces conceptions remarquables ne se développeront pas en notion de droit public. Sur les relations entre le pouvoir impérial et la papauté, on consultera H. U. INSTINSKY, *Bischofsthuhl und Kaiserthron* (Munich, in-8°, 1955).

Pour l'histoire des provinces, la *Liste de Vérone* est un texte capital. Mommsen le datait du temps de Dioclétien, mais cette solution est trop simple. A. H. M. JONES reprend l'étude du problème³. Pour l'essentiel, le

1. *Goten und Wandalen, Wandlung der historischen Realität*. Zurich, Fritz et Wasmuth, in-8°, 95 p.

2. *Der Kaiser in der Spätantike*, dans *Historische Zeitung*, juin 1954, p. 449.

3. *The Date and Value of the Verona List*, dans *Journal of Roman Studies*, XLIV, 1954, p. 21.

texte a été rédigé entre 312 et 320, mais l'indication de la province d'Helléspont ne peut être antérieure à 325, et, pour l'Orient, le texte a été révisé au temps de Constance. L'auteur commente d'une manière tout à fait neuve et séduisante l'opposition entre la politique provinciale de Dioclétien et celle de Constantin. Dioclétien, peu favorable aux sénateurs, supprime les légats et presque tous les proconsuls et met partout des chevaliers. Constantin remédie au morcellement excessif, crée de nouveaux proconsuls et ressuscite pour les sénateurs le titre de consulaires.

Le problème de *La capitation du Bas-Empire* est étudié par F. Lot dans un livre posthume qui ressuscite pour nous la science et la véhémence du maître¹. Il s'acharne surtout contre ma thèse de 1917 (sans tenir compte des corrections que j'ai dû y apporter depuis la découverte d'un édit de Dioclétien sur la capitation égyptienne) et contre W. Seston. J'en reprendrai ailleurs la discussion détaillée, en notant que, pour l'essentiel, F. Lot revient à ma propre théorie : l'impôt foncier était perçu par charruées sur la part du domaine cultivée par le maître, par compte des têtes de paysans sur les petites tenures ; mais, à vrai dire, sa thèse véritable ne se dégage pas très clairement. La mention de la *capitatio humana* le gêne ; il revient aussi à une thèse que j'ai abandonnée : ce serait non l'impôt foncier, mais la survivance de la capitation personnelle du Haut-Empire. Il me semble que le livre est donc plus important par ses critiques (contre ses propres erreurs, p. 40) que par sa partie constructive, qui demeure obscure. Il indique, comme je l'ai fait, que le *caput* peut être considéré comme une origine du manse. Étudiant la circulation de l'or au Bas-Empire, il me reproche de l'avoir niée, alors que j'ai, au contraire, observé la date de l'introduction du *tremissis*. Le commentaire qu'il donne de la table de Brigetio repose sur des compléments et des corrections inacceptables. On sera très intéressé par la conclusion paradoxale, qui affirme le primat économique de l'Occident ; l'Espagne aurait été plus peuplée que la Syrie, la Gaule plus peuplée que l'Asie Mineure. Et, pourtant, c'est lui-même qui compare les 255 ha de Trèves, les 60 ha de Milan aux 920 ha d'Alexandrie, aux 1.600 ha de Constantinople. A qui donc s'adressent les critiques de F. Lot contre « une histoire romancée de la vie économique » ?

Distinguer les réformes de Dioclétien et celles de Théodose a toujours été une des tâches les plus délicates des historiens. Le problème de la réorganisation militaire est particulièrement grave. D. VAN BERCHEM, dans son ouvrage *L'armée de Dioclétien et la réforme constantinienne*², propose une solution neuve. Entre l'armée de Dioclétien et celle de Sévère, il n'y a pas une grande différence. Dioclétien maintient l'armée aux frontières, en prin-

1. Nouvelles recherches sur l'impôt foncier et la capitation personnelle sous le Bas-Empire, fasc. 304 de la *Bibliothèque de l'École des Hautes-Études*, complément au fasc. 253. Paris, Champion, 1955, in-8°, 194 p.

2. Dans la *Bibliothèque d'Archéologie et d'Histoire de l'Institut français d'Archéologie de Beyrouth*, LVI, 1952. Paris, Geuthner, in-8°, 130 p.

cipe deux légions par province, auxquelles il joint des *equites*, issus de la grande cavalerie du III^e siècle et qui deviennent les égaux des légions ; légions et cavaliers étaient placés sous le commandement du *dux*. Le *limes* est occupé par des corps auxiliaires, cohortes et ailes, soldats laboureurs placés sous le commandement du gouverneur. L'organisation diffère, d'ailleurs, selon les provinces. En Égypte, par exemple, les cohortes et les ailes, entre lesquelles il n'y a plus de différence, ont pour fonction de garder les dépôts de l'annone. A cette époque, il n'existe pas d'armée de réserve. C'est Constantin qui créa les *comitatenses*, pris dans l'élite des soldats du front et ramenés en arrière dans les villes. Cette thèse repose, en particulier, sur une analyse de la *Notitia Dignitatum* ; certains chapitres, par exemple sur la Pannonie, permettent de reconnaître la superposition des deux états. Dans une étude plus récente, l'auteur a même reconnu dans la *Notitia* la trace de réformes de Stilicon, par exemple la création du duché de Mayence¹. La thèse de D. Van Berchem a été contredite par W. SESTON : le duc aurait toujours eu autorité non seulement sur les légions et les *equites*, mais aussi sur les *limitanei* ; les cohortes et les ailes sont à distinguer des soldats laboureurs ; il existait dès Dioclétien une armée de campagne (*comitatus*). Cependant, les anciens ont opposé radicalement la politique de Constantin à celle de Dioclétien ; D. Van Berchem a eu raison d'invoquer le témoignage de Zosime (II, 34). Il me semble que, même si des retouches de détail sont nécessaires, l'essentiel de sa thèse résistera aux critiques².

Sur l'armée romaine en Égypte au IV^e siècle, RÉMONDON a utilisé les papyrus³.

Les œuvres de Libanius (1.500 lettres, 60 discours) sont une mine de renseignements dont l'exploitation a été jusqu'à présent imparfaite ; mais cette négligence a cessé. L. HARMAND a donné une traduction commentée du *Discours sur les patronages*⁴. Il date le texte du règne de Théodose, après 388 ; la campagne décrite est celle du nord de la vallée de l'Oronte. Il s'agit d'un faux discours, qui n'a pas été prononcé, mais qui a pu inspirer la législation du prince (*Code Théodosien*, XI, 24). Ce travail est intéressant non seulement pour l'histoire agraire, mais aussi pour la connaissance de la personne même de Libanius. L'auteur exagère sans doute sa richesse, car il ne cesse de crier misère, et il me paraît trop sévère pour son « esprit de dénigrement ». L'importance historique du beau texte qui vient d'être commenté a précédemment été soulignée par moi-même, puis par E. Stein.

1. On some Chapters of the « *Notitia Dignitatum* » to the Defence of Gaul and Britain, dans *American Journal of Philology*, 1955, p. 138.

2. Du « *comitatus* » de Dioclétien aux « *comitatenses* » de Constantin, dans *Historia*, IV, 1955, p. 285. — Cf. *Relazioni del X Congresso internaz. di scienze stor.*, V, p. 785.

3. Problèmes militaires en Égypte et dans l'Empire à la fin du IV^e siècle, dans *Revue historique*, 1955, I, p. 21.

4. Dans les *Publications de la Faculté de Clermont*, 2^e série, I. Paris, Presses Universitaires de France, 1955, in-8°, 211 p.

La vie municipale à Antioche, d'après les œuvres de Libanius, a donné matière à un important ouvrage de Paul PETIT¹. On regrette d'avoir à critiquer la composition du livre, très peu nette, qui oblige à des redites; on ne comprend pas ce qu'il faut s'attendre à trouver dans des chapitres intitulés « Les institutions municipales, Les grands problèmes de la vie municipale, La vie politique, Société et cité ». Il définit d'abord la classe curiale (après avoir renoncé à distinguer décurions et curiales): « La propriété foncière est la marque distinctive de la classe curiale. » Libanius, d'origine curiale, est un propriétaire foncier. P. Petit insiste avec raison sur la formation, au sein de la curie, d'une classe de *prôtoi*; et c'est ce qui explique la disparition des magistrats. Il pense que le *defensor* existe avant 368, mais il me semble que cette fonction fut transformée après cette date. Julien dit qu'Antioche possède 10.000 *kléroï*; la définition de ce terme fait difficulté; il me paraît difficile d'admettre qu'il s'y rencontre encore des terres royales de l'époque séleucide. Les renseignements donnés sur les impôts sont sommaires. Un très intéressant chapitre, sur la religion, traite de la renaissance hellénique et païenne. Sur la réforme de la perception due à Valentinien, il présente un jugement tout opposé au mien, mais que je ne peux suivre. Il étudie l'économie naturelle et l'économie monétaire et a tout à fait raison d'insister sur la continuation des échanges monétaires et l'abondance de l'or. Il est surprenant que la classe des curiales soit étudiée dans le dernier chapitre. Cette classe forme une « famille spirituelle », mais l'ascension sociale des *principales* cause un éclatement. On ne peut que souscrire à la conclusion: « L'œuvre de Libanius obligera tout historien du haut byzantinisme à tenir compte sérieusement du facteur municipal. »

Quelle est la cause de la décadence de l'Empire romain en Occident? Arthur E. BOAK² incrimine uniquement la dépopulation, dont il aperçoit les prodromes dès le temps de Marc-Aurèle, et qui dut s'aggraver rapidement entre 235 et 284. C'est pourquoi on manqua, en Occident, du personnel nécessaire pour maintenir la structure économique et politique. Nous voici bien loin des jugements étrangement optimistes de F. Lot. Faute de statistiques, la thèse présentée par A. E. Boak a peine à sortir des généralités, et la dépopulation elle-même a des causes qui devraient être étudiées.

Nous avons réservé pour la conclusion de ce paragraphe le beau livre de Santo MAZZARINO, *Aspetti sociali del quarto secolo, ricerche di storia tardo romana*³. Notons tout de suite une thèse qui s'oppose à celle de A. Boak. La crise de l'Occident a pour cause le progrès de l'économie naturelle, alors

1. Libanius et la vie municipale à Antioche au IV^e siècle après J.-C., dans la *Bibliothèque d'Archéologie et d'Histoire de l'Institut français d'Archéologie de Beyrouth*, LXII, 1955. Paris, Geuthner, in-4°, 445 p.

2. *Manpower Shortage and the Fall of the Roman Empire in the West*. Ann Arbor, Univ. of Michigan Press, 1955, in-8°, 169 p. (« The Jerome Lectures », 3^e series).

3. Rome, L'Erma di Breitschneider, in-8°, 440 p. (dans la collection « Problemi e ricerche di storia antica », I).

que le système bureaucratique était fondé sur l'économie monétaire. L'ouvrage est riche d'observations neuves et fécondes. L'auteur fait volontiers usage de l'*Histoire Auguste* et du traité *De rebus bellicis* ; il a donc fallu qu'il les date : il place la rédaction de l'*Histoire Auguste* dans la première décennie du *v^e* siècle et le traité militaire sous Constance, et non pas sous Valentinien, comme on dit habituellement. Sa thèse fondamentale est dirigée contre Mickwitz. Selon celui-ci, l'État préfère la perception des impôts en nature, les particuliers souhaitent un tarif (*adaeratio*). C'est l'inverse qui est vrai selon S. Mazzarino. Il insiste beaucoup aussi sur la coexistence de deux sociétés, celle des riches, qui conservaient des ressources d'or, celle des pauvres, voués à une monnaie de bronze avariée. Il montre que la société du Bas-Empire était enfermée dans un dilemme : ou prendre des paysans comme soldats en compromettant la production, ou enrôler des barbares et barbariser l'armée. D'une grande importance sont aussi les indications données sur la population de Rome : d'après les chiffres que nous pouvons restituer pour le ravitaillement, elle atteindrait son apogée (300.000 personnes) vers 367. La Rome du *iv^e* siècle est surpeuplée, celle du *v^e* siècle est vide. Ces notes rapides suffisent à montrer l'exceptionnelle importance de l'ouvrage. Si je me permettais une réserve, ce serait à propos de l'importance excessive que l'auteur me paraît attacher au fait de l'*adaeratio*. Il va jusqu'à définir la politique de chaque prince en fonction de son attitude à l'égard de cette méthode de taxation. Il me semble qu'elle est un corollaire de la politique monétaire, et je ne suis pas assuré que les contribuables aient préféré les réquisitions aux taxations. De toute manière, voici un ouvrage assuré d'une longue audience.

(Sera continué.)

A. PIGANOL,

Professeur honoraire au Collège de France.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Le fer à travers les âges. Hommes et techniques. Actes du Colloque international, Nancy : 3-6 octobre 1955. Nancy, Annales de l'Est, 1956 ; in-8°, 592 pages.

Moins d'un an avant de mourir, Lucien Febvre aura pu encore ouvrir le « colloque du fer », qui revêtait à ses yeux, et à juste titre, une haute signification. Cette réunion ne répondait-elle pas, en effet, à l'un des vœux les plus fervents que le maître eût exprimé, à savoir que l'histoire se fasse « avec tout ce qui peut servir à la faire : et non pas seulement avec l'aide de ces « cendrillons qu'elle nommait ses auxiliaires : épigraphie, paléographie, sigillographie, numismatique, héraldique », comme au temps de Fustel, mais en s'adressant aux « sciences des scientifiques », c'est-à-dire en réalisant l'alliance nécessaire entre les « sciences exactes » et « les sciences humaines », quitte à surmonter le « mépris réciproque du Normalien pour le Polytechnicien » ?

Donc une confrontation fort originale de compétences diverses, le thème de la rencontre étant le rôle, essentiel, joué par le fer dans la marche en avant de l'humanité. Quelque chose comme cent cinquante participants : des universitaires, certes — les scientifiques ayant pris place aux côtés des historiens et d'un petit nombre de juristes —, mais aussi et surtout des techniciens et des industriels, plusieurs étrangers, Belges, Allemands, Anglais, Italiens, Suisses, parmi les uns et les autres. Et, pour que subsiste la trace des travaux préparés et discutés, un volumineux recueil, publié sous les auspices de la Faculté des lettres de l'Université de Nancy, avec le concours du C. N. R. S., seizième mémoire des *Annales de l'Est*.

La matière s'y distribue en six sections qui, il faut bien le reconnaître, ne sont pas également riches. Peu nombreuses, par exemple, ont été les études consacrées aux aspects géographiques et démographiques de la sidérurgie, si l'on en juge par le contenu de la cinquième section. Des trois communications reproduites, deux ont trait aux seuls problèmes de la main-d'œuvre et de l'habitat en Lorraine — qui sont d'ailleurs évoqués avec soin par MM. Claude Prêcheur et Jacques Peter —, M^{me} Germaine Veyret ayant, pour sa part, brossé des activités métallurgiques dans les Alpes françaises un tableau descriptif et explicatif remarquable. Mais rien qui rende compte de ces activités sur l'ensemble du globe au terme présent de l'évolution. On regrettera, en l'occurrence, l'absence de communications émanant de chercheurs américains, russes et asiatiques.

Du reste, il faut dire que, si nos géographes rattachent étroitement le présent au passé et — comme à l'habitude — apportent un copieux tribut à Clio, les techniciens, pour leur part, prouvent qu'ils ne sauraient ignorer davantage le processus des découvertes et inventions. M. Faivre n'aura sans doute voulu retenir que « les méthodes modernes d'analyse physico-chimique du fer et des alliages ferreux », mais le sommaire de M. Jacques Aubry laisse deviner ce que « les méthodes ac-

telles » doivent aux savants du XIX^e siècle. Au nom de l'Union générale des fonderies de l'Est, M. Chenique a présenté une esquisse de l'évolution des prix de vente en fonderie de fonte depuis les années 1895-1900. C'est « à travers les âges » que M. René Colas examine le rôle de l'eau dans la sidérurgie. Et nous pensons que les pages dues à M. Jean Maréchal sur les méthodes wallonnes d'affinage — qui connurent une large diffusion au XVIII^e siècle où fut mis au point le procédé de cémentation — auraient pu tout aussi bien prendre place dans la deuxième section¹.

Relativement bien dotée, l'époque contemporaine réunit assez souvent les XIX^e et XX^e siècles, en tout cas, à un point tel que les caractères propres du XIX^e n'apparaissent pas, comme ce siècle le mériterait, en pleine lumière. Parler d'une « révolution industrielle du XVIII^e siècle » est chose permise ; mais il serait imprudent de dater du XVIII^e siècle « la » révolution industrielle. La communication que M. Jean Fourastié a intitulée *Problèmes techniques et humains de la métallurgie contemporaine* se rapporte à une ère qui va de 1870 à 1955, les découvertes antérieures n'en constituant que la préface. Il en va de même pour celle de M. Roger Dufrasse sur l'entreprise de Dietrich à Niederbronn. Or, M^{lle} Odette Voilliard montre que la « révolution sidérurgique » résulta, en Haute-Marne et en Haute-Saône, de l'intervention du chemin de fer, à partir de 1850. C'est également au milieu du XIX^e siècle que M. Delaspre place le système structural auquel la Société Commentry-Fourchambault-Decazeville doit son essor ultérieur, d'abord à travers le Massif central, puis sur l'ensemble du territoire français, en attendant que le Massif central soit à son tour abandonné. Milieu de siècle qui voit, selon M. Fernand L'Huilier, l'expansion de l'usine de constructions mécaniques, fondée à Graffenstaden, près de Strasbourg, sous le Premier Empire. Mais davantage fin de siècle — ce que rappelle M. Contamine — toute l'importance acquise par la minette lorraine sur une frontière âprement disputée ; et — autres aspect des choses — la rénovation de l'art du fer forgé dans l'École de Nancy, ainsi que le montre le résumé de M^{lle} Thérèse Charpentier.

Du XVIII^e siècle à nos jours, nous ne suivons guère que l'histoire de la maison Gouvy, retracée par M. Fred Gouvy, maître de forges, et celle de la sidérurgie du bassin de Longwy, par M. Grison, directeur général adjoint de la Société « Lorraine-Escaut ». Pour les débuts du XIX^e siècle, l'Alsace est représentée par les pages nourries de M. Paul Leuilliot et la Lorraine par celles qu'a inspirées à M. Jean-Alain Lesourd la lecture du livre de M^{me} Delamare et de M. Haudricourt sur *L'homme et la charrue à travers les âges*. Quant à M. Guy Thuillier, il se demande si le « renversement de conjoncture », entre 1815 et 1825, n'a pas eu pour effet une « révolution des forges » en France.

Il n'apparaît pourtant pas que les commencements du XIX^e siècle marquent une rupture avec l'époque précédente. Ainsi M. René Pijassou a pu suivre *L'ancienne industrie du fer dans le Périgord septentrional du XVIII^e au début du XIX^e siècle*, avec tout à la fois ses « caractères modernes de l'ancien régime économique » et ses structure et forme très traditionnelles. Et les origines de « la révolution industrielle

1. Inversement, la communication de M. Maurice GRAVIER, *Le fer dans la littérature suédoise classique*, aurait dû figurer dans la troisième section, puisqu'elle porte principalement sur l'inspiration de deux des grands noms du Värmland, Tegnér et Geijer, poètes de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle.

du XVIII^e siècle », qu'on étudiée avec perspicacité MM. Pierre Léon, E. Soederlund, Roger Portal, W. H. Chaloner et E. H. Schulz, il faut les rechercher bien plus haut. Sans doute, M. Pierre Léon nous invite-t-il à prolonger jusqu'à 1830 une courbe qui se dessine à partir de 1730, mais c'est à cette dernière date qu'on voit se manifester l'« esprit d'innovation et de rénovation » qui constitue le grand excitant de la « révolution industrielle » ; toutefois, M. Léon observe que « l'idéal médiéval... se poursuit en plein XVIII^e siècle... » et que « traditionnels, plongeant dans un lointain passé, apparaissent... l'outillage et les procédés » longtemps encore au cours de ce siècle. Pour sa part, M. Soederlund n'hésite d'ailleurs pas à réunir XVII^e et XVIII^e siècles, lesquels forment pour la sidérurgie suédoise « la période classique », par opposition à celle qui couvre le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle. Et M. Pol Grosdidier peut retracer le destin non interrompu d'une métallurgie meusienne qui, basée sur la production locale de minerai alluvionnaire et de bois, sut résister jusqu'en 1870. On doit à M. Goubert un aperçu intéressant du commerce et des prix du fer en Picardie aux XVI^e et XVII^e siècles et à M. Livet une étude des Mazarrin-La Meilleraye et des différents maîtres de forges alsaciens aux XVII^e et XVIII^e, tandis que M. B. L. C. Johnson prouve, d'après une statistique de 1717, que l'attraction de la houille sur les entreprises industrielles anglaises était alors déjà sensible.

Il est également permis, semble-t-il, d'envisager du Moyen Age au XVII^e siècle une évolution à peu près continue. C'est à l'établir que s'attache M. Bouchayer en choisissant le cas des Chartreux qu'il montre attentif aux innovations et particulièrement à celles du XII^e siècle. Or, dans son rapport aux vues synthétiques pénétrantes, M. Jean Schneider s'est justement proposé de dessiner, au moins provisoirement, la courbe des techniques depuis le XI^e siècle, ce dernier étant choisi comme point de départ parce qu'avec lui « s'ouvrait pour le monde médiéval une ère de prospérité et d'expansion », courbe qui aboutit à l'année 1630 où « l'évolution de la conjoncture... marque un nouveau palier... » — après celui du siècle et demi 1300-1450.

On aurait, certes, désiré que le Moyen Age d'Occident suscitât d'autres interventions. Et une lacune sensible est l'absence de toute mise au point relative au monde musulman. D'autant que M. Joseph Needham a apporté de précieux renseignements sur la Chine — avec des allusions à l'ancien Japon —, l'Extrême-Orient ayant acquis une précoce connaissance des procédés permettant l'élaboration tant de la fonte que de l'acier. Par contre, on nous offre un lot suggestif d'articles sur l'histoire la plus ancienne du fer : rapport très général que M. France-Lanord a écrit sur *L'évolution de la technique du fer en Europe occidentale de la préhistoire au Haut-Moyen-Age* ; communication de M. Édouard Salin sur *Les techniques métallurgiques après les grandes invasions* ; présentation très précise des résultats donnés par *Les fouilles aux emplacements des anciennes forges dans la région de Sieg, de la Lahr et de la Dill*, par M. J. W. Gilles, sans oublier l'exposé que M. Jean Leclant a fait de ce qu'on sait du fer dans l'Égypte ancienne, le Soudan et l'Afrique au temps des pharaons.

Dans son discours d'ouverture, Lucien Febvre appelait chercheurs et techniciens à mettre sur pied la « grande organisation collective » qui résoudrait peut-être un jour les grandes énigmes des origines, et cela par le moyen d'une vaste enquête menée sur tous les continents. On constate donc que des jalons, nombreux, solides, sont posés, qu'il reste à des liaisons essentielles à reconstituer. Aussi com-

prend-on que, dans son discours de clôture, M. Édouard Salin ait insisté sur l'utilité de deux créations : celle d'un Musée du Fer et celle d'un Institut d'Études sidérurgiques, en sorte que soit poursuivie l'œuvre amorcée par le colloque¹.

Robert SCHNERB.

Jean BÉRARD. La colonisation grecque de l'Italie méridionale et de la Sicile dans l'Antiquité. L'histoire et la légende. 2^e éd., revue et mise à jour. Paris, Presses Universitaires de France, 1957; in-8°, xii-522 pages, 6 cartes, dont 3 hors texte. Prix : 1.800 fr.

Dans cette nouvelle édition de l'excellente thèse qu'il a publiée en 1941 (cf. *Revue historique*, t. CXCIII, p. 142-144), l'auteur met largement à contribution les progrès dont les fouilles récentes ont enrichi nos connaissances sur la Sicile et la Grande-Grèce. La découverte des nécropoles primitives de Pithécusses et de Parthénopé, l'exploration de l'Héraion du Silaris, de Posidonia et d'Élée, la mise au jour de nouvelles tombes à Tarente, à Myles et près du vieux port d'Agrigente, les fouilles françaises de Mégare Hyblée (pour nous borner à quelques exemples) ont fourni nombre d'utiles compléments à nos informations sur la colonisation grecque. Également précieuses ont été les recherches de Bernabo Brea aux îles Lipari. Dans l'ensemble, ces découvertes autorisent M. Bérard à maintenir l'essentiel de ses conclusions de 1941, suivant lesquelles il y a lieu d'examiner séparément la colonisation historique et la colonisation légendaire, celle-ci reposant sur un substrat de réalités fort lointain. L'économie générale de sa thèse n'est donc point modifiée, et le plan même des divers chapitres a le plus souvent subsisté. Le changement le plus important consiste en la refonte intégrale des chapitres VII et XII, par lesquels se terminent respectivement les deux parties de l'ouvrage.

Dans le chapitre VII, M. Bérard montre fort bien, par exemple, comment les fouilles exécutées depuis 1940 et, surtout, depuis 1950 ont accru nos connaissances sur Pithécusses, dont la plus ancienne céramique est nettement antérieure aux premières tombes grecques de Cumes et qui semble avoir précédé celle-ci comme importatrice des premiers vases grecs en Italie centrale. Sensiblement postérieure à Cumes et, surtout, à Pithécusses, Parthénopé doit avoir pris naissance vers la même époque que Géla. Les fouilles nous ont également appris qu'entre la nécropole grecque de Syracuse et celle de Cumes il y a un décalage analogue à celui qui existe entre cette dernière et celle de Pithécusses. Des recherches de notre École de Rome à Mégare Hyblée, il résulte que les débuts de cette colonie paraissent antérieurs à ceux de Syracuse et, dans une moindre mesure, à ceux de la nécropole grecque de Cumes, mais qu'ils sont indéniablement postérieurs à ceux de Pithécusses. Si les fouilles de Leontinoi ne permettent pas encore de fixer la date de la fondation de cette colonie, elles témoignent, en tout cas, de son développement précoce (une première enceinte existait dès le VII^e siècle). Bref, les explorations archéologiques les plus récentes ont confirmé dans l'ensemble les données de la

1. Beaucoup de cartes et d'illustrations documentaires; quelques tableaux statistiques; mais tout cela éparé, semé au hasard de la répartition des rapports et communications. Sans doute ne pouvait-on faire mieux. De même, pas de bibliographie générale et systématique. Pourtant, un inventaire des travaux imprimés et même des sources eût été un complément fort utile.

tradition : l'antériorité des colonies campaniennes par rapport aux colonies siciliennes est désormais bien établie, de même que celle de Mégare Hyblée par rapport à Syracuse. On constate aussi qu'il n'y eut pas de véritable précolonisation en Grande-Grèce et en Sicile. Les premiers colons vinrent de Chalcis et d'Érétie pendant le deuxième quart du VIII^e siècle ; ils s'installèrent d'abord à Pithécusses, puis à Cumès. En Sicile, des Mégariens fondèrent Mégare Hyblée vers 750, dix-sept ans avant la fondation de Syracuse par les Corinthiens. Si les nombreuses colonies qui se succédèrent de la fin du VIII^e siècle au milieu du VI^e furent des colonies de peuplement, vivant principalement d'agriculture, l'activité commerciale ne leur resta pas étrangère : c'est ainsi que les fondateurs de la plus ancienne d'entre elles, Pithécusses, trafiquèrent dès leur arrivée avec les indigènes de Campanie et, surtout, avec les Étrusques. L'archéologie nous apprend enfin que, tout en continuant à importer de Grèce quantité de vases finement décorés, les villes italiotes et siciliotes ne tardèrent pas à fabriquer sur place une poterie d'imitation.

Le chapitre XII insiste sur les résultats les plus récents des travaux archéologiques en Italie méridionale et en Sicile. M. Bérard montre, notamment, que les influences transmarines ont joué un rôle égal en importance à celui des apports transalpins dans la formation des civilisations italiennes primitives ; les indices de contact entre les pays égéens et les mers d'Italie sont singulièrement nombreux et sûrs pour l'époque du bronze récent. Les fouilles de Bernabo Brea aux îles Lipari ont levé toute espèce de doute, en particulier, sur les rapports qu'il convient d'établir entre les trouvailles mycéniennes de Sicile et d'Italie et les traditions légendaires sur l'arrivée de héros achéens dans les eaux d'Italie lors de la guerre de Troie ; ces découvertes des îles Lipari ont révélé l'existence d'une stratification épaisse de 9 mètres allant de l'âge de la pierre aux temps classiques et offrant la trace de deux apports de provenance égéenne et séparés par une couche double et fort épaisse, l'un de l'époque du bronze récent, l'autre du VI^e siècle ; le même site a donc bien servi de théâtre à deux colonisations parfaitement distinctes, celle de l'âge héroïque — dont les XIV^e et XIII^e siècles forment l'apogée — et celle de la période archaïque. Bref, les données de l'archéologie préhistorique démontrent que les traditions légendaires sur la colonisation des temps héroïques ne sont pas une préfiguration de la colonisation archaïque, mais reposent sur un substrat historique : le monde mycénien de l'âge héroïque a noué avec l'Italie des relations directes, d'où ces légendes sont issues. A ces échanges de l'époque du bronze récent succédera la rupture plusieurs fois séculaire des temps obscurs du Moyen Âge grec, et c'est seulement au VIII^e siècle que reprendront les contacts réguliers entre les Hellènes et la Méditerranée centrale : d'où la renaissance orientalisante qui marquera en Italie le début de la grande période étrusque.

En renouvelant de façon aussi brillante et savante les conclusions de sa très belle étude de 1941, M. Bérard a pleinement mérité la gratitude des historiens de la Grèce ancienne.

Paul CLOCHÉ.

André GUILLOU. *Les archives de Saint-Jean-Prodrôme sur le mont Ménéce*. Paris, Presses Universitaires de France, 1955 ; in-4°, 220 pages + 4 pl. h. t. (Bibliothèque Byzantine, publiée sous la direction de Paul LEMERLE. Documents n° 3.)

La réunion et l'édition rigoureusement scientifique des sources de l'histoire de

l'Empire byzantin sont une des tâches les plus urgentes de la Byzantinologie actuelle. C'est à cette nécessité que veut répondre la série « Documents » de la « Bibliothèque Byzantine » dirigée par Paul Lemerle. Une autre série, « Études », est consacrée à des monographies et à des ouvrages d'ensemble concernant les principales branches de l'histoire byzantine.

Les deux premiers volumes de la série « Documents » ont déjà mis au service des historiens des documents de deux groupes de sources importantes : le premier, des documents de sigillographie byzantine grâce à la publication et au commentaire par un éminent spécialiste, le R. P. V. Laurent, des sceaux de la collection G. Orghidan¹; le second, une chronique turque du XIV^e siècle, le *destan* d'Umur-pacha, publié, traduit et annoté par M^{me} Irène Melikoff-Sayar². Cette dernière publication est complétée par une étude critique de Paul Lemerle, *L'emirat d'Aydin. Byzance et l'Occident, recherches sur « la geste d'Umur-pacha »*³. P. Lemerle met au point et applique ici pour la première fois une méthodologie pour la confrontation d'une source turque avec les sources grecques et occidentales et dégage les problèmes que pose l'introduction d'une série relativement nouvelle de documents dans l'histoire du bassin oriental de la Méditerranée, les textes turcs.

C'est un troisième groupe de sources, non le moins important, mais le moins connu et utilisé jusqu'à présent, les documents d'archives, que le livre d'A. Guillou présente dans le troisième volume de la série « Documents ». Il s'agit de l'édition du fonds d'archives de l'important couvent macédonien de Saint Jean-Prodrome sur le mont Ménécée, fondé autour de 1275⁴.

Ce n'était pas assurément un travail facile de réunir tous ces documents, connus seulement par des éditions partielles et dont certains étaient enfouis dans des revues difficilement accessibles; il était moins facile encore d'établir un texte sûr et intelligible, de discerner les actes authentiques des actes faux, de les dater exactement et, enfin, d'établir avec certitude l'autorité ou la personne qui les avait promulgués; d'autant plus que l'éditeur avait affaire à une tradition particulièrement défectueuse : les originaux de la plupart de ces actes sont définitivement perdus; les deux cartulaires du XIV^e siècle, qui contenaient un grand nombre de copies, ont disparu, comme du reste les copies plus récentes de ces cartulaires. Il ne restait, pour le plus grand nombre de documents, que des éditions modernes, mal établies, donnant aux documents des dates erronées et en attribuant faussement une bonne

1. V. LAURENT, *Documents de sigillographie byzantine. La collection Orghidan*. Paris, P. U. F., 1952.

2. I. MELIKOFF-SAYAR, *Le destan d'Umûr-Pacha*. Paris, P. U. F., 1953.

3. Paris, P. U. F., 1957 (Bibl. Byz., série « Études », n° 2).

4. L'édition des actes des couvents byzantins, publiés et inédits, suivant les principes de la critique moderne, devient un besoin de plus en plus pressant pour les byzantinistes; car ces documents constituent une des principales sources de l'histoire sociale de l'Empire. Je crois utile de porter à la connaissance des chercheurs que la publication d'une série d'autres documents monastiques est en préparation : Les actes du couvent micrasiatique de *Notre-Dame de Lembos*, par M^{me} Hélène GLYKATZI; Les actes des couvents de la Thessalie, inédits ou éparpillés dans des revues locales ou ailleurs, par M. LASCARIS et A. GUILLOU; Les actes des couvents athonites *Xénophon* et *Pantocrator*, par le R. P. V. LAURENT; Les actes de *Xéropotamon*, par BONFAIRE; Les actes de *Rosikon*, par P. LEMERLE; Les actes de *Docheiario*, par E. LAPA-ZIZIKA et H. GLYKATZI, et les actes de la *Grande Laure* (2^e volume), par P. LEMERLE, A. GUILLOU et N. SVORONOS.

partie à l'empereur serbe Dušan, avec toutes les confusions qui pouvaient s'ensuivre. A. Guillou, partant de ces éditions et appliquant une méthode philologique rigoureuse, réussit à donner des textes sûrs, bien datés, qu'on peut utiliser avec confiance. Pour certaines vétillies relevées dans cette édition, M. Manoussakas proposa dans la revue grecque : *Epetiris tôn Byz. Spoudôn* (vol. XXV, 1955, p. 369-370), des corrections heureuses. Cependant, l'une au moins d'entre elles n'est pas nécessaire : le mot *motsiou* (doc. n° 34 l. 34, p. 113), qui a embarrassé l'éditeur et que Manoussakas suggère de corriger en *mytséthriou*, existe sous la forme *moutzin* (leg. *moutzin*) et signifie une espèce de fromage, le même que *mytséthrion*¹.

En dehors des textes déjà édités, A. Guillou présente aussi quelques actes inédits découverts par lui dans les manuscrits de la Bibliothèque nationale de Grèce et de la Bibliothèque du Vatican (n° 3, avant 1308 ; app. VII (1797) ; et add. I à VI). De plus, l'éditeur a eu l'heureuse idée, en utilisant les nombreuses références du « *proskynétarion* du monastère » à un des cartulaires anciens, le plus complet, d'en reconstituer le contenu page par page (voir p. 18-33). Nous ne possédons que très peu de cartulaires des couvents byzantins, et l'étude d'A. Guillou sur le cartulaire du Prodrome a le mérite d'être la première de ce genre pour un couvent byzantin. Enfin, A. Guillou publie en appendice, pour la première fois, les notices ayant un intérêt historique qu'il a tirées des manuscrits ayant appartenu à la bibliothèque du couvent et conservés actuellement à la Bibliothèque nationale de Grèce (p. 187-195), quelques inscriptions du monastère (p. 196), ainsi que son *typikon*. Comme on le voit, A. Guillou présente le dossier complet d'un couvent byzantin, dossier qui constitue une source historique de première importance.

En effet, fondation relativement récente d'une riche famille, le couvent de Prodrome devient très vite un important centre de la Macédoine orientale et s'assure la protection de la famille impériale de Byzance et de celle des Serbes. De ce fait, son histoire reflète les événements politiques et les mouvements sociaux de cette région. Ses archives renferment des documents qui éclairent plusieurs points relatifs à l'histoire politique et sociale des derniers siècles de Byzance, de l'occupation serbe et de l'occupation ottomane, points que l'éditeur indique brièvement dans la première partie de son introduction, où il esquisse l'histoire du monastère (p. 5-15), et dans les brèves notices qui accompagnent les actes.

Particulièrement intéressants me semblent les documents concernant les biens fonciers concédés à titre de possession conditionnée par les empereurs à des militaires ou fonctionnaires civils contre service à rendre ou rendu (*pronoïae-oikonomiae*) et leur transformation partielle en biens alodiaux. Les actes de la période de la domination ottomane ne présentent pas un intérêt moindre pour l'étude des attributions judiciaires de l'église grecque et de l'activité des « communes » grecques. Parmi ces actes, soulignons la traduction grecque abrégée d'un *firman* de Murad I^{er} du 774 de hég. = 1372 ère chrétienne, reconnaissant les propriétés du couvent et le déclarant libre (de charges fiscales), et lui garantissant cette liberté contre les interventions des « familiers » du sultan (p. 155) : un document de plus à verser au dossier, assez mince, des pièces concernant l'installation des Ottomans en Roumélie, leur première organisation sociale et surtout leur comportement envers les chrétiens en matière de possession du sol, tous problèmes qui sont encore loin d'être résolus. Je crois utile de noter, à propos de ce document, que le terme turc

1. Voir DU CANGE, *Glossarium mediae et infimae graecitatis*, p. 966.

dans sa forme grécisée *moutelikidés* ne se rattache pas à l'adjectif *mūtelekkid* signifiant uni, comme il est noté dans l'édition, mais à l'adjectif *mute' allq* signifiant attaché, appartenant à, relatif, c'est-à-dire correspondant au mot grec *schétikos* qui le suit dans le document et qui le traduit exactement¹. La terminaison *-idés* est la terminaison grecque du pluriel.

N. G. SVORONOS.

Raymond OURSEL et A.-M. OURSEL. *Les églises romanes de l'Autunois et du Brionnais (ancien grand-archidiaconé d'Autun). Cluny et sa région.* Mâcon, imprimerie Protat frères, 1956; 1 vol. in-4^o, XIV-324 pages, 111 figures dans le texte, 6 planches et 1 carte hors texte.

La composition et la présentation sont identiques à celles des deux ouvrages de Virey et de Dickson, précédemment publiés par le même éditeur et devenus classiques². Les trois volumes portent le même sous-titre : « Cluny et sa région. » M. Raymond Oursel complète ainsi « le magistral *Corpus* érigé par (ses) devanciers à la gloire de l'art clunisien ». En même temps il suit la « voie féconde » tracée par son père, M. Charles Oursel, dans un livre³ qui a pu paraître révolutionnaire en son temps, mais dont tous les archéologues, depuis, ont bien dû adopter en grande partie les thèses essentielles : importance de Cluny comme modèle d'architecture en Bourgogne, définition d'un groupe distinct d'églises dans la même province (celles dont la nef est couverte par des voûtes d'arêtes), enfin précocité de la sculpture bourguignonne⁴.

On ne reprochera pas aux auteurs de n'avoir pas étendu leur enquête à toute la superficie du diocèse d'Autun, dont l'ampleur et la complexité auraient rendu la tâche difficile et moins significative : le nord et l'est (Avallon, Flavigny, Beaune) sont, en effet, soumis à d'autres influences, dues au voisinage de la Champagne et de l'Île-de-France. Le grand archidiaconé d'Autun, qui occupe la moitié méridionale du diocèse, est d'ailleurs « à lui seul plus étendu que chacun des diocèses de Mâcon et de Chalon ». Mais il ne présente pas d'unité géologique ni politique. L'Autunois proprement dit offre un sol de granit et de grès dur, un paysage âpre et forestier, sauf dans la riche mais étroite plaine de l'Arroux. Le Bourbonnais n'a, dans la partie qui appartient au diocèse d'Autun, que des terrains fangeux presque déserts. Le Brionnais, au contraire, à l'extrémité méridionale du diocèse, région fertile, possède des calcaires tendres et faciles à travailler, notamment le fameux calcaire jaune auquel sont dues tant de sculptures.

Les observations les plus suggestives concernent l'appareil de la construction (p. 20). Au nord du grand diaconé, comme dans le Morvan, le granit et le grès dur sont employés d'abord dans un blocage rudimentaire, fait de blocs grossièrement cassés, dont les éclats sont noyés dans un mortier épais. Au contraire, le calcaire du Brionnais, qui se délite facilement, est employé dès l'époque la plus ancienne

1. Voir BIANCHI-KIEFFER, *Dictionnaire turc-français*, t. II. Paris, 1850, p. 782.

2. JEAN VIREY, *Les églises romanes de l'ancien diocèse de Mâcon*. Mâcon, 1935; réédition très augmentée d'une thèse présentée à l'École des chartes en 1887 et parue en librairie en 1892. — M. et C. DICKSON, *Les églises romanes de l'ancien diocèse de Chalon*. Mâcon, 1935.

3. CHARLES OURSEL, *L'art roman de Bourgogne*. Dijon-Boston, 1928.

4. Résumé récent dans CHARLES OURSEL, *L'art de Bourgogne*. Grenoble, 1953.

en appareil régulier de pierres plates et allongées, comme dans la technique « lombarde » du « premier art roman ». Mais, tandis que dans le Mâconnais et le Chalonais cette technique se perpétue uniformément, le Brionnais « semble échapper à l'influence du premier art roman », car le moyen appareil y est beaucoup plus employé. M. Virey l'avait déjà noté. On précise ici que, dès le milieu du XI^e siècle, cette recherche est raisonnée et s'étend aux régions de roches dures, difficiles à tailler : la masse des murs peut alors encore être en blocage, mais les points des poussées les plus fortes, piles et contreforts, sont construits en pierres de taille de fort volume, soigneusement appareillées ; en même temps apparaissent les chaînages d'angle et les façades entièrement construites en moyen appareil.

Les études du vicomte de Truchis¹, trop oubliées aujourd'hui, et celles de l'abbé Plat², dont le livre n'a pas eu tout le retentissement mérité, sont ainsi justement remises en honneur et poussées plus avant. La Bourgogne, au point de rencontre du monde méditerranéen et des pays de la Loire, est partagée entre deux tendances : le premier art roman méditerranéen envahit le Mâconnais et le Dijonnais, mais ne pénètre guère dans le grand archidiaconé d'Autun. Le Brionnais (comme les pays de Basse-Loire étudiés par l'abbé Plat) produit à une date très précoce des solutions nouvelles, caractéristiques du véritable art roman, en particulier l'usage systématique de la pierre d'appareil et de la sculpture monumentale. C'est que la technique lombarde convenait à des calcaires secs, qui se cassent et se dégradent au marteau ; le calcaire tendre du Brionnais, comme le tuffeau d'Anjou, se prête à une taille plus précise et permet l'usage du moyen appareil finement équilibré et lié.

Mais le Brionnais n'est pas la seule région où abonde la belle pierre. Les raisons géologiques ne suffisent pas à expliquer une telle éclosion d'art. Les raisons historiques sont malheureusement plus incertaines. Plusieurs de celles qu'avait invoquées M. Charles Oursel ont pu être réfutées, notamment le rôle de l'abbaye de Saint-Martin d'Autun dans la diffusion du type d'églises à voûtes d'arêtes. M. Raymond Oursel fait état des relations avec l'ouest « attestées dès l'époque franque : saint Léger d'Autun était parent d'Ansaud, évêque de Poitiers. En 870, à l'appel d'un comte Badilon dont les attaches poitevines sont connues, l'abbaye de Saint-Martin d'Autun fut réformée par des moines venus de Saint-Savin-sur-Gartempe, parmi lesquels se trouvait Hugues, le fondateur d'Anzy-le-Duc » (p. 19). La disparition complète des monuments de cette époque rend ces rapprochements peu convaincants.

On connaît, par les études de l'abbé Cucherat et de M. Richard³, la famille des barons de Semur, seigneurs du Brionnais, alliés aux plus grandes familles bourguignonnes et aux Capétiens. L'époque de leur plus grande puissance coïncide avec la grande floraison artistique du Brionnais. Quelques fondations et quelques sou-

1. P. DE TRUCHIS, L'œuvre architecturale de Cluny aux premiers temps de la renaissance romane, dans *Mémoires de la Commission des Antiquités de la Côte-d'Or*, t. XVIII, 1922-1926.

2. Abbé G. PLAT, *L'art de construire en France des Romains à l'an 1000, d'après les monuments anciens de la Touraine...* Paris, 1939.

3. Abbé CUCHERAT, Semur-en-Brionnais, ses barons..., dans *Mémoires de la Société éduenne*, t. XV, 1887. — J. RICHARD, *Les ducs de Bourgogne et la formation du duché de XI^e au XIV^e siècle*. Paris, 1954.

venirs permettent de préciser leur rôle, sur leurs domaines (à Marcigny, Iguerande, Varenne-l'Arconce, Saint-Germain-des-Bois) et même en Autunois (à Perrecy-les-Forges). D'autre part, il est bien remarquable que « les deux merveilles de la Bourgogne romane, Cluny et Vézelay, soient dues, toutes deux, à des Semur ». Mais cette constatation serait plus significative pour l'histoire de l'architecture, si saint Hugues de Semur, abbé de Cluny, avait employé des maçons brionnais pour la construction de son abbatale et introduit à Cluny quelques traits des techniques brionnaises, ce qui n'est pas le cas, et si son petit-neveu, Renaud de Semur, n'avait été moine à Cluny, avant de devenir abbé de Vézelay et d'y bâtir une église où triomphent (à l'autre extrémité du diocèse et hors du grand archidiaconé d'Autun) les méthodes élaborées dans son Brionnais natal et opposées à celles de Cluny.

Il n'en reste pas moins que le Brionnais a produit la plus précoce, la plus dense et la plus belle floraison d'architecture et de sculpture romane en Bourgogne. Les dates assez précises de Charlieu et quelques autres points de repère permettent de situer en plein XI^e siècle l'élaboration de cet art, donc avant l'ouverture du chantier de saint Hugues à Cluny. Par comparaison avec Charlieu, Anzy-le-Duc peut être daté des environs de 1100, et sa nef, couverte de voûtes d'arêtes, sera le modèle de celle de Vézelay. Il s'agit donc d'un chapitre capital de l'art roman.

Le Brionnais, dont les limites précises sont mal connues, divisé jadis entre trois diocèses, aujourd'hui entre trois départements, avait été étudié dans son ensemble par Thiollier¹. M. Oursel n'a repris l'étude détaillée que des églises dépendant d'Autun. De même, il n'avait pas à refaire l'analyse des monuments du département de l'Allier ni de la Nièvre, décrits dans des livres récents². Mais, dans la partie synthétique de l'ouvrage, il leur donne la place qu'ils méritent. D'ailleurs, suivant le modèle de Virey, les monographies sont placées à la fin, l'étude des éléments constitue la première partie du livre, les conclusions sont au milieu. Ce plan est critiquable, mais l'inconvénient n'est pas grave.

Pour l'illustration, les auteurs s'excusent de ne donner qu'un petit nombre de photographies et de renvoyer le lecteur à d'autres recueils, en les complétant par des croquis et des schémas. Nous les félicitons, au contraire, de ce travail, qui remplit très bien son rôle, tendant à être « des évocations et des aide-mémoire » ; nous regrettons seulement que ces croquis ne soient pas encore plus nombreux. On trouvera donc dans ce livre, texte et illustration, le digne complément de l'enquête commencée par Virey. Les églises romanes de l'Autunois et du Brionnais sont-elles vraiment « une architecture exclusivement bourguignonne » et même « l'architecture régionale de Bourgogne » (par opposition à l'art international de Cluny)? On pourra encore en discuter, mais elles sont, en tout cas, une part originale et belle de l'art bourguignon.

Georges GAILLARD.

1. F. et N. THIOLLIER, *L'art roman à Charlieu et en Brionnais*. Montbrison, 1892. — VALLÉRY-RADOT, *Les analogies des églises de Saint-Fortunat de Charlieu et d'Anzy-le-Duc, dans Bulletin monumental*, 1929. — Elisabeth READ SUNDERLAND, *Histoire monumentale de l'abbaye de Charlieu*. Charlieu, 1953.

2. M. GÉNÉRMONT et P. PRADEL, *Les églises de France, Allier*. Paris, 1938. — M. ANJAY, *L'architecture religieuse en Nivernais au Moyen Âge; les églises romanes*. Paris, 1951.

Jean AUBIN. Deux sayyids de Bam au XV^e siècle. Contribution à l'histoire de l'Iran Timuride (Akademie der Wissenschaften und der Literatur in Mainz, Abhandlungen der Geistes-und Sozialwissenschaftlichen Klasse, 1956, n° 7, p. 373-502.)

Par une série de publications qui préludent à une thèse de doctorat prochaine, M. J. Aubin s'est affirmé, depuis deux ou trois ans, comme l'un des meilleurs, et, il faut bien le dire, comme le seul en France des historiens de l'Iran musulman ; et ce n'est pas à lui qu'il faut faire grief de ce qu'il ait dû, pour cette publication, accepter l'hospitalité d'une collection étrangère.

La période qu'il a choisie est plus spécialement celle de l'Iran mongol et timuride (xiv^e et xv^e siècles environ), c'est-à-dire une période où l'Iran musulman a une histoire bien individualisée, dont la documentation est exclusivement rédigée en sa langue nationale, contrairement à ce qui aurait été le cas pour des siècles plus anciens. Certes, Gengiskhan et Tamerlan ne sont des inconnus pour aucun Européen cultivé ; mais on est confondu de voir, pour peu qu'on y regarde de près, combien peu a été étudiée pour elle-même (sauf récemment un peu en U. R. S. S.) l'histoire du peuple iranien, et combien même des documents les plus importants, facilement accessibles, restent inédits. M. Aubin est l'un des quelques hommes qui, depuis la guerre, ont enfin résolu de contribuer à en finir avec un état de choses aussi scandaleux.

Il ne saurait naturellement être ici question d'étudier, en érudit, les textes qu'il présente et commente dans la publication recensée, et qu'il a publiés par ailleurs. Ils font partie de la famille des textes hagiographiques, mais, comme certains de leurs semblables chrétiens, ceux dont il s'agit ici ont un insigne intérêt social. Les mystiques vivent avec le peuple, malgré leur richesse accrue par les princes, et souvent s'en font les porte-voix. L'image que nous donnent ainsi ces textes, penchés sur la vie d'une bourgade sud-iranienne, est bien différente de celle qui ressort des apologistes des grands pourfendeurs, et elle est souvent poignante.

M. Aubin connaît parfaitement à la fois l'intérêt primordial qui doit s'attacher aux formes non événementielles, qu'elles soient matérielles ou morales, de l'histoire ; mais il ne sait pas moins comment le plus souvent, en Orient, la documentation dont nous disposons est telle que c'est seulement au travers de l'examen minutieux d'une série de petits événements qu'il est possible de remonter aux réalités profondes. Parlant de Toynbee et de Grousset, M. Aubin stigmatise ces assimilations rapides inventées par des auteurs préférant « systématiquement, à une recherche conduite avec respect, la fausse générosité des images verbales ». Et ailleurs : « Dans l'ordre de l'honnêteté un vaste travail de classement et de mise en place doit précéder l'accès à ces domaines de ceux qui philosophent sur l'histoire. » Les réputations établies n'empêchent malheureusement pas ces lignes d'être vraies. M. Aubin s'attelle à ce travail qu'il définit à juste titre comme indispensable. Presque seul. Nous ne pouvons que lui souhaiter le succès dont ses premières publications se portent garantes.

CL. CAHEN.

J.-F. ROLLAND. *Les Portugais à la conquête de l'Asie*. Paris, Club français du Livre, 1956 ; 13 × 20,5 cm., 256 pages, 1 carte hors texte, 23 illustrations. Prix : 900 fr.

S'adressant à un public très large, M. J.-F. Rolland nous offre un récit très alerte et, dans ses grandes lignes, assez valable des principales étapes des découvertes portugaises et de la création de l'empire, de 1415 à 1524. C'est un ouvrage sans prétentions, qui n'apporte donc rien de neuf aux spécialistes ni à ceux qui se tiennent au courant des recherches spécialisées ou de la meilleure vulgarisation portugaise. Mais ces deux dernières catégories ne forment qu'une poignée, et les collections savantes fourmillent — hélas — d'erreurs de fait et de fausses perspectives. Aussi ce petit livre agréable et sympathique pourra-t-il rendre des services non seulement au public cultivé, mais encore aux étudiants, aux professeurs de lycée et même à des historiens et professeurs non spécialistes du sujet en question.

Le tableau brossé par M. Rolland, outre ses indéniables qualités littéraires, possède des mérites qui doivent lui assurer avec justice une place à part dans l'avalanche d'œuvres consacrées aux grandes découvertes et à l'exploration de la terre, des histoires de la géographie, dont la plupart n'auraient jamais dû voir le jour. L'auteur n'a pas été dupe d'une pseudo-historiographie qui n'est que propagande officielle maladroite, mais qui, misant à fond sur la « mythologie » formée autour de l'expansion des ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles, reste le cadre mental et du grand public et d'une partie des historiens — portugais et étrangers — dont les thèmes d'étude sont marginaux aux grandes découvertes. Néanmoins, M. Rolland a été assez habile pour débiter cet ensemble de légendes de façon à ne pas dérouter le lecteur, tout en lui dévoilant, comme c'était indispensable, leur caractère légendaire et leur fonction historique. Puis il montre qu'en critiquant cette mythologie et en l'expliquant, on parvient à saisir les fils cachés du développement et à éclairer les grandes forces mouvantes qui le déterminèrent. En faisant ainsi intervenir dans le récit un fonds structural dont des travaux récents tracèrent le contour, M. Rolland ouvre au lecteur courant, et même aux spécialistes marginaux, des horizons qui leur restent habituellement voilés, faute de trouver place dans les manuels secondaires ou supérieurs, attachés aux conceptions périmées depuis déjà un demi-siècle. Soyons reconnaissants à l'auteur pour ne pas avoir cédé à la tentation de la mode, en faveur dans les grandes puissances, qui consiste, sous prétexte d'écrire l'histoire des civilisations, à ne pas tenir compte des réalités nationales ou des complexes historico-géographiques, et à se laisser glisser sur la pente trop facile de tout expliquer partout grâce au rayonnement et aux interventions de ces grandes puissances. Encore un mérite : ce livre de vulgarisation renferme moins d'erreurs, et sans doute moins graves, que les ouvrages de beaucoup de collections savantes ; l'auteur a su secouer la poussière, qui traîne un peu partout, de certains clichés dont la fausseté est pourtant surabondamment démontrée (Behaim, Regiomontanus, etc.).

Signalons, toutefois, quelques erreurs¹, que l'auteur aurait pu facilement évi-

1. Qu'aggrave une révision typographique très négligente. Par exemple, p. 21, ligne 29, c'est « Falémé » et non « Famélé » qu'il faut lire ; p. 22, ligne 18, la date est 1457 et non 1447 ; etc.

ter s'il avait demandé à un historien portugais de réviser son texte (ce qu'en aurait sans doute fait avec beaucoup de plaisir). Les Côrtes ne sont pas des assemblées locales, mais nationales ; les assemblées locales, ce sont les *concelhos*, dans lesquels la noblesse ne fait aucunement la loi (p. 6). Dans la liste des exportations pendant le Moyen Age, on ne doit pas oublier le sel, voire le liège, les cuirs, la graine d'écarlate (p. 7). Pessagno n'a pas été le premier amiral du Portugal ; l'amirauté existait bien avant lui et, si Denis a engagé un Génois, c'est simplement pour commander les galées en vue de la guerre dans le détroit de Gibraltar — cas très particulier, méditerranéen et non point océanique (p. 7). Les réunions des Côrtes ne s'espacent point de plus en plus après Aljubarrota ; bien au contraire, elles deviennent beaucoup plus fréquentes (p. 8). P. 25, ligne 8, c'est Damas, et non Bagdad, qu'il faut lire, et, dans la ligne 13, il faut ajouter la première ville. P. 26, l'unité de poids pour les prix indiqués (sauf en Angleterre) est le bahar et non point le quintal. Béthencourt n'annexa jamais la Grande-Canarie (p. 38). P. 38, la gomme que l'on cherchait n'était pas la *laque*, mais la résine d'une euphorbe. Nuno Tristão n'est pas mort à six lieues du cap Vert (Zurara indique soixante, mais il exagère) ; c'est vraisemblablement dans la Gambie (p. 72). L'université n'a pas été fondée à Coïmbre, mais à Lisbonne (p. 83). M. Rolland parle constamment de caravelles, même lorsqu'il s'agit de navires ou naves (par exemple, flotte de João da Nova, p. 184). P. 134, l'auteur reporte sur Paulo da Gama ce qui concerne Bartolomeu Dias, qui faisait alors le voyage de Mina (ce qui est, d'ailleurs, mal expliqué). Les *mercês* accordées à Gama ne furent pas chiffrées en *crúzados* (ce seraient alors des sommes fabuleuses), mais en reais, dont 400 = un *crúzado* (p. 172 et 195). La bataille de D. Lourenço contre Mir Hocem n'a pas eu lieu « au large de Diu » (p. 206 et 213), mais en rade de Chaul ; c'est parce qu'il s'est trouvé sans possibilité de manœuvrer au large qu'il a été finalement tué. Adil Khan offrit des vivres à Albuquerque quand celui-ci dut se replier de Goa dans ses navires, mais le gouverneur ne les accepta pas (il y a même là une jolie anecdote qui fournit matière à un beau conte de H. Lopes de Mendonça) (p. 225). Dans la carte qui accompagne le volume, auprès des Moluques est marquée l'année 1551 ; j'ignore la signification de cette date.

M. Rolland suit l'explication, traditionnelle depuis les travaux anglais de la fin du siècle dernier, de la réussite militaire portugaise en Orient par l'artillerie et les armes à feu (p. 205). En fait, presque partout les Portugais rencontrèrent en face d'eux de l'artillerie et des mousquets ; en outre, les techniques occidentales s'y répandirent rapidement (les Portugais aidant...). M. Jaime Cortesão l'a bien démontré. Certes, l'artillerie et les armes à feu dont disposent les Portugais sont plus efficaces, quoique les différences techniques n'aient pas encore été étudiées, leurs bombardiers et mousquetaires mieux entraînés. Mais les raisons du succès sont plus complexes.

L'auteur adopte aussi la conception, traditionnelle et très répandue, de la brièveté de l'empire portugais, presque mort-né ; Gama, en 1524 déjà, n'aurait pas pu arrêter son déclin et, au xvii^e siècle, il n'en aurait plus subsisté que des débris. Sans se laisser entraîner par les mirages chauvins qui réagissent contre l'idée de décadence afin d'écarter certains problèmes fondamentaux de l'économie et de la culture portugaises, il faut, néanmoins, se rendre compte de l'invéraisemblance et de l'irréalité de cette conception d'origine romantique. Il y a des mouvements d'accordéon, des expansions venant compenser des replis — la colonisation du

Brésil compense la retraite au Maroc, aux difficultés aux Moluques fait contre-poids le commerce de Chine et du Japon, etc. Une vraie dynamique économique-historique doit tenir compte de telles inégalités de développement des complexes géographiques. En ce qui concerne l'empire oriental, la première perte — Ormuz — n'aura lieu qu'en 1622 ; il faut ensuite attendre 1641 pour enregistrer la perte de Malacca. Jusqu'à cette date, les tentatives anglaises et hollandaises pour s'emparer de possessions portugaises ont toutes échoué (hormis le cas d'Ormuz) et l'emprise territoriale portugaise en Afrique s'élargit plutôt.

Les indications sur la découverte du Brésil me semblent d'autant plus insuffisantes que les méprises, erreurs et fausses perspectives sont monnaie courante. Le lecteur ne pourra se faire une idée claire du processus, et il aurait été possible de la lui fournir, avec quelques lignes de plus. Pour ce qui concerne la variation de la déclinaison magnétique, l'auteur aurait pu parler des études et expériences portugaises au XVI^e siècle et mentionner le nom de D. João de Castro.

Malgré ces quelques imperfections que l'auteur pourra facilement corriger dans une nouvelle édition, souhaitons que ce livre obtienne le prix Camões, destiné à récompenser les étrangers qui auront mieux fait connaître le Portugal hors de ses frontières. Car M. Rolland a su manœuvrer entre le Scylla de la légende noire et le Charybde de la mythologie rose, leur préférant la vérité, seule expression valable de sympathie pour le Portugal¹.

VITORINO MAGALHÃES-GODINHO.

I. — FRANCISCO MORALES PADRÓN. *Fisionomía de la conquista indiana*. Sevilla ; in-8° (20 × 13 cm.), XII-182 pages. Prix : 30 pesetas. (Publication de la Escuela de Estudios hispanoamericanos de Sevilla, t. VII de la collection « Mar Adentro » du Seminario de Historia del Pensamiento.)

II. — SALVADOR DE MADARIAGA. *L'essor de l'empire espagnol d'Amérique*. Traduction de Marcelle SIBON. Paris, Albin Michel, 1955 ; in-8° (21 × 14 cm.), 490 pages, 1 carte, 16 planches hors texte. Prix : 1.150 fr.

I. — Le dernier livre de Francisco Morales Padrón nous intéresse très vivement et à plusieurs titres. Tout d'abord, parce qu'avec plusieurs ouvrages récents, publiés depuis à peine plus d'un an, il ouvre une nouvelle collection qui mérite un intérêt sympathique². Il s'agit d'une série d'essais qui, tout en refusant la pure érudition,

1. Voir notre étude *Le tournant de structure de l'empire portugais de 1545-1552 et le problème des crises au XVI^e siècle* (Paris, 1950 ; déposé au Centre de Recherches historiques de Paris et à la « Revista de Economía » de Lisbonne), dont les vues sur les mouvements économiques mondiaux au XVI^e siècle ont trouvé une adhésion plus large que nous l'attendions et ont été confirmées par des travaux postérieurs portant sur d'autres secteurs.

2. PATRICIO PEÑALVER SIMÓ, *Modernidad tradicional en el pensamiento de Jovellanos* ; FRANCISCO ELÍAS DE TEJADA, *Las doctrinas políticas de Raimundo de Fariás* ; CARLOS LÓPEZ NÚÑEZ, *Horizonte doctrinal de la Sociología Hispano-americana* ; AGUSTÍN DE ASIS, *Bartolomé Herrera, pensador político* ; JOSÉ VILA SELMA, *Procedimientos y técnicas en Romulo Gallegos* ; VICENTE RODRÍGUEZ CASADO, *De la Monarquía española del Barroco* ; AGUSTÍN DE ASIS, *Ideas sociopolíticas del Tostado* ; FRANCISCO ELÍAS DE TEJADA, *El pensamiento político de los Fundadores de Nueva Granada*. Tous ces ouvrages, sauf le dernier (275 pages), couvrent, comme la *Fisionomía de la Conquista*, de 160 à 200 pages.

ne négligent pas, comme c'est le cas souvent pour le livre de Francisco Morales, d'apporter des points de vue d'une rigoureuse originalité. On vise ici, plus à l'interprétation qu'au récit, à la mise au point, à la confrontation des thèses et hypothèses. La *fisionomía de la conquista*, par exemple, en ce qui concerne l'histoire extraordinairement battue de la conquête de l'Amérique espagnole, n'est pas sans faire, sur une échelle plus restreinte et d'un point de vue assez fortement axé sur la littérature de langue espagnole, un peu ce que font pour des horizons plus vastes, chez nous, nos manuels de la collection « Clio ». Ce genre d'ouvrages manquait, jusqu'à ce jour, dans la gamme pourtant très riche des collections officielles de l'historiographie de l'Espagne actuelle, alors que des tentatives analogues surabondent dans toute l'Amérique hispanique, à telle enseigne qu'elles prennent trop souvent la place de l'indispensable labeur d'érudition. Mais semblable danger ne paraît pas menacer, pour le moment du moins, la littérature historiographique espagnole, tant que « Mar Adentro » saura s'en tenir dans le choix de ses collaborateurs, à cette catégorie d'historiens érudits de poids que sont les Francisco Elías Tejada, Vicente Rodríguez Casado, ... Francisco Morales Padrón¹ dont l'important travail d'érudition est bien connu du public français. Il est essentiel, si l'histoire désire que les fruits de son labeur soient intégrés plus largement qu'ils ne le sont à la culture de notre temps, que des efforts de présentation, comme ceux que nous avons aujourd'hui sous les yeux, soient multipliés, mais il est non moins indispensable que ces synthèses soient l'œuvre d'authentiques historiens. Et c'est pourquoi nous souhaitons bonne chance à « Mar Adentro ».

Mais il y a bien d'autres raisons de se réjouir de la publication de cette « physionomie de la conquête indienne ». Tout d'abord, et au premier chef, par ce qu'elle apporte, sinon toujours de neuf, mais de bien présenté et de solidement pensé. Huit chapitres² que nous ordonnerions volontiers en trois parties : une première partie est consacrée à la conquête telle qu'elle a été vue et justifiée par les contemporains (3 chapitres), une seconde partie (2 chapitres) éclaire les modalités pratiques de l'entreprise et une dernière partie (3 chapitres) établit un bilan à la fin du xvi^e siècle. Tout cela simplifié à l'extrême, avec souvent, en note, de solides mises au point des questions, intelligentes et concises, telles qu'on les voit à travers la littérature de langue espagnole et anglaise accessible à Madrid et à Séville.

On appréciera plus particulièrement, entre autres bonnes choses, la vigueur avec laquelle Francisco Morales montre combien, dès le début du xvi^e siècle et au début plus particulièrement peut-être, chiffres en main grâce à l'admirable *Catálogo de los pasajeros a Indias*³ de D. Cristóbal Bermúdez Plata, l'émigration aux Indes a

1. Outre de très nombreux articles dispersés dans *Estudios Americanos*, l'*Anuario de Estudios Americanos*, etc., et des études d'importance diverse, dont une bonne partie a été signalée dans les notes bibliographiques de la *Revue historique*, deux ouvrages importants d'érudition : *La Jamaica española*. Sevilla, 1952 ; in-8°, xxxii-498 p. (à son propos, H. et P. CHAUNU, *La Jamaïque espagnole, Annales. E. S. C.*, 1954, n° 2, p. 241-247) ; *El comercio canario-americano*. Sevilla, 1955, in-8°, xx-425 p. (C. F. P. CHAUNU, *Rev. histor.*, 1957, t. CCXVII, n° 441, p. 145-148).

2. La littérature de la conquête (p. 1 à 24) ; La justification de la conquête (p. 25 à 42) ; Être et raison de l'entreprise (p. 43 à 66) ; La génération de la conquête (p. 67 à 90) ; La milice indienne (p. 91 à 116) ; Femmes et mythes dans la conquête (p. 117 à 136) ; Stratégie de la pénétration (p. 137 à 152) ; Le monde indigène (p. 153 à 180).

3. Sevilla, 1940-1946, 3 vol. in-8° de 500 p. chacun.

été une émigration de classe moyenne, certainement d'une élite sociale, par rapport à la population restante, une émigration de cadres, dirions-nous, et non de masse. Il était bon que ce grand trait bien connu d'un tout petit nombre fût souligné avec vigueur. C'est fait.

Dans tout ce qui touche le jeu de l'Indien et de l'Indienne en face de la conquête, l'analyse de Francisco Morales est excellente. Elle s'appuie, il est vrai, non pas exclusivement, mais pour beaucoup sur un très bon livre, celui de Mario Salas¹. Tout ce que le dénivellement technique et psychologique explique est dit et le plus souvent bien dit. Sans omettre le rôle exceptionnel de la femme indienne fascinée par le demi-dieu blanc, dans toutes ses trahisons et dans tous ses reniements. S'il est vrai, comme nous l'enseigne la Sociologie, que la Femme est, par excellence, mainteneuse de la cohésion du groupe, sa trahison entraînera fatalement l'effondrement irréversible de toute une société.

Enfin, les grandes étapes de la conquête, avec le rôle successif comme tremplin des Canaries, de Saint-Domingue, puis de l'isthme, est très bien dit. Bien expliqué, aussi, l'effondrement démographique des Antilles indiennes, parce que replacé dans l'indispensable contexte précolombien de la lutte sans merci des *Caraïbes* contre les *Arawaks*. L'Espagnol ayant pris, ainsi, la relève des Indiens eux-mêmes, puissamment aidé par les microbes du monde méditerranéen, dans un processus déjà avancé de colonisation par extermination des indigènes.

Tout cela n'épuise rien d'une étude qui a bien d'autres mérites. Mais, en dehors même de ses richesses et de ses apports nombreux, le livre de Francisco Morales Padrón a l'avantage de nous éclairer, un peu à son insu peut-être, sur quelques-unes des préoccupations les plus profondes et les plus permanentes d'une conscience collective.

Morales a voulu que son essai fût une réhabilitation, après tant d'autres, de la colonisation espagnole en Amérique et, dans son aspect même le plus contestable, la conquête. La réhabilitation va de soi, elle est juste, pondérée, intelligente et nuancée — on est presque toujours d'accord avec l'auteur — et, sur ce point, son ton est infiniment plus modéré, ses points de vue beaucoup plus justes que ceux de Salvador de Madariaga², une des plus grandes figures de l'émigration républicaine et libérale, pourtant. Ce qu'il faut, sans doute, le plus admirer, n'est-ce pas, quatre ou cinq siècles après l'événement, qu'un historien espagnol³ — et j'entends aussi prestigieux que Madariaga, aussi intelligent et prometteur que Francisco Morales — ne puisse éviter d'entamer un procès gagné à l'avance, auprès de tout ce qui est rompu aux méthodes et aux techniques des sciences de l'homme, de tout ce qui pense raisonnablement. Quant aux autres, peut-il espérer les convaincre... ou plus exactement, puisque là réside le problème, les toucher? Du reste, à quoi bon!

1. *Las armas de la conquista*. Buenos Aires, Emecé Editores, 1950, in-8°, 462 p.; c. r. Pierre CHAUVU, *Annales. E. S. C.*, 1953, n° 3, p. 417-419.

2. Cf., notamment, la traduction récente de Marcelle SIBON de *L'essor de l'empire espagnol*, paru chez Albin Michel en novembre 1955 et dont il est rendu compte ci-dessous.

3. Il faut renoncer, sur ce thème, à donner une bibliographie; quatre numéros de la *Revue historique* n'y suffiraient pas, car toute la querelle lascasienne participe à ce complexe. Ici, on évoque les Romulo D. Carbia, d'une part, les Manuel Giménez Fernández, Lewis Hanke..., d'autre part (cf., notamment, *Rev. histor.*, 1954, n° 3, p. 117-121; 1953, n° 2, p. 328-330; 1951, n° 3, p. 131-133; 1950, n° 3, p. 96, etc.).

En fait, un tel comportement de la part d'historiens et de savants de mérite et de talent — et sans qu'aucune question de régime ou d'appartenance politique, voire même religieuse ou confessionnelle, ne puisse être mise en cause, comme le prouve ce rapprochement un peu arbitraire entre deux livres, deux hommes et deux générations¹ — traduit très bien l'extrême sensibilité de l'âme espagnole quand il s'agit d'évoquer la perte du grand empire d'Amérique. Il faudrait parler, sans doute, de complexe collectif de frustration.

Ce complexe est récent, il date du début du XIX^e siècle. Comment pourrait-il en être autrement quand on songe que la perte des Indes, avec ses énormes destructions de richesses, est indiscernable dans la mémoire collective de l'Espagne, de l'apport monstrueux de ruines que valut au même moment, à la même Espagne, sa déraisonnable victoire trop chèrement acquise sur la Grande Armée napoléonienne? Victorieuse, ruinée, bafouée et volée..., à l'heure décisive et irrattrapable de la grande révolution technique commençante qui allait changer la face du monde et jusqu'à la place de l'homme dans l'univers, l'Espagne triomphante du siècle des lumières, renaissante à la fin du XVIII^e siècle, prête à retrouver une partie de ses grandeurs d'antan, plus riche et plus prospère que jamais, se réveillait dans le néant du siècle des guerres carlistes.

Que la colonisation espagnole ait survécu au processus brutal de la décolonisation politique n'a pu constituer dans la péninsule une compensation psychologique suffisante. Il y aurait de toute manière intérêt à se pencher sur un problème enrichi d'une exemplarité toute neuve et qui n'a même plus, de ce fait, l'excuse de l'inaffectuel².

II. — Le livre de Salvador de Madariaga mériterait une étude de plusieurs pages s'il ne s'agissait de la simple traduction d'un livre publié en anglais, voici plus de dix ans. Le très grand historien de Cortés, de Colomb, de Bolivar, le prestigieux essayiste, la grande figure d'un des derniers « européens », de cet écrivain espagnol trilingue qui compose indifféremment en espagnol, en anglais ou en français, n'a pas besoin de présentation. Ce livre comporte une suite³, dont on nous annonce la prochaine traduction. On s'en réjouira. On peut affirmer qu'on disposera, alors, de la meilleure et de beaucoup de toutes les histoires de l'Amérique espagnole accessibles en français.

Le livre de Salvador de Madariaga est uniquement, et c'est un énorme mérite, une étude de la civilisation, aucun sacrifice n'y est consenti au politique et à l'événementiel, mais uniquement une psychanalyse en profondeur de la vie d'une société révolue. Ajoutons que, sans cette société coloniale, on ne comprendra rien à l'Amérique espagnole du demi-XX^e siècle. Nulle part, ailleurs, dans le monde, l'histoire

1. Il faudrait également ajouter venus d'horizons provinciaux et sociaux, aussi différents dans un pays, pourtant, tout en oppositions et en contrastes, mais c'est cela même qui confère toute sa valeur à ce rapprochement apparemment arbitraire.

2. On comprendrait mieux certains réflexes purement négatifs, ou du moins essentiellement négatifs, du gouvernement franquiste dans les affaires du Maghreb. Certaines attitudes des milieux traditionalistes espagnols relèvent, en effet, de la psychanalyse... vengeance et compensations pour frustration passée.

3. *The Fall of the Spanish American Empire*. Londres, Hollis and Carter, 1947, in-8°, viii-443 p., 2 cartes et nombreux hors-texte, et c. r. Pierre CHAUNU, *Annales. E. S. C.*, 1953, n° 3, p. 419-421.

des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles ne pèse d'une manière aussi lourde sur le présent. Réjouissons-nous, donc, de la traduction presque toujours élégante et précise de ce grand classique.

Cela ne signifie pas que l'on soit toujours d'accord avec Salvador de Madariaga. Quelques-unes des pages qu'il consacre à la vie économique de l'Amérique espagnole ont un peu vieilli — mais le livre a dix ans d'âge — il faudrait les éclairer à la lueur des résultats de travaux récents et plus encore les faire bénéficier des points de vue de la science économique contemporaine.

D'autre part, le livre écrit en anglais destiné à un public anglo-saxon réagit avec une virulence polémique étonnante aux thèmes les plus courants d'une mauvaise historiographie de langue anglaise des siècles passés, disons aux thèmes d'une légende noire antihispanique, à laquelle la littérature des pays protestants a beaucoup sacrifié, jadis. Pour un lecteur français, souvent convaincu, à l'avance, cela risque, à la limite, de lasser. Et l'on arrive, parfois, à des choses curieuses, telle cette page¹ où, partant d'une réhabilitation de l'Inquisition aux Indes — réhabilitation à laquelle on est prêt à souscrire dans une assez large mesure² — on tombe dans la plus pure légende noire antiprotestante. Un instant, on est au delà des limites mêmes du grotesque.

Or, qu'un historien de l'intelligence de Salvador de Madariaga sacrifie, ne serait-ce qu'un instant, à ce léger travers, n'est-ce pas extraordinairement éclairant pour la compréhension de l'âme collective de l'Espagne..., d'autant plus révélateur que ce grand libéral sera, *a priori*, à l'abri, par le prestige de son intelligence et de sa culture, de quelques-uns de ces réflexes élémentaires qu'il dénonce si vigoureusement et si bien, chez les autres.

Ceci dit, fertile pour notre propos, n'enlève rien à l'admiration qu'est due au plus grand historien, peut-être, du passé colonial de l'Espagne prestigieuse.

Pierre CHAUNU.

1. P. 64 : « ... L'Inquisition s'attaqua à des points d'actualité ; elle fit parfois de la bonne besogne en limitant le développement des erreurs du protestantisme, telles que la théorie de la prédestination, qui est une offense à la pensée saine et à la véritable liberté. » Cette prédestination-là ne traduit pas un contact personnel avec l'Institution chrétienne ; elle n'est pas digne, en effet, d'une claire intelligence. Chez Calvin, par contre, elle est, peut-être, l'aveu efficacement conscient des limites de l'intelligence humaine, la mesure d'une antinomie de la pensée chrétienne qui ne saurait être plus exempte que d'autres, des antinomies à la limite, dans la mesure exacte de son humanité, trait de génie qui dépasse les frontières de l'univers mental du XVI^e siècle ; elle est la condition, finalement, première des futures tolérances. Mais une phrase comme celle-ci ou quelques autres est, tout simplement, à porter au compte des mauvais tours que peuvent jouer aux plus belles intelligences certaines remontées du subconscient. Partant, pour nous, quelle aubaine !

2. Cf., à ce propos, un livre récent de Manuel Tejado FERNÁNDEZ, *La vida social en Cartagena de Indias*. Sevilla, 1954, in-8°, 345 p., et notre essai dans les *Annales. E. S. C.*, 1956, n° 2, p. 228-230, sur Vie quotidienne et Inquisition dans l'Amérique espagnole au XVII^e siècle. Problèmes de fait et de méthode. — Réhabilitation, c'est, d'ailleurs, un faux problème ; l'Inquisition a été, et cela suffit, à l'historien de comprendre. C'est tout. Or, l'Inquisition aux Indes fut, sans conteste, ne serait-ce que par son rôle de police des mœurs, un élément civilisateur.

Hans BARON. Humanistic and political literature in Florence and Venice at the Beginning of the Quattrocento. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1955 ; 223 pages.

Hans Baron reprend ici et les approfondit quelques problèmes suggérés par la grande étude qu'il a consacrée récemment aux aspects politiques de l'humanisme en Italie au tournant du xiv^e et du xv^e siècle (*The Crisis of the Early Italian Renaissance : Civic Humanism and Republican Liberty in an Age of Classicism and Tyranny*, Princeton (N. J.), 1955).

Les changements survenus dans la vie politique de l'Italie ont pesé d'un grand poids sur la littérature politique. En 1388, le tyran milanais Jean-Galéas Visconti s'est emparé de Vérone et de Padoue ; Venise s'est repliée sur ses îles et ses lagunes. Au commencement du xiv^e siècle, Florence demeure le seul et dernier rempart des libertés des cités italiennes. La mort de Jean-Galéas mit fin provisoirement au péril. Mais, en 1420, Philippe-Marie Visconti reprit les ambitions de Jean-Galéas. Alors Florence ne fut plus seule à faire front : Venise abandonnant sa politique d'isolement se tournait vers la terre ferme et s'unissait à Florence.

Au delà de ces événements et des intrigues, où s'enchevêtraient les intérêts et les passions considérables ou médiocres, c'est le mérite des publicistes d'avoir fait ressortir l'enjeu des luttes de Milan contre ses adversaires. Serait-ce le despotisme centralisateur des Visconti qui l'emporterait ou l'esprit d'indépendance des États urbains ? D'un côté, les espérances de la paix dans l'unité ; de l'autre, les libertés traditionnelles. Années décisives où le conflit entre la Commune et ses libertés et la Seigneurie et son autocratie prend une forme dramatique.

Les écrits politiques s'éclairent à la lumière des guerres milanaises. Favorables aux Florentins ou aux Milanais, ils soulignent le conflit entre le désir d'établir la paix en Italie par la conquête impérialiste et le souci de conserver les libertés urbaines.

C'est dans cette perspective que l'auteur a voulu réexaminer la genèse et la chronologie de quelques œuvres fondamentales pour la connaissance de la pensée politique de la première renaissance. Il montre comment des écrits souvent mal datés se rattachent à ce grand conflit. Le *Paradiso degli Alberti* de Giovanni da Prato date, non de 1389 comme on l'avait cru, mais des environs de 1400. La lettre de Leonardo Bruni à l'empereur sur la constitution florentine, publiée pour la première fois (p. 181-184), date de 1413, lors de l'entrevue du pape et de l'empereur à Lodi et Crémone.

A chaque œuvre ou groupe d'œuvres est consacré un chapitre. Dans le dernier chapitre est présentée l'étude des trois discours attribués au doge Tommaso Mocenigo, monument d'éloquence où le désir de la tranquillité publique s'exprime en d'admirables formules qui traduisent aussi l'attachement du doge à la politique d'isolement de Venise et l'hostilité à l'égard de Florence. Ces discours, considérés par la génération suivante comme le testament politique du doge, sont en réalité l'œuvre d'un faussaire, vraisemblablement d'un Franciscain soucieux d'apporter à son appel la caution d'un nom illustre et d'une grande politique. La falsification date de l'époque où Florence entreprit la guerre contre Lucques, septembre 1433-août 1434, ce qui explique la violence du sentiment antiflorentin.

Étude fouillée et pénétrante, nourrie d'une rare érudition où les textes latins,

français, anglais et italiens sont commentés avec aisance. Une réserve : malgré ses grandes qualités, ce travail sent quelquefois un peu l'exercice d'école, les enchaînements en particulier ne sont pas toujours très habiles. Par ailleurs, à la page 68, l'auteur parle des « tendances anticléricales d'Érasme ». Ce terme demanderait à être précisé. S'il s'agit de réprocher l'ingérence du clergé en tant que tel dans des questions qui ne sont pas de sa compétence, l'observation est juste. Mais le mot est pris généralement dans un sens beaucoup plus large. Or, Érasme, prêtre, a toujours observé une stricte obéissance à l'égard de la hiérarchie ecclésiastique. Il a dédié au pape Léon X sa traduction latine du Nouveau Testament. S'il a eu à souffrir quelques persécutions de la part de certains sorbonnards envieux, Érasme n'a jamais paru suspect à la Papauté. Deux ans avant sa mort, en 1534, le pape Paul III l'a institué prieur de l'abbaye de Deventer et, en 1535, il lui a offert, en vain d'ailleurs, le chapeau de cardinal. Il serait donc exagéré de voir en Érasme un anticlérical dans le sens où on entend communément ce mot, et c'est là un point sur lequel les termes employés par l'auteur peuvent prêter à confusion.

Ces critiques ne sont que de détail et n'enlèvent rien à la valeur de l'ouvrage qui précise sur un point important la pensée profonde du grand humaniste.

R. GASCON.

Elisabeth SCHNEIDER. Das Bild der Frau im Werk des Erasmus von Rotterdam. Bâle et Stuttgart, Helbing et Lichtenhahn, 1955 ; 1 vol. in-8°, 133 pages. (Basler zur Geschichtswissenschaft, volume 55.)

Les idées d'Érasme sur la femme, tel est le sujet traité par M^{lle} Elisabeth Schneider. Sujet d'autant plus intéressant qu'il n'a jamais été abordé dans son ensemble.

A la base de cette conception de la femme, peu d'expériences personnelles. Érasme, par contre, a beaucoup étudié la Bible, les écrits des Pères de l'Église et les œuvres de l'Antiquité classique grecque et romaine. A travers ces ouvrages, il aperçoit trois types de femme : la femme pieuse, la femme active, la femme forte. Ces trois types se retrouvent dans ses principales œuvres. Il y a ajouté ses propres idées, et en particulier ses opinions religieuses.

Érasme, en effet, sans être véritablement un hérétique — il n'attaque pas le dogme, et a nettement marqué ses distances avec Luther et les premiers réformateurs — n'en est pas moins en réaction contre la conception de la piété et de l'enseignement religieux qui prévalait au début du xvi^e siècle. Pour lui, l'Évangile vécu est plus important que les controverses théologiques sur la foi. En outre, Érasme, pensant que tous les baptisés ont une vocation à la perfection, s'élève contre le concept d'une piété qui serait le privilège de la vie monacale. Ces idées qui, à l'époque, pouvaient paraître novatrices, expliquent les traits que prennent dans ses œuvres, les différents types de femme.

Pour la femme pieuse, Érasme, dans deux de ses « Colloquia », est fort net : l'idéal de piété pour lui, ce n'est pas la vie conventuelle, mais le mariage. Ce sacrement est à ses yeux l'institution la plus importante de la vie humaine, car il y voit un reflet de l'Amour divin. Par contre, Érasme manifeste une vive répulsion pour les ordres et les couvents, opinion sur laquelle il reviendra d'ailleurs en partie dans un ouvrage postérieur : il exige néanmoins que l'enfant en décide lui-même et qu'on examine soigneusement sa vocation monastique. Quant à la virginité, Érasme

manifeste toujours une certaine réserve à son égard. Certains de ses détracteurs lui ont à ce sujet reproché une attitude hostile à l'égard de la vénération de la Vierge. Il semble bien pourtant qu'en dépit de quelques propos imprudents, Érasme n'ait pas été un adversaire formel de cette vénération et se soit seulement efforcé de la maintenir dans les limites raisonnables.

La femme active est, aux yeux d'Érasme, l'épouse et la mère dont les tâches exigent une haute personnalité spirituelle et morale : c'est pourquoi une formation intellectuelle sérieuse est, pour Érasme, importante et nécessaire. Dans le *colloquium* « Senatulus », il semble même souhaiter que la femme s'intéresse aux affaires publiques. Au reste, sur ce point, sa doctrine est peu précise.

Quant à la femme forte, ses deux principales qualités doivent être la piété et la force d'âme. L'idéal érasmien de la femme forte se confond un peu avec celui de la femme pieuse.

Dans le dernier chapitre de son ouvrage, M^{lle} Schneider montre quelles conceptions de la femme ont eues dix auteurs du xvi^e siècle, dont plusieurs sont contemporains d'Érasme : Vivès, Cornelius Agrippa von Nettesheim, Castiglione, Marguerite de Navarre, Luther, Calvin, saint Ignace de Loyola, Rabelais, Montaigne et saint François de Sales. C'est ce dernier qui a certainement, à quelques nuances près, le plus de points communs avec l'auteur des « Colloquia ».

Sous la modestie du sous-titre — Études de critique et de chronologie — l'auteur a, en réalité, écrit des pages neuves et dont l'intérêt va bien au delà d'une simple restitution de dates, dont on goûtera, par surcroît, la force convaincante faite d'une rigoureuse méthode et d'une connaissance intime de la première renaissance italienne. Chaque chapitre mérite d'être tenu pour un modèle d'analyse de textes.

R. GASCON.

Gerhart BÜRCK. *Selbstdarstellung und Personenbildnis bei Silvio Piccolomini (Pius II)*. Bâle et Stuttgart, Helbing et Lichtenhahn, 1956; 1 vol. in-8°, 160 pages. (Basler Beiträge zur Geschichts-wissenschaft, vol. 56.)

Parmi les figures intéressantes du Quattrocento, la moindre n'est certes pas celle d'Énéas Silvio Piccolomini qui, après s'être montré au concile de Bâle l'un des adversaires les plus acharnés de la Papauté, et s'être mis au service d'un antipape, devint plus tard, sous le nom de Pie II, de 1458 à 1464, le pape de la Croisade contre les Turcs. Pour comprendre une telle évolution, il convient de bien connaître la psychologie du personnage et c'est à cette connaissance que contribue le travail de M. Gerhart Bürck, qui étudie deux œuvres d'Énéas Silvio : les *Commentarii rerum mirabilium* et les portraits de contemporains.

Les *Commentarii*, composés pendant le pontificat de Pie II, sont une véritable autobiographie de ce pape. Cet ouvrage de treize livres, sans plan d'ensemble apparent, rempli de digressions d'ordre historique, géographique, ethnographique ou archéologique, est en réalité centré sur l'idée maîtresse du pontificat : la croisade contre les Turcs. C'est dans ce but que Pie II réunit le congrès de Mantoue, où il exhorta les princes chrétiens à s'unir contre l'ennemi commun. En dépit des efforts de Pie II, l'union ne put se faire et la désillusion du pape apparaît à la fin de l'ouvrage.

Quant aux portraits de contemporains, ils sont extraits des *Vitae virorum illust-*

trium, publiées par Énéa Silvio avant son accession au pontificat, mais aussi d'ouvrages postérieurs, de lettres et des *Commentarii*. Pour juger ses personnages, Énéa Silvio s'appuie sur certains critères : le « rex litteratus », la femme qui possède un caractère d'homme avec un cœur de femme. Mais ces critères ne gênent en rien son jugement réaliste. Ses portraits physiques et moraux sont saisissants de vérité et Énéa Silvio se montre toujours objectif et impartial. Ces qualités distinguent fortement Énéa Silvio des auteurs contemporains qui ont toujours tendance à idéaliser leurs modèles.

Le caractère d'Énéa Silvio se dégage bien de l'étude minutieuse qu'a faite M. Bürck des deux ouvrages signalés.

On peut remarquer d'abord que, même après son entrée dans les ordres, Énéa Silvio ne semble jamais avoir atteint un degré très élevé de spiritualité. Jamais il ne donne d'indications sur les sentiments religieux de ses modèles ; presque jamais il n'explique leurs actions par des mobiles d'ordre religieux. Pour Jeanne d'Arc, par exemple, bien qu'elle ait été réhabilitée solennellement par son prédécesseur, il se montre, dans ses *Commentarii*, très réservé sur le caractère de sa mission. Ses propres sentiments religieux apparaissent fort rarement dans les *Commentarii*. Comment ne pas souligner en fin que les deux seuls papes décrits dans les *Vitae* sont l'un, l'antipape Félix V, l'autre, le pape d'Avignon Benoît XIII qui se refusa à toute tentative de conciliation pour mettre fin au Grand Schisme.

Mais on est également sensible à toutes les qualités intellectuelles et morales d'Énéa Silvio : sa vaste érudition, ses dons d'observation, sa finesse, son impartialité, son objectivité, sa ténacité et son courage.

Tout cet homme nous est révélé par l'excellent travail de M. Bürck. Nous nous permettrons pourtant de faire une réserve. Si pour ce qui est des *Commentarii*, notre approbation est complète, nous sommes obligés de reconnaître que, pour les descriptions de contemporains, quelques défauts de méthode se manifestent. M. Bürck opérait là sur un sujet moins homogène et, plus littéraire qu'historien, il n'a pas suffisamment tenu compte de la chronologie. Il n'indique pas en particulier que c'est seulement en 1446 — donc à l'âge de quarante et un ans — qu'Énéa Silvio Piccolomi devint prêtre. M. Bürck ne précise jamais si tel acte, telle lettre ou tel ouvrage d'Énéa Silvio date d'avant ou d'après son ordination. Par suite, toute la partie relative à l'idéal de la femme (p. 131-140) peut prêter à confusion, car il est des attitudes et des propos d'Énéa Silvio Piccolomini qui, simplement déplacés chez un laïque, seraient scandaleux chez un prêtre.

Une vaste érudition et une analyse pénétrante ont permis à M. Bürck de trouver le fil d'Ariane dans le labyrinthe apparent des *Commentarii*. On lit avec agrément ce livre solide qui éclaire d'un jour nouveau le personnage un peu énigmatique que fut Énéa Silvio Piccolomini.

R. GASCON.

Frank C. SPOONER. *L'économie mondiale et les frappes monétaires en France. 1493-1680*. Paris, Armand Colin, 1956 ; in-8°, 545 pages.

Il ne paraît pas possible de ne pas rappeler, tout d'abord, que l'un des principaux soucis du Centre de recherches historiques, rattaché à la VI^e section de l'École pratique des Hautes-Études, est la connaissance de l'économie européenne des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. A l'ampleur de cette enquête internationale cor-

respond l'étendue des résultats que le Centre a pu déjà consigner dans maintes publications de valeur¹. Ainsi l'ouvrage de M. Spooner prend-il place sur le rayon où figurent le toujours précieux Ehrenberg — récemment traduit en français — et l'inestimable Hamilton, dont la traduction dans notre langue ne saurait tarder, travaux qui regardaient déjà le problème capital et ardu des prix et des signes monétaires. Il n'est que de parcourir la liste de ceux à qui l'auteur se considère comme redevable de conseils et de renseignements pour se persuader de la qualité de l'aréopage qui a suivi avec intérêt la confection de son livre : à commencer par les noms des professeurs Postan et Fisher, devant qui, à Cambridge, en 1953, fut soutenue la thèse intitulée : *The movements of gold and silver money in the economic life of France, 1493 to 1660*.

Or le titre même choisi pour l'édition française indique un élargissement du dessein primitif. Car le nombre des pages n'étant plus strictement limité, M. Spooner a pu donner toute l'extension désirable à l'étude du milieu mondial qui constitue son premier chapitre. Après quoi il s'attache à examiner les théories et institutions monétaires de la France, puis les rapports entre l'économie française et les phases monétaires, enfin les aspects régionaux que revêtent les frappes monétaires. Pour terminer, il considère à nouveau la France en Europe pour tout ce qui touche les correspondances entre prix et taux d'intérêt, fluctuations monétaires et mouvements des changes.

C'est par hasard, selon sa propre confiance, que M. Spooner a découvert le « large matériel statistique quasi inédit » qui lui a permis de renouveler et « la géographie des échanges » et l'histoire des « mouvements généraux et particuliers de la vie économique » française durant la période considérée. Croirait-on qu'il s'agit, presque tout uniment, du fonds, conservé aux Archives nationales, de la Cour des Monnaies (série Z1 B) laquelle contrôla les opérations monétaires des quinze hôtels épars à travers le royaume des Valois. Un chapitre entier, avons-nous dit, le quatrième, examine avec minutie les mouvements de ces centres d'émission, et de copieux appendices (p. 335-534) placent sous nos yeux, sous forme de tableaux numériques, les données essentielles extraites du dépouillement de la série (d'une part, les tables analytiques des frappes annuelles dans les principaux hôtels, d'après les états de délivrances ; de l'autre, les tables analytiques des frappes décennales, d'après le contrôle des boîtes). Réseau de chiffres assez rébarbatifs, à coup sûr, mais sur qui repose la confection des graphiques et des cartes. Or, nous ne saurions trop vanter cet aspect du grand labeur effectué par M. Spooner. Certes, le volume séduit par la netteté de la présentation typographique comme aussi par l'excellence d'une traduction, due à Mrs C. Macmillan, qui a su mettre en valeur les qualités du texte original, faire pleinement goûter la saveur des expressions, souvent imagées et saisissantes, faciliter, en somme, l'intelligence de discussions sévères. Mais la représentation graphique et cartographique des phénomènes nous paraît tout particulièrement remarquable : depuis la carte qui, en frontispice, est bien faite pour piquer la curiosité — montrant la France du xvi^e siècle divisée en cinq zones de frappes monétaires « sans doute inattendues » — jusqu'à ce véritable atlas de vingt-huit cartes, consacrées aux émissions monétaires, que contiennent, avec commentaires abondants à l'appui,

1. Nous songeons particulièrement aux travaux de MM. Braudel et Romano, Cipolla, Chaunu, Godinho, Lapeyre, Mollat, Mandich, de Roover.

les p. 250 à 274, et jusqu'à ce large dépliant qui, placé entre les p. 336 et 337, résume, par la confrontation du diagramme et de la carte, toute cette histoire compliquée. Notons, en outre, l'utilisation de la couleur, qui relève encore la netteté du dessin. Mais n'oublions pas pour autant les vingt-neuf planches hors texte : celles-ci reproduisent en fac-similé de nombreuses pièces de monnaies françaises et étrangères, pour la plupart conservées à Cambridge et à la Nationale.

Moins apparentes, mais combien solides, sont les richesses que livre l'exposé, dont nous nous plaisons à redire l'élégante tournure. Mais là commence pour le rédacteur du compte rendu la vraie difficulté. Car tout se tient si bien qu'à vouloir résumer on retranche arbitrairement. Parmi les plus neuves des vues rapportons donc quelques-unes, en sorte de donner davantage encore si possible le goût d'ouvrir le livre et de le lire de près.

M. Spooner retrace en premier lieu l'histoire européenne des métaux utilisés par les fabricants de monnaies. Alors que l'or, africain, puis américain, l'emporte jusqu'au milieu du xvi^e siècle, l'Allemagne — Augsbourg donnant l'impulsion — domine. Mais ses mines déclinent au moment où la Nouvelle-Espagne fait bénéficier le vieux monde de ses trésors en métal blanc. Grâce à quoi, « la nuit tombant sur l'éclat du siècle des Fugger », Gènes devient « la capitale financière du siècle de l'argent » — lequel n'est, à vrai dire, qu'un demi-siècle, l'or guinéen reprenant l'offensive à partir de 1610. De tout temps, d'ailleurs, le cuivre, de Mansfeld, puis de Neusohl, puis de Suède et même du Japon, joue son « rôle discret de comparse » ; on peut même prétendre que « le xvii^e siècle lui apporte la gloire monétaire » : épuisée, l'Espagne est alors le théâtre d'une « inflation du cuivre ». Quant au crédit qui, avec le billon, constitue « une force supplétive », il connaît les fortunes les plus changeantes, la puissance de Gènes étant, en partie au moins, celle de ses cambistes, avant que, comme l'a montré M. Giulio Mandich¹, le *pacte de ricorso* n'entraîne « la lente généralisation de l'escompte ». Mais où se trouve la clef de cette histoire ? Et M. Spooner de considérer l'Extrême-Orient, « mis en cause à plusieurs reprises », que « l'Europe bombarde de pièces et de lingots de métal blanc » — elle qui « a faim de poivre, d'épices, de soie... » — et qui, à son tour, exploite et exporte son argent « à l'heure du cuivre et à l'heure hollandaise », et aussi son or ; en suite de quoi, comme en Europe, le désordre s'installe, au temps du cuivre. Donc, un parallélisme assez net, mais la nécessité, que souligne l'auteur, de recoupements plus nombreux et plus précis encore.

De l'Asie orientale nous sommes ramenés en France par le chapitre II, qui traite des théories et institutions monétaires, évoquant la controverse Maestroit-Bodin, suivant les efforts tâtonnants de la royauté pour lutter contre l'inflation, insistant sur la grande stabilisation de 1578, au moyen de l'écu d'or, montrant ensuite le retour à la comptabilité en livres tournois sous Henri IV, c'est-à-dire à la « résignation à l'inévitable », à l'instabilité de « l'âge du cuivre ». A ne pas omettre le facteur technique : le progressif abandon de la frappe au marteau en faveur du moulin. Et un graphique original de traduire la prépondérance de Paris, de Lyon et des « villes reliées par des routes, de terre ou de mer, au Sud ibérique », parmi toutes celles qui possèdent un hôtel des monnaies.

Mais, avant de faire « la géographie monétaire » du royaume, parce que cette répartition dépend de la politique générale, il sied de reprendre les trois grandes

1. Voir *Rev. histor.*, 1955, t. CCXIII, p. 352.

phases de l'or, de l'argent, du cuivre, selon le « rythme français ». Métal jaune, roi du royaume — sans conteste, jusqu'aux environs de 1519. C'est que « 1519, à beaucoup de points de vue, aura été une grande date de l'histoire. Le succès de Charles-Quint fut, sous un titre prestigieux qui le plaçait au-dessus des autres princes, l'union des grandes sources d'or et d'argent. La France encerclée, mais rétive et hostile, va éprouver des difficultés pour se procurer, soit au nord, soit au sud, celui des deux métaux que réclament ou sa vie économique ou sa politique tantôt d'attaque, tantôt de défense » (p. 120). Dès lors, le Valois fait la chasse à l'argent, pour ne pas dépendre de l'Espagne, qui mise sur l'or, et le « teston » entre en scène. Puis nouveau retournement, en 1529, dû à l'hémorragie de l'or (causée par le paiement de la rançon de François I^{er}) et à la rareté de l'argent : d'où la grande ordonnance de 1541. Mais la tendance européenne favorise décidément le métal blanc. Ainsi la primauté de ce métal se consolide, favorisant Charles-Quint jusqu'au bout, facilitant l'invasion du « philippus » et des « flamengs » durant les troubles religieux (une carte monétaire, établie pour les années 1567-1575, n'est pas sans analogie avec celle de la guerre civile). Quand, à son tour, la Hollande draine l'argent d'Espagne, « la France de Henri IV, si vantée, trop vantée, est un pays profondément malade, assurément fragile ». Si, « monétairement parlant », elle devient ensuite plus indépendante, elle doit ce redressement au « billon national », en phase d'alliance suédoise. Mais les pièces contrefaites se multiplient et Colbert consacrera son temps à retenir les métaux précieux, en bon mercantiliste, et à améliorer la circulation monétaire en l'unifiant au profit de Paris, en bon centralisateur. Comme quoi, à son tour, le xvi^e siècle, vainement, poursuit la chimère d'une monnaie stable.

Toutefois, elle serait fallacieuse, la conception d'une France qui formerait, toujours « monétairement parlant », un tout. Et voici abordée cette « géographie monétaire », si séduisante, qui transcrit, d'une façon impressionnante, la diversité française. Non seulement la mobilité des frontières crée la perméabilité du royaume, qui « est une place publique de l'Europe » (si bien que « cette attraction explique que ses voisins petits ou gros s'essayaient souvent à rejeter vers (lui) leurs mauvaises monnaies »), mais le territoire, disparate, ressemble à « une collection de réceptacles économiques aux interliaisons souvent difficiles, donc aux niveaux divers ». Telle est la « viscosité... des espaces français » qu'il est permis de « peser l'histoire française avec une cinquantaine de balances particulières ». Avec insistance M. Spooner décrit cette « France polyvalente » des xvi^e et xvii^e siècles. Et ici sa documentation lui dicte la carte aux cinq zones, dont « trois gros personnages, l'Ouest, l'Est et Paris ».

Mais comment travaillent ces places monétaires ? En fonction des besoins nationaux et régionaux, sans doute, mais également des activités de l'étranger. En tout cas, le mouvement monétaire et celui de l'économie en général doivent être étudiés dans leurs rapports. Et l'auteur aperçoit une certaine parenté entre la courbe des prix du blé et la courbe des émissions à Paris, par exemple ; identiquement, entre cette dernière et la courbe du taux de l'intérêt. Non que les choses se présentent simplement. Ainsi, « jusque vers le milieu du xvi^e siècle, il y eut tendance à augmenter les frappes d'argent quand les prix montaient et celles d'or quand cette montée se ralentissait. De 1550 à 1630, la tendance à Paris fut de frapper des monnaies d'or quand les prix montaient, d'argent quand ce mouvement se ralentissait ou passait nettement à la baisse. Dans la troisième et dernière période, ces distinctions de rythme se marquent beaucoup moins fortement ».

(p. 313). Et l'étude des changes n'est pas moins révélatrice : elle montre la fragilité du marché français ; elle éclaire certains antagonismes : Paris et Anvers s'opposent au XVI^e siècle ; l'une frappe-t-elle de l'argent, l'autre s'attache à l'or ; derrière quoi on devine « la grande rivalité des Valois et des Habsbourgs ». Considère-t-on le XVII^e ? Paris et Londres marchent d'abord ensemble ; puis les tendances divergent quand les prix montent d'un côté et fléchissent de l'autre (« La discordance monétaire, en 1630, traduit ainsi l'opposition de deux économies »). En outre, à chaque phase, se trouve exaltée la mission de telle ou telle zone émettrice : la phase de l'or, c'est encore la France continentale, orientée vers la Méditerranée, c'est Lyon qui commerce de préférence avec les péninsules, Lyon qui, à partir de 1571, se tourne davantage vers le Nord-Est et vers l'Angleterre (voir les cartes de la p. 283). Mais déjà se dessine l'ascendant « de l'économie atlantique » qu'anime le métal blanc, qui fait passer l'Ouest devant l'Est, Paris avant Lyon, Amsterdam avant Anvers. Et l'optique de Lucien Romier, chemin faisant, est corrigée : « Lucien Romier a tort de placer richesse et aisance en Bourgogne, Champagne et Picardie, ces bastions du catholicisme. La richesse est à l'Ouest, dans les pays qui seront les plus profondément troublés par les soulèvements paysans et fiscaux, les plus révolutionnaires, et où, sauf l'exception de la Bretagne (si à part encore, en marge peut-être d'un vrai christianisme), le protestantisme a trouvé un grand champ d'action » (p. 285)¹. Puis l'Ouest pâtit des difficultés nouvelles au seuil du XVII^e siècle, cependant que Paris monte toujours, Paris qui « sans grandeur financière... n'eût pas été Paris ». Ne cherchons pas, néanmoins, à faire coïncider la route française avec l'axe de l'isthme français ; car c'est dans la direction de Saint-Jacques-de-Compostelle qu'il faut la chercher. Un vœu... scientifique, à ce propos : « Une étude systématique de cette route, de ses convois, de ses liaisons, de ses villes, de ses chaînes de marchands, montrerait tout ce que la Péninsule ibérique a apporté de forces vives à la France, avant et plus encore, après la découverte de l'Amérique... » (p. 286).

Toute proche est désormais la conclusion, qui doit marquer fortement dans notre esprit deux constatations majeures : celle de la position exceptionnelle qu'occupe alors l'Espagne, celle de « la dévaluation presque constante », quand on envisage le destin français. Au total, l'histoire de l'Europe, commandée par une insuffisance chronique de métaux précieux eu égard à la poussée démographique et aux besoins des hommes ; donc, un humanisme « encore tourné vers le passé, coloré des multiples et fascinantes couleurs de jadis », et « non pas, comme le XVIII^e siècle, ce vainqueur, humanisme de l'avenir et espérance ».

Parti pour « étudier la vie spirituelle », mais « tourné vers la vie matérielle » par ses découvertes documentaires, M. Spooner ne peut se défendre, en définitive, de relier l'une à l'autre.

Robert SCHNERB.

Roger HINKS. *Michel Angelo Merisi da Caravaggio*. Londres, Faber and Faber, 1953² ; 126 pages, 96 planches.

Notre siècle a rendu au Caravage toute la place qu'il mérite. Mais cette réhabi-

1. On saisit les discussions que peuvent susciter de telles suggestions, si excitantes.

2. Nous nous excusons de rendre compte de ce livre avec retard, mais il est lui-même arrivé avec retard à la *Revue*.

litation complète est de date récente : elle n'est vraiment totale que depuis l'exposition de Milan de 1951, où l'ensemble de l'œuvre du grand peintre fut, pour la première fois, exposée au public. Le livre de M. Hinks s'efforce de remplacer, pour les lecteurs anglo-saxons, cette remarquable exposition. Il est tout à la fois une étude chronologique des tableaux du Caravage et une mise au point sur les principaux problèmes soulevés par cette œuvre géniale et insolite. D'excellentes reproductions appuient un commentaire qui se veut sobre et équilibré.

M. Hinks met d'abord en garde le lecteur contre toutes les exagérations que l'on a coutume d'entendre aujourd'hui au sujet du Caravage. Fut-il l'inventeur de la peinture moderne? Le pionnier du réalisme social? Un héros de la résistance contre l'imagerie totalitaire de la Contre-Réforme? Fut-il un *existentialiste*, une sorte de Kierkegaard de la peinture, retrouvant, par une intuition intime et directe, l'âme même des Évangiles? On nous propose, affirme M. Hinks, de multiples Caravage, « tous plausibles, mais non convaincants », et il faut se défier, en ce domaine, de jugements inspirés par l'actualité ou par la mode.

M. Hinks rejette ensuite la légende d'un Caravage *self made-man*, qui n'aurait jamais fait d'apprentissage sérieux. En réalité, nous connaissons mal la vie du grand peintre et il est imprudent de remplacer le silence des documents par des hypothèses insuffisamment fondées. Nous savons, toutefois, que le Caravage travailla, dès l'âge de onze ans, dans l'atelier de Simone Peterzano, à Milan, et qu'à Rome il demeura plusieurs mois chez le Cavalier d'Arpino. Les détails de la vie du Caravage à Rome nous échappent très souvent. Il y arriva peut-être dès 1588, à l'âge de quinze ans. Or, Rome était, pour un jeune peintre de l'époque, la meilleure école possible. M. Hinks revient, à plusieurs reprises, sur l'importance exceptionnelle, à cet égard, de la Rome de la fin du xvi^e siècle et du début du xvii^e. C'est en venant à Rome que le Caravage devint le plus grand des peintres lombards et les Caracci les plus illustres peintres bolonais. Rome, où les artistes affluaient non seulement d'Italie, mais encore de Flandre et de France, joua alors un rôle analogue à celui de Paris à la fin du xix^e et au début du xx^e siècle.

Le Caravage fut, de son temps, à la fois très critiqué et très admiré. On lui reprocha de mal connaître l'anatomie humaine et de se servir de l'ombre comme d'un manteau pour cacher la faiblesse de ses dessins. On lui reprocha aussi de négliger la profondeur et les proportions décroissantes, de placer tous ses personnages sur un même plan et, enfin, de mépriser les règles de la composition. Ces diverses critiques valent peut-être partiellement pour les œuvres du début ; elles ont beaucoup moins de poids pour les œuvres suivantes. Et, quant au dessin, il importe de souligner que le Caravage, contrairement aux peintres romains de son temps, peignait directement d'après le modèle, et cela afin d'être plus vrai, plus naturel. C'est sans doute pourquoi aucun dessin de lui ne nous est parvenu. Mais ce qui heurta le plus le goût de l'époque, c'est le refus du Caravage d'appliquer la règle alors généralement reçue : « à grand sujet, grand décor ». Sous son pinceau, les pèlerins d'Emmaüs deviennent d'humbles paysans — ce qu'ils devaient être en réalité — et la Vierge morte ressemble à une pauvre femme du *Trastevere* qui se serait noyée dans le Tibre. Ainsi, le Caravage introduisit le vulgaire, et même le laid, dans la peinture italienne. Il fut, en ce sens, l'anti-Raphaël par excellence, celui qui renia la Renaissance, laquelle était essentiellement aristocratique. Les maniéristes tels que Fed. Zuccari et le Cavalier d'Arpino furent donc les adversaires principaux du Caravage, parce qu'ils condamnaient cette peinture anti-intellectuelle, empirique et qui se refusait à l'emphase.

En revanche, l'influence du Caravage fut très profonde, non seulement sur de nombreux Italiens comme Gentileschi, Manfredi et Saraceni, mais encore sur Rubens, Honthorst, Baburen, Valentin et La Tour. Ceux-ci apprécièrent cette méthode naturaliste qui « s'appuyait sur des modèles vivants et non sur des figures de convention » (Bellori) ; ils admirèrent la vigueur des couleurs, la science des contrastes, la violence des éclairages, l'âpreté des drames évoqués. En dépit des maniéristes, le Caravage, solitaire durant toute sa vie, devint, après sa mort, sans avoir cherché à l'être, un puissant chef d'école. Mais cette influence s'est surtout exercée grâce aux tableaux de l'époque romaine, dont les principaux sont : la *Vocation* et le *Martyre de saint Matthieu* (1598-1603), *Judith et Holopherne* (1599), la *Crucifixion de saint Pierre* (1601), la *Madone de Lorette* (1604), la *Madone des palefreniers* (1605-1606) et les *Pèlerins d'Emmaüs* (1606). Au contraire, la dernière partie de l'œuvre du Caravage, peinte en Italie du Sud, à Malte et en Sicile entre 1606 et 1610, ne fut connue, à l'étranger, que des peintres espagnols, en particulier de Ribeira. Cependant, les derniers tableaux du Caravage ne sont pas les moins originaux. Dans la *Flagellation du Christ* (1607), les *Œuvres de la Miséricorde* (1607), la *Décollation de saint Jean-Baptiste* (1608) et l'*Inhumation de sainte Lucie* (1608), le peintre marque de plus en plus sa préférence pour les sujets tragiques ; il s'éloigne du naturalisme de la période romaine pour évoluer vers un expressionnisme de plus en plus violent qu'annonçait déjà la *Mort de la Vierge*. Dans la *Flagellation*, par exemple, la lumière n'est plus répartie suivant les lois ordinaires de l'éclairage, mais en fonction du drame : elle est projetée violemment sur les bras et les jambes des bourreaux et sur le corps douloureux du Christ, qu'elle déforme à dessein. Dans les *Œuvres de la Miséricorde*, un personnage, par le jeu de la lumière, paraît se réduire à une jambe, un autre à un dos, un autre encore à un visage. M. Hinks pense avec raison que, si les dernières œuvres du Caravage avaient été plus connues à l'époque, elles auraient pu modifier profondément l'évolution de la peinture du temps.

Baucoup de tableaux religieux du Caravage ont été refusés par les églises et les couvents qui les avaient commandés : c'est le cas, par exemple, de la *Madone des Palefreniers*, de la *Mort de la Vierge* et de la *Madone du Rosaire*. Ces œuvres et plusieurs autres passèrent pour indécentes et indignes du sanctuaire. M. Hinks note, d'autre part, que le Caravage n'a exalté aucun des thèmes principaux de la Contre-Réforme : l'Immaculée-Conception, l'Annonciation, l'Assomption, la Descente de Croix, l'Eucharistie. Plutôt que la Cène, il a préféré évoquer le souper d'Emmaüs. A part saint François, il a peu représenté les saints des ordres religieux et s'en est tenu, en général, aux saints des temps apostoliques : saint Paul, saint Pierre, saint Matthieu. Doit-on en conclure, avec M. Hinks, que le peintre avait « une secrète sympathie pour les réformés » ? Il nous semble que l'auteur se départ ici de la prudence qu'il recommandait au début de son livre. Certes, le Caravage fut un non-conformiste par son esprit et par sa technique ; est-ce à dire qu'il se rapprochait secrètement des protestants ? Nous penchons plutôt pour croire qu'il appartenait déjà à ces générations qui se déchristianisaient sans le savoir et pour qui les thèmes religieux étaient surtout des prétextes. Le message du Caravage, nous semble-t-il, n'est ni catholique ni protestant ; il est un message de violence et de désespoir.

J. DELUMEAU.

Charles R. BOXER et Frazão DE VASCONCELOS. **André Furtado de Mendonça (1558-1610)**. Lisbonne, 1955 ; in-8° (23 × 16 cm.), 196 pages, ill. et cartes dans le texte et hors texte. (Publication de l'Agência geral de Ultramar, Divisão de Publicações e Biblioteca.)

Un travail signé du nom de Charles R. Boxer, en collaboration, ici, avec un historien portugais de grand mérite, ne peut être qu'un ouvrage de premier plan. Le *Furtado de Mendonça* ne déçoit pas ; il répond bien, et au delà, à ce qu'on attend. Pour donner toute sa signification à cette belle œuvre si éclairante d'un moment décisif du grand drame portugais, en ces années tragiques, à la charnière des xvi^e et xvii^e siècles, où le vent, contre la folle réussite des *fidalgos*, commence à tourner, il importe de la replacer dans une suite, dans la suite magnifique d'une grande œuvre de notre temps, l'œuvre historique de Charles R. Boxer. Jalonnant tous les points de la présence portugaise dans le monde — et pour se borner au plus important et aux seuls livres — en sept ans à peine, Charles R. Boxer nous aura donné, il est inutile de le rappeler aux lecteurs de la *Revue historique* : ses *Fidalgos in the Far East (1550-1700)*¹, l'irremplaçable histoire des Portugais en Extrême-Orient, vue de la place de Macao, sa *Jan Compagnie in Japan (1600-1850)*², l'histoire de l'influence culturelle de l'Europe, par le canal hollandais, dans un Japon que l'on croit un peu trop vite totalement replié sur lui-même, son *Christian Century in Japan (1549-1650)*³, la plus pénétrante étude qui ait jamais été consacrée au court moment du Japon chrétien. Faut-il ajouter sa contribution décisive aux *Mélanges Edgar Prestage and Fitz Gerald Bell*⁴, vue d'ensemble synthétique et éclairante de trois siècles de présence portugaise dans l'Océan Indien et en Extrême-Orient ? Mais il faut certainement mentionner dans les collections de la *Hakluyt Society*, ce chef-d'œuvre qu'est la *South China in the Sixteenth Century*⁵, tandis que, se tournant vers l'autre versant, le côté Atlantique de l'expansion portugaise, Charles R. Boxer nous donnait sous un titre trop modeste la plus belle histoire de l'Atlantique portugais au cours du xvii^e siècle⁶.

1. *Fact and Fancy in the history of Macao*. La Haye, Martinus Nijhoff, 1948, in-8° (23 × 17 cm.), xii-297 p. (16 planches et cartes hors texte).

2. *An Essay on the cultural, artistic and scientific influence exercised by the Hollanders in Japan from the seventeenth to the nineteenth centuries*. La Haye, Martinus Nijhoff, 1950, in-8° (23 × 17 cm.), xii-198 p. (17 pl. hors texte).

3. Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1951, in-8° (23 × 17 cm.), xv-535 p., cartes et planches hors texte ; prix : \$ 7,50.

4. *Portugal and Brazil. An introduction*. Oxford, Clarendon Press, 1953, in-8° (23 × 15 cm.), xii-414 p. *The Portuguese in the East (1500-1600)*, p. 185-247. Compte rendu P. CHAUNU, *Rev. histor.*, 1954, n° 4, p. 363-369.

5. Elle donne, éclairés avec une infinie sûreté, les textes de Galeote Pereira, Fr. Gaspar da Cruz, Martin de Rada, les trois classiques occidentaux de la Chine du demi-xvi^e siècle. Londres, 1953, in-8° (23 × 15 cm.), xci-388 p. Nombreux hors texte.

6. *Salvador de Sa and the struggle for Brazil and Angola, 1602-1636*. University of London, The Athlone Press, 1952, in-8° (23 × 15 cm.), xvi-444 p., 7 cartes, 8 hors-texte ; compte rendu Pierre CHAUNU, *Rev. histor.*, 1954, n° 4, p. 363-369, et, à son propos, H. et P. CHAUNU, *Annales E. S. C.*, 1954, n° 1, p. 44-54 : Autour de 1640. Politiques et économies Atlantiques.

Mais il faudrait parler encore des ouvrages antérieurs qui préparaient cette éclosion unique et somptueuse : *Commentaries of Ruy Freyre de Andrade 1647* (Londres, 1929) ; *Journal of*

En écrivant cette biographie, Charles R. Boxer aura voulu éclairer d'une manière concrète, en se situant au niveau d'un des acteurs du drame, les années décisives de 1598 à 1610, au cours desquelles l'océan Indien change de main — sous l'angle d'une colonisation à grand spectacle vue d'Europe, qui n'empêche pas, cela va sans dire, d'autres cheminements, plus décisifs et plus porteurs d'avenir, de se poursuivre au rythme plus lent, en profondeur, le cheminement de l'Islam dans le monde malais, par exemple. Le choix est d'autant plus heureux qu'il comble un vide bibliographique et, enfin, qu'André Furtado de Mendonça représente bien une espèce d'anachronisme, survivant en quelque sorte des grands vainqueurs d'un xvi^e siècle portugais plus militaire que diplomate. Le moment arrive, au xvii^e siècle, où, ayant perdu cette supériorité technique qui fit sa force au xvi^e, la présence portugaise réussira à se maintenir, plus modeste et au prix d'une plus grande souplesse, le militaire cédera la place au diplomate. Le temps de Furtado de Mendonça sera révolu.

Il ne reste plus qu'à suivre, avec Charles R. Boxer et Frazão de Vasconcelos les péripéties d'une vie riche et bien remplie, commencée à seize ans — on retrouve, une fois de plus, cette précocité d'un xvi^e siècle encore médiéval — en Afrique et qui se déroulera presque entièrement sur la brèche toujours aux endroits et aux moments les plus décisifs, à partir de 1576, dans l'océan Indien, sur la côte de Malabar, dans l'isthme de Malacca, dans la Sonde et aux Moluques.

Trois grands épisodes au moins : celui qui aboutit à l'écrasement du grand corsaire malabar, Mahomet Kunhali Marakkar, après une longue lutte sans merci, en 1600. Brutalité, certes, mais elle n'est pas à sens unique. Cet épisode nous révèle qu'au moment même où les Hollandais vont les chasser de leur domaine, les Portugais, après quels efforts, sont en train de régler son compte à une course musulmane qui, longtemps, a fait peser sur leurs communications une menace sérieuse sinon paralysante.

Le deuxième épisode, plus fameux encore, est celui de la grande *Armada* de la mer du Sud, partie de Goa, en 1601, pour aller desserrer l'étreinte qu'Anglais, mais surtout Hollandais, font peser sur Ternate, Amboine et les Moluques. C'est l'histoire d'un échec qui est maintenant mieux éclairée. Pour avoir quelque chance, il eût fallu que la contre-attaque fût coordonnée avec l'action menée des Philippines. C'était difficile ; les espaces sont trop grands, à l'échelle des moyens de communication et de transmission de la pensée, les deux empires ibériques trop uniquement juxtaposés, trop haineux et méfiants les uns envers les autres. Appelée trop tard — mais le Portugais se rappelait soixante ans au moins de revendications espagnoles sur « les épices » — l'aide de Manille sera inefficace.

Troisième épisode majeur : la belle défense de Malacca, dont Furtado de Mendonça est le héros (1605-1606). Certes, Malacca pourra bien rester portugaise trente-cinq ans encore, mais c'est bien à partir de 1605, en gros, que le détroit est embouteillé, que les morceaux de l'empire portugais d'Extrême-Orient, Goa, l'Isthme, les Moluques, Macao, cessent de communiquer librement entre eux. C'est là, à Malacca, que se brise l'empire, là que se produit cette faille qui assure la domina-

Naarten Harpertsoon Tromp, Anno 1639 (Cambridge, 1930) ; *Caron and Schouten's description of Japan and Siam 1636* (Londres, 1935) ; *Macao na epoca da Restauração* (Macao, 1942). Sans prétendre le moins du monde avoir épuisé par cette rapide énumération une des œuvres les plus fécondes de ces dernières années.

tion hollandaise et le court épisode de la prospérité philippine¹. Sachons gré aux auteurs d'en avoir si bien éclairé les modalités et les mouvements.

Grande, belle et digne histoire..., histoire spectaculaire, maltresse d'une conjoncture à grand terme, commandante et commandée..., tandis qu'en profondeur l'Islam continuait à s'assurer les victoires de demain.

Pierre CHAUNU.

Malcolm Cook McMILLAN. Constitutional Development in Alabama, 1798-1901 : A Study in Politics, the Negro, and Sectionalism. Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1955 ; 370 pages + bibliographie et index. Prix : 2 dollars 50. (The James Sprunt Studies in History and Political Science, vol. 37.)

Ce tableau de l'évolution constitutionnelle de l'État d'Alabama n'est pas seulement une étude des différentes constitutions qui l'ont régi depuis sa création, en 1819, jusqu'à l'année 1901. L'auteur a tenu à exposer les causes déterminantes de ces fréquentes révisions, qui, sur bien des points, ont acheminé l'Alabama vers une formule de gouvernement moins démocratique en 1901 qu'à l'origine.

Issu du Territoire du Mississippi, dans lequel il était d'abord englobé, érigé en Territoire distinct dès 1817, puis en État deux ans plus tard, l'Alabama se donna au début une constitution relativement libérale, puisqu'elle attribuait, chose presque exceptionnelle dans les États du Sud en 1819, le suffrage universel à la population blanche, qu'elle prévoyait en faveur des noirs une série de dispositions protectrices et fortifiait le pouvoir législatif au détriment de l'exécutif. A ces clauses libérales, il est vrai, d'autres s'ajoutaient, dans le domaine administratif et judiciaire, qui reflétaient des tendances plus conservatrices. Les discussions auxquelles la constitution donna lieu firent ressortir, en outre, l'opposition sectionnelle qui, déjà, se manifestait entre la partie nord du nouvel État, composée de blancs peu fortunés, et la partie centrale et méridionale, où se formait une société de planteurs dominant une nombreuse population d'esclaves noirs. Dans les années ultérieures, les libéraux attaquèrent le côté conservateur de la constitution, s'efforçant de l'atténuer par voie d'amendement. Mais, simultanément, l'aristocratie des planteurs se renforçait et imposait la puissance politique du « black belt » : c'est ce qui explique que l'Alabama ait été entraîné dans la guerre civile, malgré l'opposition des blancs de la partie nord, hostiles à l'idée de la sécession.

La période de la Reconstruction, fatalement, fut une période de réaction radicale, et la constitution de 1868 modifia profondément la structure de l'Alabama en conférant aux nègres l'égalité des droits civils et politiques, en subordonnant la désignation des juges et des agents exécutifs au choix des électeurs, en prévoyant des crédits plus importants pour les écoles, en établissant le principe que le pouvoir émane du peuple, sans distinction de couleur ou d'instruction. Cette orientation démocratique fut de courte durée puisque les années de la Reconstruction, conformément au processus habituel aux États du Sud, furent suivies d'un retour offensif des « Bourbons » conservateurs, lesquels, exploitant les excès commis par les radicaux, purent grouper de nombreux partisans autour du mot d'ordre « White Supremacy ».

1. P. CHAUNU, Le Galion de Manille, *Annales E. S. C.*, 1951, n° 4, p. 447-462.

Ce fut le début d'un mouvement dirigé au premier chef contre les noirs, visant à les priver par des artifices légaux des droits politiques que la Reconstruction leur avait reconnus, mais destiné aussi à restreindre la politique des dépenses publiques inaugurée par le gouvernement des radicaux. Amorcé en 1875, ce mouvement ne prit toute son ampleur qu'à la fin du XIX^e siècle, à la suite de l'activité politique que les nègres manifestèrent sous l'influence du populisme. Il aboutit, en 1901, à l'incorporation dans la constitution de l'Alabama d'une série de dispositions qui limitèrent étroitement le droit de suffrage de la population noire ; dispositions dont les éléments de couleur ne furent pas les seules victimes, car elles éliminèrent du droit de vote un grand nombre de pauvres blancs illettrés. C'était la négation du principe démocratique du suffrage universel : la « suprématie blanche » se retranchait dans l'Alabama aussi solidement que la suprématie de la « Démocratie des Bourbons ».

Cette régression démocratique s'exprime, en fait, sous bien d'autres aspects, que M. Malcolm Cook McMillan examine avec le même souci de documentation et d'objectivité. L'ouvrage est extrêmement dense, et il constituera, pour l'étude de l'évolution sociale et politique de l'Alabama, un guide sûr et intelligent.

Marcel GIRAUD.

Neil Adams McNALL. *An Agricultural History of the Genesee Valley, 1790-1860*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1952 ; 254 pages + bibliographie et index.

Reynold M. WIK. *Steam Power on the American Farm*. Ibid., 1953 ; 258 pages + bibliographie et index.

La colonisation de la vallée de la Genesee n'est qu'un épisode de la mise en valeur des confins de l'Ouest américain. La population qui a occupé la région, originaire de la Nouvelle-Angleterre, s'y est portée après les années de la révolution américaine, dans l'espoir d'y trouver des terres à bon marché, où elle connaîtrait un sort meilleur que dans les États atlantiques. La vallée de la Genesee, longtemps ignorée, devint alors la terre promise de tous les mécontents désireux d'abandonner un secteur trop peuplé dont les sols riches semblaient définitivement épuisés.

L'ouvrage de M. McNall étudie longuement les conditions dans lesquelles s'est effectuée la prise de possession, le système de location des fermes institué par les propriétaires de vastes étendues de sol arable, qui permettait aux tenanciers pauvres d'entreprendre la culture d'une terre qu'ils n'auraient pu acquérir faute de capitaux. L'adaptation des « New Englanders » était facilitée par le fait que l'économie de la Genesee différait peu de celle de leur pays d'origine. Les fermes y étaient d'égales dimensions, et, si le blé tenait plus de place, le maïs constituait dans les deux cas la culture de base. Les procédés agricoles étaient les mêmes. Les profits étaient médiocres, à cause de l'insuffisance des voies de communication et, par suite, de la rareté des débouchés. Mais l'ouverture du canal de l'Érié, puis du canal de la vallée de la Genesee, modifia profondément la situation. Désormais, les villes de la côte atlantique purent recevoir aisément les productions de l'intérieur, et la demande accrue dont celles-ci devinrent l'objet détermina un rapide accroissement des surfaces cultivées en blé.

Pendant plusieurs années, la vallée de la Genesee conserva la réputation d'une

terre à blé. C'est seulement vers la fin de la décade 1830-1840 que la concurrence des États de l'Ouest et l'amointrissement de la fertilité de la région obligèrent les fermiers de faire une place plus considérable à l'élevage du bétail et à la production des fruits et des légumes. Une certaine diversité s'introduisit ainsi dans une économie qui, dès le début, avait révélé une tendance excessive à la spécialisation.

Simultanément, le système des fermages en nature et à long terme était remplacé par des baux annuels en argent. Mais la famille des Wadsworths, qui, au début de la colonisation, avait acquis de grands domaines dans une pensée de spéculation, conservait ses immenses propriétés, en sorte que, aujourd'hui, la région de la Genesee est essentiellement occupée par une population de tenanciers, ce qui n'est pas une de ses moindres originalités.

Le livre, sérieusement documenté, forme une excellente étude de l'évolution économique d'un secteur limité de la frontière américaine dont la structure sociale est encore étroitement liée à celle de ses origines.

Trop technique de conception, l'ouvrage de M. Reynold M. Wik, qui figure dans la même collection, n'aura qu'un faible intérêt pour les historiens. Les économistes y trouveront des données utiles sous forme de tableaux statistiques. Mais les vues d'ensemble sont trop rares, les répercussions générales du progrès du machinisme dans les campagnes trop sommairement exposées pour que se dégage le sens historique que le livre aurait pu avoir.

M. GIRAUD.

Claude FOHLEN. L'industrie textile au temps du Second Empire. Paris, Plon, 1956 ; in-8°, 534 pages, cartes et diagrammes.

Claude Fohlen a tenté une synthèse, à l'échelon national, du tournant de l'industrie textile au XIX^e siècle. La soie, « matière de luxe » aux problèmes particuliers, est laissée de côté ; c'est le destin du *roi coton* qui détermine la péripiétie. Les limites chronologiques sont celles du Second Empire ; je ne trouve pas cela absurde dans la mesure où le travail aide à définir et à expliquer ce régime politique par ses « dessous » économiques : organisation difficile d'un marché national à travers la nouvelle politique douanière, la crise cotonnière de 1862-1865, la « grève du milliard » des années 1866 à 1870. Aussi bien le conflit franco-allemand fournit-il un point d'aboutissement indiscutable, puisque l'annexion imposera un nouvel équilibre. Le point de départ est plus flou. En fait, le travail commence avec les années 60. La période 1850-1860 est assez sacrifiée, peut-être parce que les peuples heureux sont sans histoire. Mais l'auteur sait mieux que nous l'importance de la crise de 1846-1848. La transformation étudiée s'est produite au moins en deux phases, dont seule la seconde nous est vraiment exposée.

L'ouvrage comporte deux livres « statiques », fresque de l'industrie textile à la fin des années 50 ; puis deux livres « dynamiques » déroulent le film dramatique des années 60. Le premier livre constitue une étude du patronat textile et des activités qu'il a créées : capitalisme et structure commerciale. Les hommes sont évoqués avec bonheur : ces industries sont la création de familles dans le cadre d'un terroir. L'autofinancement est de règle, et c'est pourquoi on s'intéresse aux bénéfices plus qu'à la production ; un recours au crédit est-il inévitable, on s'adresse à des maisons locales. Des traits communs à toutes ces familles s'accusent, qu'il s'agisse des réformés de l'Est ou des catholiques du Nord : labeur,

fragilité, simplicité ; les enfants, nombreux, sont employés dans l'entreprise ; on se marie entre soi. Ces grandes mœurs, que font revivre dans leurs œuvres un Mauvois ou un Schlumberger, sont celles des patriciens de Mulhouse ou de Suisse, qui remontent au XVIII^e siècle, ou celles des « marchands » du Nord devenus manufacturiers au XIX^e siècle. Il y a aussi, avec de moins grandes mœurs, les spéculateurs, fréquents en Normandie : on a une ou plusieurs filatures comme on aurait autre chose, pour gagner de l'argent, bien vivre et faire du bruit dans le monde. Pouyer-Quertier représente assez bien ce type. Le financement, l'organisation commerciale sont retracés avec beaucoup de précision et d'intelligence pratique : c'est vraiment ainsi que marche une affaire. Le deuxième livre présente une géographie textile vers 1850. Son caractère est la dispersion (ce qui ne facilite ni les recherches ni l'exposé). De grands traits se dégagent, toutefois. Paris n'est plus un centre et les manufactures ont tendance à se localiser au nord d'une ligne Cholet-Belfort et à circonscrire trois régions-pilotes : Normandie, Nord, Alsace. La « fabrique » domine encore l'industrie : ensemble de commerçants qui achètent la matière première ou les filés et les distribuent à des ouvriers groupés en petits ateliers ou travaillant en chambre, en ville ou à la campagne. La « fabrique » se groupe autour d'une ville où se pratique la filature et où se concentrent les transactions. La filature est réalisée en usines situées près de l'énergie hydraulique ou des voies de communications par lesquelles arrive le charbon. L'Ouest et la Champagne perpétuent, avec une difficulté croissante, l'artisanat rural : ce sont les industries « résiduelles ». La région lyonnaise du Massif Central, la Normandie, l'Est constituent les régions où l'industrie a été « implantée » par le capitalisme ; enfin, les régions « polyvalentes » du Nord et de la Picardie cumulent le travail, longtemps traditionnel, des différents textiles. En quelques pages, cette géographie constitue une véritable somme qui procurera au lecteur une commode initiation.

Suit l'exposé de la « famine du coton » consécutive à la guerre des États-Unis. Elle provoque le marasme des districts cotonniers (Normandie, Beaujolais, Vosges et Alsace) et, par compensation, la prospérité des secteurs lainiers (Nord, Champagne) et liniers (Flandre et Picardie). « Un nouvel équilibre s'instaure qui se prolonge par delà la crise. Le Nord... tira profit de sa « polyvalence », tandis que la Normandie, plus spécialisée, souffrit davantage et ne se remit jamais du coup qui lui fut porté. » A la vérité, le coton ne fit pas vraiment défaut. Sa rareté permit à la spéculation de se donner libre cours et les prix atteignirent un niveau incompatible avec les possibilités financières des entreprises les moins solides et de beaucoup de consommateurs. « En novembre 1862, il fallait consacrer à l'achat de cent kilos de coton une somme quatre fois supérieure à celle nécessaire vingt mois plus tôt. » La « famine de coton » se résoud en crises financières locales qui culminèrent au début de 1863. La politique douanière les influença surtout par la peur qu'elle provoqua dans les milieux patronaux, mais les difficultés alimentaires de 1861 et 1862 ont joué un rôle plus réel. Le tissage à bras (qui subsistait encore en de nombreuses régions) fut la grande victime, mais, dans l'ensemble, une sélection s'opéra en faveur des régions les plus fortes en capitaux. Par contre, la crise a provoqué l'essor des industries lainière à Roubaix et à Reims et linière à Armentières. C'est la Flandre qui a profité au maximum de cette activité de compensation.

Le marché des matières premières s'est trouvé modifié : la part de l'Inde et de

l'Égypte s'est accrue, mais la contribution des États-Unis demeurera primordiale, ce qui explique le trouble persistant du marché cotonnier jusqu'en 1870. L'industrie linière a commencé à dépendre des importations russes ; l'industrie du jute est apparue ; surtout, l'approvisionnement en laine dépendra désormais de l'hémisphère austral. On notera l'impuissance de l'Algérie et du Sénégal à fournir un appoint valable.

La guerre prend fin, mais le marasme persiste de 1866 à 1870, en dépit de l'amélioration éphémère de 1868 : chute des prix, encombrement du marché sur lesquels brochent l'influence du haut tarif américain et de la crise politique en Europe. Le malaise économique et social s'exprime dans la campagne d'opposition aux traités de commerce et même à l'Empire qui réunit temporairement ouvriers et patrons. Enfin, les grèves éclatent à Roubaix (mars 1867) et à Mulhouse (juin-juillet 1870). Sur ce point, il y aura encore à faire. La révolte apparaît sans doute en 1867 parce que, quatre ans plus tôt, l'Empire était encore populaire et redouté. Néanmoins, une étude plus circonstanciée de la main-d'œuvre resterait possible. Comment ont évolué ses sentiments ? Comment s'est-elle répartie ? La sociologie électorale, la démographie pourraient apporter leur contribution. De même pour le patronat : certains des filateurs de l'Est sont des opposants de toujours ; beaucoup d'autres le sont devenus. On souhaiterait des précisions complémentaires. Il est vrai que ce serait un nouveau livre à écrire. La conclusion, c'est la décadence des industries textiles rurales. Il est vrai qu'elle avait commencé avant 1851 et qu'il a bien dû en subsister encore après 1870. Néanmoins, les années 60 ont certainement marqué la phase essentielle. C'est de cette période que date la structure actuelle des industries textiles. Et c'est ce qui justifie le titre de ce livre bien composé, bien écrit, intelligent — et pas seulement au sens livresque du terme — adroit, qui opère une synthèse dans l'ordre économique et ouvre vers l'histoire sociale des perspectives qui seront certainement suivies. Une vétille : p. 353, note 44, le colonel *Lapasse* n'est-il pas le colonel *Lapasset*, bien connu des historiens de l'Afrique du Nord ?

LOUIS GIRARD.

Francis WILLIAMS. *Dangerous estate*. Londres, Longmans, Green and Co, 1957 ; 304 pages. Prix : 24 s.

L'histoire de la presse britannique, telle que la présente Francis Williams, sacrifie le secondaire à l'essentiel. De son évolution idéologique et économique comme de ses relations avec la politique, il ne retient que les seuls faits qui aient marqué sur elle. Parmi eux, les uns sont connus, inscrits et commentés dans toutes les histoires d'Angleterre ; beaucoup d'autres, qui n'avaient pas encore reçu le relief que leur donne l'auteur, contribuent à expliquer la place considérable tenue par les journaux dans la vie politique, sociale et intellectuelle britannique.

La naissance de la presse quotidienne (*the Daily Courant*, 1702) a précédé de peu le magnifique essor du journalisme de qualité dont Swift, de *Foe*, *Steele* et *Addison* ont été les héros inégaux. L'analyse du *Spectator* (après celle du *Tatler*), qui fut quotidien pendant un an et dix mois (*Addison* rédigea 274 numéros et *Steele* 236) révèle « l'une des plus profondes vérités journalistiques » : celui qui veut avoir de l'influence sur le public doit d'abord apprendre à le distraire. Car les deux écrivains ne se bornaient pas à consacrer des articles aux grands sujets, ils abordaient aussi

ceux qui, aujourd'hui, assurent le succès des magazines : superstitions populaires, songes, jardins, loteries, « différences de tempérament entre les sexes », coiffures de dames, « futilités françaises »...

Pourquoi le journalisme anglais n'a-t-il pas continué à progresser dans cette voie? Pourquoi est-il devenu la proie de la « vénalité et de la corruption »? La force nouvelle qu'il dégageait avait provoqué la jalousie des forces solidement implantées. D'où, pendant près d'un siècle et demi, l'opposition de la classe dirigeante à son expansion. Cette opposition — qui n'est jamais allée jusqu'à recourir à la censure — s'est manifestée par l'augmentation du droit de timbre, la pratique des subventions secrètes, le refus d'un libre accès aux sources d'information.

Le *Times* contribua beaucoup, au milieu du XIX^e siècle, à la réputation, souvent fondée, d'indépendance, de respectabilité et de puissance effective qui fut celle de la presse britannique dans son ensemble. On connaît la polémique du début de 1852 entre lord Derby et les dirigeants du *Times* qui, dans des éditoriaux encore d'actualité, définissent les « objectifs et les devoirs » des hommes d'État et des journalistes.

Le droit pour un journal d'imprimer tous les faits et « non simplement ce que souhaiteraient les gouvernants » paraissait au *Times* le fondement de la « responsabilité indépendante ». Cette conception, alors hardie, est devenue un truisme... mais, Williams le fait remarquer dès les premières pages et le démontre par la seconde partie de son ouvrage, l'admission par tout le monde de ces principes n'a pas eu pour la presse les conséquences heureuses qu'on espérait.

Car était survenue la révolution industrielle et commerciale qui a bouleversé et bouleverse la presse, entraîne sa concentration et la disparition d'organes de qualité et de poids. De 1919 à 1956, si le tirage global des journaux a plus que triplé, 7 quotidiens londoniens et 225 journaux de province ont disparu. Dans la plupart des villes où avaient existé des quotidiens concurrentiels, on n'imprime plus qu'un seul journal.

Francis Williams — qui évoque, en passant, la haute stature des maîtres de la presse au XX^e siècle, géants vulnérables — attribue cette situation à la « pression économique » et aussi au « conformisme de goût » du public anglais.

Livre-clé, *Dangerous estate* a été rédigé par un homme ayant compris, assimilé et appliqué la règle d'or du *Spectator* que nous avons rappelée.

Jacques KAYSER.

Général WEYGAND. *Mémoires*. T. II : *Mirages et réalité*. Paris, Flammarion, 1957; in-8°, 522 pages.

Le second tome des mémoires du général Weygand paraît le dernier puisque des raisons de justification ont amené la parution antérieure du troisième volume : *Rappelé au service*. On est en droit de penser que les mêmes préoccupations tiennent une large place dans les pages qui viennent de paraître et sont consacrées aux années séparant les deux guerres mondiales. La première partie, intitulée l'armistice et la paix, reprend l'essentiel de l'argumentation déjà exposée dans l'étude sur Foch, dans laquelle le général Weygand exaltait les efforts du maréchal pour assurer après la victoire la sécurité du pays et la paix de l'Europe par l'établissement de la frontière sur le Rhin. On peut cependant se demander dans quelle mesure cette prise de position, encore plus nette peut-être dans les pages les plus

récentes, ne vient pas en partie du souci d'amorcer un plaidoyer *pro domo* : il n'est jamais inutile de signaler que n'est pas réalisée une condition préalable d'une tâche qu'on aura à assumer ; le mérite est plus grand en cas de réussite et l'échec est en partie compensé par l'exactitude des pronostics. La seconde partie, retraçant les conditions de la Campagne de Pologne en 1920, constitue une mise au point intéressante des vicissitudes de la mission française et des épisodes qui aboutirent en fin de compte à l'arrêt de l'offensive de l'armée rouge. Une partie importante, près d'une centaine de pages, rappelle les conditions de l'action du général Weygand au Levant et les complications diplomatico-théologiques qui se mêlaient étroitement aux affaires politiques.

Le plus grand nombre des pages, cependant, est consacré aux années pendant lesquelles le général Weygand siégea au Conseil supérieur de la Guerre. Elles laissent une impression un peu gênante : si tous les officiers que rencontra le général Weygand, et à l'avancement desquels il ne demeura sans doute pas étranger, sont présentés comme des généraux d'une valeur certaine, d'un patriotisme assuré et lucide, d'une technique éprouvée, si les projets les plus divers, dans tous les domaines de la défense nationale, furent toujours étudiés avec clairvoyance et si leur intérêt fut signalé en temps utile aux dirigeants civils, le portrait que le général Weygand trace de ceux-ci laisse une toute autre impression : s'il se trouve des diplomates aimables, il rencontra peu d'hommes politiques intelligents ; on ne peut se défendre d'une certaine inquiétude en voyant qu'en somme Maginot et, dans une moindre mesure, Tardieu furent les seuls à comprendre quelque chose aux problèmes de la défense nationale en tenant compte des suggestions des techniciens militaires. Les autres ne firent qu'accumuler les concessions facilitant le réarmement allemand et préparant une revanche qui devait normalement choisir l'adversaire le plus faible et le plus rentable pour victime : Briand, qui, avec Chamberlain, permit à l'Allemagne de gagner la paix en la faisant rentrer à la Société des Nations, est assurément le plus maltraité de tous.

On peut toutefois se demander quelle fatalité assura, en fin de compte, aux unités blindées ou simplement motorisées (il est inutile de reprendre ici les contestations entre la valeur des unes et des autres, des D. I. M., D. L. M. et D. C. R. du procès de Riom) une part assurément moindre des crédits militaires que la place qu'elles tinrent dans les réflexions, et dans les mémoires, du général Weygand, mais il s'agit peut-être de ces problèmes qui relevaient du contrôleur général de l'armée, qui semble avoir été (p. 400-401) un personnage d'une puissance étonnante avant d'être un des inculpés de la procédure exceptionnelle du gouvernement de Vichy.

Jean VIDALENC.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — P. GEYL. *Gebruik en misbruik der geschiedenis* (Groningue et Djakarta, J.-B. Wolters, 1956, 76 p.). — Ce livre est la réédition de conférences prononcées par l'auteur à l'Université de Yale, en 1954, et déjà publiées en langue anglaise. Il fait suite à une série d'autres études sur le rôle de l'histoire. Une première partie évoque comment celui-ci a été conçu depuis l'Antiquité chrétienne jusqu'à la Révolution française ; ensuite l'auteur définit le XIX^e siècle « siècle de l'histoire », ou plutôt de « l'historisme », surtout en Allemagne. Par cette réserve, il entend dire que, si l'histoire a été alors très en honneur, elle a été souvent sollicitée par les auteurs de grands systèmes philosophiques : Hegel, Marx, Nietzsche.

Le fin du livre est consacrée au problème actuel de l'histoire. La science historique, ayant fait beaucoup de progrès, exige de ceux qui la pratiquent une spécialisation croissante. Aussi le temps n'est-il plus aux « faiseurs de systèmes » (à ce propos, l'auteur rappelle la polémique qui l'opposa à A. J. Toynbee), mais cela ne veut pas dire que l'histoire soit condamnée à ne plus avoir de sens. Elle reste la grande école des relations humaines, la science qui lutte pour dégager la vérité des mythes. Ceux-là mêmes qui, comme Sartre ou Valéry, passent pour des contempteurs de l'histoire n'en combattent au fond que le mauvais usage.

J. GODARD.

— Nous avons reçu deux nouvelles histoires des doctrines politiques contemporaines, conçues sous la même forme : introduction explicative, choix de textes pris parmi les auteurs représentatifs. Le recueil de O. H. Von der GABLENTZ, *Die politischen Theorien seit der französischen Revolution* (Köln und Opladen, Westdeutscher Verlag, 1957) est de caractère général ; celui de R. von ALBERTINI, *Freiheit und Demokratie in Frankreich. Die Diskussion von der Restauration bis zur Résistance* (Freiburg und München, Verlag Karl Alber, 1957) n'a trait qu'à des œuvres françaises. Les classifications du premier ouvrage m'ont paru singulièrement arbitraires et manquer de fil conducteur : impossible de mettre sur le même pied les doctrinaires et les hommes d'État, qui ne font que défendre une politique. Nous avons beaucoup apprécié, par contre, le recueil de v. Albertini, qui, destiné à un public allemand, remet les choses au point : J. Bainville n'est point le représentant de l'historiographie française ; Alain, Péguy, les auteurs de la Résistance sont présentés sous un jour original ; un effort méritoire est fait pour faire comprendre aux étrangers les nuances du radicalisme. Un excellent travail et qui rendra de grands services !

J. DROZ.

— Georges BURDEAU. *La démocratie, essai synthétique* (Bruxelles, Office de Publicité, s. d., 115 p.). — Professeur à la Faculté de droit de Paris et directeur de l'Institut des Hautes-Études françaises en Égypte, M. G. Burdeau a voulu dans son essai proposer une étude à la fois constitutionnelle et philosophique

des divers types de démocratie. Il associe dans ses chapitres une étude des diverses interprétations de la notion de liberté, des définitions du peuple dans la démocratie avant d'examiner l'exercice du pouvoir du peuple dans les divers types de démocratie, l'évolution de la démocratie politique à la démocratie sociale, les transformations des conditions de la vie politique en liaison avec la socialisation de la démocratie, la démocratie pluraliste, la démocratie marxiste et d'étudier enfin les diverses techniques gouvernementales, le pouvoir « ouvert » admettant l'existence d'une opposition et le pouvoir « clos » procédant « d'une volonté populaire, dont la substance est définitivement fixée », évoluant selon ses propres règles dans un monde où la divergence d'opinion devient une hérésie.

Jean VIDALENC.

— La collection *Scrittori di storia*, que dirige M. F. Chabod, vient de s'enrichir d'une traduction par M. Armando SAITTA, professeur à l'Université de Pise, l'un des plus actifs et méritants professeurs d'histoire moderne, du livre bien connu, de François GUIZOT, *Storia della civiltà in Europa* (Torino, Einaudi, 1956, in-8°, LXXV-262 p. ; prix : 1.800 L.). La personne, l'œuvre, le rôle scientifique de Guizot sont bien connus, depuis les travaux de M. Pouthas, dont s'est abondamment et heureusement servi M. Saitta. Mais celui-ci a utilisé pour son introduction une très riche bibliographie qui élargit singulièrement les bases du sujet et apporte à la connaissance des œuvres de Guizot ou de celles qui ont servi à son élaboration, au début du XIX^e siècle, quand le jeune professeur commençait son enseignement à la Sorbonne, des enrichissements fructueux et successifs. C'est sur la sixième édition, parue en novembre 1855, de l'*Histoire de la civilisation* que M. Saitta a établi sa traduction, augmentée d'un passage utile tiré de l'édition d'avril 1840, et M. Saitta a eu soin de tenir compte des quelques corrections admises par l'auteur au cours de ses révisions successives. Œuvre magnifique pour son temps, et tellement intelligente pour le nôtre, dont les quatorze chapitres s'efforcent de ramasser et d'analyser les faits et les textes — quelquefois traduits — où se décèle une longue et complexe évolution qui part de l'empire romain, et de ce qui l'a précédé, pour aboutir à la fin du XVIII^e siècle. Bien sûr, il n'a pas été possible à Guizot de donner à chacun des pays du monde, essentiellement de l'Europe, un même développement, mais ses classifications sont raisonnables et acceptables, et l'on comprend qu'à l'histoire de l'Angleterre moderne il ait donné le développement de toute une leçon, comme à celle de la France après Louis XI, et surtout depuis Louis XIV, jusqu'au développement de la philosophie encyclopédique. Telle quelle, cette histoire d'un long progrès humain est une leçon de belle énergie, qui a eu sur les destinées de la pensée libérale de nombreux penseurs européens une action formatrice essentielle, et nous félicitons M. Saitta d'avoir, par sa traduction d'une si belle œuvre et son introduction personnelle, contribué à la connaissance scientifique d'un grand courant de l'idéologie moderne.

— Raffaello MORGHEN. *Profilo storico della Civiltà europea* (Palermo, 1958, in-8°, 758 p.). — M. Morghen enseigne à l'Université de Rome l'histoire du Moyen Âge. Chancelier de l'Académie des Lincei, il gère les intérêts spirituels de celle-ci avec une conscience à laquelle cette illustre compagnie rend l'hommage dû. Son affabilité est reconnue par tous et j'avoue qu'une des raisons de détester l'état de maladie que je subis, c'est qu'il me prive du plaisir de voir commodément à

Rome le professeur Morghen et les siens. Mais je garde en retour le droit de recenser ce livre de M. Morghen, inhabituel à son enseignement, que j'aurais aimé traduire et qui est, à mon sens, une remarquable réussite personnelle.

La matière de cet important manuel se répartit en soixante-quinze chapitres, assortis d'un état chronologique des principaux événements de l'histoire d'Europe et d'un index général des noms propres. Pas de bibliographie d'ensemble, mais, pour chaque chapitre, M. Morghen a mis sur pied une « note bibliographique » qui contient les ouvrages modernes les meilleurs, avec leurs caractéristiques bibliographiques. L'étude critique à laquelle je me suis appliqué des parties les plus modernes de ce manuel m'ont amené à conclure que l'auteur connaît exactement les questions qu'il traite, les faits indispensables à une connaissance logique et objective des événements eux-mêmes et les liens qui unissent les uns aux autres les faits susceptibles d'être systématisés. Dans l'ensemble, c'est donc un livre savant, clair et complet, et par là même d'une utilité incontestable pour les spécialistes attachés à l'étude d'une période de l'histoire humaine ou d'une catégorie de phénomènes historiques relevant d'une partie propre de la sociologie la plus vaste : société, économie, technologie, religions, arts, littérature, philosophie, tout est cité par M. Morghen avec les termes qui conviennent pour le développement proportionné qui convient.

J'ai négligé de dire que la préface de M. Morghen à son volume a un objet particulier auquel je dois rendre grâce : l'objet même de l'histoire est défini par lui par quelques phrases lapidaires, à quoi s'ajoute la bibliographie générale de la méthodologie de l'histoire et de l'historiographie. J'aime aussi beaucoup ce choix d'œuvres de consultation, cette liste de recueils de sources, de collections d'histoire générale, ce choix de revues historiques classées par pays qui clôt cette brillante et riche préface.

Je veux terminer en disant que ce manuel prend l'Europe, non pas au temps des cavernes de Rouffignac, mais à la fin de la civilisation ancienne, quand se dégagent les nouveaux facteurs de la civilisation propre au Moyen Âge, et qu'il est mené jusqu'à la crise européenne qui a suivi la fin de la première guerre mondiale, quand l'entrevue de Munich annonce le prochain déclenchement de la seconde guerre mondiale. La désorganisation de l'empire carolingien, les bases économiques de la société féodale, la féodalité et la chevalerie, la société des Communes, Justinien et son programme de restauration impériale, l'Islam, l'ère de Grégoire VII, celle de Frédéric II, la papauté d'Avignon, humanisme et renaissance, la Réforme et la Contre-Réforme, l'ère de Louis XIV, la formation des grands empires coloniaux, la Révolution française, les mouvements de 1820-1821 et la lutte entre révolution libérale et Sainte-Alliance, la révolution de 1848, et je n'énumérerai pas tous les chapitres qui mériteraient encore d'être cités parmi ceux qui, à mon sens, ont une valeur individuellement incomparable. J'ajouterai qu'à l'histoire propre de l'Italie, et plus exactement à celle du Risorgimento, le livre de M. Morghen fournit une très appréciable contribution.

De la sorte, je suis amené à conclure que le *Profilo storico della civiltà europea* est un livre de haute qualité, qui révèle de la part de son auteur des connaissances spéciales et générales qui font honneur à sa culture propre ainsi qu'à l'école historique dont il est un des ornements les plus certains.

— M. L. C. B. SEAMAN a, dans un petit livre intitulé *From Vienne to Versailles* (London, Methuen, 1955, in-8°, 216 p.), voulu donner un tableau exact et complet

de l'histoire politique et diplomatique de l'Europe au XIX^e siècle. Et, de fait, ce résumé, inquiétant dès l'abord, offre dans plusieurs de ses quinze chapitres une certaine originalité. Le plan pourrait prêter à la critique, avec la place donnée à la Révolution, s'insérant entre la guerre de Crimée et la « période de frustration », c'est-à-dire 1815-1848. A partir du Second Empire, les choses sont mieux établies, encore que l'auteur donne une place proportionnellement trop vaste à la politique anglaise ; mais cela tient à l'usage trop grand qu'il a fait des sources britanniques, ainsi que le révèle sa bibliographie, car ce petit livre a une bibliographie, un index et d'heureuses cartes.

— La Petite Bibliothèque sociologique internationale, que dirige M. A. Cavillier, s'est enrichie d'une traduction par M^{me} Pauline ROLLET du livre de M. Karl MANNHEIM, *Idéologie de l'utopie* (Paris, Rivière, 1956, in-18, 227 p. ; prix : 600 fr.). M. L. Wirth, président de l'Association internationale de Sociologie, a écrit l'introduction de cet ouvrage, qui, bien que réduit à un fort extrait de l'ouvrage paru en 1952 en anglais, constitue une contribution importante à la théorie de la connaissance en ce qui touche la pensée sociale, tentant de s'exprimer en une période de chaos et de déséquilibre qui a été celle où a écrit Mannheim, victime du nazisme. Les règles auxquelles obéit la formulation d'une proposition objective, celles qui mènent au parti pris, ont joué dans l'historiographie allemande un rôle important, et les œuvres de Marx, Weber, Sombart, Troeltsch fournissent, à cet égard, des exemples multiples, après le marxisme lui-même, et l'on peut considérer comme utopique un état d'esprit qui est en désaccord avec l'état de réalité dans lequel il se produit. L'utopie de la bourgeoisie ascendante a été essentiellement la liberté, idée concomitante et en partie contradictoire de l'égalité. Mais il y a aussi une utopie du conservatisme, comme il y en a une du socialisme et du communisme.

— Harold NICOLSON. *Good behaviour being a study of certain types of civility* (London, Constable and Co, in-8°, 293 p., illustr.). — L'auteur aborde un sujet complexe et difficile, en essayant de déterminer les raisons qu'ont eu certaines formes de civilisations d'adopter telles ou telles formes de manières en abordant leurs relations avec certains groupes internes ou externes. En partant de l'époque du pithécantrophe et en suivant les modes de tenue des hommes jusqu'à nos jours, M. Nicolson fournit une documentation de type sociologique et artistique considérable et il essaie de suivre les raisons qui ont fixé en « étiquettes » certaines des manières mondaines adoptées à telle ou telle époque ou dans tel ou tel pays. Le cérémonial turc, persan ou chinois, l'étiquette de la cour d'Espagne ou de France, la politesse des Américains pas plus que les Grecs ne sont oubliés dans cette revue des politesses — et l'idéal de perfection humaine — *kalos kagathos* — combine des qualités physiques, intellectuelles, esthétiques et morales. A Rome l'emportera l'idéal de la *gravitas* ; les barbares ne s'intéressent pas aux règles de la vie polie, pas plus que les chrétiens, épris de vie surnaturelle, et c'est seulement par une évolution lente que, dans un monde de brutalité, apparaît la chevalerie, avec les cours d'amour et la poésie délicate des troubadours, tandis que la société anglaise se soumet aux prescriptions de manuels qui vont, avec le *De Civilitate* d'Érasme, prendre un caractère de généralité et d'obligation, tandis que *Il Cortigiano* de Castiglione précise dans des éditions multiples les lois auxquelles doivent se soumettre les cours. C'est, préparé par les délicatesses de l'Hôtel de Rambouil-

let, qu'apparaît, au siècle de Louis XIV, la perfection presque complète qu'est l'honnête homme. Mais l'Angleterre et les pays teutons atteignent, par le romantisme et la *Gemütlichkeit*, d'autres aspects de la politesse, qui subira d'autres transformations au cours du XIX^e siècle. Mais ce qui manque d'essentiel dans le livre de M. Nicolson, c'est la contre-partie de toutes ces politesses et de toutes ces manières en voie d'affinement : les brutalités sanglantes des guerres civiles, les horreurs de la vie commune à Versailles, les sombres journées de la Terreur, l'envers intellectuel du snobisme, la pauvreté morale de tant de règles d'étiquette : les nombreuses citations du livre auraient sans doute gagné en valeur démonstrative à se heurter au franc-parler des non-raffinés des classes populaires !

— *A l'assaut du ciel*, par M. Ernst HEINKEL, publié par M. Jürgen THORWALD, préfacé et traduit de l'allemand par M. Jean-R. WEILAND (Plon, 1955, in-8°, XXV-285 p., illustr.), est un livre consacré à l'histoire de l'aviation allemande et à la biographie d'un des constructeurs les plus connus d'Allemagne. Monoplane, hydravions, avions de transports rapides, turbo-réacteurs, chasseurs de nuit, chasseurs à réaction, Heinkel a sans cesse remis en chantier ses modèles. Né, en 1888, dans une région wurtembergeoise particulièrement fertile en créateurs de machines mouvantes, Daimler, Bosch, Zeppelin, il avait des dispositions personnelles qui furent bientôt accaparées par la maison Albatros et la fabrique autrichienne Castiglioni. La guerre de 1914 devait activer la construction des avions, et, en dépit des commissions de contrôle, on put, dès 1922, se remettre à la construction des avions. En 1925, Heinkel mettait au point le catapultage des avions. Les commandes soviétiques de 1930 le mirent à même de surmonter la crise qui secouait à cette date la construction allemande. En 1945, il était sur le point de doter la *Luftwaffe* des premiers chasseurs à réaction construits en série, à raison de mille par mois. C'est aux événements de la période qui s'ouvre en 1930 que se rapportent les pages de ce livre. Sur Goering, sur Hitler lui-même, les renseignements fournis abondent.

— Maurice MÉGRET. *La guerre psychologique* (Paris, Presses Universitaires de France, 1956, in-18, 128 p. (collection *Que sais-je?*)). — L'auteur n'est pas un spécialiste de l'art militaire, mais de la psychologie collective et appliquée. Il s'agit, en effet, d'une partie de l'art de la guerre, utilisant la ruse, la surprise et son corollaire, panique ou terreur ; elle reste essentiellement un instrument tactique, dont les effets furent, au temps des guerres d'Hannibal, calculés pour mettre en déroute une armée sans combat. Instrument de subversion stratégique, elle sert à susciter une rupture de l'équilibre des forces et à en précipiter l'exploitation tactique par les armes ou par tout autre moyen politique, qu'il s'agisse de Philippe de Macédoine ou de Hitler, car les techniques ont changé avec les époques. Elle s'entend d'une branche de la défense nationale et, identifiée avec un système dialectique, elle s'épanouit, dans les démocraties soviétiques et populaires, dans une conception de guerre totale, comme une politique guidée par une métaphysique du devenir historique. Elle peut, enfin, prétendre à la qualité d'arme scientifique de terreur, par l'emploi associé des techniques de la propagande et des possibilités subversives de la thérapeutique psychiatrique ou psychanalytique. Elle est un moyen licite d'action, en tant que ne contrevenant pas aux lois de la guerre comme attentat sur l'homme désarmé. Il y a donc, dans la guerre psychologique, toute une partie d'incertain, comme le droit pur et simple de la guerre, qui est elle-même

incertaine de son droit dans la possibilité de son dessaisissement en faveur de polices omniprésentes.

— Dans une brochure de propagande de l'*Alliance israélite universelle*, cette organisation ancienne, reprenant sa déclaration de 1945, met au point sa doctrine, ses réalisations, son rayonnement (Paris, s. d., in-8°, 133 p.). Elle précise son action éducative, particulièrement marquée dans l'Afrique française du Nord et au Moyen-Orient, et son activité générale, particulièrement en ce qui touche les problèmes de l'avenir de l'Allemagne.

— A Charles Rist, l'homme et le professeur, le numéro de novembre-décembre 1955 de la *Revue d'Économie politique* est entièrement consacré. C'est M. Luigi EINAUDI, ancien président de la République italienne, qui ouvre la série de ces témoignages éloquentes, et l'on trouve dans les pages qui sont par lui consacrées à Charles Rist des vues justes sur l'*Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John Law*. MM. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, P. GEMÄHLING, J.-M. JEANNENEY rappellent, de leur côté, les qualités de l'homme et du maître. MM. L. BAUDIN, M. LEROY, E. JAMES traitent de ses conceptions monétaires, de sa pensée sociale, de son histoire des doctrines économiques ; M. H. LAUFENBURGER considère le théoricien des finances publiques ; M. MARJOLIN rappelle le directeur de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales. A l'action financière et diplomatique sont consacrées des pages de MM. J. RUEFF (La stabilisation du franc), R. AUBOIN (Les missions en Roumanie, 1929-1932), P. DIETERLEN (Le négociateur), G.-E. BONNET (L'administrateur et le diplomate). M. René COUTIN publie en conclusion une notice rédigée par Charles Rist lui-même dans le dessein de faciliter la tâche de son successeur à l'Institut : il s'y révèle les qualités fondamentales de ce grand disparu, son sens de l'humain, son exceptionnelle modestie, sa lucidité clairvoyante, ses sympathies et ses antipathies pour les économistes dont il avait étudié la pensée. Cette notice biographique, si complète, si véridique, se termine par « un résumé du résumé », où s'exprime la pensée dernière et fondamentale d'un maître inoubliable, et nous sommes heureux que la publication de ce numéro consacré à Charles Rist s'ouvre par un portrait qui exprime si bien l'intelligence, la vie, la vigueur de pensée, la force d'action d'une des plus puissantes intelligences du xx^e siècle.

Nous nous permettons de rappeler que l'épouse de Rist était la fille de Gustave Monod, fondateur de la *Revue historique*, et que sa belle-mère était la fille du célèbre révolutionnaire russe Alexandre Herzen. Georges BOURGIN.

— Avec le fascicule 78 commence le tome XIV du *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques* (Paris, Letouzey et Ané, 1957, col. 1 à 256). Il nous donne un certain nombre de notices, depuis celle de *Dabert* (qui fut évêque de Périgueux de 1863 à 1901 et dont le mandement particulièrement violent contre la politique religieuse de Bismarck provoqua, en 1874, la suspension de l'*Univers* par le gouvernement ainsi qu'un sérieux conflit diplomatique entre la France et l'Empire allemand), à *Denys Bar Salibi*, évêque et écrivain jacobite du xii^e siècle. On y trouvera entre autres les notices consacrées aux papes *Damase I*, *Damase II* et *saint Denys*, aux trois rois des Francs du nom de *Dagobert*, aux quatorze personnages du nom de *Daniel*, aux douze *David*, à six *Demetrius* dont le patriarche d'Alexandrie (189-231) et *Demetrius Cydones*, l'apôtre de l'Union des Églises au xiv^e siècle, à trois *Dalberg* dont le célèbre archevêque de Mayence, que Napo-

Mon J^{er} fit grand-duc de Francfort, à Mgr Darboy qui mourut, fusillé en mai 1871, pendant la Commune, à l'archevêque de Bamberg Michel von Deinlein qui fut membre influent de la minorité du concile du Vatican, au cardinal Deschamps dont le rôle dans la guerre scolaire déchaînée en Belgique au temps de Pie IX fut considérable, à Dom Delatte, abbé de Solesmes de 1880 à 1918, à Jean Delphius, un des introducteurs des réformes du concile de Trente à Strasbourg, à l'évêque constitutionnel du Doubs Demandre, au savant écossais du xvi^e siècle Thomas Dempster, aux historiens Darras (sévérement jugé) et Denifle pour lequel vingt-quatre colonnes paraissent un peu disproportionnées en dépit de l'intérêt qu'elles présentent. La Dalmatie, le Danemark (dix colonnes), les diocèses de Dacca, Damao, Delhi et Simla dans l'Inde, de Danzig (érigé en 1925), de Dax (dix colonnes et une carte), les monastères de Dairmhaigh (Irlande), Dale, Dacentry en Angleterre, Daphni en Grèce, Dalon (au diocèse de Périgueux), Damparis (près de Dôle), Dasulas, Denain, la Daurade (dix colonnes), etc..., sont aussi présentées avec précision et érudition. L'éditeur annonce que, pour répondre au désir universel de voir accéléré le rythme de la publication du dictionnaire, les notices qui n'auront pu figurer à leur place alphabétique seront désormais publiées dans un supplément qui figurera à la fin de chaque tome.

Antiquité. — Leonard COTTRELL. *Life under the Pharaohs* (London, Evans Brothers Ltd, 1956, 210 p.; prix : 16 s.). — Le livre de Cottrell n'est pas l'ouvrage d'un érudit, mais l'œuvre agréable, accessible à un public étendu, d'un auteur qui fait partie des milieux égyptologiques anglais. Les références sont tirées d'une trentaine de volumes, d'inégale valeur scientifique. Du moins sont-ils tous écrits en anglais : ainsi le lecteur remontant aux sources ne s'y sentira pas dépaycé. Un artifice souvent employé ajoute au caractère du livre : l'auteur laisse le plus possible la parole à des personnages égyptiens portant des noms de l'époque. Ces personnages servent à introduire des traductions de textes authentiques ; ou bien l'auteur les fait dialoguer entre eux, pour présenter les aspects divers de la vie journalière sous le roi Thoutmosé III (xv^e s. av. J.-C.). Le vizir Bekhmîr fait une inspection administrative, puis arrive en son palais. Il y donne une fête : les femmes y ont le premier rôle (il faut là se méfier des idées, trop peu appuyées sur les faits, de Petrie et de Margaret Murray). L'armée du roi et ses officiers préparent une campagne, le fils du vizir va à l'école, médecins et chirurgiens exercent leur art, etc. Illustré de 53 photos sur planches, avec une qualité de papier et d'impression à peu près inconnue aujourd'hui en France pour un prix équivalent, le livre de Cottrell atteint son but : montrer l'Égypte ancienne sous un jour exact, donc qui la rende plus proche de nous.

— Arpag MÉKHITARIAN. *Introduction à l'Égypte* (Bruxelles, Office de Publicité, 1956, 134 p.). — « Ce petit livre n'a d'autre ambition que de servir d'aide-mémoire au voyageur qui part pour l'Égypte ou qui en revient ». C'est ainsi que l'auteur définit son intention. Il fait donc passer d'abord le tableau de l'Égypte vivante d'aujourd'hui. C'est ce qu'il appelle les « cadres » : géographique, économique et humain. M. Mékhitarian n'a guère passé d'année sans parcourir chaque hiver le pays du Nil, depuis Alexandrie jusqu'à Assouan. Son information est précise, documentée, mais rien ne vient alourdir son style. La transition se fait grâce au « cadre historique » : il comprend toutes les époques de l'existence égyptienne, depuis la pharaonique jusqu'à la moderne. Et comme nous voici arrivés sur le

terrain des « richesses artistiques », l'auteur se révèle l'archéologue et le connaisseur accompli qu'il est avant tout. Il décrit les musées et les sites, évoluant avec aisance dans le dédale des âges, des monuments et des documents, pour n'en faire briller que les plus belles pièces. L'art copte suit, avec ses couvents et ses églises, pour finir par l'art arabe, ses mosquées, ses mausolées et ses vieux palais. Des renseignements pratiques pour visiter l'Égypte s'ajoutent en post-scriptum, et une large moisson de vues photographiques toutes récentes complète cet excellent petit miroir d'une Égypte totale, dans l'espace et dans le temps.

— Pierre MONTET. *Isis, ou à la recherche de l'Égypte ensevelie* (Paris, Hachette, 1956, 272 p. ; prix : 700 fr.). — Partir avec l'auteur de ce livre, suivre avec lui le patient effort des égyptologues, vivre avec eux leurs joies, leurs échecs et les mille difficultés de leurs entreprises : c'est de quoi faire un voyage passionnant. Une introduction fait voir combien son auteur possède à fond son sujet et le domine. Quant au reste, il est impossible, en quinze lignes, de mentionner seulement les traits essentiels de ce récit dense, varié, brillant, plein d'esprit et de science profonde. Les figures originales des fouilleurs, les entrées en scène des monuments et documents célèbres sont de merveilleux points de repère sur le chemin où Montet nous guide, et où nous le retrouvons maintes fois, à Byblos et à Tanis. La « période anarchique » cesse avec la découverte du Sérapéum, et avec la création du Service des Antiquités (1858). C'est la « période dictatoriale » de Mariette jusqu'en 1881, puis la « période libérale », que domine Gaston Maspero. Les fouilles s'organisent alors et prennent un caractère méthodique. Les règlements qui les régissent deviennent plus stricts. L'histoire pharaonique laisse émerger sa préhistoire, où témoignent, à défaut d'écriture, des milliers de tombes pleines d'objets. La date de 1914 n'arrête pas tous travaux. La prestigieuse trouvaille de la seule tombe royale parvenue à nous inviolée, celle de Toutankhamon, se produit en 1922. A partir de 1930, les conditions du travail archéologique commencent à être moins favorables. Après 1951, elles deviennent difficiles. Et, cependant, le sol de l'Égypte sera toujours la plus riche des réserves, quand il s'agira du travail et de la pensée humaine aux temps les plus éloignés.

Maurice ALLIOT.

— Carla SCHICK, *Appunti per una storia della prosa greca*; 3 : *La lingua di Erodoto* (*Atti della Accademia nazionale dei Lincei*; anno CCCLIII, 1956. *Memoirie*; Classe de Scienze morali, storiche e filologiche. Ser. VIII, vol. VII, fasc. 7. Roma, Accademia nazionale dei Lincei, 1956). — A l'aide d'exemples fort bien choisis, M^{me} Carla Schick étudie avec une diligence méticuleuse la langue d'Hérodote : elle en dégage nettement les traits essentiels, qui s'accusent de mieux en mieux au cours de l'ouvrage; cette langue se distingue surtout par une variété et une souplesse grâce auxquelles, notamment, l'historien excelle à marquer les oppositions entre les caractères de différents personnages (par exemple, entre la paisible sagesse d'un Solon et l'inepte orgueil d'un Crésus, entre le bon sens d'un Artaban ou d'un Démarate et la sottise outrecuidance d'un Xerxès). Le style d'Hérodote est tantôt fort simple, dépouillé et rigoureusement objectif, tantôt animé et rempli d'émotion ou d'admiration; on y rencontre un heureux mélange des tendances de l'épopée à glorifier les faits et gestes des hommes et de la froide impartialité propre à l'historien; dans l'ensemble, d'ailleurs, Hérodote évite tout fâcheux excès et observe strictement la mesure indispensable. Au total, par sa haute valeur artistique et documentaire, l'ouvrage de cet écrivain

tient une place fort importante dans l'évolution de la littérature hellénique ; Hérodote mérite à coup sûr d'être appelé le « père de l'histoire », parce qu'il sut retracer fort exactement le déroulement d'un grand conflit et en expliquer les causes et les phases ; mais on peut aussi le qualifier de « père de la prose grecque », parce qu'il fut le premier à user de la forme prosaïque pour décrire le monde si riche et si divers où il vivait, en mettant à profit toutes les ressources, anciennes et nouvelles, dont pouvait disposer la langue hellénique vers le milieu du ^v^e siècle.

— W. P. WALLACE, *The euboian league and its coinage* (New-York, The American Numismatic Society, 1956, in-8°, xii-180 p., 16 pl. h. t., une carte). — Selon l'auteur de cet important ouvrage, les modernes n'ont pas accordé toute l'attention nécessaire au rôle joué dans l'histoire de l'Eubée par la confédération eubéenne, dont l'existence s'est étendue, cependant, sur la très longue période allant des dernières années du ^v^e siècle avant J.-C. au règne de l'empereur Claude : M. Wallace s'est proposé de remédier à cette insuffisance en examinant de fort près les monnaies frappées par la ligue ; il compte apporter de la sorte maintes lumières nouvelles sur les événements dont la grande île voisine de l'Attique fut le théâtre durant près de cinq siècles.

Le premier chapitre retrace avec une diligence exemplaire l'histoire de la confédération eubéenne depuis sa fondation, qui remonte à l'époque du soulèvement d'Érétrie, de Chalcis et de Carystos contre la domination athénienne pendant la guerre du Péloponèse, en 411 avant J.-C. : l'auteur expose minutieusement les diverses hypothèses, ou les conclusions fermes, que les variations du monnayage fédéral peuvent autoriser sur l'attitude et la situation de la ligue eubéenne à telle ou telle époque (il montre, par exemple, que, d'après les indications fournies par les monnaies et quelques autres considérations, la ligue n'a pas été formellement dissoute en 386, bien que sa survivance pût sembler inconciliable avec les principes de la paix du Roi).

Les chapitres suivants étudient respectivement les « trésors et la chronologie » et les différentes monnaies d'argent et de bronze émises par la confédération ; l'ouvrage se termine par une liste abondante, dressée avec un soin méticuleux. De nombreuses planches, consacrées pour la plupart à la représentation des monnaies, faciliteront la lecture de l'enquête menée par l'auteur. A défaut d'une bibliographie d'ensemble, qui eût été la bienvenue, les indications bibliographiques et les savantes discussions contenues dans les notes rendront grand service aux historiens (voir notamment, p. 11, note 26 : sur la date exacte de la guerre qui mit aux prises Athéniens et Thébains en Eubée pendant l'année 358-357 ; p. 17, note 38 : sur la question de savoir si c'est la *confédération* eubéenne, par opposition aux *villes* eubéennes, qui adhéra à la ligue hellénique fondée contre Philippe de Macédoine en 341-340, etc...).
Paul CLOCHÉ.

— Les comptes rendus des *Atti della Accademia dei Lincei*, classes des sciences morales, historiques et philologiques, de novembre-décembre 1955 publient des notices de M. C. VITTA sur *Le droit de propriété chez les Juifs anciens* (pas d'esclaves, car les Juifs tuaient les vaincus), de M. D. ADAMESTEANU sur *Les premiers documents épigraphiques paléochrétiens de Géla*.

La seconde guerre mondiale. — Sous le couvert d'*Évidences*, M. Henri MICHEL, en quelques pages intitulées *L'historien et la deuxième guerre mondiale*, donné

le tableau complet des activités multiples du Comité d'histoire dont il est l'actif secrétaire général et fait le point du travail des diverses enquêtes instaurées (Résistance, Déportation, Captivité de guerre) et des publications (Commission d'armistice de Wiesbaden, Historique des P. T. T., Exode, Revue).

— Écrits dans l'antichambre de la mort et réunis par un résistant ayant échappé miraculeusement à la pendaison, les écrits publiés dans ce volume par M. Michel BORWICZ (*Écrits des condamnés à mort sous l'occupation allemande, 1939-1945*, Paris, Presses Universitaires de France, 1954, in-8°, 276 p. ; prix : 800 fr.) ont été écrits originairement en français, polonais et allemand et ont mérité à l'auteur, avec le titre de docteur ès lettres, une belle préface de M. René Cassin. Dans l'introduction et la conclusion, M. Borwicz indique les conditions psychologiques et sociologiques où ils se sont produits, et il a valu la peine que M. Gurvitch se penchât sur une d'elles pour que les leçons multiples dont ils étaient remplis se dégagassent. Ce livre honore les morts qui y sont rappelés, stigmatise les procédés qui les font devenir les prisonniers et les victimes des Allemands ; c'est un beau et triste livre.

— M. Jean NOARO a adapté en français le livre de M. Bernard MARK sur *L'insurrection du ghetto de Varsovie* (Paris, Éditions sociales, 1957, in-18, 241 p., cartes). C'est le récit terrifiant de la condamnation à mort des Juifs polonais par le chef de la police de sécurité du III^e Reich Heydrich ; la progression dans l'horreur des mesures éliminatoires a quelque chose de démoniaque. Décimé par la famine, opprimé par un *Judenrat*, le ghetto commença à organiser une résistance clandestine ; encouragé par la résistance russe et la formation d'un parti ouvrier polonais, le ghetto s'entraîne à la résistance, tandis que l'Union soviétique procède à une lutte de plus en plus organisée contre le Reich. Dans toute la Pologne, les groupes antifascistes s'organisent pour la résistance contre les opérations de terreur et d'anéantissement décidées par les Allemands. En mars 1943, on sent, de part et d'autre, qu'on approche du règlement final ; la lutte éclate en avril, et l'auteur nous raconte les péripéties d'une lutte acharnée qui finit par être favorable aux Allemands, plus nombreux et mieux outillés pour la lutte ; le 15 mai, le dernier bloc de maisons du ghetto sautait, mais l'insurrection continua de s'élever dans les ruines jusqu'en juillet. G. BN.

— Charles de GAULLE. *Mémoires de Guerre* ; tome II : *L'Unité, 1942-1944* (Paris, Plon, 1956, in-8°, 713 p.). — Le second volume des mémoires de guerre du général de Gaulle est consacré à la période singulièrement complexe qui commence avec les difficultés syriennes pour s'achever avec l'établissement du gouvernement provisoire à Paris. Le point de vue du général de Gaulle sur ces événements est d'autant plus précieux qu'il s'agit à la fois d'un des acteurs principaux de la résurrection de la France et d'un témoin perspicace, dont les jugements sur ses protagonistes éclairent bien souvent des incidents, du moment ou postérieurs, demeurés difficilement compréhensibles pour les personnes moins bien informées. Plus de la moitié de l'ouvrage est consacré à la reproduction de documents, rapports, télégrammes officiels ou privés, ordonnances qui apportent des compléments d'information et précisent certains points délicats. Les plus curieux sont assurément tous ceux qui se rapportent aux efforts, finalement, au moins dans l'immédiat, couronnés de succès, pour freiner les manœuvres non moins systématiques des professionnels de l'anticolonialisme essayant d'utiliser les circonstances pour

étendre leur propre influence. Le souci constant de promouvoir une politique de grandeur, poursuivie avec une méthode et une continuité assurément supérieures aux moyens et aux possibilités dont disposaient et la France Libre et celle qui ne l'était pas, se manifeste dans toutes les pages de l'ouvrage, qu'il s'agisse des impressions personnelles du général de Gaulle ou du texte des instructions qu'il envoyait à ses représentants auprès des autorités alliées, ou encore du compte rendu de ses conversations avec les hommes d'État étrangers. On retiendra en particulier les pages relatives aux délicates négociations d'Alger et aux conditions difficiles dans lesquelles furent réalisés les accords de Gaulle-Giraud, ou encore à l'établissement dans des circonstances encore plus nuancées, parfois même franchement ambiguës, de l'assemblée et du gouvernement provisoires. Indépendamment de ses très réelles qualités littéraires qui lui donnent une puissance d'évocation peu commune, le second volume des mémoires du général de Gaulle constitue un document de première importance pour l'histoire contemporaine de la France.

— *La délégation française auprès de la commission allemande d'armistice. Recueil de documents publié par le gouvernement français ; tome IV : 19 janvier-21 juillet 1941* (Paris, Imprimerie nationale, 1957, in-8°, 723 p.). — Après trois volumes consacrés à la fin de l'année 1940 et aux dix-huit premiers jours de 1941, paraît un volume couvrant six mois de cette année, précédant, de peu, on doit l'espérer, un cinquième et dernier qui terminera la publication de ces documents relatifs, bien souvent à un véritable dialogue de sourds, les uns exigeant, les autres refusant toujours et cédant non moins régulièrement — après avoir dégagé parfois leur responsabilité, à leurs propres yeux tout au plus, par des protestations harmonieusement rédigées et prudemment confidentielles. On ne saurait imaginer une condamnation plus sévère de la politique de collaboration que cette liste de concessions successives sur tous les plans.

J. V.

Extrême-Orient. — E-TU ZEN SUN. *Chinese railways and British interests 1898-1911* (New-York, King's Crown Press, 1954, in-8°, viii-229 p.). — Ce sont les divers épisodes des entreprises ferroviaires britanniques en Chine qui ont retenu l'attention de M^{me} Sun, depuis le « break-up » de 1898 jusqu'à la Révolution de 1911 : signature rapide des contrats pour les lignes Changhaï-Nankin et Changhaï-Hangtcheou-Ningpo, négociations plus longues pour le Hongkong-Canton-Hankeou, projets de lignes pour desservir les mines britanniques du Honan et du Hopei, tentatives de s'introduire dans le lointain Nord-Est. Cette étude, qui sur certains points complète et recoupe celle de M. Vevier, fait bien ressortir les deux étapes de la politique ferroviaire britannique en Chine pendant cette période : aux contrats directs, assurant sur les voies ferrées un contrôle britannique très poussé, succède vers 1908-1909 une politique de participation à des entreprises ferroviaires internationales, qui annoncent le Consortium de 1912.

Mais le grand intérêt de la monographie de M^{me} Sun est de s'appuyer sur une étude attentive non seulement des principales sources britanniques, mais des documents chinois. La pénétration ferroviaire britannique y est constamment envisagée dans ses rapports avec les réactions des dirigeants chinois et de l'opinion publique chinoise. Aux Mandchous et aux fonctionnaires chinois hésitants devant les pressions étrangères, tel Cheng Siuan-houai, directeur général des Chemins de fer, s'opposent avec force la *gentry*, les notables et les marchands des provinces.

Ce sont ces derniers qui se dressent avec vigueur contre les entreprises ferroviaires britanniques, qui obtiennent la modification du statut de certaines lignes (comme le Changhaï-Ningpo) ou qui font échec à certains projets. On est à cet égard frappé du contraste, heureusement souligné par M^{me} Sun, entre la Chine du Nord et la Chine du Sud ; dans les provinces méridionales comme le Houpei, le Hounan, le Kouangtoug, le Sseutch'ouan, le Kiangsou, la *gentry* constitue une véritable force politique avec laquelle doivent compter les groupes bancaires de Londres ; en Chine du Nord, au contraire, cette *gentry* est politiquement et économiquement beaucoup moins développée, et les grandes lignes sous contrôle étranger ont pu s'y étendre plus librement. Mais, même dans le Sud, l'activité politique de ces notables ruraux et de ces marchands locaux ne sort pas du cadre étroit où ils se situent sur le plan économique : même quand ils s'opposent avec force aux ambitions étrangères et à Pékin, qui appuie celles-ci, ils restent prisonniers de considérations étroitement provincialistes ; ils ne se soucient que de l'équipement ferroviaire du Hounan ou du Sseutch'ouan et se révèlent incapables d'une pensée politique véritablement nationale. L'ouvrage de M^{me} Sun, éclairant sur le cas concret des chemins de fer cette contradiction de la *gentry*, permet de mieux comprendre son comportement lors de l'épreuve décisive de 1911-1912, quand elle soutiendra la révolution contre les Mandchous et Pékin, mais arrêtera son effort aux frontières de chaque province.

J. CHESNEAUX.

France. — Le volume des *Actes du 81^e Congrès national des Sociétés savantes*, tenu à Rouen et Caen en 1956, comprend, pour la section d'histoire moderne et contemporaine, les communications suivantes : LAPLATTE, *L'histoire sociale d'après les archives judiciaires* ; — abbé LECHAT, *Répertoire des archives de l'évêché de Coutances* ; — A. LEROI, *Un fonds d'archives méconnu, le chartrier de Belbeuf* ; — M. REINHARD, *Les répercussions démographiques des crises de subsistances en France au XVIII^e siècle* ; — F. FOURNET, *La population du district de Caen sous le règne de Louis XVI (1774-1792)* ; — Odette VOILLARD, *Difficultés et surprises de la documentation pour l'histoire sociale du XIX^e siècle : l'exemple de Nancy* ; — J. DARSEL, *Les servitudes de la pêche en Normandie* ; — P. DARDEL, *Influence du système de Law sur la situation économique de la Haute-Normandie* ; — Ch. CARRIÈRE, *Le recrutement de la Cour des Comptes, Aides et Finances d'Aix-en-Provence à la fin de l'Ancien Régime* ; — abbé MONSCH, *L'exploitation seigneuriale d'après les terriers* ; — M^{lle} DUTERQUE, *Modes d'exploitation et d'amélioration du sol dans la région de Bayeux au XVI^e siècle* ; — D'YMONVILLE, *La verrerie de Campigny, près Bayeux ; les familles de Brossard et de Mésangé, XVII^e siècle* ; — J. CHETAIL, *Démêlés entre l'administration sarde et les deux derniers évêques de Glandève (1771-1781)* ; — L. BONIFACE, *Le passage du Var et le commerce entre Nice et Provence* ; — J.-C. PERROT, *L'industrie et le commerce de la dentelle dans la région de Caen* ; — A. DUBUC, *Les « Annonces, affiches et avis divers de la Haute et Basse-Normandie », premier journal normand (1762-1784)* ; — P. GUICHONNET, *L'affermage des terres en Faucigny aux XVII^e et XVIII^e siècles* ; — J. VOGT, *Le partage des communaux de la rive gauche du Rhin de Lauterbourg à Worms* ; — A. SUBTIL, *Réglementation municipale et distribution des grains et de la boulangerie avant et sous le régime des maximum et pendant les disettes de l'an III et de l'an IV* ; — R. COBB, *Le ravitaillement de l'an II et de l'an III à Honfleur* ; — J. LIGOU, *L'industrie du salpêtre à Montauban en 1793 et en l'an III* ; — D^r L. MERLE, *Évolution de l'affermage des*

terres dans la Gâtine poitevine de la fin du Moyen Age à la Révolution ; — G. VARNIER, *La manufacture de faïence du faubourg Saint-Sever à Rouen (1781-1789)* ; — M. BOULOISEAU, *Aspects sociaux de la crise cotonnière dans les campagnes rouennaises en 1788-1789* ; — A. DUBUC, *Le mouvement des prix et les rapports économiques dans la région de Jumièges au cours de la Révolution* ; — R. ROUAULT DE LA VIGNE, *Les débuts des troubles de Vernon en 1789* ; — P. ARCHES, *Aspects sociaux de quelques gardes nationales au début de la Révolution* ; — MISS HYSLOP, *La presse américaine et la Révolution française* ; — chanoine LEFLON, *La reconstitution de l'épiscopat constitutionnel après thermidor* ; — L. BISKUPSKI, *Les répercussions de la Révolution française sur l'Orient (1798-1805)* ; — M^{lle} J. GRALL, *La défense des côtes calvadosiennes pendant la période révolutionnaire* ; — commandant CHALMIN, *La transformation sous le Premier Empire d'un régiment d'infanterie toscan en un régiment de ligne français* ; — ANSART, *Aspects de l'occupation ennemie en 1814 et 1815* ; — BLANCHET, *Somnery sous l'occupation allemande en 1815 et 1870-1871* ; — D^r DOLLFUS, *L'occupation étrangère à Lyons-la-Forêt (Eure) en 1815 et 1870* ; — P. BAYAUD, *Les Basses-Pyrénées sous la Première Restauration* ; — R. EUDE, *Un prélat d'ancien régime, Mgr François de Pierre de Bernis, archevêque de Rouen (1819-1823)* ; — G. DÉSERT, *Le milieu ouvrier caennais à la fin de la Monarchie de Juillet* ; — DURBEC, *Contribution à l'histoire du chemin de fer de Paris à la mer ; les avant-projets et la réalisation (1825-1843)* ; — J. VIDALENC, *A propos de la campagne des banquets de 1847-1848* ; — G. THUILLIER, *Les problèmes sociaux à Fourchambault de 1840 à 1870* ; — E. APPOLIS, *Un évêque ennemi des Jésuites sous la Monarchie de Juillet (Thomas Thibault, évêque de Montpellier)* ; — E. VIVIER, *Les élections à Avranches de 1830 à 1870* ; — E. BEAUMERT, *Les notables et la population de l'Orne face à la création des chemins de fer* ; — M^{me} PERROT, *Aperçu sur le mouvement ouvrier et socialiste dans le Calvados (1871-1914)* ; — E. APPOLIS, *Le vieux catholicisme en France* ; — M. EMERIT, *La préparation de la revanche en Afrique du Nord sous le régime de l'armistice (1940-1942)* ; — R. FLAVIGNY, *Problèmes de la reconstruction à Rouen*. — Suivent des résumés de communications de la p. 817 à la p. 826.

G. BN.

— H. HOURS, *Procès d'hérésie contre Aimé Maigret (Lyon et Grenoble, 1524)* (Genève, Droz, Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance, Travaux et Documents, 1957, tome XIX, p. 14-43). — Archiviste adjoint du Rhône, H. Hours apporte deux choses dans ce substantiel article : une mise au point et un document neuf et riche. Il présente le tableau des débuts de la Réforme à Lyon. Origines mal connues dans cette ville qui fut pourtant l'un des premiers et des plus importants centres des idées nouvelles parce qu'elle était une ville marchande et une ville-carrefour animée par ses quatre grandes foires annuelles, ses grands marchands libraires et qu'elle n'était pas soumise à la vigilance d'un Parlement ni d'une Université. Toutes les manifestations de l'esprit nouveau sont recensées, appréciées avec le sens très sûr que donnent la connaissance profonde de l'histoire générale de la Réforme et celle de la vie urbaine lyonnaise. Cela est bref, précis, prudent et cependant suggestif. On goûtera les pages consacrées aux aspects religieux de l'émeute d'avril 1529, à cette *Grande Rebeine* qu'Hauser avait présentée. On y verra que ces journées troublées ne furent qu'une émeute urbaine de type classique : une de ces nombreuses émeutes frumentaires causées par une brutale cherté des grains.

Quant aux documents — l'interrogatoire de Maigret au Conseil de l'Archevêché de Lyon et l'Information par l'official de Grenoble (pièces découvertes dans le fonds du chapitre de Saint-Jean de Lyon et publiées *in extenso*, pages 29-43) — ils donnent beaucoup plus que le sermon déjà connu du 25 avril 1524 à Grenoble, qui valut au prédicateur Maigret son procès d'hérésie. Les impressions des auditeurs sont rassemblées dans les dépositions des dix-sept témoins. Texte rare, texte précieux qui va bien au delà du sermon lui-même, montrant quels furent ses accents, sa résonance, comment il fut entendu et compris et quelles parties en furent considérées comme de dangereuses nouveautés. On aimerait le voir figurer dans un recueil de textes à commenter sur « la première réforme » française. Il contribuerait à faire saisir l'écart qui existe entre un texte *imprimé* — quelque effort que l'on fasse pour le situer — et un texte *dit et entendu*. C'est dans celui-ci seulement que revivent les mots et les pensées dans la chaleur de la parole et dans la communion de celui qui parle et de ceux qui l'écoutent. C'est un grand service que nous rend M. Hours en présentant un texte qui est de ceux que l'on ne découvre que lorsqu'on en sait déjà tout le prix.

R. GASCON.

— Joseph GIRARD. *Les Baroncelli d'Avignon* (Avignon, Publications de l'Institut méditerranéen du Palais du Roure, in-8°, 230 p.). — Ayant classé et inventorié les archives des Baroncelli, qui sont conservées en Avignon — partie dans leur demeure, l'actuel Palais du Roure, partie à la bibliothèque du Musée Calvet — M. Joseph Girard, conservateur du Palais des Papes, a, sous les auspices de l'Institut méditerranéen que patronnent les Universités d'Aix et de Montpellier, pu écrire l'histoire de la branche avignonnaise d'une grande maison florentine. Elle débute avec Pierre Baroncelli qui, épousant la fille d'un Pazzi, Florentin déjà fixé à Avignon où il exerçait le métier de changeur, s'éleva grâce au négoce, au change et aux fonctions de trésorier du Comtat et du cardinal-légat Julien de la Rovère. Ce fut son petit-neveu, Pierre, qui, abandonnant les affaires et devenu seigneur de Javon, s'incorpora à la noblesse française de la province. La dynastie acquit au XVIII^e siècle la seigneurie de Saze en Languedoc, s'allia à une famille de robins dauphinois et entra au service du roi de France, tout en fournissant plusieurs chevaliers et autres dignitaires à l'Ordre de Malte. L'auteur décrit ensuite l'hôtel de Baroncelli et le château de Javon. Un inventaire intéressant des archives de la maison et une table alphabétique sont placés à la fin du volume, le premier qui ait vu le jour grâce à la Fondation Flandreysy-Espérandieu.

Robert SCHNEB.

— Arthur M. WILSON. *Diderot. The testing Years*. (New-York, Oxford University Press, 1957, 417 p.). — Au lendemain de la publication des *Œuvres complètes* de Diderot par Assézat et Tourneux, en 1878, John Morley offrait aux lecteurs de langue anglaise son célèbre ouvrage : *Diderot and the Encyclopaedists*. Au moment où le tome II de la *Correspondance* publiée par M. G. Roth, vient de nous conduire jusqu'au mois de novembre 1759, nous permettant d'embrasser, dans leur ensemble, les années d'épreuves et de formation du philosophe, le professeur Arthur M. Wilson présente aux mêmes lecteurs, pour ces quarante-six premières années, un exposé remarquablement informé des résultats des dernières recherches, complété, sur quelques points de détail, par des découvertes personnelles dans les manuscrits de la Bibliothèque nationale et de divers dépôts publics, et dont la présentation répond à toutes les justes exigences de la critique.

M. Wilson mêle étroitement l'histoire détaillée de la vie du jeune philosophe à l'analyse commentée de ses premières œuvres. A l'occasion, il évoque les écrivains qui ont eu quelques rapports avec lui et, familiarisé, par ses travaux antérieurs sur le gouvernement de Fleury, avec l'histoire de la France au XVIII^e siècle, il ne s'interdit pas de fréquentes allusions à la crise de la Monarchie française. Lorsqu'il aborde l'Encyclopédie, dont il étudie minutieusement les sept volumes parus de 1751 à 1759, la biographie de Diderot devient celle de la monumentale œuvre collective. Cet énorme matériel documentaire, ordonné chronologiquement, est — un peu arbitrairement — découpé en vingt-six chapitres dont les titres ne définissent pas toujours la richesse un peu diffuse du contenu.

Tous les problèmes, petits et grands, qui divisent les biographes de Diderot, sont naturellement discutés. S'il ignore ou néglige — et nous lui en saurons gré — les controverses locales sur l'emplacement, à Langres, de la véritable maison natale du philosophe, M. Wilson incline à penser (conciliant ainsi M. J. Pommier et M. A. Billy) que Diderot a fréquenté *successivement*, à Paris, les collèges Louis-le-Grand et Harcourt (p. 25). Il ne prend pas parti sur le rôle de Diderot dans la genèse du discours de Rousseau sur les sciences et les arts. Mais, à propos des responsabilités si controversées de la rupture entre les deux écrivains (octobre 1758), il croit que, si l'on peut reprocher quelque négligence au directeur de l'Encyclopédie, d'ailleurs accablé à cette date de travail et de soucis, il serait injuste de l'accuser de cette malice concertée qu'on lui prête parfois.

Pour rendre compte des curiosités jamais lassées et des aptitudes presque universelles de cet encyclopédiste-né, M. Wilson réunit chemin faisant un faisceau de témoignages. Romain Rolland est le garant de sa compétence musicale, Pierre Villey de ses étonnantes intuitions sur la psychologie des aveugles. Avec M. Henri Lefebvre, il souligne la nouveauté formatrice de la conception matérialiste de la vie et du monde qu'expriment les *Pensées sur l'interprétation de la Nature*.

Le livre s'arrête sur la catastrophe de 1759, année cruelle où meurt le père du philosophe et où le privilège de l'Encyclopédie est révoqué par l'arrêt du Conseil du 8 mars. Ce n'est pas sans raison que le Parlement et l'Assemblée du clergé ont averti le gouvernement des dangers de ce dictionnaire, dont M. Wilson compare l'action sur la pensée du siècle à celle d'un *détergatif* (p. 149). Mortifié, malade, abandonné par le trop prudent d'Alembert, l'inlassable ordonnateur de la philosophie des Lumières n'en garde pas moins une juste confiance en de prochaines revanches.

— M.-L. FRACARD. *La fin de l'Ancien Régime à Niort. Essai de sociologie religieuse*. Préface de Gabriel Le Bras (Paris, Desclée de Brouwer, 1956, 335 p.). — L'ouvrage que M^{me} Fracard (en religion Sœur Marie-Pierre) consacre à la ville de Niort, dans les cinquante dernières années de l'Ancien Régime, présente, sous une forme vivante et claire, les résultats d'une thèse d'Université lentement élaborée. C'est l'étude la plus soignée, écrite à ce jour, sur la vie religieuse d'une ville de province, à la veille de la Révolution française.

Le corps du clergé séculier niortais comprenait, en 1765, avec les deux curés des deux paroisses Notre-Dame et Saint-André, deux chantres, cinq vicaires, quatre aumôniers de communautés et six prêtres habitués. Une exploitation approfondie des archives notariales locales a permis à l'auteur de préciser : les origines (en général bourgeoises), les ressources (médiocres, mais le plus souvent décentes) et les carrières très limitées de ces prêtres généralement originaires

de Niort. Ils étaient instruits au collège de l'Oratoire de cette ville, puis aux séminaires de Poitiers. Après quelques années de vicariat à Notre-Dame ou à Saint-André, ils obtenaient une cure de campagne avant de revenir parfois à Niort terminer leurs jours et leurs services en qualité de prêtres habitués. Des documents précieux ingénieusement mis en œuvre — comme les annotations manuscrites d'un dictionnaire de Moreri ou un carnet de visites charitables — permettent à Sœur Marie-Pierre de donner plus de consistance à l'évocation d'un curé de Notre-Dame : Bion, fils d'un marchand, bon prêtre et homme cultivé. Ce bas-clergé, besogneux mais non misérable, a-t-il été touché par l'ardente campagne que conduisait alors H. Reymond, le curé richériste de Saint-Georges de Vienne, en Dauphiné, contre l'omnipotence et l'excessive opulence des prélats? On peut le supposer en constatant certaines impatiences et les aspirations réformatrices d'un Goizet, le successeur de Bion à Notre-Dame, curé patriote, qui reculera cependant comme tant d'autres devant la Constitution civile.

En utilisant notamment les archives des congrégations monastiques, l'auteur présente une excellente étude du clergé régulier niortais. Elle retrace les détails d'une vie matérielle généralement précaire — sauf pour les ordres hospitaliers des Augustines et des Charitains — et les activités diverses de ces ordres et congrégations qui, sans traduire une véritable décadence, manifestent des signes d'affaiblissement. Les Bénédictines et les Cordeliers se recrutent moins facilement. Les Oratoriens se cantonnent dans la direction du collège dont le corps professoral, à côté de *confrères* comme Fouché, ne compte plus que deux prêtres. Les Ursulines n'ont plus le monopole de l'enseignement des jeunes bourgeoises. Cependant la prospérité du Carmel de la Passion témoigne que la ferveur du Grand Siècle survit chez quelques jeunes filles de la haute bourgeoisie.

Indice à retenir à côté d'autres très différents dans le tableau complexe et délicat de la vie religieuse profonde de la société niortaise. Il est difficile d'apprécier exactement la qualité du sentiment religieux sous le régime, alors existant, de la religion d'État : comment déceler la sincérité des gestes rituels? L'auteur s'y emploie cependant avec une pénétrante finesse. Les confidences retrouvées de quelques élèves du collège de l'Oratoire : celles des Garran, fils d'un receveur des tailles de Saint-Maixent, celles de Louis Fontanes, fils d'un inspecteur des manufactures, nous rendent au moins sensibles les efforts de quelques jeunes bourgeois pour s'affranchir des disciplines traditionnelles. En outre — la preuve en est faite dans un des meilleurs chapitres du livre — la tolérance triomphe, avant même l'Édit libérateur de 1787, puisque les protestants peuvent célébrer un culte à peine clandestin, qu'ils exercent d'importantes fonctions et que leurs naissances, leurs mariages et leurs décès échappent souvent au contrôle de l'Église sans entraîner les redoutables conséquences prévues par la loi.

JEAN ÉCRET.

— Richard Howard POWERS. *Edgar Quinet, a study in French Patriotism* (Dallas, Southern Methodist University Press, 1957. 207 p. Arnold Foundation Studies, n° VII). — Appuyée sur une biographie au courant des derniers travaux, comme des documents les plus récemment accessibles, tels les carnets d'E. Quinet, cette biographie d'E. Quinet apporte en dix chapitres une contribution de valeur à l'étude d'un des intellectuels les plus marquants de la France du XIX^e siècle, dont le destin s'inscrit, à quelques mois près, entre Austerlitz et Sedan. La sympathie qu'il témoignait pour l'Allemagne, vue à travers M^{me} de Staël, n'empêcha

pas le développement dès 1830 d'une ferveur patriotique qu'allaient ensuite contribuer à grandir ses désillusions et, peut-être aussi, le sentiment d'avoir contribué à tromper ses compatriotes sur le caractère réel de leurs voisins, attesté par les invasions successives de 1814, 1815 et 1870 pour ne rien dire de l'alerte de 1840. Les attaques dont il fut l'objet dans son enseignement au collège de France de la part des éléments cléricaux achevèrent de donner à ses idées leur orientation foncièrement libérale, patriotique et républicaine.

— Maurice JALLUT. *Histoire constitutionnelle de la France* (Paris, Éd. du Scorpion, 1956, 285 p.). — Ce petit volume consacre une centaine de pages à l'organisation de la France sous l'ancien régime, en particulier à sa fin, plus de soixante à l'œuvre de l'Assemblée Constituante, autant aux diverses constitutions révolutionnaires et aux constitutions napoléoniennes. Écrit alertement, sans que l'auteur cherche à faire mystère de ses conclusions personnelles ou de ses sympathies, il constitue un manuel commode, mais il faut regretter qu'une absence presque totale de bibliographie empêche les lecteurs de trouver facilement les indications complémentaires dont ils pourraient avoir besoin.

J. V.

— Émile POULAT. *Les cahiers manuscrits de Fourier* (Paris, Les éditions de Minuit, 1957, in-8°, 223 p. Bibliothèque internationale de sociologie de la coopération, VIII). — Il appert du minutieux travail auquel se sont livrés MM. Henri Desroches (introduction et notes) et Émile Poulat que non seulement, comme l'avait déjà bien vu Hubert Bourgin, les manuscrits laissés par Fourier ont été publiés « de façon incohérente (tout au moins selon un plan arbitraire), incomplète et expurgée », mais que leur histoire apparaît « liée étroitement à celle des dissensions qui éclatèrent au sein de l'École sociétaire du vivant même de Fourier et se prolongèrent de longues années encore ». Il importe donc que ces documents du plus haut intérêt, déposés aux Archives nationales, fassent l'objet d'une édition intégrale, et, en particulier, les quatre-vingt-dix-huit cahiers qui, à la mort de Fourier, furent compris dans ces papiers. Ainsi cette édition « permettrait de restituer le mouvement du fameux *Grand Traité* qui n'a jamais vu le jour ». En attendant qu'elle puisse être entreprise, un inventaire raisonné en est présenté par M. Émile Poulat, lequel se fonde, pour en justifier l'utilité, sur « le renouveau international de la sociologie de la coopération et des études fouriéristes ». Pour sa part, M. Desroches, auteur d'un ouvrage récent sur *Les Shakers américains*, dans une introduction de valeur, insiste sur les « discordances » qui se manifestent entre le « fouriérisme écrit » et le « fouriérisme pratique », cite l'exemple de l'école coopérative comme se réclamant sans doute abusivement de la filiation fouriériste, montre ce que donnerait l'examen des expériences fouriéristes à quiconque voudrait prendre une connaissance précise du « fourmillement » et de « la complexité » du « fouriérisme pratique », compare les « réalités pratiques » et « l'irréalité nébuleuse ou tumultueuse du rêve phalanstérien ». La sociologie y trouverait donc son compte, et l'histoire également.

R. S.

— Alain DECAUX. *Le prince impérial* (Paris, Bloud et Gay, 1957, 132 p.; coll. « Connaissez-vous? »). — Fidèle au souvenir de cet autre Aiglon revêtu par son mélancolique destin d'un attrait romanesque, l'auteur a toutefois évité l'hagiographie. C'est qu'il possède bien un sujet qui lui tient à cœur. Outre la littérature déjà publiée, il a utilisé quelques inédits du prince, quelques cartons des séries

BB et O^a des Archives nationales, enfin les rapports de la préfecture de police (en particulier ceux de l'espion non identifié qui renseignait le gouvernement français sur les activités des exilés de Camden place). Le sujet ne s'en trouve pas renouvelé, mais basé sur une documentation de bon aloi, ce petit livre est clair, vivant, exact. Outre les anecdotes de l'enfance, l'historien retiendra le récit de la manifestation du 18 mars 1874 au cours de laquelle Louis Napoléon fit acte de prétendant. Trop oubliée aujourd'hui, elle a pu influencer l'évolution de la politique française. Ici, sans se faire illusion sur la portée des opinions d'un jeune homme de vingt ans, on regrettera que faute de place peut-être, ou pour fuir la complication, l'auteur expédie en deux pages l'activité politique du prétendant de 1874 à 1879. En tout cas, on fut stupéfait à Chislehurst du triomphe républicain consécutif à la crise du 16 mai, ainsi que du calme absolu au milieu duquel Grévy remplaça Mac-Mahon. Cette déconvenue, jointe au conflit latent entre l'impératrice et son fils, incita probablement Louis Napoléon à partir pour l'Afrique du Sud où l'attendait la fin tragique dont l'auteur expose les circonstances avec précision et objectivité.

LOUIS GIRARD.

— Maurice GARÇON. *Histoire de la justice sous la III^e République*, t. I, 317 p.; t. II : *Les grandes affaires*, 297 p. (Paris, Arthème Fayard, 1957). — Le célèbre avocat a péché ici par excès de modestie. Au lieu de nous donner un historique de l'institution judiciaire, qui aurait tiré une valeur particulière de la grande expérience de l'auteur, il s'est borné — ou a prétendu se borner — à une narration des procès les plus célèbres. Pourtant, à certains moments, il n'a pu s'empêcher de faire des réflexions très suggestives sur l'évolution de la pratique judiciaire en tel ou tel domaine, notamment, au tome II, dans les procès d'escroquerie et dans les procès de presse. S'il s'était engagé plus hardiment dans cette voie, nul doute qu'il nous eût donné un ouvrage répondant pleinement à son titre, et qui eût alors constitué un des guides indispensables pour l'histoire de la période. Tels quels, ces deux petits volumes se lisent — est-il besoin de le dire? — avec beaucoup d'agrément et rappellent utilement bien des faits oubliés.

— Jules LAROCHE. *Au quai d'Orsay avec Briand et Poincaré (1913-1926)* (Paris, Hachette, 1957, 230 p.). — Dans ces souvenirs à bâtons rompus, qui recherchent l'anecdote et réduisent au minimum les exposés systématiques, M. l'ambassadeur Laroche se réfère à une période où il fut constamment au ministère des Affaires étrangères, d'abord comme sous-directeur, et finalement comme directeur des affaires politiques. En dépit de l'importance de ces fonctions, l'auteur nous donne l'impression de n'avoir joué un rôle personnel important que dans les questions secondaires, surtout méditerranéennes; on voit ainsi clairement qu'à partir de 1918 l'essentiel du travail diplomatique se fait dans les entretiens personnels entre les hommes d'État, par-dessus la tête des fonctionnaires spécialisés; l'anecdote rapportée p. 98 est bien caractéristique à cet égard. Une personnalité de la « Carrière » émerge pourtant de ces souvenirs avec un relief particulier : celle, si complexe, de Philippe Berthelot.

J. NÉAÛ.

— *L'Année politique* (1956) poursuit, grâce à MM. SIEGFRIED, DUROSSELLE et BONNEFOUS, une calme et utile carrière (Presses Universitaires de France, 1957, in-8°, 631 p.). L'introduit de ce dernier volume souligne, pour la politique intérieure, les élections du 2 janvier 1956 et leurs conséquences françaises; pour la

politique extérieure, l'affaire de Suez, déclenchant une sorte de rupture entre l'Occident et l'Islam. Les effets tant intérieurs qu'extérieurs de ces grands faits se trouvent répercutés tout au cours du volume dans les parties respectivement consacrées à la politique intérieure et extérieure, suivies, mensuellement, avec des exposés généraux sur la politique économique et sociale au cours de la même année. Un index alphabétique et une copieuse table des matières rendent maniable ce volume, providence des hommes politiques, des journalistes — et des historiens.

G. BN.

Italie. — Jorge J. CRESPO DE LA SERNA. *Pintores y escultores italianos de los siglos XIII, XIV y XV. Doce medallones* (Mexico, Universidad nacional autónoma de México, 1956, in-8°, 126 p., 86 pl. h. t.). — La « Colección de Arte » de l'Université autonome de Mexico se compose jusqu'ici de cinq volumes seulement, la plupart consacrés à l'art national. Celui-ci, qui est le troisième, traite de la Renaissance italienne. Le sous-titre, « douze médaillons », indique bien qu'il ne s'agit pas d'un manuel ni d'une étude systématique, mais en fait de douze causeries, que l'auteur a données pendant l'été 1954 à l'Institut italien de culture de Mexico. M. Crespo de la Serna, qui a beaucoup voyagé et séjourné à l'étranger, n'est pas un historien, mais un critique d'art et un essayiste connu. Ses chapitres sur Cimabue, Duccio, Giotto, Piero et Ambrogio Lorenzetti, Jacopo della Quercia, Masaccio, Paolo Uccello, Piero della Francesca, Mantegna, Verrocchio, Antonello da Messina, Giovanni Bellini, ne résolvent aucun des problèmes qui ont divisé l'érudition moderne à leur sujet. Mais, comme le dit l'auteur dans sa préface, le public est en général plus ignorant de la première Renaissance que du xvi^e siècle : il trouvera là une information facilement accessible et une lecture agréable sur les principaux peintres et sculpteurs du xiii^e au xv^e ; les architectes sont laissés de côté, de même que Ghiberti et Donatello. La brève bibliographie pourra paraître insuffisante. On regrettera plus encore la mauvaise qualité des illustrations.

Georges GAILLARD.

— H. HODGKINSON. *The Adriatic Sea* (Londres, Jonathan Cape, 1955, in-8°, 256 p. ; prix : 21 s.). — Le livre de M. H. Hodgkinson constitue certainement une bonne invitation au voyage : rapide, bien écrit, avec des notations intelligentes, c'est un volume dont on aura souvent besoin pour s'aventurer sur les eaux — pas toujours commodes — de la mer Adriatique. Des 256 pages qui le composent, la plus grande partie (157) sont consacrées à un raccourci historique (*Past to Present*), tandis qu'une centaine (*Coast to Coast*) a pour objet des sujets très divers (on retiendra particulièrement l'essai sur *Splù and Shakespeare*).

Au sujet de ce livre — qui, dans son ensemble, est, répétons-le, très intéressant — deux réserves : la première se réfère à son manque d'unité : partout une dispersion (et surtout une répétition) des idées dans les diverses subdivisions chronologiques et topographiques ; l'autre, relative au fait que beaucoup trop d'importance a été donnée à Venise et à son « empire » sur la côte de l'Istrie, de la Dalmatie et de l'Albanie, tandis qu'une place beaucoup trop réduite est accordée aux côtes des Marches, des Abruzzes et des Pouilles.

— G. QUAZZA. *Il contrasto sabaudo-borbonico nella guerra per la successione polacca (1733-1738)* (Turin, Imprimerie V. Bona, in-8°, 140 p.). — D'un moment particulièrement délicat de la vie diplomatique européenne, G. Quazza a tracé,

sur la base d'une bonne documentation, tirée des archives et bibliothèques françaises, autrichiennes et italiennes, un tableau très exact, centré particulièrement sur la situation du Piémont. Dans la conclusion de cette longue étude, l'auteur souligne les points particuliers sur lesquels son travail jette de nouvelles lumières : les travaux de bon nombre d'historiens de la diplomatie y sont maltraités, quelquefois injustement, nous semble-t-il.

R. ROMANO.

— Nous n'avons pas oublié la riche personnalité de l'historien Gioacchino Volpe qui a été particulièrement active quand le Comité international des Sciences historiques prenait son essor. Nous avons lu naguère son livre sur *Questioni fondamentali sull'origine i volgimento dei comuni italiani, movimenti religiosi e sulle eretici della società medievale italiana*, et nous n'oublions pas l'activité que Volpe avait déployée pour faire connaître le passé de son pays. Mais Volpe avait joué un rôle considérable dans la politique fasciste dont plusieurs de ses confrères de jeunesse avaient gardé le souvenir. On a fait bon marché de ces souvenirs, et la maison Sansoni est arrivée à mettre sur pied deux volumes de *Miscellanea*, de 1.000 pages environ et auxquels on peut dès maintenant souscrire au prix de 9.000 et 11.000 liras. Ces *Miscellanea* sont assurés de la collaboration de : F. BATTAGLIA, *Alcune notizie sul conte di Cavour e l'immigrazione meridionale a Torino*; — M. BATTELLI, *La trasformazione della confederazione svizzera in stato federativo (1818)*; — L. BULFRETTE, *I piemontesi più ricchi nell'ultimo secolo dell'assolutismo sabauda*; — F. COGNASSO, « *A palo Bonizonio versus Italiam* »; — N. CORTESE, *Il Murat e la Carboneria napoletana nella prima metà del 1814*; — P. CURATO, *La situazione interna della due Sicilia nel 1847 secondo i dispacci degli inviati francese e inglese a Napoli*; — L. DAL RANE, *I lavori preparatori per la grande inchiesta del 1786 sull'economia toscana*; — G. DE VERGOTTINI, *Comune e vescovo a Trieste nei secoli XII-XIV*; — E. DUPRAT THESEIDER, *L'eresia a Bologna nei tempi di Dante*; — GINA FASOLI, *Nascita di un mito (il mito di Venezia nella storiografia)*; — A. M. GHISALBERTI, *Manzoni sulla lunga via per Roma*; — P.-S. LEICHT, *Su alcuni passi di giuristi italiani del secolo XIV riguardanti i parlamenti provinciali*; — M. L. GENTILE, *La battaglia di Lepanto*; — W. MATURI, *Le avventure toscane di Marc Antonio Cassini nel 1462*; — C. G. MOR, *Dei capitularia alla costituzione (per la storia dell'idea imperiale nel secolo XI)*; — EMILIA MORELLI, *Note sul biennio 1831-1832*; — R. MOSCATI, *Nella Sicilia di Carlo VI*; — N. OTTOKAR, *Gli scioperanti a Firenze nel 1300*; — M. PETROCCI, *Notizia della nunziatura apostolica prima del crollo della Serenissima*; — E. PI, *I sinodi romani nella scisma laurenzino*; — E. ROSA, *Il mito dell'indipendenza a Milano nel 1814 e la leggenda di un partito austriacante*; — E. PONTURI, *N. Attendola e Francesco Sforza sui conflitti dinastico-civili del Regno di Napoli*; — E. SESTAN, *Mazzini e il mondo della storia*; — G. SORANZO, *Studi e discussioni sulla lega italiana del 1454-1455*; — A. TORRE, *Di progettato attacco austro-ungarino alla Serbia del luglio 1913*; — M. TOSCANO, *Dal alcuni falsi e omissioni nel libro bianco tedesco sulle origini della seconda guerra mondiale*; — P. VACCARI, *La crisi delle classi nobiliari nei paesi europei durante il XIV secolo*; — F. VALSECCHI, *Appunti per una storia della storiografia sul Risorgimento*; — A. VISCONTI, *Alcune considerazioni sullo stato Visconteo e sulla causa del suo insuccesso*; — C. ZAGHI, *L'Austria e la repubblica cisalpina*. — Riche recueil de contributions extrêmement variées qui soulignent l'énorme emprise d'un historien disparu du monde de l'enseignement.

— Dans son étude sur *Il Piemonte nei primi decenni del settecento nelle relazioni dei diplomatici inglesi* (extrait du *Bolletino storico bibliografico subalpino*, juillet-décembre 1956), M. Franco VENTURI fournit une solide contribution à la situation, principalement économique, du Piémont au début du XVIII^e siècle. Il a utilisé à cet effet la correspondance de l'envoyé extraordinaire de la cour de Saint-James au duc de Savoie de 1703 à 1706, complétée par des documents multiples, qui ont apporté, en particulier sur les questions religieuses, leur contingent de renseignements. Les relations économiques entre la Savoie et l'Angleterre devaient recevoir une forte impulsion des circonstances, et la formation du royaume de Sicile au profit du duc de Savoie renforça ces espoirs. Mais la population piémontaise supportait difficilement le poids des lourds impôts du temps de la guerre ; la Grande-Bretagne faisait tout le possible pour assurer l'échange des laines nationales avec les soies piémontaises, et les Piémontais, de leur côté, se préoccupaient d'élargir leur marché anglais. A l'occasion, les envoyés britanniques se préoccupaient de leurs cousins par la religion les Vaudois. Tout de même, M. Venturi estime que sur ces différents points le règne de Victor-Amédée II se solde par un bilan négatif. Au passage, les textes utilisés par notre auteur présentent des traits amusants, ceux qui concernent, en particulier, le cardinal de Bassy, et donnent à cette bonne étude du piquant et du réel.

— L'histoire de l'Italie moderne ne peut qu'avoir une immense gratitude pour l'ensemble des travaux de M. Guido QUAZZA. La déjà longue liste de sa bibliographie vient de s'accroître de deux importants ouvrages consacrés à *La riforma in Piemonte nella prima metà del settecento* (*Collezione storica del Risorgimento italiano* dirigée par M. A. Codignola. Modena, Società tipografica editrice, 1957, en 1 vol. in-8°, 483 p.). — Les travaux de Piero Gobetti et de Franco Venturi avaient ouvert la voie où s'est élancé M. Quazza, à qui les publications de Einaudi et de Prato, de Saluzzo et Brancaccio et l'enseignement universitaire de M. W. Maturi, ainsi que la science des archivistes et bibliothécaires turinois, ont servi de guides. C'est au lendemain de la paix d'Utrecht que débutent les recherches de M. Quazza, qui s'est préoccupé d'abord de définir, de dénombrer la nouvelle structure administrative et d'en établir le coût ; de sorte qu'il a pu établir le montant de la réforme centrale de 1717. C'est à ce moment, en effet, que l'État piémontais a pris sa forme définitive, avec des bases sociales qui resteront visibles dans les divers chapitres de l'administration. M. Quazza nous conduit ainsi dans la diplomatie, dans l'armée et, avant tout, dans les finances publiques, dont la réorganisation en vue d'un rendement accru s'imposait pour permettre de réaliser les réformes prévues. Mais il fallait se soucier d'accroître les ressources, on y pourvut par un développement des productions agricoles et par un souci de la productivité industrielle qui aboutirent à un système de plus en plus rigoureux de mercantilisme industriel, à une politique propre à développer la concurrence et à instituer une politique d'assistance cohérente. Ainsi se réalisèrent les données d'un système politico-social qui essayait de satisfaire les besoins variés d'une société assez fortement différenciée, dont les exigences apparaissent coordonnées par une réorganisation du statut juridique et religieux et le développement du despotisme monarchique dans la vie culturelle et morale du pays. Ainsi s'est créée et améliorée une administration qui s'est progressivement étendue à toutes les activités d'un État bien pris en main par un gouvernement de plus en plus capable de comprendre les tâches

qui lui étaient dévolues, et il sera possible de tirer de la belle étude de M. Quazza tous les éléments de comparaison avec les autres systèmes de despotisme éclairé tentés dans ce début du XVIII^e siècle, où, en Autriche, en Allemagne et dans les différentes régions d'Italie, furent tentées des entreprises analogues à celle qui semble avoir si bien réussi en Piémont.

— M. Franco VENTURI, poursuivant son étude d'ensemble sur l'illuminisme italien au XVIII^e siècle, a été amené à retracer la carrière lombarde de Giambattista Vasco, qui s'insère entre 1766 et 1774, après qu'il eut abandonné la Sardaigne et avant qu'il puisse revenir dans son Piémont originel. Les rapports de Vasco avec Biffi, Bianchi, Canzani, Beccaria, Verri sont rappelés avec soin. Vasco, sur les grands problèmes judiciaires et économiques de son temps, a proposé des solutions personnelles intéressantes, où le recours par l'auteur à des publications russes est une preuve surabondante de ses multiples curiosités (*Giambattista Vasco in Lombardia*, extrait des *Atti della Accademia delle Scienze di Torino*).

— L'œuvre de réformes entreprise dans les États de la péninsule italienne est sujette à des appréciations contradictoires. Le grand ministre autrichien Metternich était-il hostile aux innovations constitutionnelles, ou bien sa décision de lutter contre les réformes napoléoniennes et de détruire du même coup les vestiges de l'absolutisme réalisé au XVIII^e siècle l'a-t-elle emporté dans ses efforts de doter les pays dépendant de l'Autriche d'un régime propre à satisfaire les besoins variés des populations, tel est le problème qui se pose à l'occasion des réformes tentées par Metternich et ses agents dans la période qui suit immédiatement le Congrès de Vienne. C'est ce qui donne aux rapports du conseiller aulique Giuseppe Sebreghondi l'intérêt qu'ils présentent sur l'administration de l'État pontifical de 1832 à 1836 (Narciso NADA, *Metternich e la riforma nello stato pontificio. La missione Sebreghondi a Roma, 1832-1836*. Torino, Deputazione subalpina di storia patria, 1957, in-8°, XIII-235 p.). Ces rapports, conservés aux Archives d'État de Vienne, ont trouvé dans les archives du Quai d'Orsay des commentaires appropriés, qui donnent à l'étude de M. Nada le caractère d'ouvrage sérieux et complet. L'auteur, en effet, expose par le détail les conditions où se trouvait l'administration pontificale après l'insurrection qui avait agité la Romagne en 1831. La médiocrité du cardinal Albani devait trouver dans le conseiller Sebreghondi, envoyé par Metternich en février 1832, le meilleur des réformateurs ; l'administration générale, les finances en particulier, subirent d'importantes réformes qui permirent au trésor pontifical de faire son plein et d'amorcer la réorganisation des forces armées de l'État pontifical. En même temps se préparait la chute du cardinal Bernetti et son remplacement par le cardinal Lambruschini. Et, certes, on ne peut affirmer que Sebreghondi ait partout réussi dans son entreprise de réformes, mais il est certain que les membres de la noblesse et de la haute bourgeoisie romaines soutinrent l'œuvre qu'il avait entreprise et que dans ce concours inespéré se trouve l'une des raisons de sa relative réussite.

— M. Giuliano GAETA a consacré le *Quaderno secondo di Pagine istriane a Due Giornali dalmati*, dans le dessein de définir « il risorgimento jugoslavo contra l'italianità » dans la période de 1848-1849 (Trieste, Associazione istriana di studi e di storia patria, 1956, in-8°, 38 p.). Il y donne un historique remarquable du journalisme ragusain, insistant sur la carrière des feuilles *Le rimembranze della setti-*

mana et *L'avvenire*, dont il analyse les principaux articles qui se réfèrent aux phénomènes nationaux de l'instant.

— M. Michel BOURDET-PLÉVILLE a consacré une monographie curieuse à un aspect de l'armature militaire de l'État pontifical sous le titre *Quand le pape avait des bateaux* (*Bibliothèque Ecclesia*, n° 32. Paris, A. Fayard, 1957, in-18, 223 p.; prix : 400 fr.). Une partie de la documentation de ce livre est originale, et M. Bourdet-Pléville a su établir une bibliographie qui compte des ouvrages importants (ceux de Guglielmotti et de Pantora, en particulier). C'est à la marine pontificale qu'est due la défaite finale des Sarrasins. Les énormes succès de l'invasion turque devaient redonner à la présence musulmane des effets qui allèrent en s'accroissant au xvi^e siècle, et on nous expose les efforts de la papauté pour mettre sur pied une flotte dont la galère devient l'élément prépondérant. M. Bourdet-Pléville nous donne une histoire très vivante des fluctuations subies par la marine pontificale au cours de ses contacts avec les forces turques, mais il faut reconnaître que les sortes de croisades qui furent prêchées et organisées dans les pays chrétiens se heurtèrent à une mauvaise volonté grandissante, encore que Venise eût fait des efforts méritoires pour écouter les exhortations du pape Pie V. Bien entendu, Lépante est une grande date dans l'histoire de la marine pontificale, mais la victoire qui y est remportée est la dernière qui peut être rapportée ; la décadence s'affirme terriblement au xviii^e siècle et, sous le pontificat de Pie VII, se précipite : en 1860, dix-sept unités figurent encore aux effectifs romains, dont deux bâtiments, une corvette et une canonnière, montés par 255 hommes ; l'*Immacolata-Concezione* est le dernier des bateaux pontificaux et est vendu en 1879 par Léon XIII aux PP. Dominicains enseignants d'Arcachon, pour finir ses jours en 1890.

— Le tome IV de la publication *I Costituti di Federo Confalonieri*, établi par M. Achille CUNANI, réunit un contenu riche et varié (*Istituto storico italiano per l'età moderna e contemporanea*. Rome, 1956, in-8°, 407 p.). Il est constitué par des lettres, des éléments variés de procédure datés de 1821-1823 et provenant d'archives diverses, complétés par une annotation précise. La publication comporte une table qui en rend l'emploi commode.

— De M. Narciso NADA nous sont parvenus deux bons opuscules. Dans l'un, intitulé *La polemica fra Palmerston e Metternich sulla questione romana nel 1832* (extrait du *Bollettino storico bibliografico subalpino*, 1954-1955, in-8°, 112 p.), l'auteur insiste sur l'attitude de l'Autriche à l'égard de la question romaine, sur laquelle il publie plusieurs textes de la correspondance du ministre autrichien au baron Neumann, en soulignant la profondeur des divergences régnant entre Vienne et Londres sur le problème des réformes souhaitées dans l'administration des États du Saint-Siège. Le conservatisme intransigeant de Metternich s'affirme très nettement à l'égard de l'attitude du cardinal Bernetti touchant la légation, et lord Seymour trouva à Rome un écho du soutien apporté par Metternich à la politique du Saint-Siège ; étude bien informée, en liaison avec les résultats déjà obtenus par M^{lle} E. Morelli. — Dans l'autre étude de M. Nada sur *La crisi religiosa di Carlo Ludovico di Borbone e i suoi riflessi politici (1833)* (extrait des *Atti della Accademia delle Scienze di Torino*, t. LXXXIX, 1954, in-8°, 77 p.) est envisagée la crise déterminée par la sympathie du duc de Lucques pour le protestan-

tisme, qui inquiétait les milieux conservateurs et, naturellement, pontificaux. Le cardinal Odescalchi fut chargé par le pape d'agir personnellement sur le duc, considéré un instant comme gagné par l'influence française. Metternich devait argumenter lui-même lors du séjour à Vienne du duc. Les textes utilisés par M. Nada, comme sa communication propre, apportent de nouvelles preuves du zèle perpétuellement réactionnaire de Metternich.

— On connaît l'importance des congrès de savants pour l'histoire de la formation de l'Italie moderne. M. Icilio CAPPELLINI a publié *I documenti del « Buon governo » sul primo Congresso degli scienziati italiani del 1839, nota introduttiva e regesto* (Firenze, Cya, 1956, in-8°, 44 p.). Le congrès d'octobre 1839 s'est tenu à Pise, en limitant son programme aux sciences physiques et naturelles et sciences techniques en dépendant. La police toscane, « il buon governo », en surveilla les séances pour éviter tout incident, en particulier du fait de l'emploi de l'italien comme langue officielle du congrès et de la présence parmi les membres de gens un peu suspects en tant qu'ayant, comme le professeur de l'Université de Bologne Francesco Orioli, participé à certains mouvements libéraux. En tout cas, dans la discipline du congrès devait s'affirmer, de la part de la majorité des congressistes, le souci d'une communauté de vues tout à fait sympathique. L'inspecteur de police en résidence à Florence, le maréchal Radetzky, lui-même de Milan, durent reconnaître la sagesse déployée à Pise. Seule la cour de Rome, par la bouche du secrétaire d'État Lambruschini, montra quelque hargne, et c'est à cet état d'esprit que se référèrent quelques réactionnaires en mal de libéralisme. Du côté des autorités toscanes, les choses, en revanche, allèrent bien, grâce à l'esprit traditionnel de la maison régnante, sympathique à l'« illuminisme ». Pise était le premier des congrès qui dès lors se réunirent chaque année, Turin en 1840, Florence l'année suivante.

— Les *Carteggi di Bettino Ricasoli*, publiés par MM. Mario NOBILI et Sergio CAMERANI pour l'Istituto storico italiano, atteignent, avec le tome VIII (Rome, Vittoriano, 1956, in-8°, 438 p.), la période circonscrite par les dates 27 avril-31 juillet 1859. On ne peut que regretter, pour une période si essentielle en ce qui touche l'Italie et Ricasoli lui-même, que les éditeurs aient renoncé à toute espèce d'annotation. Notons, d'autre part, qu'une partie de ces lettres sont écrites sur le mode de la discrétion, et nous aimerions que les éditeurs fournissent sur leurs auteurs des compléments d'information. Par ailleurs, des lettres à caractère privé peuvent, le cas échéant, prendre ce caractère politique : ainsi le n° 167, de Piero Guicciardini, de Londres, 31 mai 1859. La majorité de ces lettres sont des attestations de confiance. Un courant d'idées curieux, ce sont celles qui ont trait à l'insuffisance des manifestations du piémontésisme en Toscane. C'est de traits semblables que MM. Nobili et Camerani auraient pu nourrir une introduction à une publication importante et parfaite quant à l'exécution diplomatique.

— En commençant d'entreprendre l'édition des *Lettere alla marchesa Arconati* de Giovanni Berchet, M. Robert VAN NUFFET s'est lancé dans une tâche ardue, mais fort intéressante (*Istituto per la storia del Risorgimento italiano*, série II, fonti, vol. XXXVII, t. I : février 1822-juillet 1835) (Rome, Vittoriano, 1954, in-8°, xxxii-287 p.). Le soin de l'édition, qui n'a pu être possible qu'avec l'aide de la Fondation universitaire de Belgique, défie toute critique. L'annotation est sévère et riche, et l'introduction se présente comme un travail personnel très

poussé. Les correspondants en valaient la peine, sans doute, ainsi que le sujet de leur correspondance, c'est-à-dire l'objet de leurs relations. La presque totalité de ces lettres font partie du Musée central du Risorgimento de Rome, en provenance de la Bibliothèque nationale, qui les tenait d'un certain Aniceto Giordini. Et, certes, elles ont été déjà assez fréquemment utilisées; c'est le 24 février 1822 que commence cette correspondance, qui, pour ce seul volume, comprend 219 lettres, dont la dernière est du 27 juillet 1835. Le ton de ces lettres est parfait et présente un intérêt surtout pédagogique, étant donné le rôle de précepteur que la marquise devait confier à Berchet. Mais les problèmes littéraires et politiques y ont leur place, et Berchet joue un rôle d'intermédiaire à l'égard de personnalités des origines les plus variées, comme Fauriel, Raumer; Berchet continua d'être ainsi l'apôtre de l'européanisme. Il l'est moins de son propre pays, car il est sévère pour les Italiens (12 janvier 1827, 23 novembre 1823).

— On doit au vice-directeur du *Movimento operaio*, M. Franco DELLA PERRUTA, une importante contribution à l'histoire du *Socialismo risorgimentale de Ferrari, Pisacane e Montanelli*. De Ferrari, les œuvres variées fournissent à l'auteur un contingent d'idées dont il montre la parenté avec les grands systèmes socialistes classiques, Saint-Simon, Fourier et, sans le nommer, Proudhon, mais il semble ignorer ce qui a été exprimé par Ferrari dans la correspondance gardée de lui dans la série F¹⁷ des Archives nationales, que j'ai fait connaître à quelques historiens italiens. Pour Carlo Pisacane, dont la *Guerra combattuta in Italia negli anni 1848-1849* est publiée quelques mois après l'apparition de la *Federazione repubblicana* de Ferrari, il s'affirme vraiment socialiste dans une lettre à un inconnu qui est du 19 avril 1850; et, certes, M. Della Perruta examine soigneusement les idées de Pisacane, mais on peut s'étonner qu'il n'ait pas utilisé la nouvelle édition qui vient de paraître aux éditions Einaudi du *Saggio su la Rivoluzione* de Pisacane, exprimant une doctrine qui offre de curieuses affinités avec les thèmes fondamentaux du marxisme. Quant à Giuseppe Montanelli, il s'accorde avec Ferrari pour dénoncer dans la papauté l'ennemi principal de la révolution italienne; il affirme la nécessité pour les démocrates italiens de se déclarer socialistes; il est, même après le coup d'État de 1851, resté fidèle au courant du socialisme français tel qu'il s'exprimait par la voix de Lamennais et de Buchez.

— M. Angelo VENTURA, sous le titre *Lineamenti costituzionali del governo provvisorio di Venezia nel 1848-1849* (Padova, Cedam, 1955, in-8°, 137 p.), a publié dans la série des *Pubblicazioni della Facoltà di lettere e filosofia* de l'Université de Padoue un bon ouvrage qui retrace les instants de la vie constitutionnelle de Venise pendant les lourdes années de 1848-1849. Dans le premier chapitre est rappelée la proclamation, le 22 mars 1848, par Daniel Manin, de la nouvelle république, et l'auteur saisit l'occasion pour analyser les deux théories en présence du droit public vénitien. Mais, les événements se précipitant, la République provisoire posa de graves problèmes touchant la fusion de Venise avec la Lombardie délivrée du joug autrichien, et, dans une ère d'inquiétude et de préoccupations, le Gouvernement provisoire se trouva en présence de difficultés que, de leur côté, les autorités de Turin ne sont pas en état de résoudre rapidement. La défaite des Piémontais sous les coups des Autrichiens revenus en force, l'armistice de Salasco qui en fut la conséquence allaient mettre rapidement en péril la République installée à Venise, et le fracas des discussions surgies entre Manin toujours calme et

les démocrates surexcités, l'hypothèse d'une intervention française devenant de jour en jour moins vraisemblable, le gouvernement vénitien dut s'orienter vers les problèmes que prétendait résoudre la convocation d'une constituante italienne. Et c'est dans les incertitudes d'un avenir obscur que se termine l'étude de M. Ventura, avant que se soit déclenchée l'offensive autrichienne, qui allait ruiner la République vénitienne et forcer Manin à s'enfuir.

— Sous le titre *Le origini dal giornalismo fiumano*, M. Giuliano GAETA précise l'histoire de l'*Eco de Fiume* — paru à partir du 2 juillet 1857 et qui cesse de paraître le 28 novembre 1860, date de l'incorporation de Fiume à la lieutenance de Zagreb — et de la *Gazzetta di Fiume*, dont le premier numéro paraît le 17 décembre 1860 et qui cesse pour ne pas tomber entre les mains d'une rédaction purement croate. L'on ne distingue pas bien la date exacte où la *Gazzetta di Fiume* cessa de paraître, mais M. Gaeta a raison de souligner la lutte de langues engagée entre les tenants de l'un et l'autre idiome jusqu'en 1865, où Fiume resta sans aucun périodique.

— M. Alberto M. GHISALBERTI a publié, en y joignant les références utiles et des illustrations empruntées à la presse satirique italienne du temps, le texte d'une conférence prononcée à la « Famija Piemontesa » de Rome sur le Congrès de Paris de 1856, thème principal de l'assemblée du Risorgimento, qui s'est tenue à Turin au début du mois d'octobre dernier (*Il Congresso di Parigi e l'opinione pubblica*, Roma, Famija Piemontesa, 1956, in-8°, 59 p.). La guerre d'Orient s'était close le 30 mars 1856, après quatorze mois d'événements dramatiques depuis le mois de janvier 1855. Et le brillant historien reprend la chronique de cette lourde année, en puisant dans les textes de d'Azeglio, de Crispi, de La Farina, de Manin, de Cavour, de Farini, de Montanelli, de Mazzini, de Minghetti les commentaires les plus appropriés. Il va de soi que les journaux fournissent un contingent important de références : *Piemonte*, *Gazzetta del Popolo*, *Opinione*, *Écho du Mont-Blanc*. L'histoire critique du Risorgimento a dans le professeur Ghisalberti un érudit connaisseur.

G. Bx.

— Domenico DEMARCO. *Una pagina di storia bancaria italiana : la espansione territoriale della Banca nazionale sarda e i tentativi di soppressione del Banco di Napoli (settembre 1860-aprile 1863)* (extrait des *Archivi storici delle aziende di credito*, vol. I) (Rome, Associazione bancaria italiana, 1956, 69 p.). — Domenico Demarco, l'un des bons spécialistes d'histoire économique italienne, a écrit une page d'un chapitre encore bien mal connu : l'assimilation administrative et monétaire des provinces conquises au Piémont centralisateur. Au lendemain de l'annexion des Deux-Siciles fut mis en question le sort de la Banque de Naples, principal institut de crédit du royaume, jouissant d'une très solide position dans tout le Midi de la Péninsule. Au rebours de ce qui s'était passé en Lombardie et dans les duchés, de vives résistances locales s'opposèrent à la fusion du *Banco di Napoli* avec la Banque nationale sarde qui dut se contenter d'ouvrir des succursales dans les grandes villes. Une crise aiguë se dessina, car la Banque de Naples avait vu fondre son encaisse de 70 %, entre août 1859 et août 1861. Mais sa situation s'améliora graduellement jusqu'en 1862. L'introduction du cours légal et de la monnaie d'or ainsi que la provision de 0,25 % perçue par l'État sur les effets escomptés rencontraient, auprès du public, la plus vive répugnance. Les billets de la Banque nationale étaient difficilement acceptés et les deux instituts se

livraient à une ruineuse concurrence. Aussi, en avril 1863, le gouvernement dut-il rendre son autonomie à la Banque de Naples, réorganisée et dotée d'un conseil d'administration compétent et épuré des tenants de l'ancien régime bourbonien. Ainsi, « après trois ans d'oscillations entre la vie et la mort, la Banque de Naples sortait quasi indemne de la première averse de la tempête de l'unité italienne ». Des appendices statistiques et, surtout, une large et très utile bibliographie complètent cet essai, fermement pensé et clairement rédigé.

Paul GUICHONNET.

— M. Giuliano PROCACCI, *Le elezioni del 1874 e l'opposizione meridionale* (Biblioteca Feltrinelli, Studi e ricerche storiche. Milano, Feltrinelli, 1956, in-8°, 143 p.).

— C'est dans les années 1874-1876 que l'opinion publique italienne commence vraiment à prendre conscience du problème méridional. Dans les journaux du temps, dans les relevés statistiques publiés, M. Procacci a recueilli une documentation abondante. Il est intéressant de noter que des problèmes abstraits, comme ceux de la liberté et de la démocratie, ont été posés devant un corps électoral inexpert, dont les réactions ont été différentes en Sicile et dans le pays de Naples. Dans l'ensemble, les électeurs — électeurs désignés au suffrage restreint — se totalisaient au chiffre approché de 260.000. Les députés élus en Sicile appartenaient en majorité à la bourgeoisie libérale et devaient former la base d'une gauche « propriétaire ». A Naples, les caractéristiques de l'élection furent encore plus accentuées. Ainsi, le midi fut tout entier représenté par une opposition qui, en septembre 1874, désigna les membres d'un comité, lequel devait affirmer deux tendances générales, celles de la « gauche historique » et de la « jeune gauche ». En appendice, M. Procacci reproduit trois manifestes de l'opposition méridionale.

— C. GIGLIO, *Il secondo gabinetto Depretis e la crisi balcanica (dicembre 1877-marzo 1878)* (Rivista storica italiana, anno LXVII, fasc. II, juin 1955). — M. Giglio nous apporte une étude extrêmement documentée sur la conduite de la politique italienne lors de la crise orientale et, grâce à la prospection de sources jusque-là négligées (Livre rouge autrichien, documents parlementaires britanniques), il a réussi à renouveler un sujet maintes fois controversé, mais sur lequel l'historiographie italienne (Croce, Chiala, etc.) avait fini par se rallier aux vues suivantes : dans tout le conflit oriental, même en ses moments les plus dramatiques, le gouvernement Depretis avait observé constamment la plus grande réserve, opposant une fin de non-recevoir absolue (la politique des « mains nettes ») aux avances anglaises ou autrichiennes lors de la crise de mars 1878.

Ce sont ces positions par trop schématiques que vient nuancer M. Giglio grâce aux documents qu'il a patiemment confrontés : si la politique de réserve l'a finalement emporté, il apparaît bien qu'à deux reprises au moins Depretis fut tenté de l'abandonner au profit d'une politique plus active dite de « coopération » avec les puissances qui cherchent à se prémunir contre les visées russes en Orient ; c'est en particulier le cabinet autrichien, craignant de voir l'Italie se tourner vers Saint-Petersbourg flattant le rêve irrédentiste, qui charge le 27 février son ministre à Rome d'offrir au cabinet italien en échange d'une coopération active en Orient « une compensation territoriale, un port, une île, Tunis, Tripoli... », proposition qui n'est transmise à Rome que le 7 mars (l'ambassadeur Haymerlé hésitant à engager ainsi son gouvernement), appuyée par l'Angleterre et favorablement accueillie par Depretis qui se montre prêt à engager la discussion... mais trop

tard : pour des motifs de politique intérieure, le gouvernement doit démissionner le 9 mars et son successeur, le ministère Cairoli, se ralliera à son tour à cette politique des « mains nettes » qui lui sera si âprement reprochée après le Congrès de Berlin (juillet 1878).

Mais il apparaît donc nettement que Depretis, s'il fit dans l'ensemble prédominer une politique de sage réserve, n'en était pas moins prêt à se rallier, au moment de sa chute, à des positions beaucoup plus risquées dans l'espoir d'une acquisition outre-mer qui eût haussé l'Italie au rang envié de puissance coloniale.

D. TINTANT.

— Dans la collection *Problemi del nostro tempo*, publiée par l'Associazione italiana per la libertà della Cultura, M. Raffaello MORGHEN a dressé d'Ernesto Buonaiuti une courte, mais attachante biographie intellectuelle (Roma, A. I. E. C., 1956, in-18, 30 p.). Les travaux de Renan, Harnack, Loisy avaient ouvert à l'histoire des origines du christianisme et de l'Église primitive des voies nouvelles où Buonaiuti s'élança, jusqu'au moment où sa conscience se heurta à des croyances qui heurtaient sa sensibilité. L'antimodernisme qui s'était rapidement développé devait atteindre le docte professeur, qui essaya de maintenir dans la tradition chrétienne de saint Paul le moyen de conserver une sorte d'Église réduite ; mais il était suspendu *a divinis* dès 1916 et, à partir de 1922, se succédaient une suite d'excommunications qui le mirent en contact direct avec les milieux protestants. En même temps, le fascisme se présentait, avec ses exigences civiles. Les obligations multiples auxquelles il se croyait tenu le conduisaient, cependant, à contracter une inexorable maladie de cœur, et M. Morghen le vit encore quelques jours avant sa mort.

— On sait le nombre et l'importance des institutions qui, dans l'Italie contemporaine, se livrent à des recherches historiques et à des enquêtes bibliographiques. L'Italie est le pays des mécènes généreux grâce auxquels peuvent être encouragées et prendre vie et forme de pareilles entreprises : que l'on songe à ce qui a été réalisé sur le plan économique et social par les firmes Olivetti et Feltrinelli. Mais je tiens à signaler ce qui a été tenté par la veuve d'un ancien député socialiste italien, M^{me} Vera MODIGLIANI, qui, avec l'appui d'un certain nombre d'amis, a mis sur pied, avec combien de fatigues ! « l'Ente per la storia del socialismo e del movimento operaio italiano » et qui a entrepris de publier une *Bibliografia del socialismo e del movimento operaio italiano*, dont le premier volume, par H. AMBROSOLI, consacré en deux tomes aux périodiques, vient de paraître (Éd. E. S. M. O. S. Rome et Turin, exclusivité de vente Olschki, Firenze, in-8°, 1.428 p. ; prix : l. 12.000). Paraitront ensuite la bibliographie imprimée proprement dite et les « interventions parlementaires ». La base des dépouillements opérés a été fournie par la Bibliothèque nationale de Florence. On saura seulement à l'usage si cette base était suffisante. En tout cas, des index multiples (courants politiques, catégories professionnelles, dates, lieux de publication, noms de personnes) permettront de procéder dans ce catalogue de 3.866 fiches et de 3.500 références à de fructueuses et utiles recherches.

G. BN.

Portugal. — E. W. BOVILL. *The Battle of Alcazar. An Account of the Defeat of Don Sebastian of Portugal at El-Ksar el-Kebir* (London, The Batchworth Press, 1952, 13 1/2 x 21, XIII + 198 pages, ill. ; prix : 18 s.). — M. Bovill semble avoir

simplement voulu raconter au public anglais, d'une manière à la fois consciencieuse et attrayante, la défaite et la mort du roi Sébastien de Portugal au Maroc (1578), vues dans une perspective britannique. Il y a réussi, mais il ne faut pas demander à son livre les informations nouvelles et les interprétations originales qu'il ne prétend aucunement apporter. Les notes sont brèves et rares, et la bibliographie un peu courte. On relève de menues erreurs de détail. La plus grave est l'invention de la place luso-marocaine Cabo do Sul (p. 11-12), distincte du Cap de Gué, mais due sans doute à une mauvaise lecture de *Cabo de Gue*. Les noms portugais sont trop fréquemment hispanisés, à commencer par celui du roi lui-même. Dans ce domaine, il sera cependant beaucoup pardonné à M. Bovill parce qu'il sait orthographier correctement le nom du conquérant du Mexique, Cortés, au lieu du ridicule « Cortez » qui dépare obstinément tant de publications sérieuses. L'enquête repose surtout sur les *Calendars of State Papers* et sur *Les sources inédites de l'histoire du Maroc* fondées par le comte de Castries. On ne peut reprocher à M. Bovill d'avoir ignoré le livre de M. Alfonso Danvila (*Felipe II y el rey Don Sebastián de Portugal*, Madrid, 1954), qui a paru après le sien, mais il aurait eu intérêt à consulter Queiroz Velloso, *D. Sebastião 1554-1578* (3^e éd., Lisbonne, 1945), qui reste l'ouvrage d'ensemble le plus solide et qu'il ne mentionne nulle part.

Robert RICARD.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

I. GÉNÉRALITÉS ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Publications de M. Charles Virolleaud. [*Syria*, 1956.] — René Dussaud. L'œuvre scientifique syrienne de M. Charles Virolleaud. [*Ibid.*] — Paul Garelli. L'œuvre assyriologique de M. Charles Virolleaud. [*Ibid.*] — André Perret. Chronique bibliographique. La Savoie des origines à la fin du xvii^e siècle (publications de 1938 à 1955); fin. [*Cah. d'hist.*, 1957, n° 3.] — V. Rouquet La Garrigue. Étude économique et sociale des Antilles françaises et principalement de la Martinique. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1957, n° 2.] — M. Hosotte-Reynaud. Publications de l'Institut des Hautes-Études marocaines (1936-1954). Tables et répertoires. [*Hespéris*, suppl. 1956.] — A. V. Artsikhovskiy. Les fouilles de 1955 à Novgorod. [*Vop. Istorii*, 1956, n° 3.]

Hans Krahe. Indogermanisch und Alteuropäisch. [*Saeculum*, 1957, n° 1.] — Pierre Huard. Panorama de la science chinoise et de quelques-unes de ses disciplines. [*R. de S.*, octobre-décembre 1956.] — F. Van Kalken. La robotisation des congrès d'histoire. (A propos du X^e Congrès international des Sciences historiques.) [*A. R. Belgique. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1956, 12.] — J. Godechot. Où

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *Académie royale de Belgique. Bulletin de la Classe des lettres et des sciences morales et politiques* (1956, n° 11 et 12); *Bulletin de la Commission royale des anciennes lois et ordonnances* (t. XIX, n° 1). — *Allemagne d'aujourd'hui* (1957, n° 3). — *Annales de l'Est* (1957, n° 2). — *Annales de Normandie* (mai 1957). — *Archivio hispalense* (1956, n° 80). — *Atti della Accademia nazionale dei Lincei, Rendiconti* (mai 1956 à février 1957); *Notizie degli Scavi* (1956, vol. 10). — *Bulletin de Correspondance hellénique* (1956, n° 2; 1957, n° 1). — *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français* (avril-juin 1957). — *Bulletin of the Institute of historical research* (mai à novembre 1956). — *Byzantinische Zeitschrift* (1957, n° 1). — *Byzantinoslavica* (1957, n° 18). — *Cahiers d'histoire* (1957, n° 2). — *Cambridge historical Journal* (1957, n° 1). — *English historical review* (octobre 1956 à avril 1957). — *Hespéris* (1956, n° 3-4). — *Hispania* (1956, n° 65, et 1957, n° 66). — *Historische Zeitschrift* (Bd 183, Heft 3, juin 1957). — *Jahrbuch der österreichischen byzantinischen Gesellschaft* (1956). — *Journal of economic history* (septembre 1956 à mars 1957). — *Journal of modern history* (juin 1957). — *Journal of the history of ideas* (juin 1957). — *Κόσμος* (1955, n° 1). — *Nuova rivista storica* (janvier-avril 1957). — *Politique étrangère* (1957, n° 2). — *Provence historique* (octobre 1956 à juin 1957). — *Review of politics* (juillet 1957). — *Revue archéologique* (juillet 1956 à mars 1957). — *Revue des études byzantines* (1956, n° 14). — *Revue de Synthèse* (octobre-décembre 1956). — *Revue française de science politique* (avril-juin 1957). — *Revue de Défense nationale* (juillet à septembre 1957). — *Revue d'histoire des colonies* (3^e et 4^e trimestres 1956). — *Revue d'histoire économique et sociale* (1957, n° 2). — *Revue historique de droit français et étranger* (1956). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (juin 1957). — *Revue maritime* (juin 1957). — *Rivista storica italiana* (1957, n° 1). — *Saeculum* (1957, n° 1). — *Syria* (1956). — *Transactions of the royal historical society* (5^e série, 1957, t. VII). — *Vierjahrsheft für Zeitgeschichte*, juillet 1957. — *Voprosi istorii* (1956).

en est l'historiographie? [*Inf. hist.*, novembre-décembre 1956.] — *Wolfgang Abendroth*. Aufgaben und Methoden einer deutschen historischen Wahlsoziologie. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, juillet 1957.] — *V. R. Lorwin*. Reflections on the History of the French and American Labor Movements. [*J. of Econ. Hist.*, mars 1957.] — *Arnold Bergstraesser*. Max Webers Antrittsvorlesung in zeitgeschichtliche Perspektive. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, juillet 1957.]

II. PRÉHISTOIRE, ORIENT ET ANTIQUITÉ CLASSIQUES

Georges Castellon. La préhistoire en D. D. R. [*L'All. d'auj.*, 1957, n° 3.]

P. Montet. Nouvelles études sur les Helou-nebout. [*R. A.*, XLVIII, juillet-décembre 1956.] — *Eugène Cavaignac*. L'Égypte et les Hittites de 1370 à 1345. [*Syria*, 1956.] — *Emmanuel Laroche*. L'inscription hittite d'Alep. [*Ibid.*] — *Marcel Leibovici*. Présages hittites traduits de l'akkadien. [*Ibid.*] — *G. Dossin*. Enkidou dans l'« Épopée de Gilgameš ». [*A. R. Belgique. Bull. Cl. l. et sc. m. et pol.*, 1956, 11.] — *Henri Cazelles*. L'hymne ugaritique à Anat. [*Syria*, 1956.] — *Otto Eissfeldt*. Art und Aufbau der phönizischen Geschichte des Philo von Byblos. [*Ibid.*] — *André Dupont-Sommer*. Une stèle araméenne d'un prêtre de Ba'al trouvée en Égypte. [*Ibid.*] — *Jean Bottéro*. Deux curiosités assyriologiques. (Avec une note de Pierre Hamelin.) [*Ibid.*] — *Raymond-R. Jestin*. La conception sumérienne de la vie post mortem. [*Ibid.*] — *René Labat*. Une nouvelle tablette de pronostics médicaux. [*Ibid.*] — *André Parrot et Jean Nougayrol*. Asarhaddon et Naki'a sur un bronze du Louvre (AO 20185). [*Ibid.*] — *G. R. Driver*. Two problems in the Old Testament examined in the light of Assyriology. [*Ibid.*]

Ch. P[icard]. Au palais « mycénien » d'Epanô-Englianos (Messénie occidentale). [*R. A.*, XLVIII, juillet-décembre 1956.] — *H. Jeanmaire*. La naissance d'Athéna et la royauté magique de Zeus. (Remarques sur Métis, mère d'Athéna.) [*Ibid.*] — *P. Amandry*. Bellérophon et la Chimère dans la mosaïque antique. [*Ibid.*] — *G. Daux*. Remarques sur la composition du conseil amphictionique. [*B. C. H.*, LXXXI, 1957, 1.] — *M. Sordi*. La fondation du collège des naopes et le renouveau politique de l'Amphictionie au IV^e siècle. [*Ibid.*] — *G. Daux*. L'Athènes antique en 1851 : photographies d'A. Normand. (Avant les fouilles de Beulé.) [*Ibid.*, LXXX, 1956, 2.] — *G. Saitta*. Lisimaco di Tracia. [*Κόιντος*, I, 1955.] — *M. J. Fontana*. Il problema delle fonti per il XVII libro di Diodoro Sculo. (Sur Alexandre le Grand.) [*Ibid.*] — *Paul Chalus*. La philosophie critique de l'H stoïe et l'exemple de Thucydide. [*R. de S.*, octobre-décembre 1957.] — *M.-Th. Lenger*. Décret d'amnistie de Ptolémée Évergète II et lettre aux forces armées de Chypre. [*B. C. H.*, LXXX, 1956, 2.] — *Ernst Weidner*. Ein Losbuch in Keilschrift aus der Seleukidenzeit. [*Syria*, 1956.]

G. V. Gentili. Siracusa. Contributo alla topografia dell'antica città. [*Atti Accad. naz. Lincei, Not. Scavi*, s. VIII, vol. 10, 1956.] — *A. Vallone*. I Mamertini in Sicilia. [*Κόιντος*, I, 1955.] — *F. Castagnoli*. Tracce di centuriazioni nei territori di Nocera, Pompei, Nola, Alife, Aquino, Spello. [*Atti Accad. naz. Lincei, Rendiconti*, s. VIII, vol. XI, fasc. 11-12, novembre-décembre 1956.] — *F. de Visscher*. L'amphithéâtre d'Alba Fucens et son fondateur Q. Naevius Macro, préfet du prétoire de Tibère. (Indications importantes sur la carrière du personnage.) [*Ibid.*, s. VIII, vol. XII, fasc. 1-2, janvier-février 1957.] — *A. Momigliano*. Gli Anicii e la storiografia latina del VI sec. d. Cr. [*Ibid.*, s. VIII, vol. XI, fasc. 11-12, novembre-

décembre 1956.] — *J. Le Gall*. Sur la publication officielle des fouilles d'Ostie. [*R. A.*, XLIX, janvier-mars 1957.] — *A. Di Vita*. Un *milliarium* del 252 a. C. e l'antica via Agrigento-Panormo. (Remarques sur les limites occidentales du territoire romain après la prise de Palerme.) [*Κόικαλος*, I, 1955.] — *A. Olivetti*. Manius Curius Dentatus et le mouvement démocratique à Rome au début du III^e siècle av. J.-C. [*Inf. hist.*, mai-juin 1956.] — *P. Chamoux*. Rome et la confédération achéenne (automne 170). [*B. C. H.*, LXXXI, 1957, 1.] — *G. Puccioni*. La morte di Romolo nella *Historia miscella* di Landolfo Sagace. (Début du XI^e siècle.) [*Atti Acc. naz. Lincei, Rendiconti*, s. VIII, vol. XI, fasc. 5-6, mai-juin 1956.] — *P. Chamoux*. M. Vettulenus Civica Barbarus. (Consul en 157 ap. J.-C., oncle paternel de L. Verus.) [*B. C. H.*, LXXXI, 1957, 1.] — *R. Marache*. Cicéron : l'homme et l'homme politique. [*Inf. hist.*, janvier-février 1957.] — *E. Volterra*. Sull'*incensus* in diritto romano. [*Atti Acc. naz. Lincei, Rendiconti*, s. VIII, vol. XI, fasc. 11-12, novembre-décembre 1956.]

Endre von Iodánka. Zur Selbstdeutung des römischen Imperiums. [*Saeculum*, 1957, n° 1.] — *Maria Luisa Paladini*. A proposito del ritratto di Tiberio a Rodi e della sua posizione prima dell'accessione all'Impero. [*Nuova riv. st.*, janvier-avril 1957.] — *K. Aland*. Petrus in Rom. [*Hist. Zeitsch.*, Bd 183, Heft 3, juin 1957.] — *M. Sordi*. I primi rapporti fra lo stato romano e il Cristianesimo e l'origine delle persecuzioni. [*Atti Acc. naz. Lincei, Rendiconti*, s. VIII, vol. XII, fasc. 1-2, janvier-février 1957.] — *E. Volterra*. Intorno a un editto dell'imperatore Claudio. (Sur l'affranchissement des esclaves abandonnés dans l'île d'Esculape.) [*Ibid.*, s. VIII, vol. XI, fasc. 7-10, juillet-octobre 1956.] — *Heinz Kraft*. Kaiser Konstantin und das Bischofsamt. [*Saeculum*, 1957, n° 1.] — *E. Demougeot*. Une lettre de l'empereur Honorius sur l'*hospitium* des soldats. (L'hébergement des soldats imposé par l'État à la population civile au cours du IV^e siècle aide à apprécier le degré de sécurité des provinces d'Occident.) [*R. H. D. F. E.*, 1956, n° 1.]

III. LE MOYEN AGE

Laetitia Boehm. *Gesta Dei per Francos* oder *Gesta Francorum*? Die Kreuzzüge als historiographisches Problem. [*Saeculum*, 1957, n° 1.] — *R. Cessi*. Paolinismo preluterano. [*Atti Acc. naz. Lincei, Rendiconti*, s. VIII, vol. XII, fasc. 1-2, janvier-février 1957.]

J. Adigard des Gautries. Les noms de lieux de la Seine-Maritime attestés entre 911 et 1066. [*A. de Normandie*, mai 1957.] — *G. Leblond*. « Ci falt la geste que Turolfus declinet ». [*Ibid.*] — *M. de Bouard*. De la confrérie pieuse au métier organisé. La fraternité des fèvres de Caen (fin du XII^e siècle). [*Ibid.*] — *H. Monissadjan*. La communauté des prêtres de l'église de Sainte-Feyre (Creuse). [*Cah. d'hist.*, 1957, n° 3.] — *Louis d'Alauzier*. Les meurtrières triples du château de Barry. [*Prov. hist.*, octobre-décembre 1956.]

Gianluigi Barni. Cives e rustici alla fine del XII secolo e all'inizio del XIII secondo il *Liber Consuetudinum Mediolani*. [*Riv. st. it.*, 1957, n° 1.] — *L.-R. Ménager*. Notes et documents sur quelques monastères de Calabre à l'époque normande. [*Byzant. Zeitschr.*, 50, 1957.] — *G. B. Pellegrini*. Il Fosso Caligi e gli arabismi pisani. (Étude sur les rapports de Pise et du monde arabe.) [*Atti Acc. naz. Lincei, Rendiconti*, s. VIII, vol. XI, fasc. 5-6, mai-juin 1956.] — *R. Almagià*. Sugli autori delle pitture geografiche del Palazzo Farnese di Caprarola. [*Ibid.*] — *A. Mancini*. Ancora sulla iscrizione criptografica di Pisa e di Barga. (Inscription médiévale.)

[*Ibid.*] — *Eliseo Vidal Bertrán*. Privilegios y franquicias de Tarifa. (Nombreux documents, 1295-1791.) [*Hispania*, 1957, n° 66.] — *Antonio Pons*. Los judíos del reino de Mallorca durante los siglos XIII y XIV; fin. (Nombreux documents.) [*Ibid.*, 1956, n° 65.] — *Juan Torres Fuentes*. El entredicho del municipio de Orihuela en 1375. Un curioso reflejo en España de la contienda europea de los dos poderes. [*Ibid.*]

W. Schlesinger. Die Geschichtliche Stellung der mittelalterlichen deutschen Ostbewegung. [*Hist. Zeitsch.*, Bd 183, Heft 3, juin 1957.] — *D. P. Waley*. Papal Armies in the Thirteenth Century. [*E. H. R.*, janvier 1957.]

T. J. Oleson. Edward the Confessor's Promise of the Throne to Duke William of Normandy. [*Ibid.*, avril 1957.] — *M. Schütt*. The Literary Form of Asser's « Vita Alfredi ». [*Ibid.*] — *K. B. McFarlane*. The investment of Sir John Falstaf's profits of war. [*Trans. of the R. hist. soc.*, 1957.] — *F. Joüon des Longrais*. Le droit criminel anglais au Moyen Age. (Création originale de l'esprit médiéval, le droit criminel apparaissait dès le XV^e siècle comme le plus important des privilèges constitutionnels de la nation.) [*R. H. D. F. E.*, 1956, n° 3.] — *G. W. S. Barrow*. The Beginnings of Feudalism in Scotland. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, mai 1956.] — *M. D. Knowles* et *R. N. Hadcock*. Additions and Corrections to *Medieval Religious Houses : England and Wales*. [*E. H. R.*, janvier 1957.] — *F. Pegues*. The Clericus in the Legal Administration of Thirteenth-Century England. [*Ibid.*, octobre 1956.] — *Miss B. Dodwell*. The foundation of Norwich Cathedral. [*Trans. of the R. hist. Soc.*, 1957.] — *C. N. L. Brooke*. The Deans of St. Paul's, c. 1090-1499. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, novembre 1956.] — *C. A. F. Meekings*. More about Robert Carpenter of Haresdale. (XIII^e siècle.) [*E. H. R.*, avril 1957.] — *A. Grandæsen*. A Fourteenth Century Chronicle from the Grey Friars at Lynn. [*Ibid.*] — *C. D. Ross*. Forfeiture for Treason in the Reign of Richard II. [*Ibid.*, octobre 1956.] — *J. S. Roskell*. The Problem of the Attendance of the Lords in Medieval Parliaments. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, novembre 1956.]

E. I. Strubbe et *E. Spillemaeckers*. De Keure van Puurs van 1292. (Texte et commentaire.) [*Bull. Comm. R. Anc. lois et ordonnances Belgique*, XIX, 1.] — *E. I. Strubbe* et *Denise van Derveeghde*. Le coutumier brabançon de Guillaume van den Mortre (1337). (Texte et commentaire.) [*Ibid.*] — *E. I. Strubbe*. Gedingvoering van het leenhof te Ieper in de vijftiende eeuw. (Procédures diverses devant la cour féodale d'Ypres, XV^e siècle.) [*Ibid.*]

R. Guiland. Études sur l'hippodrome de Byzance : le Palais du Kathisma. [*Byzantinoslavica*, 18, 1957.] — *V. Green*. Kritobulos aus Imbros, Sein wahrer Name, Die Widmungsbriefe, Die Ausgabe, Das Geschichtswerk. [*Ibid.*] — *J. Bompaire*. Sur trois termes de fiscalité byzantine (οικονόμιον, ολνομέτριον, σιτόκριθον). [*B. C. H.*, LXXX, 1956, 2.] — *R. Guiland*. Études sur Constantinople byzantine. (Le Thomaïtes et le Patriarcat, le puits sacré de Sainte-Sophie.) [*Jahrb. Oesterrech. byzant. Gesellschaft*, V, 1956.] — *Id.* Études de titulature byzantine : Les titres auliques réservés aux eunuques (suite), le primicier. [*Revue des Études byzantines*, 14, 1956.] — *I. Kavar*. Procopius und Arethas. [*Byzant. Zeitschr.*, 50, 1957.] — *V. Laurent*. La direction spirituelle à Byzance : la correspondance d'Irène-Eulogie Paléologue avec son second directeur. [*Revue des Études byzantines*, 14, 1956.] — *R. J. Loenertz*. Une page de Jérôme Zurita relative aux duchés catalans de Grèce. [*Ibid.*] — *P. Wirth*. Die Chronologie der Schlacht um Klaudiopolis im Lichte bisher unbeachteter Quellen. [*Byzant. Zeitschr.*, 50, 1957.]

A. Vaillant. Les citations des années 1110-1111 dans la Chronique de Kiev. [*Byzantinoslavica*, 18, 1957.] — G. K. Soselia. Existait-il une structure esclavagiste en Géorgie? (Article destiné à éveiller l'attention des historiens sur les conditions sociales de la Géorgie ancienne, du 1^{er} siècle à l'aube des temps modernes.) [*Vop. Istorii*, 1956, n° 10.] — B. A. Rybakov. La chronique d'Ostromir. (Serait un véritable « pamphlet politique » dirigé contre Iaroslav le Sage et traduisant l'esprit d'indépendance de Novgorod et de son aristocratie.) [*Ibid.*] — M. Szeftel. Le « Justicier » (Sudebnik) du tsar Ivan III (1497). (Analyse, avec une introduction historique, du premier en date des Codes moscovites.) [*R. H. D. F. E.*, 1956, n° 4.]

IV. LE XVI^e SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

B. Guénée. Étude sur l'influence du Châtelet au XVI^e siècle. (Une fraude de 1530 permet de mettre en lumière « le prestige et l'influence croissants, à la fin du XV^e siècle et dans la première moitié du XVI^e siècle, du tribunal du Châtelet, en dehors même de la prévôté et vicomté de Paris ».) [*R. H. D. F. E.*, 1956, n° 4.] — Jean Denaix. La châellenie de Hattonchatel en 1546. [*A. de l'Est*, 1957, n° 2.] — Marquis de Corbin. Autour d'un vieux château : une sœur du brave Grillon. [*Prov. hist.*, octobre-décembre 1956.] — E. M. Braekman. La Réforme à Bruxelles. [*Bull. de la Soc. d'hist. du Prot. fr.*, avril-juin 1957.] — Colonel Jean de Pablo. La question du drapeau huguenot. (Il n'y en a jamais eu.) [*Ibid.*] — Mollat (Michel). Une lettre inédite d'un marchand espagnol résidant à Rouen (1531). [*Hispania*, 1956, n° 65.] — Raoul van der Made. Analyse des jugements du XVI^e siècle de la Cour de Marchin. (Avec commentaires strictement juridiques.) [*Bull. Comm. R. Anc. lois et ordonnances Belgique*, XIX, 1.]

G. H. Bolsover. Ivan the Terrible in russian historiography. [*Trans. of the R. hist. soc.*, 1957.] — V. N. Cheviakov. Du nouveau sur le problème de l'« opritchnina » (enrôlement) sous Ivan IV. (Avec le regroupement de la terre russe, les problèmes de la constitution d'une armée de fidèles et de la défense du territoire se posent à Ivan IV.) [*Vop. Istorii*, 1956, n° 9.] — G. A. Novitskii. Du nouveau sur la propriété féodale russe dans les avant-pays baltes à l'époque de la guerre de Livonie (1558-1582). (A travers l'utilisation d'un fonds inédit des Archives centrales d'État, toute la colonisation militaire et l'agriculture d'« ex castris » s'animent dans la région de Vilnaù-Tallinn.) [*Ibid.*, n° 4.]

P. Léon. La crise de l'économie française à la fin du règne de Louis XIV (1685-1715). [*Inf. hist.*, septembre-octobre 1956.] — J. Gheslin. L'action des parlements contre les « mésalliances » aux XVII^e et XVIII^e siècles. (Étude très intéressante pour l'ensemble de l'histoire sociale.) [*R. H. D. F. E.*, 1956, nos 1 et 2.] — S. Moura. Liste des Églises réformées. (Suite : de Cher à Mayenne.) [*Bull. de la Soc. d'hist. du Prot. fr.*, avril-juin 1957.] — Comte de Saint-Priest d'Urgel. L'entrée en Avignon du cardinal-légat Flavien Chigi. [*Prov. hist.*, octobre-décembre 1956.] — Edmond Esmonin. Un recensement de la population de Grenoble en 1725. [*Cah. d'hist.*, 1957, n° 3.] — P. Nau. A l'origine des encycliques modernes. Un épisode de la lutte des évêques et des parlements (1755-1756). (Sur le retour à un mode ancien d'enseignement de la papauté, sur l'initiative de Benoît XIV apaisant la crise du jansénisme.) [*R. H. D. F. E.*, 1956, n° 2.] — R. Villers. Un projet de réforme de la coutume de Normandie sous le ministère Maupeou. (Relève le rôle déjà joué

par Lebrun, le futur collègue de Bonaparte comme troisième consul.) [*Ibid.*, n° 3.] — J. Caillé. Le consulat de Chénier au Maroc (1767-1782). Les dépenses de la France. [*Hespéris*, XLIII, 1956, 4, 4.] — Louis Dermigny. Languedociens et Provençaux aux îles de France et de Bourbon. [*R. d'hist. des col.*, 3^e et 4^e trimestres 1956.] — M. B. Ross-Orry. Philibert Orry (1689-1747), contrôleur général des Finances de Louis XV. [*Inf. hist.*, janvier-février 1957.] — Paolo Alatri. Note sul periodo ginevrino di Voltaire e sulle sue corrispondenze coi Tronchin e coi Gramer; fin. [*Nuova riv. st.*, janvier-avril 1957.]

A. Ashley. The Spiritual Courts of the Isle of Man, especially in the Seventeenth and Eighteenth Centuries. [*E. H. R.*, janvier 1957.] — G. E. Aylmer. Attempts at Administrative Reform, 1625-1640. [*Ibid.*, avril 1957.] — C. Robbins. Sir John Holland (1603-1701) in the Convention of 1660. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, novembre 1956.] — N. Mackenzie. Sir Thomas Herbert of Tintern : a Parliamentary Royalist. [*Ibid.*, mai 1956.] — J. P. Kenyon. The Reign of Charles II : Review Article. [*Cambridge Hist. J.*, 1957, n° 1.] — M. Priestley. London Merchants and Opposition Politics in Charles II's Reign. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, novembre 1956.] — C. Roberts. The Impeachment of the Earl of Clarendon (1667). [*Cambridge Hist. J.*, 1957, n° 1.] — O. W. Furlley. The Whig Exclusionists : Pamphlet Literature in the Exclusion Campaign, 1679-1681. [*Ibid.*] — J. P. Kenyon. The Earl of Sunderland and the King's Administration, 1693-1695. [*E. H. R.*, octobre 1956.] — E. E. Rich. The first earl of Shaftesbury's colonial policy. [*Trans. of the R. hist. Soc.*, 1957.] — J. H. Plumb. The organization of the Cabinet in the reign of Queen Anne. [*Ibid.*] — J. F. Wright. An Index of the Output of British Industry since 1700. (Discussion du livre de W. Hoffmann.) [*J. of Econ. Hist.*, septembre 1956.] — Burley (K. H.). A Note on a Labour Dispute in Early Eighteenth-Century Colchester. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, novembre 1956.] — M. S. Anderson. Great Britain and the Barbary States in the Eighteenth Century. [*Ibid.*, mai 1956.] — T. R. Christie. The Political Allegiance of John Robinson, 1770-1784. [*Ibid.*] — R. B. Sheridan. The Molasses Act and the Market Strategy of the British Sugar Planters. [*J. of Econ. Hist.*, mars 1957.]

Marguerite Michaud. Caraquet. (Village du Nouveau-Brunswick fondé en 1756 par des Acadiens.) [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1957.] — Marcel Trudel. Le destin de l'Église sous le régime militaire (1759-1764). (Au Canada.) [*Ibid.*] — Olivier Maurault. Les divers motifs qui ont amené Saint-Sulpice à Montréal. [*Ibid.*] — André Vachon. Inventaire critique des notaires royaux des gouvernements de Québec, Montréal et Trois-Rivières (1663-1764); suite. [*Ibid.*]

Fernández Alvárez (Manuel). La misión de Fulvio Testi. Un diplomático italiano en la corte de Felipe IV. (1638.) [*Hispania*, 1957, n° 66.] — M. Roberts. The political objectives of Gustavus Adolphus in Germany, 1630-1632. [*Trans. of the R. hist. Soc.*, 1957.] — W. Kienast. Die englische Lehnkriegsverfassung des dreizehnten Jahrhunderts. [*Hist. Zeitsch.*, Bd 183, Heft 3, juin 1957.] — Ernst Ekman. The danish royal law of 1665. [*J. of mod. hist.*, juin 1957.] — Salvatore Francesco Romano. Studi su Giuseppe II e il « Giuseppinismo ». [*Riv. st. it.*, 1957, n° 1.]

O. D. Tchekhovitch. Sur l'histoire de l'Asie centrale des XVIII^e et XIX^e siècles. (Fait le point des questions économiques et sociales d'Asie centrale, depuis le XVI^e siècle jusqu'au rattachement à l'empire tsariste.) [*Vop. Istoriï*, 1956, n° 3.] — V. D. Dimitriev. Sur l'imposition du Iassak dans la région de la Moyenne-Volga. (Différent des Iassaks de Sibérie ou de l'Oural, celui de la Moyenne-Volga

en vient rapidement à désigner une *unité foncière d'imposition* dont l'auteur s'attache à déterminer la superficie.) [*Ibid.*, n° 12.] — Z. Ya. Boiarchinov. Troubles à Tomsk au XVIII^e siècle. (Dans cette « capitale » de 1.045 habitants en 1646, où la solde et le ravitaillement n'arrivent qu'au compte-gouttes, une mauvaise récolte, les spéculations d'un gouverneur sèment les troubles.) [*Ibid.*, n° 6.] — P. E. Matievsky. Sur la formation de la nation russe. (Face à une féodalité disciplinée, les activités de la bourgeoisie rassemblent les terres russes : le mouvement sera achevé avec la grande Catherine.) [*Ibid.*, n° 8.] — E. N. Ochaniina. L'économie des propriétaires fonciers Pazukhin aux XVIII^e-XVIII^e siècles. [*Ibid.*, n° 7.] — V. V. Mavrodin, I. Z. Kadson, N. I. Sergeeva, T. P. Rzhaniakova. Caractéristiques des guerres paysannes en Russie. (Les révoltes de 1606-1607, 1670-1671 et surtout de 1773-1775 servent de toile de fond à ces discussions centrées sur le XVIII^e siècle et soucieuses de distinguer entre guerre paysanne et jacquerie.) [*Ibid.*, n° 2.] — N. L. Rubinstein. Le mouvement paysan en Russie dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. (Période de l'apparition de l'économie monétaire dans les campagnes : vive lumière sur la mentalité paysanne, l'allure et l'ampleur des révoltes qui culminent en 1773-1774.) [*Ibid.*, n° 11.]

J. Delumeau. Les sciences de la vie au XVIII^e siècle. [*Inf. hist.*, novembre-décembre 1956 et janvier-février 1957.]

V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE XIX^e SIÈCLE

John Hall Stewart. The era of the french revolution : opportunities for research and writing. [*J. of mod. hist.*, juin 1957.] — Ch. Carrière. Les entrées de navires dans le port de Marseille pendant la Révolution. [*Prov. hist.*, avril-juin 1957.] — M. G. Huot. The Diary of Roush de Varicourt, curé of Gex, deputy in the Estates General of 1789. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, novembre 1956.] — J. Soulas. Rivalités urbaines en France, 1789-1790. [*Inf. hist.*, septembre-octobre 1956.] — G. De bien. Le Club des colons de La Rochelle (septembre 1789-octobre 1790). [*R. d'hist. des col.*, 3^e et 4^e trimestres 1956.] — Daniel Ligou. Les problèmes de la « logistique » révolutionnaire à Montauban et dans les environs. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1957, n° 2.] — R. Boudard. Bonaparte et la République de Gènes (1794-1797). [*Inf. hist.*, mai-juin 1956.] — J. Vidalenc. L'agriculture dans les départements normands à la fin du Premier Empire. [*A. de Normandie*, mai 1957.]

H. Mitchell. Francis Drake and the comte d'Antraigues : a Study of the Dropmore Bulletins, 1793-1796. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, mai 1956.] — J. R. Western. The Volunteer Movement as an Anti-Revolutionary Force, 1793-1801. [*E. H. R.*, octobre 1956.] — Felipe Cortines Murube. El Alcalde de Montellano. (Héroïque défense du village lors de l'invasion française en 1810.) [*Arch. hispalense*, 1956, n° 80.]

Alvar Ellegråd. Darwinian theory and 19th century philosophies of Science. [*J. of the hist. of ideas*, juin 1957.] — Maurice Mandelbaum. Scientific background of evolutionary theory in biology. [*Ibid.*] — Daniel Villey. Karl Marx. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1957, n° 2.]

F. Spannel. Les éléments de la fortune des grands notables marseillais au début du XIX^e siècle. [*Prov. hist.*, avril-juin 1957.] — P. Guiral. Quelques notes sur la politique des milieux d'affaires marseillais de 1815 à 1870. [*Ibid.*] — Maurice Agulhon. Aperçu sur le mouvement ouvrier à Toulon sous la Monarchie de Juillet.

[*Ibid.*] — René Moulinas. Le pays légal en Vaucluse sous la Monarchie de Juillet. [*Ibid.*, octobre-décembre 1956.] — L. Trénard. Salvandy, grand maître de l'Université. (Résumé de thèse.) [*Inf. hist.*, mai-juin 1956.] — R. Laurent. Les vignes de la Côte-d'Or au XIX^e siècle. (Résumé de thèse.) [*Ibid.*] — Roger Marlin. Un problème d'affouage en Franche-Comté au milieu du XIX^e siècle. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1957, n° 2.] — Paul Guichonnet. La Savoie et le royaume de Sardaigne (1815-1860). [*Cah. d'hist.*, 1957, n° 3.] — D. H. Pinkney. Money and Politics in the Rebuilding of Paris, 1860-1870. [*J. of Econ. Hist.*, mars 1957.] — G. Lefranc. A l'occasion d'un cinquantenaire : la « Charte d'Amiens » (1906). [*Inf. hist.*, novembre-décembre 1956.] — A. Olivesi. La droite à Marseille en 1914. [*Prov. hist.*, avril-juin 1957.]

Robert Lacombe. Histoire monétaire de Saint-Domingue et de la république d'Haïti, des origines à 1874. [*R. d'hist. des col.*, 3^e et 4^e trimestres 1956.] — J. Caillé. Un Français à Marrakech en 1851. [*Hespéris*, XLIII, 1956, 3, 4.] — Georges Tauboulet. Chronique de l'histoire coloniale : quelques livres sur l'histoire de l'Indochine. (Jusqu'en 1914.) [*R. d'hist. des col.*, 3^e et 4^e trimestres 1956.] — Général M. Boucherie. Les bureaux arabes : leur rôle dans la conquête de l'Algérie. [*R. de Déf. nat.*, juillet 1957.]

V. Harlow. Sir Frederic Hamilton's Narrative of Events relative to the Jameson Raid. [*E. H. R.*, avril 1957.] — J. Roach. Liberalism and the Victorian Intelligentsia. [*Cambridge Hist. J.*, 1957, n° 1.] — F. Bealey. Negotiations between the Liberal Party and the Labour Representation Committee before the General Election of 1906. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, novembre 1956.]

R. E. Cameron. Some French Contributions to the Industrial Development of Germany, 1840-1870. [*J. of Econ. Hist.*, septembre 1956.] — F. Gunther Eyck. English and french influences on german liberalism before 1848. [*J. of the hist. of ideas*, juin 1957.] — Piero Pieri. La storia del militarismo tedesco. [*Nuova riv. st.*, janvier-avril 1957.] — Silvio Furlani. Per la storia del movimento operaio in Germania. [*Ibid.*] — Charles and Barbara Jelavich. Bismarck's proposal for the revival of the Dreikaiserbund in Oktober 1878. [*J. of mod. hist.*, juin 1957.] — R. Vierhaus. Rankes Verhältnis zur Presse. [*Hist. Zeitsch.*, Bd 183, Heft 3, juin 1957.] — Erma Lesky. Die österreichische Pestfront an der K. K. Militärgrenze. [*Saeculum*, 1957, n° 1.]

D. M. Smith. Cavour and Parliament. [*Cambridge Hist. J.*, 1957, n° 1.] — Luigi Anicetti. William D. Howells, console a Venezia (1861-1865). [*Nuova riv. st.*, janvier-avril 1957.] — Fernando Manzotti. La giovinezza di Leonida Bissolati ricostruita su documenti inediti. [*Ibid.*]

Robert Syloain. Alessandro Gavazzi à New-York ; un agitateur parmi d'autres agitateurs (1853). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, juin 1957.] — D. L. Kemmerer. The Changing Pattern of American Economic Development. [*J. of Econ. Hist.*, décembre 1956.] — D. F. Dowd. A Comparative Analysis of the Economic Development in the American West and South. [*Ibid.*] — J. W. Thompson. The Genesis of the Great Northern's Mesabi Ore Traffic. [*Ibid.*] — A. L. Throckmorton. The Role of the Merchant on the Oregon Frontier : The Early Business Career of Henry W. Corbett, 1851-1869. [*Ibid.*] — F. W. Kohlmeyer. Northern Pine Lumbermen : A Study in Origins and Migrations. [*Ibid.*] — R. R. Wohl. Three Generations of Business Enterprise in a Midwestern City : The MacGees of Kansas City. [*Ibid.*] — O. O. Winther. Promoting the American West in England, 1865-

1890. [*Ibid.*] — C. C. Spence. When the Pound Sterling Went West : British Investments and the American Mineral Frontier. [*Ibid.*] — D. C. North. International Capital Flows and the Development of the American West. [*Ibid.*] — V. C. Fowke. National Policy and Western Development in North America. [*Ibid.*] — C. Goodrich. American Development Policy : The Case of Internal Improvements. [*Ibid.*] — A. G. et M. B. Bogue. « Profits » and the Frontier Land Speculator. [*Ibid.*, mars 1957.] — C. N. Degler. The Locofocos : Urban « Agrarians ». (Aux U. S. A.) [*Ibid.*, septembre 1956.]

A. M. Pikman. Sur la lutte des montagnards caucasiens contre les colonisateurs tsaristes. (Toujours la question caucasienne : la révolte était-elle féodale, démocratique, religieuse ou simplement nationale?) [*Vop. Istorii*, 1956, n° 3.] — G. D. Daniyalov. Les mouvements de montagnards sous la conduite de Chamil (Conclusions proches de celles de Pikman ; l'isolement de ces peuplades vouait leur soulèvement à l'échec.) [*Ibid.*, n° 7.] — S. K. Bushnev. Sur le muridisme caucasien. (Un premier pas vers une étude plus différenciée de ces régions-refuges, mosaïque des ethnies les plus diverses.) [*Ibid.*, n° 12.] — A. F. Yakunin. Aspects économiques de la formation d'une nation ouzbek bourgeoise. (Analyse le capitalisme propre à l'Asie centrale, édifié sur un quasi-monopole du coton et de l'élevage, que facilita l'établissement des premières dorsales ferroviaires transouraliennes.) [*Ibid.*, n° 5.] — V. I. Startsev. La première grande voie ferrée de l'Oural. (Construite entre 1874 et 1878, devient rapidement la grande liaison commerciale entre la Russie d'Europe et la Sibérie.) [*Ibid.*, n° 1.] — B. B. Grave. La Russie tsariste était-elle un pays semi-colonial? (Était-elle une nation de capitalisme commercial ou la semi-colonie des « Shylocks » français, encore affaiblie par ses défaites japonaises?) [*Ibid.*, n° 6.]

Ya. I. Livshin. La politique industrielle des monopoles capitalistes dans la Russie d'avant guerre. (Épisodes de la lutte entre le gouvernement tsariste et les entreprises étrangères occupées à étendre leurs monopoles et à contrôler l'industrie pétrolière.) [*Ibid.*, n° 3.] — V. T. Gorbatink, T. D. Ionkina. Développement du capitalisme agraire et différenciation de la paysannerie en Ukraine dans la seconde moitié du XIX^e siècle. (Monographie assez détaillée : indique comment se différencie le paysage agricole de l'Ukraine et s'accusent les oppositions sociales.) [*Ibid.*, n° 9.] — A. Ya. Avrekh. Le bonapartisme de Stolypine et les questions de politique militaire devant la 3^e Douma. (L'autocratie tente, pour survivre, de s'appuyer sur la clientèle de la bourgeoisie commerçante et industrielle et de rajeunir ses structures.) [*Ibid.*, n° 11.] — I. A. Fedesov. A propos de l'histoire du mouvement social en Russie dans les années 30 du XIX^e siècle. (Dès 1835, le feu, éteint en 1825, recommence à couver : arrestations, pamphlets, embryons de sociétés secrètes, contamination de l'armée, soutien aux Polonais...) [*Ibid.*, n° 12.] — V. R. Leikina-Svirskaya. Caractères des cercles des *Pétrachevsty*. (Un des nombreux courants des années 1840, qui, avec les partisans des Belinsky et des Herzen, attaquaient l'édifice vermoulu de la féodalité et du servage.) [*Ibid.*, n° 4.] — A. P. Bashova. Soulèvement de travailleurs à l'usine de Revda en 1841. [*Ibid.*, n° 3.] — I. V. Kuznetsov. A propos du caractère des manufactures dans la Russie d'avant la réforme. [*Ibid.*, n° 10.] — E. N. Sedova. La lutte des paysans seigneuriaux pour la possession du sol dans la région centrale des Terres Noires. [*Ibid.*, n° 4.] — R. A. Taubin. La propagande révolutionnaire dans les écoles du dimanche en Russie (1860-1862). (Les révolutionnaires, voulant éviter

l'erreur décabriste, tentent d'éduquer révolutionnairement le peuple. Donne une chronologie et une géographie du mouvement.) [*Ibid.*, n° 8.] — *P. S. Tkachenko*. Sur quelques questions de l'histoire du populisme révolutionnaire (*narodničestvo*). (S'attache à montrer comment le populisme traduisait la réaction de la paysannerie révolutionnaire et à mettre les fluctuations du mouvement en rapport avec l'évolution du mouvement ouvrier et de la situation économique.) [*Ibid.*, n° 5.] — *I. B. Mindlin*. L'évolution de G. V. Plekhanov du populisme au marxisme. [*Ibid.*, n° 12.] — *V. A. Smirnova*. G. V. Plekhanov et le mouvement socialiste international. (Délégué à la deuxième Internationale, rédacteur socialiste et adversaire de Bernstein, il serait le grand théoricien marxiste russe avant Lénine.) [*Ibid.*, n° 12.] — *B. S. Itenberg*. Les liens entre les ouvriers russes progressistes et le mouvement révolutionnaire d'Europe occidentale (durant les années 70). (Malgré l'intermédiaire des nombreux émigrés russes, « les ouvriers assez avancés pour tirer les leçons de la pensée révolutionnaire occidentale étaient très peu nombreux ».) [*Ibid.*, n° 9.] — *Yu. Z. Polevoi*. La diffusion du marxisme en Russie. (Bref aperçu économique mis en rapport avec le déclin du populisme, le foisonnement des idées sociales et le succès du mouvement *Libération du Travail* qui jeta les bases du marxisme en Russie.) [*Ibid.*, n° 7.] — *M. A. Moskaev*. La lutte pour la formation d'un parti ouvrier marxiste dans les années 90 du xx^e siècle. (Article à replacer dans le cadre des publications destinées à rassembler les matériaux pour une connaissance du P. C. russe. Suit les activités de Lénine jusque vers 1905.) [*Ibid.*, n° 8.] — *E. A. Koroltshuk*. « L'alliance de lutte pour la libération de la classe ouvrière », embryon du vigoureux parti révolutionnaire ouvrier. (Relate les efforts de Lénine en 1893-1903 pour fonder à Saint-Petersbourg un véritable parti révolutionnaire.) [*Ibid.*, n° 1.] — *A. S. Roslova*. Les premières manifestations politiques de masse des ouvriers de Saint-Petersbourg. [*Ibid.*, n° 2.] — Sur l'histoire de la première révolution russe dans les centres industriels du pays : revue des articles reçus par la rédaction. (Nouvelle formule inaugurée devant le nombre croissant des articles reçus : résumé succinct de la vague des grèves révolutionnaires qui de 1905 à 1907 reflue sur Orekhovo-Znev, Tver, Sormova, Alexandrov, Kharkov.) [*Ibid.*, n° 1.] — *A. N. Kheifets*. Échanges révolutionnaires entre les peuples de Russie et de Chine au début du xx^e siècle. (La Mandchourie est, avec son essor ferroviaire, un des points de contact et de contamination. Après 1905, toute une diaspora marxiste se répand en Chine et au Japon.) [*Ibid.*, n° 12.] — *N. K. Belova*. Les migrations saisonnières du nord-est de l'Iran à la fin du xix^e et au début du xx^e siècle. (Étudie le rôle de ces 100.000 à 200.000 saisonniers dans la zone cotonnière, fruitière et pétrolière du Caucase et les répercussions de la révolution de 1905 en Iran.) [*Ibid.*, n° 10.] — *A. I. Arenstein*. L'imprimerie à Bakou du journal léniniste *Iskra*. [*Ibid.*, n° 11.] — *A. N. Atsarkin*. L'apparition des unions de la jeunesse ouvrière à Pétrograd et à Moscou. (Vers les années 1910.) [*Ibid.*, n° 12.] — *G. V. Petriakov*. Le rôle de Lénine à la direction de la *Pravda*. (1912-1914.) [*Ibid.*, n° 11.] — *L. M. Lifshits*. Un document important sur la lutte pour la convocation de la sixième conférence du Parti (conférence de Prague). (1911.) [*Ibid.*, n° 4.] — *Hélène Stasova*, *N. S. Karzhansky*, *I. G. Korolev*, *B. M. Volin*. Souvenirs sur les Congrès du Parti. (Essai pour faire revivre, par monographies successives, l'atmosphère des 4^e, 5^e et 6^e Congrès.) [*Ibid.*, n° 2.] — *S. I. Gonsiev*. Aperçus sur la lutte pour la construction du Parti Bolchévik. (Cet article inédit d'un des principaux militants bolchéviks, mort en 1933, dégage le sens

classique de la « pause révolutionnaire », entre les deux élans de 1905-1907 et de 1912-1914.) [*Ibid.*, n° 5.] — *P. I. Milioukov*. La première campagne parlementaire des bolcheviks. (Répit de légalité au milieu de leur lutte clandestine : profitent de la crise économique et politique pour faire de leur campagne électorale un appel ouvert à la révolution générale.) [*Ibid.*, n° 4.] — *A. S. Blank*. Les organisations bolchéviques et le mouvement ouvrier dans la région d'Ivanovo-Voznesensk en 1912-1914. [*Ibid.*, n° 3.]

VI. DEPUIS 1914

Dietrich Geyer. Die russische Räte und die Friedensfrage im Frühjahr und Sommer 1917. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, juillet 1957.]

Wilhelm Deist. Brüning, Herriot und die Abrüstungsgespräche von Bessing 1932. [*Ibid.*] — *Martin Broszat*. Die memeldeutschen Organisationen und der Nationalsozialismus 1933-1939. [*Ibid.*]

Günter Moltmann. Die frühe amerikanische Deutschlandplanung im zweiten Weltkrieg. [*Ibid.*] — Capitaine de corvette *Besançon*. La fin du *Prince of Wales* et du *Repulse*. [*R. marit.*, juin 1957.] — *Ya. M. Sternstein*. Les dockers d'Odesa et la défense de la ville en 1941. [*Vop. Istorii*, 1956, n° 6.] — *E. I. Kelner*. Les travailleurs de Sébastopol en lutte contre les envahisseurs hitlériens (1941-1942). [*Ibid.*, n° 9.] — *F. I. Siroso*. Le travail d'organisation militaire accompli par le parti communiste de Léninegrad au début de la grande guerre nationale. [*Ibid.*, n° 10.] — *A. D. Kholodenin*. Sur la lutte des travailleurs du Donbass contre les envahisseurs allemands. [*Ibid.*, n° 12.] — *A. F. Khaïin*. Le relèvement de l'industrie du Donbass durant la grande guerre patriotique. [*Ibid.*, n° 5.]

René Rémond. Plaidoyer pour une histoire délaissée : La fin de la III^e République. [*R. fr. de Sc. pol.*, avril-juin 1957.] — *Mattei Dogan* et *Peter Campbell*. Le personnel ministériel en France et en Grande-Bretagne (1945-1957). [*Ibid.*] — *Louis Bodin* et *Jean Touchard*. L'élection partielle de la première circonscription de la Seine (1957). [*Ibid.*] — *M. Marteau*. L'évolution d'une ferme de Vieux-Fumé (Calvados). [*A. de Normandie*, mai 1957.] — *Gabriel Ladaigne*. L'industrie du verre et du cristal dans les départements de Meurthe-et-Moselle et des Vosges. [*A. de l'Est*, 1957, n° 2.] — *Jacques Kayser*. La presse française et la crise de Suez. [*Pol. étr.*, 1957, n° 2.]

S. B. Clough et *C. Livi*. Economic Growth in Italy. An Analysis of the Uneven Development of North and South. [*J. of Econ. Hist.*, septembre 1956.] — *Hans von Friesen*. La vie politique en Suède depuis 1956. [*R. fr. de Sc. pol.*, avril-juin 1957.] — *Jean Meyriat*. L'Espagne contemporaine. État des travaux : mise à jour, 1954-1956. [*Ibid.*] — *Jean Meynaud*. Les élections en Belgique. [*Ibid.*] — *H. Hale Bellot*. The literature of the last half-century on the Constitutional history of the United States. [*Trans. of the R. hist. soc.*, 1957.] — *Stanley Hoffmann*. La campagne présidentielle et la vie politique aux États-Unis en 1956. [*R. fr. de Sc. pol.*, avril-juin 1957.]

Paul Kluge. Der Fall Potempa. (Nom du village de la Haute-Silésie où, en avril 1932, neuf S. A. assassinèrent un ouvrier mineur.) [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, juillet 1957.] — *B. Apremont*. La colonisation soviétique de l'Europe de l'Est. [*Pol. étr.*, 1957, n° 2.] — *Hervé Lavenir*. Les Sorabes : une minorité ethnique en D. D. R. [*L'All. d'auj.*, 1957, n° 3.] — *Roland Descour*. F. D. P. le parti libéral.

(En Allemagne fédérale.) [*Ibid.*] — *Robert Minder*. Hommage à Alfred Doebelin. Doebelin en France. [*Ibid.*] — *Erich Mende*. La réunification allemande à l'heure de la sécurité collective européenne. [*Pol. étr.*, 1957, n° 2.]

Ernst L. Presseisen. Roots of Japanese imperialism : a memorandum of general Legendre. [*J. of mod. hist.*, juin 1957.] — Colonel *Georges Bossavy*. La Corée écartelée entre les deux blocs. [*R. de Déf. nat.*, juillet 1957.] — *John Seabury Thomson*. Burma : a neutral in China's shadow. [*Rev. of politics*, juillet 1957.] — *René Dumont*. Révolution dans les campagnes chinoises. [*Pol. étr.*, 1957, n° 2.] — *A. P. Stirling*. L'Australie et le Pacifique. [*Ibid.*] — *Georges Fischer*. Le Ghana, l'indépendance et ses problèmes. [*Ibid.*] — *Jean Perrin*. La mise en valeur du bloc africain tropical. [*R. de Déf. nat.*, août-septembre 1957.]

Sur la périodisation de l'histoire de la société soviétique. (Bref commentaire sur la division fondamentale : transition du capitalisme au socialisme ; période socialiste.) [*Vop. Istorii*, 1956, n° 6.] — *L. A. Fotieva*. Rencontres avec Lénine à Genève et à Paris. [*Ibid.*, n° 4.] — *T. F. Lioudvinskaya*. L'éloquence léninienne. [*Ibid.*] — *N. L. Rubinstein*. Lénine vu par l'opinion publique progressiste à l'étranger. (Souvenirs de Steffens, de Ella Bloor, de Jean Fréville ; témoignages de H. Politt, de H. Welles ou de Raymond Robins.) [*Ibid.*] — *Ya. M. Strotchkov*. Sur l'article de Lénine : « L'organisation du Parti et la littérature du Parti ». [*Ibid.*] — *V. V. Pentovskaya*. Le rôle de Lénine dans le développement de l'U. R. S. S. (Lénine oriente la Constitution vers un triple rôle : garantir la défense extérieure du pays, resserrer les liens économiques entre provinces, rester ouverte à toute adhésion nouvelle.) [*Ibid.*, n° 3.] — *G. S. Akopian*. Correspondance entre V. I. Lénine et S. G. Shaumian à propos de la question des nationalités. (Outre l'égalité des droits et le libre exercice de leur langue nationale, fallait-il aussi reconnaître le droit à sécession et officialiser les langues des minorités?) [*Ibid.*, n° 8.] — *D. A. Tseilin*. Les comités d'usines à Pétrograd de février à octobre 1917. [*Ibid.*, n° 11.] — *A. A. Tsetsorin*. Lutte des marins de la mer Noire pour la prise de pouvoir par les Soviets en 1917. [*Ibid.*, n° 1.] — *K. T. Sverdlova*. L'activité de Ia. M. Sverdlov en 1917. (L'épouse de Sverdlov retrace les activités de son mari, qui fut le second de Lénine durant la poussée bolchévique de l'hiver 1917.) [*Ibid.*, n° 6.] — *E. N. Burdshalov*. La tactique des Bolchéviks de mars à avril 1917. [*Ibid.*, n° 4.] — *F. I. Drabkina*. Conférence panrusse des bolcheviks en 1917. (Ordre du jour : prendre position sur la continuation de la guerre ; faut-il accorder confiance au gouvernement provisoire?) [*Ibid.*, n° 9.] — Extraits de la correspondance entre E. D. Stasova et K. T. Novgorodtseva. (Donne un tableau des préoccupations du Comité central durant la tragique année 1918, vu par la secrétaire du Comité central de Pétrograd et celle de Moscou.) [*Ibid.*, n° 10.] — *S. F. Naida, Yu. P. Petrov*. Le Parti communiste. L'organisateur de la victoire sur le front est en 1918. (Basse Volga et avant-pays ouralien.) [*Ibid.*] — *V. E. Belikov*. L'organisation du parti à Pétrograd et la lutte contre Ioudenitch (été 1919). [*Ibid.*, n° 1.] — *L. M. Spirin*. Le parti communiste : l'organisateur de l'écrasement de Kolitchak. (Après les défaites du printemps et de l'été 1919, le P. C. organise la « levée en masse » pour rétablir le front oriental.) [*Ibid.*, n° 6.] — *N. F. Kuzmin*. Contributions à l'histoire de l'écrasement des troupes blanches de Dénikine. [*Ibid.*, n° 7.] — *V. P. Danilov*. Les fondements matériels et techniques de l'agriculture soviétique à la veille de la collectivisation à outrance. (A le mérite de montrer comment l'industrialisation des campagnes supposait le dévelop-

pement d'une forte industrie nationale ; ainsi s'expliquent décalages et retards.) [*Ibid.*] — *L. V. Maksakova*. L'activité du train de propagande *Révolution d'octobre* parmi les paysans. (Selon une tactique déjà utilisée sur le front, ce convoi, dirigé par Kalinine, parcourt les gouvernements de Gomel, Toula, Tambov, Orenbourg, organisant meetings et séances d'instruction cinématographiques.) [*Ibid.*, n° 10.] — *E. A. Lutzkii*. Sur la nature du système « égalitaire » d'exploitation du sol en Russie soviétique. (La paysannerie, alliée indispensable aux bolchéviks, n'était pas encore mûre pour une socialisation authentique.) [*Ibid.*, n° 9.] — *L. M. Spirin*. A propos des premières réformes socialistes dans l'industrie de Russie soviétique. (Y avait-il une réelle politique économique chez les bolchéviks? Rapide mise au point finale sur le rôle des Sovnarkhozes en 1917.) [*Ibid.*, n° 11.] — *V. P. Nasyrin*. Sur certains aspects de l'histoire de la réorganisation socialiste de l'industrie russe. (Définit la politique économique du gouvernement socialiste : avant de nationaliser, impose le contrôle et la tutelle des conseils ouvriers, tolère une propriété partielle des moyens de production.) [*Ibid.*, n° 5.] — *E. M. Polianskaya*. A propos de l'industrialisation socialiste de la Sibérie. [*Ibid.*, n° 8.] — *M. S. Volin*. Organisation de la prospection systématique des ressources naturelles de la Russie soviétique (1917-1920). [*Ibid.*, n° 2.] — *S. N. Kanev*. Les masses du parti dans la lutte pour l'unité du P. C. R. à l'époque de la discussion sur les syndicats (1920-1921). (Période fluide de transition entre l'économie de guerre et une économie de paix.) [*Ibid.*] — *V. I. Belyaeva, L. G. Goldfarb*. La lutte des ouvriers du parti dans les usines d'Ukraine pour le relèvement de la sidérurgie (1924-1925). (Retrace le système des conférences destinées à donner une éducation économique et politique à cette province, clef de voûte de la jeune république. Bilans économiques, p. 40.) [*Ibid.*] — *A. F. Trutnev*. Les communistes de Moscou, organisateurs de l'émulation socialiste dans les usines de constructions mécaniques (1946-1947). [*Ibid.*, n° 1.]

André Armengaud. L'avenir de l'économie européenne : organisation raisonnée ou décadence. [*Pol. étr.*, 1957, n° 2.] — *Henry Marchat*. Gibraltar. [*R. de Déf. nat.*, août-septembre 1957.] — Contre-amiral *A. Lepotier*. Importance stratégique de la mer d'Okhotsk. [*Ibid.*]

CHRONIQUE

Nécrologie. — M. Maxime LEROY, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, est mort à l'âge de 85 ans, le 19 septembre 1957. Né en 1873, magistrat, il avait mené une existence d'historien social et enseigné à l'École des Sciences politiques, pour laquelle il avait rédigé une *Histoire des idées sociales en France*. Il avait consacré ses ouvrages originaux à Fénelon, Descartes et surtout à Sainte-Beuve, dont il était le commentateur par excellence. C'est lui qui inspira une revue récemment créée sous le titre *Le contrat social*. Esprit curieux et original, capable de passion scientifique, la perte de M. Leroy porte un coup certain à l'histoire des sciences sociales.

— Le catalogue 698 No81 Charavay, 5 octobre 1957, présente des autographes intéressant Bernadotte (lettre à Brune, la situation de son armée devant Philippsbourg, 6 germinal an VII) ; — l'économiste Blanqui (lettre du 31 décembre 1848 à Collins, sur l'esprit des socialistes en France) ; — Brune (lettre du maréchal Brune, sur l'état de l'opinion à Marseille, 1^{er} mai 1815) ; — Charles IX (négociations de Catherine de Médicis avec Condé et Coligny, 20 janvier 1568) ; — le Comité de Salut public (lettre au général Scherer, sur l'organisation de l'armée d'Italie, 13 fructidor an III) ; — Duplessis-Mornay (lettre sur l'attitude de la Régente à l'égard des protestants, 17 juin 1610) ; — les filles de Louis XV (lettres adressées au cardinal Fleury, 1736-1742) ; — François de Neufchâteau (lettre à P. R. de Sèze, 30 mars 1778, sur une décision utile pour sa carrière) ; — Greuze (lettre au directeur de l'Académie de peinture, touchant les réclamations de celle-ci, 4 juin 1766) ; — V. Hugo (lettres à Le Blanc, à Juliette Drouet, 1834-1875 ; Congrès des amis de la paix des 22-24 avril 1869) ; — Jourdan (attestation sur sa conduite lors de la seconde abdication de Napoléon I^{er}, 2 novembre 1815) ; — La Révellière-Lépeaux, directeur (lettre à Salicetti sur l'évacuation de la Corse par les Anglais et sur les savants français envoyés à Rome après le traité de Tolentino, 1797) ; — Louis XI (lettre à G. M. Sforza sur des plans du duché d'Asti, possédés par Louis d'Orléans, 3 octobre 1471) ; — Macdonald (lettre du 16 avril 1793, au sujet de la trahison de Dumouriez, survenue le 5) ; — Marceau (lettre à Jourdan sur son échec de Kirn du 7 décembre 1795) ; — Michelet (lettre à Havin, du *Siècle*, sur son livre *Légendes du nord*, 15 février 1854) ; — Montgolfier (lettre à Malesherbes sur les aérostats et les expériences en cours, 8 septembre 1787) ; — J. Pellier (lettre à A. de Branger sur sa position métaphysique, 4 février 1842) ; — Philippe d'Orléans, régent (lettres au marquis d'Houville, sur les négociations touchant la Succession d'Espagne, 6 octobre 1703 ; à Languet de Gergy, évêque de Soissons, sur la constitution « Unigenitus », 1717-1718) ; — la mort du duc de Reichstadt (pièces diverses de 1832) ; — Rochefort (manuscrit signé sur Panama et le rôle de Clemenceau, 1893) ; — Talleyrand (lettre au baron d'Entraignes sur l'avènement de Louis-Philippe, 8 août 1830) ; — Verlaine (manuscrit autographe et

signé des *Souvenirs* sur la Commune, 2 p. 1/2) ; — Voltaire (minute de lettre écrite par le secrétaire Bigex au chevalier de Beauteville, ambassadeur de France à Genève, 4 novembre 1768).

Italie. — On annonce la mort, à Milan, de M. SPELLENZONE, rédacteur au *Corriere della Sera*, auteur d'une magistrale *Storia del Risorgimento*, directeur de collections historiques estimées. C'était un homme courtois et savant.

— M. OTTOCAR, qui, d'origine russe, professait l'histoire du moyen âge à l'Université de Florence, où il avait fait porter ses efforts sur l'étude des villes, est récemment décédé.

— On annonce la mort récente à Sorrente de Gaetano SALVEMINI, historien de mérite, couvert d'ans et de travaux qui couvrent des périodes diverses, depuis le moyen âge jusqu'aux temps contemporains. Professeur à l'Université de Florence, il s'était très tôt rangé dans les rangs des antifascistes, avait écrit contre le Duce des ouvrages excellents, et avait dû se refaire aux États-Unis, comme professeur à Columbia, une vie nouvelle et animée. Il est mort avant d'avoir donné le livre qu'il préparait sur la mort des frères Rosselli, assassinés en France par des agents fascistes, sur laquelle je lui avais fait parvenir le dossier que détenait M^e Moro de Gafferi. La disparition de M. Salvemini causera une vive affliction dans les milieux scientifiques et politiques de l'Italie.

U. R. S. S. — On annonce la parution prochaine en Russie de documents provenant des archives de la Bastille et conservés à la bibliothèque Saltykov-Chtchédrine à Léninegrad. Ces documents avaient été apportés en 1789 par un fonctionnaire de l'ambassade de Russie à Paris et provenaient des fossés entourant la Bastille, où la colère du peuple les avait jetés — d'où les taches de boue qui les souillaient. Ce sont des documents de la prison (procès-verbaux de perquisition, interrogatoires de détenus, fragments de la correspondance du gouverneur avec la police et avec l'administration, ainsi que des pièces, des brochures découvertes au cours des perquisitions ultérieures). Beaucoup ont été déjà copiés par des historiens français, mais, d'après M. Loublinskaya, chargé de la publication, il y a encore au moins deux cents inédits.

— M. B. V. TOMACHEVSKI, maître des études pouchkinistes, est décédé, le 24 août 1957, à Gourgouf en Crimée. Comparatiste d'envergure, il laisse une œuvre complexe de la littérature russe en général, du XVIII^e siècle en particulier. — G. B.

Le gérant : M. CROUZEY.

ettin
rante

On
ar de

Un
a, m

en d
opu
Fla
com
e pr
denn
e par
tenn
fiction

renan
rino
ire de
ille, et
illest
rrop
aligo et
ure de
a fr
ure an

ddé, le
ouve
G. De

7.

. n° 10